

LE
MOUVEMENT CONSTITUTIONNEL
EN PRUSSE

DE 1840 A 1847

FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV ET LES DIÈTES PROVINCIALES

(Suite et fin¹.)

IV.

LES ORDONNANCES DE FÉVRIER 1847.

Le roi et son projet de constitution. — La commission de constitution. — Les ordonnances du 3 février 1847. — Les ordonnances et l'opinion.

Si Frédéric-Guillaume IV avait songé, en arrivant au trône, à réunir des Etats-Généraux, s'il avait écarté provisoirement cette idée pour organiser des délégations des diètes, l'influence de la cour avait par la suite rendu moins pressants ses desirs de réforme. Pourtant, après avoir pendant deux années paru se soumettre aux sollicitations de son entourage, il fit, en avril 1844, venir de Londres, où il était ambassadeur, son ami Bunsen pour lui demander son avis sur la question constitutionnelle. Ce n'est pas sans dessein que pour le conseiller le roi avait choisi Bunsen : Bunsen était celui de tous ses familiers qui connaissait le mieux la constitution anglaise, pour laquelle Frédéric-Guillaume professait une grande admiration : celle-là n'était pas une constitution écrite, celle-là était née sur le sol anglais et s'y était librement développée. « Nous devons le

1. Voir *Rev. hist.*, t. CVIII, p. 1 et 251; t. CIX, p. 56.

reconnaître », disait-il à Schön, « nous n'avons qu'une grande, qu'une lumineuse image de véritable constitution, c'est l'Angleterre. Ce qui existe là n'est pas né d'un document légal; ce sont huit siècles de longues luttes de toute sorte et de haute intelligence qui ont amené ce qui existe aujourd'hui. Quelle différence avec ceux qui croient qu'on peut établir une constitution en autant d'heures que l'Angleterre a mis de siècles¹!... »

Bunsen eut pendant tout le mois d'avril de fréquents entretiens avec le roi. Frédéric-Guillaume prit assez au sérieux les idées de son ami pour l'inviter à les exposer devant une commission composée de dix ministres ou conseillers d'État. Convaincu que les réclamations des libéraux visaient surtout le régime bureaucratique imposé à la Prusse, Bunsen demandait qu'on établît avant toute autre chose une sorte de statut des fonctionnaires (*Dienstpragmatik*) qui définirait les droits de l'État sur ces derniers et préciserait les garanties qui leur seraient accordées.

Quant à la constitution, Bunsen proposait :

1° L'institution d'une Chambre des seigneurs composée d'un certain nombre de nobles siégeant par droit de naissance, de quelques membres élus de la « *Ritterschaft* », de généraux et de hauts fonctionnaires siégeant par droit de fonction, d'un certain nombre de membres siégeant à vie, désignés par la couronne.

2° L'établissement de « *Reichsstände* », — analogues aux Communes anglaises, — composés de députés des villes et des campagnes et de délégués de la « *Ritterschaft* », à qui Bunsen rêvait de donner en Prusse le rôle de la gentry anglaise. A cette dernière chambre, réunie de droit tous les quatre ans, serait réservé l'examen du budget, des nouveaux impôts et des lois intéressant les personnes et les biens. La sanction du budget ne devait entraîner aucun pouvoir législatif : dans ce domaine, les « *Reichsstände* » ne devaient avoir que le droit de pétition. Pour éviter le suffrage direct, Bunsen indiquait que les députés, que le roi détestait comme tout ce qui pouvait passer pour un signe de souveraineté populaire, pourraient être choisis par les diètes, dix-huit par province, douze dans la diète même, six au dehors.

Dans les conclusions de son projet, Bunsen se déclarait opposé

1. Schön, t. III, p. 171.

à toute représentation directe du peuple sur la base du prorata des habitants et partisan convaincu du « droit historique », c'est-à-dire du maintien des classes et des assemblées d'États. Mais il vantait les avantages du système des deux chambres, l'une composée de nobles, l'autre où l'ordre équestre s'opposerait, comme la gentry anglaise, « aux flots montant de la démocratie »¹.

Le roi accueillit favorablement le plan de son ami, mais ne se pressa guère d'en faire une réalité. Il y avait à ce moment, et plus que jamais, lutte entre ses intentions de réforme et l'influence des piétistes de cour. L'attentat de Tschech (juillet 1844), où son esprit mystique vit en même temps qu'un avertissement de la providence le signe trop certain de la désaffection de son peuple, fit pencher la balance. Il résolut de donner suite à ses premiers projets.

S'il ne se décida pas à accepter les « Reichsstände » de Bunsen, c'est qu'ils n'étaient à ses yeux qu'une forme nouvelle des délégations de 1842. Il pensait, quant à lui, faire bien davantage ; il songeait toujours à cette réunion plénière des diètes provinciales qu'il avait rêvée pour le jour de l'hommage². L'idée longtemps caressée de ce « grosse Landtag » était devenue chère à son esprit romantique. Dans sa pensée, ce serait l'assemblée que le roi convoquerait dans les grandes circonstances : elle soulignerait les dates importantes du règne. Pour les affaires courantes, les anciennes délégations réunies périodiquement suffiraient. Quant au budget, Frédéric-Guillaume acceptait qu'il fût soumis tous les quatre ans aux délégations, mais à la condition que celles-ci n'eussent aucun droit de contrôle. En effet, disait Canitz, « si seuls sont légaux les impôts que les États auront permis, c'est toute l'administration, l'entretien de l'armée et l'existence de la monarchie qui seront mis en question »³. Et le roi sur ce point était entièrement de l'avis de son ami. « Concéder l'examen périodique du budget, c'est, de quelque nom qu'on l'appelle, l'insupportable système représentatif introduit en Prusse. »

1. Pour les diètes provinciales, elles siégeraient tous les quatre ans, de façon à ce qu'il y eût alternance avec les « Reichsstände ».

2. Cf. Ranke. Lettres du roi à Bunsen, p. 75.

3. Canitz, t. II, p. 91.

*
* *

Frédéric-Guillaume IV tint longtemps ses intentions secrètes. A la cour, cependant, on devinait bien quels étaient ses projets. Le tzar, averti, tenta de l'en détourner. Frédéric-Guillaume essaya, bien vainement, de convaincre Nicolas I^{er} que ses idées n'étaient pas de nature à « ouvrir la carrière des révolutions » ; puis, ému par les remontrances de son beau-frère qui lui rappelait, de façon pressante, la solidarité des souverains, il s'ouvrit de ses intentions au roi de Wurtemberg et à Metternich ; il correspondit secrètement avec ce dernier par l'intermédiaire de Canitz, ambassadeur à Vienne, pendant les derniers mois de 1844. Le dernier mot de Metternich fut qu'une constitution anéantirait la situation de la Prusse en Allemagne et compromettrait en même temps celle de l'Autriche. Cette opposition n'entama guère la volonté bien arrêtée du roi. Mais quelque chose de ses desseins avait transpiré dans son entourage ; aussitôt, ses amis, et plus particulièrement son frère, le prince de Prusse, lui livrèrent les plus rudes assauts pour le ramener à leur politique.

Le prince Guillaume ne fut mis au courant des projets du roi qu'en décembre 1844 ; un peu dépité d'avoir été tenu à l'écart et gardant le souvenir des discussions de 1841, croyant sincèrement d'ailleurs agir pour le bien du royaume, il écrivit au roi, en janvier 1845, une lettre très ferme, où il renouvelait ses anciennes objections contre l'introduction d'un régime constitutionnel en Prusse. Le roi fit demander en secret à Eichhorn et au juriste Heffter quelle valeur légale aurait, le cas échéant, la protestation publique du prince de Prusse ; on lui répondit qu'elle n'en aurait aucune. Frédéric-Guillaume répondit aussitôt à son frère qu'il ne tiendrait aucun compte des représentations de sa famille. Toute la cour encourageait le prince Guillaume dans sa résistance. Le roi dut soutenir une guerre de tous les jours contre ses amis. Pour une nature aussi sensible que la sienne, la tâche était rude. Il avait beau s'excuser, diminuer la portée de ses projets, on le harcelait toujours. A Gerlach, qui le poursuivait de ses prédictions sinistres, il disait qu'il ne songeait pas à instituer des « Reichsstände », mais simplement à réunir les huit diètes provinciales, en se réservant toutes décisions, même

en matière financière; il ne comptait pas aller si loin que d'autres princes allemands¹... Un jour, lassé, le roi déclara, à la grande joie des conservateurs, qu'il acceptait que l'on « tirât sur lui à mitraille » s'il donnait jamais une constitution à la Prusse². Mais, au fond, Frédéric-Guillaume ne se rendait pas³. Libéraux et conservateurs étaient également perplexes. Quand vint l'été, il se décida à révéler publiquement ses projets. Gerlach écrivait mélancoliquement le 2 juillet 1845 : « Frédéric-Guillaume, notre vieux kronprinz, avec qui nous avons traité toutes ces affaires depuis vingt ans, marche maintenant dans la voie libérale!... »

Le 11 juillet 1845, Frédéric-Guillaume réunit en commission Bodelschwingh, Savigny, Uhden, Canitz et le grand maître des cérémonies Rochow et leur soumit son plan de constitution. C'était toujours celui qu'il discutait avec Bunsen, en avril 1844 : États-Généraux formés des diètes réunies, avec la décision sur les emprunts nouveaux, conformément à la loi de 1820; ni périodicité, ni attributions législatives; — délégations réunies périodiquement tous les quatre ans, avec les droits conférés en 1842. Quant aux diètes provinciales, elles siègeraient, elles aussi, tous les quatre ans, en alternant avec les délégations. Les projets du roi furent soumis, par la commission, à un examen sévère; le roi, mécontent qu'on n'eût pas applaudi tout de suite à ses idées, renvoya la commission le 21 juillet. « Il nous revient de Sans-Souci », écrit Humann le 24 juillet, « que, ces derniers jours, l'humeur de Sa Majesté était sombre et irascible... Elle ne sait à quel parti s'arrêter... »

En août, au cours d'un voyage du roi sur le Rhin, Metternich tenta encore de détourner le roi de ses projets. Mais Frédéric-Guillaume ne se laissa pas persuader par les prophéties pessimistes du chancelier autrichien⁴. Il réunit à nouveau, le 24 septembre, la commission de juillet; aux cinq membres précédents étaient adjoints, cette fois, Thile, Solms-Lich et Rother. Le roi vint lui-même présider les séances, qui durèrent jusqu'au 6 octobre. Rochow seul se montra intransigeant. Les autres membres déclarèrent préférer aux États-Généraux les délégations, plus nombreuses si le roi voulait, mais en tout cas moins

1. Cf. Gerlach, p. 103.

2. Cf. Natzmer, t. III, p. 136.

3. Cf. marquis de Dalmatie, 7 avril 1845.

4. Cf. Stern, *op. cit.*, t. VI, p. 254-256.

difficiles à diriger qu'une assemblée de 600 personnes; la plupart même auraient désiré voir réunir ces délégations tous les deux ans et supprimer les diètes provinciales. Pour le reste, la majorité de la commission accepta le plan royal, en spécifiant bien toutefois que les assemblées, quelles qu'elles fussent, n'auraient qu'à ratifier les emprunts, non à les consentir. La nécessité du secret de pareilles opérations financières, au cours d'une crise extérieure, ne permettait pas, aux yeux des membres de la commission, que l'on demandât une permission quelconque à une assemblée publique; seul, Bodelschwingh se permit de faire observer qu'à ce compte, États-Généraux ou délégations étaient bien inutiles.

Il y eut une longue discussion à propos de la Chambre des seigneurs. Dans le plan présenté à la seconde commission, le roi avait emprunté à Bunsen son idée d'une Chambre haute; mais, au lieu d'en faire une assemblée spéciale, délibérant à l'écart, il désirait qu'elle fût, comme un quatrième ordre, ajouté aux trois autres et siégeant avec eux. Canitz, avec beaucoup de sens, s'opposa vivement à ce qu'il considérait comme une aggravation du régime féodal. Le roi proposa, en vain, d'introduire dans cette « curie des seigneurs », des membres des universités et des représentants des anciennes villes libres. La commission exprima son désir de s'en tenir aux trois seuls ordres existants. Le roi, on le verra, n'en tint nul compte.

La fin de l'année 1845 se passa en longs conciliabules; le roi ne se lassait pas de consulter ses amis. Il eut des conversations sans fin avec le ministre Bodelschwingh, dont le crédit augmentait chaque jour et qu'on considérait déjà, même à la cour, comme le seul homme capable de diriger la future assemblée; avec Bunsen, rappelé de Londres une seconde fois, avec Canitz, qui voyait, comme le prince de Prusse, dans un contrôle effectif des représentants du pays l'affaiblissement militaire et la ruine politique de la Prusse¹.

Le prince Guillaume, qui avait gardé avec son frère² des

1. Pour les idées de Canitz sur la question constitutionnelle, cf. *Mémoires*, t. II, p. 67-68.

2. On a vu que le prince de Prusse n'avait pris aucune part aux discussions de juillet et de septembre 1845. A ses amis, le prince en montrait quelque amertume : « Je ne peux pourtant pas figurer au ministère comme un homme de paille! » Canitz, t. II, p. 179.

relations assez tendues, crut devoir, dans une lettre du 20 novembre 1845, l'avertir encore une fois du danger qu'il courait et lui indiquer la limite des concessions qu'il était, lui-même, disposé à faire¹. A ses yeux, le « grosse Landtag », les délégations, les diètes provinciales étaient des rouages trop compliqués pour la machine prussienne. La Prusse était une monarchie militaire, sa situation extérieure, sa place dans l'équilibre européen et dans le concert allemand lui commandait une vigilance de tous les instants; toute concession dans l'ordre constitutionnel, en diminuant l'autorité royale, était une cause d'affaiblissement pour le pays. Si le roi tenait à remplir les engagements antérieurs, il n'avait qu'à garder les diètes provinciales, en leur substituant, pour l'examen des questions financières, une assemblée centrale de 150 membres environ; pour les impôts nouveaux, cette assemblée serait appelée à donner son avis, mais n'aurait, en aucun cas, à les consentir; pour les emprunts, il serait aisé de les éviter en temps de paix (il n'y avait qu'à laisser la construction des chemins de fer aux entreprises privées); en temps de guerre, la décision et la responsabilité en reviendraient au roi. Frédéric-Guillaume parut, un instant, prendre en considération le plan de son frère; il le proposa à l'examen d'une commission (Thile, Savigny, Uhden, Canitz): celle-ci le rejeta.

Pour en finir, aussi bien avec ses propres hésitations qu'avec les résistances de la cour, il convoqua, le 11 mars 1846, les membres de la commission de septembre 1845, avec tous les ministres, afin de se prononcer catégoriquement sur la question constitutionnelle.

Dans cette séance fameuse² fut décidée la question posée par le roi: « Le régime actuel suffisait-il à la Prusse? » Sur seize votants, deux (les deux Rochow) répondirent par l'affirmative, quatorze déclarèrent qu'il y avait « quelque chose à faire ».

Le prince de Prusse parla le premier. Il n'était pas convaincu, pour lui, de la nécessité d'un changement; quand la discussion fut finie, il se rallia à l'opinion de la majorité.

Rochow affirma que toute transformation dans le régime

1. Cf. Treitschke, *Der Prinz von Preussen und die Ständische Verfassung* (1840-1847) (*Forschungen zur Brandeb. Preuss. Geschichte*).

2. On en trouvera le récit dans la notice de Ranke sur Frédéric-Guillaume IV (*Allg. Deutsche Biographie*).

actuel affaiblirait le pays. Boyen lui répondit que la réunion des diètes en assemblée centrale, en donnant une unité à tant de provinces hétérogènes, serait, au contraire, une force pour la Prusse. Mühler et Rother déclarèrent qu'il fallait tenir les promesses de 1815; Müffling se borna à dire qu'il avait toujours été partisan des États-Généraux. Eichhorn, Thile et Savigny assurèrent qu'une modification du régime actuel était nécessaire, que l'opinion la commandait et qu'on courrait des risques avec le *statu quo*. Bodelschwingh reprit l'argument de Boyen; il s'agissait, avant tout, de l'unité du royaume. Stolberg et Voss approuvèrent le roi, sans donner de raisons; Uhden et Canitz firent de même, mais avec quelques restrictions. Flottwell, le successeur d'Arnim, se montra le plus libéral: il voulait que certains pouvoirs législatifs fussent donnés aux États-Généraux et, tout au moins, le droit de décider en matière financière. Le ministre Rochow fit vainement un dernier effort, reprit l'argument cher au prince Guillaume, parla des nécessités militaires... Quand chacun eut parlé, le prince de Prusse prononça la phrase célèbre: « Une Prusse nouvelle va naître; avec la publication de la nouvelle loi, l'ancienne disparaît. Puisse la nouvelle devenir aussi noble et grande que l'ancienne a porté haut sa gloire et son honneur! »

Il ne restait plus qu'à régler les détails. Les résistances de la cour apportèrent de nouveaux retards; toute l'année 1846 se passa encore en discussions. Enfin, le roi, aidé par Bodelschwingh, put rédiger pour le début de décembre le texte définitif. Le prince de Prusse tenta une dernière fois de détourner son frère de ses projets (lettre privée du 17 décembre 1846); et refusa longtemps de mettre sa signature au bas des lettres patentes.

Frédéric-Guillaume passa outre; sa persévérance eut raison des derniers obstacles. Le 3 février 1847 étaient promulguées les ordonnances si longtemps attendues.

*
*
*

Sous le nom de « Patent du 3 février 1847 », on a l'habitude de comprendre, avec les lettres patentes signées du roi seul, qui contiennent le plan général de la soi-disant constitution accordée au peuple prussien, trois ordonnances signées par tous les ministres, destinées à en régler les détails. A ces textes de

lois, on peut joindre un commentaire officiel, publié le 4 février dans la *Gazette d'État*.

Dans les lettres patentes, Frédéric-Guillaume commence par faire connaître quel fut toujours son but : maintenir la puissance de la couronne qu'il se doit de transmettre intacte à ses successeurs et accorder à ses fidèles États le maximum de droits compatibles avec l'intégrité du pouvoir royal. Cette double préoccupation et le souci de réaliser les promesses paternelles l'ont amené à faire don à la nation d'institutions représentatives. Suit l'exposé rapide de ces institutions et des droits qui leur sont accordés, dont l'ensemble constitue la nouvelle constitution :

1° Toutes les fois, déclare le roi, que les besoins de l'État exigent de nouveaux emprunts, de nouveaux impôts ou l'augmentation des impôts existants, Nous convoquerons les États provinciaux de la monarchie en une diète générale pour faire un appel à leur coopération...

2° Nous réunirons à l'avenir périodiquement les délégations des États provinciaux.

3° Nous chargeons les États-Généraux et en leur absence les délégations :

a) De coopérer à la législation sur les biens et les personnes, conformément à l'article 3 de la loi de 1823.

b) De coopérer à l'amortissement et au service de la dette de l'État, conformément à la loi de 1820.

c) Nous leur donnons, en outre, le droit de pétition pour les affaires intérieures...

... Ayant ainsi, dit le roi pour terminer, en dépassant les promesses de Notre père, fait dépendre la perception d'impôts nouveaux et l'augmentation des impôts existants du consentement des États, États conformes à la nature des constitutions allemandes, et donné par là à nos sujets une preuve de notre royale confiance, c'est avec la même confiance que nous attendons d'eux, de leur fidélité, de leur loyauté, si souvent prouvée..., une fidèle assistance.

Des trois ordonnances, la première détermine les conditions de la formation des nouveaux États-Généraux. En voici les principales dispositions :

ARTICLE 2. — A côté des trois classes : nobles, bourgeois, paysans, il sera organisé, dans les Reichsstände, une « curie des seigneurs » siégeant à part en certains cas, composée des princes de la

maison royale, des princes, seigneurs et comtes siégeant jusque-là dans les diètes provinciales.

ART. 4. — Les emprunts ne seront valables qu'avec la co-garantie des États-Généraux.

ART. 5. — En temps de paix, l'assentiment des États sera nécessaire pour tous les emprunts.

ART. 6 ET 7. — En temps de guerre, si la réunion des États-Généraux est opportune, la garantie des emprunts sera demandée à la commission chargée de l'administration de la dette publique; dans ce cas, les États seront convoqués aussitôt que possible et on leur exposera le but et l'emploi de l'emprunt.

ART. 9. — Aucun nouvel impôt ne sera levé sans l'assentiment des États; mais les droits de douane qui sont réglés par des traités spéciaux avec les puissances étrangères ne seront pas de leur ressort.

ART. 11. — Un résumé de la gestion financière publique pendant les années qui sépareront les sessions des États-Généraux leur sera soumis; mais la fixation du budget et la disposition des revenus resteront un droit exclusif de la couronne.

ART. 12. — Aucune loi sur les propriétés privées ne pourra être promulguée sans l'assentiment des États-Généraux.

ART. 13, 14, 15, 16. — Les décisions des États seront prises à la majorité des voix; les pétitions cependant ne seront soumises au roi que si elles obtiennent les deux tiers des voix, d'abord dans les États-Généraux, ensuite dans la curie des seigneurs, siégeant à part en cette occasion.

ART. 19, 20. — Les députés ne doivent pas se considérer comme liés par un mandat impératif. Les pétitions envoyées par les villes ne seront discutées que si elles sont présentées par un membre des États.

ART. 21. — Les pétitions rejetées par le roi ne pourront être présentées de nouveau.

ART. 22. — Les ministres et les fonctionnaires pourront, sur l'invitation du roi, assister aux séances des États; mais ils n'auront pas le droit de vote.

La deuxième ordonnance concernait les délégations; elle réglait leur convocation périodique et leurs attributions. Elle décidait :

ARTICLE 1^{er}. — Que les délégations garderaient la forme que leur avaient donnée les ordonnances de 1842.

ART. 2. — Qu'elles seraient réunies au moins tous les quatre ans et plus souvent si le roi le jugeait utile.

Leurs attributions et le règlement de leurs séances étaient semblables à ceux des États-Généraux; ces derniers n'avaient qu'un privilège, la décision sur les emprunts et les impôts nouveaux.

La troisième ordonnance instituait une commission des États pour l'administration de la dette publique.

Il était entendu :

ARTICLE 1^{er}. — Que l'amortissement et le paiement des intérêts de la dette seraient examinés par une commission de huit membres (un par diète provinciale) élue par leurs collègues pour six ans.

ART. 5 ET 6. — Que la commission serait réunie annuellement et élirait elle-même son président.

Pour le commentaire de la *Gazette d'État*, inspiré, sinon rédigé, par le roi, il était destiné à éclairer l'opinion sur la nature des institutions nouvelles et à préciser pour elle les intentions royales. En voici l'analyse :

Le patent du 3 février ne devait pas être considéré comme une charte « à la manière française ». Il ne pouvait être question, Frédéric-Guillaume l'avait déclaré souvent¹, que d'une constitution vraiment allemande, telle que les institutions de 1823 (les diètes provinciales) l'avaient ébauchée. Les institutions actuelles étaient le couronnement de l'œuvre commencée alors et l'accomplissement définitif des promesses de 1815. En laissant aux États-Généraux le droit de consentir les emprunts et les impôts nouveaux, le roi faisait à son peuple un don gratuit dont il était en droit d'attendre une juste reconnaissance. Quant à l'exception pour les cas de guerre, il n'était pas besoin de la justifier.

Pour les délégations, leurs pouvoirs, leur périodicité, le fait qu'on leur présenterait les résultats des exercices financiers en faisait une institution véritablement libérale; si le vote des impôts leur avait été refusé, c'est qu'il était nécessaire de le laisser aux États-Généraux.

Quant aux États provinciaux, désormais débarrassés des attri-

1. Notamment dans le recès du 9 septembre 1840 et dans celui du 23 décembre 1843.

butions qui gênaient le bon exercice de leurs véritables fonctions, ils étaient rendus à la défense des intérêts de leur province respective.

Le roi se félicitait de l'harmonie qui allait présider au gouvernement de la Prusse. Harmonie entre les provinces qui gardaient une certaine indépendance, grâce à leur diète particulière et l'ensemble du pays dont l'unité aurait son symbole dans les États-Généraux et les délégations. Harmonie entre les droits de la royauté heureusement sauvegardés et les droits de la nation définitivement reconnus et librement exercés.

Peut-être quelques erreurs s'étaient-elles glissées dans l'œuvre royale; mais ce n'était pas assez, aux yeux de l'auteur, pour arrêter l'élan de reconnaissance de la nation prussienne.

« C'est beaucoup moins la lettre d'une constitution qui fait le bonheur du pays que l'esprit qui l'anime », — et l'article se terminait par un appel chaleureux aux sentiments de fidélité de la nation prussienne.

Quelques jours après¹, l'ambassadeur d'Angleterre venait offrir au nom de son pays ses félicitations au roi de Prusse. Celui-ci, tout ému de cette approbation publique d'un peuple qu'il considérait comme la nation constitutionnelle par excellence, et bien convaincu d'avoir fait le bonheur de ses sujets, ne s'attendait guère à l'accueil que l'opinion publique réservait au Patent. Le 10 février 1847, les premiers États-Généraux de la monarchie étaient convoqués à Berlin pour le 11 avril.

*
* *

La désillusion du commencement de 1845 n'avait pas enlevé toute espérance aux libéraux; beaucoup pensaient que le roi dirait publiquement ses intentions dans sa réponse aux pétitions des diètes; les recès parurent en décembre 1845; ils ne contenaient aucune allusion à la question constitutionnelle; ce fut une déception nouvelle. L'année 1846 se passa pour le pays dans l'attente d'une déclaration royale. Le bruit des discussions des diverses commissions et des intrigues de la cour arrivait jusqu'au peuple; on se montra généralement enclin à la patience. Mais l'opposition ne désarmait pas.

La plus grave affaire fut, cette année-là, l'agitation polonaise

1. 17 février 1847. Cf. marquis de Dalmatie.

et l'occupation de Cracovie par les troupes autrichiennes. L'insurrection de Galicie gagna la province de Posen, mais ne provoqua en Prusse aucun trouble sérieux. Les libéraux, pour gêner les amis qu'avait Metternich à la cour des Hohenzollern, ne manquèrent pas de protester contre les cruautés des troupes autrichiennes. De plus, l'occupation de Cracovie ayant amené sur la frontière silésienne les douaniers autrichiens, il y eut un fort mécontentement chez les commerçants de Breslau, qui perdaient avec la fin de la petite république un précieux débouché. On accusa le gouvernement prussien de n'avoir pas su défendre les intérêts de ses sujets¹.

Le décret du 11 avril 1846 fut une autre belle occasion de discussions passionnées. Le gouvernement prussien se trouvait en face de certaines difficultés financières. Il avait engagé dans toutes les provinces, avec ses ressources ordinaires, de grands travaux : notamment des routes et des chemins de fer d'intérêt stratégique. L'année 1845 avait donné de mauvaises rentrées d'impôts; l'année 1846 s'annonçait plus mauvaise encore; les travaux étaient compromis, arrêtés, et les provinces réclamaient². Pour parer à ces difficultés passagères, Bodelschwingh fit signer au roi, le 11 avril 1846, un décret qui augmentait de trente millions le capital de la Banque de l'État prussien. C'était un emprunt déguisé. Ce fut, du moins, l'opinion générale; deux membres du conseil d'administration de la Banque refusèrent de signer le décret royal et démissionnèrent. Le 31 juillet 1846, le marquis de Dalmatie écrivait : « Des embarras financiers viennent compliquer la situation, déjà assez confuse, où se trouve aujourd'hui la Prusse, situation dont l'opinion publique

1. Kaufmann, *Politische Geschichte*, p. 280. — Stern, *op. cit.*, t. VI, p. 375-377.

2. Below à Saucken, 18 nov. 1846 (p. 26) : « Malgré que nos finances soient solides, il n'y a toujours plus d'argent dans les caisses et l'État souffre maintenant, comme chacun, des grands embarras d'argent où nous ont mis trop de routes commencées en même temps. » L'on s'est demandé à ce propos si le Landtag de 1847 n'a pas été convoqué, comme nos États-Généraux de 1789, pour parer à des difficultés financières. Below déclare que les finances prussiennes sont solides. Le marquis de Dalmatie pense de même. Circourt, son successeur, affirme, en 1848, que les finances sont en bon état. Il ne semble donc pas juste d'assimiler la situation de la Prusse en 1847 à celle de la France en 1789. De plus, il est évident que le roi songeait dès 1840 à la réunion du Landtag, et sa lenteur à se décider indique assez que les nécessités financières ne l'y poussaient pas.

se préoccupe d'autant plus qu'elle a, de jour en jour, achevé de perdre toute confiance dans le gouvernement... »

Mais, de toutes les préoccupations du moment, la plus grave était la misère des petites gens. Les mauvaises récoltes de 1845 et de 1846 avaient causé une grande détresse, particulièrement dans l'est de la Prusse. Toutes sortes de calamités arrivaient en même temps : l'état de siège en Posnanie, des faillites importantes à Breslau, de nombreux ouvriers renvoyés des usines ruinées par les douanes autrichiennes, les chantiers de l'État fermés, une crise financière à la bourse de Berlin, l'argent devenant rare et le prix de la vie augmentant de tous côtés... Ce fut une époque douloureuse ; on pilla les boutiques ; beaucoup de gens émigrèrent¹ ; quelques-uns, à bout de souffrances, se révoltèrent. Les effets de cette misère furent des plus fâcheux pour le régime absolutiste. En Prusse, le gouvernement était tout ; ce fut le gouvernement qu'on rendit responsable des malheurs publics. Pour rétablir l'ordre, ça et là, on dut employer la troupe ; il y eut souvent conflit entre soldats et civils, notamment à Cologne, à Koenigsberg ; à Liegnitz, des manifestants osèrent chanter la *Marseillaise*. Dans cette disposition générale de défiance où l'on se tenait à l'égard du gouvernement², d'avance, pour beaucoup, les institutions futures se trouvaient déconsidérées. Qu'attendre de bon et de raisonnable de ces gens de cour, qui n'avaient jamais fait preuve que de maladresse et de mauvais vouloir à l'égard de la nation ?

Dès qu'ils eurent connaissance du Patent du 3 février, le premier soin des libéraux fut d'empêcher l'opinion d'y voir une véritable constitution. Les mots de constitution, de budget, d'États-Généraux pouvaient tromper les gens simples : il fallait leur ouvrir les yeux, leur montrer que les ordonnances n'étaient qu'une duperie. Des gens de science, deux jurisconsultes, un historien apportèrent à la critique publique des institutions nouvelles l'autorité qui s'attachait à leur nom.

1. Below à Saucken, 12 mai 1846 : « Le fleuve des émigrants vers l'Amérique du Nord est dû à la situation misérable des travailleurs. »

2. Cf. Dalmatie, 12 août 1846 : « A Berlin, l'on entend à chaque pas non seulement les particuliers, mais les fonctionnaires s'exprimer hautement sur les affaires publiques, les actes et la marche du gouvernement avec une liberté dont je n'ai vu d'exemple dans aucun autre pays. J'en fus fort surpris quand j'arrivai pour la première fois à Berlin. Aujourd'hui, cette liberté, ou plutôt cette licence, est devenue bien plus grande qu'alors. »

Bülow-Cummerow¹ parla au nom des plus modérés ; sa modération même était redoutable pour le gouvernement. Rendant grâce au roi de son bienfait, il se permettait seulement de dire ce qui pourrait le rendre encore plus agréable au pays. Il faut accorder la périodicité, disait-il, aux États-Généraux, et autant que possible une périodicité annuelle. Il faut leur laisser le contrôle sans restriction des impôts et la décision sur tous les emprunts, même en temps de guerre² ; il faut leur donner le droit de délibérer sur tous les projets de loi et leur accorder le droit de pétition à la simple majorité des voix. La curie des seigneurs est inutile ; le roi a tort de vouloir s'appuyer sur une aristocratie déjà impopulaire et qui le sera bien davantage le jour où elle aura empêché une pétition, votée par les trois autres ordres, d'arriver jusqu'au roi³. Si le roi désire une Chambre haute, qu'il la compose de hauts dignitaires ecclésiastiques, de généraux, des bourgmestres des douze plus grandes villes du royaume, de délégués des universités, de dix princes appartenant à la famille royale, et qu'il ajoute encore, s'il le veut, à ces membres siégeant de droit, des gens choisis par lui, mais dont le nombre n'excéderait pas le sixième du total. Quand les États-Généraux seront aussi constitués, il n'y aura plus qu'à supprimer les diètes provinciales et leurs délégations.

Gervinus⁴ avait pris un ton bien moins mesuré. Aux yeux de l'auteur, le roi n'avait pas fait la moindre concession : le Patent était même un pas fait en arrière, un instrument de réaction. Le gouvernement n'avait réuni les diètes provinciales en États-Généraux que pour étouffer, par la Herrencurie, les pétitions qui commençaient à le gêner. Gervinus attaquait violemment la « coterie conservatrice » et conseillait aux députés des diètes de ne pas se rendre à Berlin... « Les États-Généraux », leur disait-il, « ne sont pas les « Reichsstände » promis en 1815 ;

1. *Preussen im Jahre 1847; die Preussische Verfassung und das « Patent des 3 Feb. »* Les quarante premières pages sont consacrées à des questions économiques.

2. « Qui donc se soucierait d'ailleurs, ajoutait Bülow-Cummerow, de verser un capital qui ne serait pas garanti par les États ? »

3. « Une pétition peut être votée à l'unanimité par les trois ordres et recueillir cinquante-huit voix dans la Herrencurie ; il suffit de vingt-sept voix dans cette dernière chambre pour empêcher 590 personnes de se faire entendre du roi » (p. 269).

4. *Das Patent des 3 Februar* (Mannheim, 1847).

tant qu'il ne le seront pas, vous n'avez pas le droit d'en usurper les fonctions... »

Henri Simon¹ était du même avis, avec plus de violence encore. Son pamphlet commençait par ces mots : « Nous te demandons du pain, tu nous donnes une pierre. » Il commençait par affirmer que le peuple prussien était seul en droit d'accepter ou de refuser la constitution que lui offrait le roi. Ceci posé, il examinait soigneusement chacun des paragraphes des ordonnances et terminait invariablement par les mêmes paroles : « Le peuple ne peut accepter cela. » Le peuple ne peut accepter des institutions qui ne remplissent pas les promesses passées. Les nouveaux États ne représenteront que la terre, et la terre des nobles bien plus que celle des paysans. Toutes les critiques de Bulow-Cummerow et de Gervinus étaient reprises avec plus de véhémence... « Quoi, quinze millions d'hommes ne pourront demander qu'on les protège contre la Russie, si vingt-sept aristocrates leur font obstacle ? » A propos des emprunts, il accusait le gouvernement d'en avoir fait plusieurs clandestinement, au mépris de la parole donnée... « Les institutions nouvelles, disait Simon en terminant, ne changeront rien ; tout sera après comme avant ; que le peuple refuse donc la constitution que le roi lui donne... Et que le roi, au lieu de dire comme en 1840 : « La couronne m'a été donnée par Dieu ; malheur à qui la touche ! » se rende compte que « la voix du peuple est la voix de Dieu² !... »

Bien que l'effet de la brochure de Simon³ eût été considérable, l'opinion publique ne parut pas disposée à renoncer aux concessions du 3 février. Les institutions nouvelles furent généralement bien accueillies, parfois même avec reconnaissance ; mais partout avec la pensée qu'elles n'étaient qu'une étape dans la voie constitutionnelle⁴.

1. C'était le même Simon qui avait protesté en 1844 contre la loi sur les juges. Le titre de son pamphlet était : *Accepter ou refuser (Annehmen oder Ablehnen)*.

2. Cf. p. 278.

3. Cf. Below à Saucken (17 mars 1847) et M. de Dalmatie (5 avril 1847). Celui-ci déclare que « la conclusion du refus n'est pas acceptée, mais l'effet est considérable ».

4. La correspondance de Schön et de Gervinus est des plus instructives sur l'état général de l'opinion. Gervinus, qui cherchait depuis 1846 à fonder sa *Deutsche Zeitung*, avait demandé à Schön à la fois son patronage et sa collaboration ; il lui écrivit, le 11 mars 1847 : « Nous avons trouvé un accueil aussi favorable en Prusse que dans le reste de l'Allemagne quand la publica-

Dans la vieille Prusse¹, on était généralement satisfait, notamment à Elbing, à Thorn. A Koenigsberg, les libéraux avancés, amis de Jacoby et de Simon, demandèrent aux députés de la diète de Prusse de ne consentir à siéger à Berlin que lorsque la convocation annuelle du Landtag et le contrôle effectif du budget auraient été accordés; mais la majorité, plus modérée, se borna à exprimer son espérance dans une extension prochaine des droits du Landtag. En Silésie, la brochure de Simon eut beaucoup de succès, mais rencontra aussi des adversaires. En Posnanie, l'élément allemand fut ravi de la création d'une assemblée centrale où se briserait la résistance des Polonais. Ceux-ci, préoccupés et abattus par l'occupation de Cracovie, étaient indifférents. Dans le Brandebourg, la province la plus conservatrice du royaume, on se montrait plutôt inquiet des concessions du roi. En Poméranie, on parut satisfait. En Saxe, on était indifférent. Les luttes religieuses occupaient plus les esprits que les questions politiques. En Westphalie, on accepta volontiers la constitution sous condition de la périodicité accordée à bref délai aux États-Généraux. Dans la Prusse rhénane, il fut sérieusement question de suivre le conseil de Simon. Le 14 mars, des délégués de toute la province se réunirent à Cologne pour délibérer sur la question suivante : « Les députés des diètes provinciales se déclareront-ils incompétents? » Il n'y eut qu'une petite majorité pour la négative.

Ce ne fut pas des libéraux que vint l'opposition la plus vive, mais des hobereaux conservateurs. La création d'une curie des seigneurs les blessa dans leur amour-propre; le roi perdit immédiatement tout son crédit dans la petite noblesse qui désormais porta ses hommages et donna sa confiance au prince de Prusse².

En somme, l'opinion accueillait le Patent tout autrement que ne s'y attendait le roi. Au lieu d'un « hymne de reconnaissance »,

tion de la *So genannte Verfassung* a changé le cours des choses. Des voix inquiètes se sont élevées, craignant que *maintenant* notre programme ne semble une déclaration de guerre contre le gouvernement prussien. Quatre personnes, à qui nous avions demandé leur adhésion, refusent, une qui avait promis se retire, si bien qu'il n'y a plus que l'honnête Jacob Grimm qui me reste. Jusqu'à Dahlmann qui s'est écarté! Cela nous a consterné! » (Schön, t. II, p. 297).

1. Ces indications sur l'état d'esprit des provinces sont empruntées à Ranke (Frédéric-Guillaume IV, dans *Allg. Deutsche Biogr.*).

2. Cf. Varnhagen von Ense : *Tagebücher* : « La noblesse est effroyablement
REV. HISTOR. CIX. 2^e FASC.

il ne parvenait jusqu'à lui que de sobres éloges mêlés de réserves. Cette gratitude, sagement mesurée, toute pleine de réticences, parut au roi n'être que de l'ingratitude. C'était donc à cela qu'avait abouti la lutte sans répit qu'il avait dû soutenir depuis son avènement contre son entourage, ses amis et les siens même ! Il lui restait pour se consoler la ressource de croire que la majorité de ses sujets était toujours de cœur avec lui et qu'il suffirait de montrer à la « clique » révolutionnaire qui ruinait les bons sentiments de son peuple qu'il était et entendait rester le maître. Un peu de fermeté devait détruire les équivoques et dissiper les espérances savamment entretenues des libéraux. Tel fut le sens de la leçon qu'il voulut donner à la nation dans son discours pour l'ouverture des États-Généraux, le 11 avril 1847.

Le glorieux édifice des libertés des États, dit-il, vient aujourd'hui d'être achevé : il a reçu le toit qui doit le protéger... Mon peuple a accueilli avec une chaleureuse reconnaissance les ordonnances du 3 février : malheur à qui voudrait jeter de l'amertume dans sa joie et la changer en ingratitude !... Je sais que quelques-uns méconnaissent les trésors que j'ai remis entre vos mains ; qu'ils ne leur suffisent pas ; une certaine presse me réclame à moi et à mon gouvernement une véritable révolution dans la constitution de l'État et de l'Église et exige de vous, Messieurs, des actes de formelle ingratitude, même de désobéissance... Il y a des nations qui trouvent leur bonheur dans la voie de ce qu'on appelle « Constitution ».

Mais la Prusse ne saurait s'accommoder de pareilles institutions. Jetez les yeux sur la carte d'Europe ; voyez la situation de notre pays ; je vous le déclare : la Prusse tombera de son rang devant ses puissants voisins le jour où elle cessera d'être dirigée par une seule volonté... Héritier d'une couronne que j'ai reçue intacte et que je veux et dois laisser intacte à mes successeurs, je ne transformerai jamais le rapport naturel entre le prince et le peuple en un rapport constitutionnel ; jamais je n'admettrai qu'une feuille écrite vienne s'insinuer comme une seconde providence, entre notre Dieu et ce pays, pour nous gouverner avec ses paragraphes et remplacer par eux la sainte et antique loyauté prussienne... Pour vous, Messieurs, votre mission

en colère. Elle est devenue tout à coup tout autre chose. L'amour-propre se montre avec force. Le diable lui-même n'aurait pas trouvé de moyen plus efficace pour rendre hostile toute cette classe que la malheureuse idée de la « Herrenkürte » (31 mars 1847).

n'est pas de représenter des opinions et des partis...; cela est absolument contraire au génie allemand et ne saurait que nuire au bien général, car c'est là le chemin qui mène à des difficultés insolubles avec la couronne : celle-ci doit, suivant la loi de Dieu et du pays, régner d'après sa libre décision, non d'après le caprice des majorités... Je sais que le ferme bon sens du peuple demeure intact; ne nous leurrons pas pourtant; autour de nous se répandent les fruits amers d'un arbre amer, sous l'apparence de la méfiance, des malentendus et des tristes intimidations que le libéralisme développe contre nous, jusqu'à la désobéissance ouverte, la conspiration secrète, la critique sans mesure de tout ce qui est sacré pour un honnête homme, jusqu'au régicide! Oui, toutes ces idées se répandent, elles trouvent leur asile dans les églises mêmes! Nous voici loin des États : et pourtant je ne puis résister à vous faire un aveu. Cet aveu, le voici (se levant et jurant avec la main droite) : « Moi et ma maison voulons servir le Seigneur!... » J'en appelle à mon peuple de toutes les indignités auxquelles j'ai été exposé, moi et mon gouvernement, depuis sept années!... Mon peuple ne veut pas le partage du pouvoir royal,... la ruine de la toute-puissance des rois qui ont fait son histoire, sa liberté, son bonheur... La confiance appelle la confiance, j'en ai beaucoup pour vous, Messieurs, ayez-en pour moi; beaucoup d'entre vous doivent avoir encore le souvenir du « Oui » d'octobre 1840! Allez, l'Europe vous regarde! Travaillez : vous aurez ainsi la seule chose qui compte : la bénédiction du Seigneur!

Les députés n'étaient pas venus à Berlin uniquement pour s'attirer les faveurs divines : ils le montrèrent au roi dès les premières séances. Frédéric-Guillaume IV manqua son but : il voulait effrayer les timides, isoler du pays les plus avancés : son intransigeance scella l'alliance des violents et des modérés. Le roi eut contre lui non seulement ceux qui s'étaient toujours défiés de lui, mais encore ceux qui, avant le 11 avril, attendaient encore du souverain la réalisation des réformes constitutionnelles et n'avaient plus désormais à l'attendre que d'eux-mêmes.

Les esprits les plus sages jugeaient très sombre la situation de la Prusse : « Tout se prépare pour un combat très proche. L'avenir est véritablement bien mauvais¹. »

Au conflit, entré maintenant dans une phase aiguë, entre la nation et le roi, il ne restait plus qu'une issue : la révolution.

1. Ernest II de Saxe-Cobourg-Gotha au roi Léopold (mars 1847).

*
*
*

Comme conclusion de cette étude, il est permis de se demander si, de cette révolution, Frédéric-Guillaume IV fut seul responsable.

Sans doute, il ne fut point un politique; il ne sut ni bien comprendre son peuple, ni bien choisir ses serviteurs. Mais ce n'est pas qu'il n'eût assez de qualités pour bien diriger le royaume en d'autres circonstances.

L'époque le trahit; il fut le contemporain de transformations profondes dans la société et dans les esprits, telles qu'il n'y en avait eu d'aussi importantes en Allemagne depuis des siècles. Bercé par toutes les traditions des Hohenzollern, il put lui sembler, dès son avènement, que sa Prusse avait été changée. Du moins, dans ces années qui précédèrent 1848, années peu brillantes mais non stériles, où la nation prussienne prit véritablement conscience d'elle-même, eut-il l'intuition qu'il fallait adapter son pouvoir aux conditions nouvelles de la vie nationale. De là, en lui-même, ce singulier combat entre les idées reçues dans l'adolescence et une volonté certaine d'être libéral; de là, les demi-mesures, les reculs et cette déplorable indécision propre à lui aliéner tous les partis. Ainsi lui arriva-t-il plus d'une fois de ressembler à l'apprenti sorcier de Goethe : il faisait naître lui-même les espérances libérales, et quand elles dépassaient le terme que son propre esprit leur avait assigné, il ne savait pas le mot magique qui pouvait les arrêter.

Mais ses embarras les plus graves, dans sa tâche de roi, lui vinrent surtout de ses amis. On a quelque raison de lui reprocher sa faiblesse envers eux. Encore ne peut-on s'empêcher de rendre hommage au courage qu'il montra dans les luttes de chaque jour contre ceux qui lui étaient le plus chers.

La correspondance de nos envoyés aura apporté sur ce point un précieux témoignage et rendu en même temps aux gens de cour, aux amis maladroits et entêtés du roi, à ses conseillers intransigeants, à son frère, le futur empereur, la large part de responsabilité qui leur revient dans les événements de 1848.

P. DEVINAT.

APPENDICE.

I.

MÉMOIRE SUR L'ÉTAT ACTUEL DE LA PRUSSE ET SUR LES CONSÉQUENCES D'UNE CONSTITUTION PRUSSienne¹.

Première partie.

Monsieur,

Monsieur le vicomte DE FONTENAY,
envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France,
à Stuttgard.

Monsieur le Ministre,

Vous demandez à connaître mes idées sur l'état des affaires de Prusse; vous me demandez des renseignements sur les éléments politiques qui s'y prêtent ou qui s'y opposent à l'établissement constitutionnel, enfin vous désirez avoir par écrit l'opinion que j'ai eu l'honneur de développer dans plusieurs entretiens avec Votre Excellence : sur l'influence de l'événement que toute l'Allemagne attend avec anxiété; sur l'influence qu'exercera une constitution prussienne tant sur l'état général des affaires en Allemagne que sur la position de la Confédération germanique vis-à-vis de la France et des autres grandes puissances.

Comprenant l'intérêt grave qui s'attache à ces questions et pour la France et pour la politique allemande, je m'empresse de répondre à vos désirs et n'ai qu'à demander votre indulgence si, — trop souvent peut-être, — l'expression ne répond qu'imparfaitement à l'idée et si la masse et l'importance des faits m'obligent à resserrer quelquefois en peu de lignes des renseignements qui demanderaient des pages.

La constitution, Monsieur le Ministre, ou bien l'acte constitutionnel que le roi Frédéric-Guillaume médite, sera peu de chose, considérée sous le point de vue de sa valeur intrinsèque; toute l'Allemagne le prévoit, mais elle formera époque quant à ses conséquences.

Pour nous en convaincre, examinons d'abord les éléments actuels de la Prusse.

1. Ce mémoire comprend les feuillets 6 à 17 du volume 71 de la correspondance de Wurtemberg (M. de Fontenay, 1845-1848).

Tendances
de la bureaucratie
prussienne.

Aujourd'hui, tous les ressorts de l'administration, du gouvernement, je dirais presque de la monarchie prussienne, se trouvent dans la bureaucratie. Elle est d'autant plus puissante qu'elle compte dans son sein une masse imposante de connaissances et de lumières. Aussi pense-t-elle posséder presque exclusivement tous les trésors de la sagesse gouvernementale; elle ne veut pas de contrôle populaire; elle ne croit la nation ni apte, ni justifiée à l'exercer; elle ne prévoit qu'embarras et difficultés d'un établissement constitutionnel. La machine qu'elle mène si doucement, pourquoi l'exposerait-on de gaieté de cœur aux cliquetis, aux craquements des rouages constitutionnels?

L'administration, la bureaucratie prussienne, ne veut donc point de constitution; il y a même parmi elle un parti notable qui croit sérieusement que ce serait descendre du faite de « l'intelligence » ou du moins se dépouiller du prestige de l'omniscience « prussienne ».

Longtemps on l'a fait croire au peuple prussien. Le « Zollverein » est venu le désenchanter de l'optimisme politique; la faculté de diriger cette masse importante d'intérêts vis-à-vis de l'étranger, la conquête morale qu'elle a faite en Allemagne, la Prusse a dû l'acheter au prix de faire infiltrer à ses sujets les tendances constitutionnelles de l'Allemagne méridionale.

Y a-t-il nécessité
intérieure pour la
Prusse d'abandonner
le mode actuel de
son gouvernement ?

Mais la grande question, c'est de savoir s'il y a nécessité intérieure pour la Prusse d'abandonner le mode actuel de son gouvernement pour devenir plus ou moins constitutionnelle.

Je n'hésite point à répondre affirmativement à cette question. Je prouverai qu'il y a même impossibilité absolue à continuer l'état des choses actuel sans exposer la Prusse au danger de déchoir du rang de puissance européenne. Dans cette argumentation, j'éviterai les phrases et m'en tiendrai aux faits, qui toujours se trouvent être sinon plus éloquentes, du moins plus convaincants.

Difficultés adminis-
tratives.

Considérons d'abord les faits techniques et palpables; les faits politiques qui suivront en deviendront plus clairs.

a) Par rapport à la
dette publique.

Le gouvernement actuel de la Prusse ne peut pas contracter d'emprunt. Par la loi organique du 17 janvier 1820 sur la dette publique et sur la caisse d'amortissement, le gouvernement prussien s'en est imposé formellement l'obligation.

« A dater d'aujourd'hui, aucun nouvel emprunt ne pourra être contracté, soit pour le maintien de l'État, soit pour des causes d'utilité publique, que du consentement et sous la garantie du Parlement général du royaume, qui sera constitué à l'avenir » (*Der künftigen reichsständischen Verfassung*).

Depuis cette époque, l'État prussien dans ses embarras financiers a cherché des détours : il a contracté un emprunt par loterie sur le crédit de la Banque de Berlin (*Seehandlung*) dont les opérations sont garanties par le trésor public; il a augmenté les cautions des employés et fonctionnaires à verser à la caisse de consignations, dont il dispose; enfin, pour ne pas faire d'emprunt direct pour l'établissement de ses

lignes de chemin de fer, il a dû garantir aux sociétés qu'il en a chargées un minimum d'intérêts des capitaux employés à cet effet. Du reste, ses finances se trouvent en bon ordre, et il tient même aujourd'hui encore au système de Frédéric le Grand, en gardant en réserve un grand trésor en numéraire ou en barres et lingots dont personne ne connaît la valeur.

Mais s'il arrivait une crise européenne, tous ces palliatifs, toutes ces précautions et détours ne suffiraient plus aux exigences inévitables. Le trésor amassé serait bientôt épuisé. Pour avoir de l'argent, on serait donc obligé d'accorder la constitution au moment le plus critique, ce qui veut dire la constitution la plus antimonarchique.

La loi de 1820 ne peut pas être révoquée. On peut imposer sa volonté souveraine à tout le monde, mais on ne peut pas violenter le crédit public. Les capitalistes craindraient l'annulation de leurs titres quand la constitution arrivera.

Le gouvernement prussien ne peut changer le chapitre le plus insignifiant de la loi des douanes, il ne peut ni diminuer ni augmenter les droits d'entrée sur un article quelconque, il ne peut convenir d'aucun traité de commerce avec des États étrangers sans le consentement de douze ou seize chambres constitutionnelles étrangères.

b) Par rapport au « Zollverein ».

Tous les États constitutionnels du « Zollverein », — et il y en a six ou huit, — doivent soumettre les changements proposés au tarif aux votes de leurs chambres. Ils sont donc obligés de réserver la sanction législative aux décisions des « congrès douaniers », au sein desquels se trouve déjà l'obstacle du vote unanime : une seule voix dissidente pouvant arrêter toute résolution. Il n'y a que peu de temps qu'un traité de commerce, — celui du « Zollverein » avec la Hollande, — négocié et ratifié par la couronne de Prusse, consenti, sous la sanction de leurs chambres constitutionnelles, par la Bavière, le Wurtemberg, la Saxe, Bade, etc..., faillit échouer à une ou deux voix de plus ou de moins dans la Chambre des députés du grand-duché de Hesse. Tous les regards de la Prusse étaient dirigés alors vers la Chambre de Darmstadt, qui, — peu s'en eût fallu, — aurait rendu infructueuse dans une affaire importante et internationale la volonté absolue du roi de Prusse, ainsi que le consentement constitutionnel des princes fédérés, tandis que le peuple prussien n'y avait rien à dire.

Tant que durera la forme gouvernementale actuelle de la Prusse, le peuple se croira frustré des droits acquis au prix de son sang. Aujourd'hui, la déclaration royale du 22 mai 1815, promettant une représentation du peuple avec le droit de vote de l'impôt et de la participation à la législation générale du royaume, est considérée et représentée comme « loi de l'État » par la majorité de la nation et les États provinciaux. Une promesse aussi solennelle doit être remplie un jour : le roi, le gouvernement de Prusse eux-mêmes l'avouent, et toute la législation en fait foi. Il est

c) Par rapport aux promesses antérieures.

vrai que le jour de l'exécution n'a pas été indiqué. Tant que vécut Frédéric-Guillaume III, une certaine piété monarchique empêcha le peuple d'attrister les jours d'un roi qui avait tant souffert. Frédéric-Guillaume IV, à son avènement au trône de son père, mû par un esprit vif et élevé, avide d'action et de popularité, remua plutôt qu'il ne calma les tendances libérales, propagées de plus en plus parmi ses sujets par le seul fait de leur réunion aux États constitutionnels du « Zollverein ».

La fausse alerte de 1840 et les grands principes qu'on y affichait pour réveiller les sentiments de 1813 ont dû raviver de plus en plus les espérances d'un peuple à la hauteur de la civilisation européenne de participer enfin à la direction de ses affaires : c'est là même le seul résultat de l'agitation fébrile qui ait survécu à cette époque difficile, après que la « gallophagie » factice eut disparu entièrement.

La partie la plus douteuse et la plus importante du royaume de Prusse, les provinces rhénanes, sur lesquelles l'agitation teutonique avait concentré ses forces et ses efforts, ces provinces amies de la France, quoique sans désir de réunion avec elle, viennent de faire rappeler par leurs États provinciaux qu'elles ont acquis un *droit spécial* à une représentation efficace du peuple, en vertu des « lettres patentes de prise de possession » du 5 avril 1815 qui la leur promettaient.

d) Par rapport à l'influence morale de la Prusse sur le reste de l'Allemagne.

Enfin, — et c'est là la raison politique prépondérante, — *l'influence morale de la Prusse sur l'Allemagne, la condition vitale de son existence comme pouvoir européen, ne pourra plus être maintenue sans constitution représentative.*

Causes primitives.

Il y a trois causes qui y influent :

Les éléments hétérogènes de la composition du royaume.

Les éléments sociaux créés ou fertilisés par le « Zollverein ».

La fermentation religieuse et politique de l'Allemagne, considérée par rapport à l'Autriche.

Le manque d'unité intrinsèque.

L'unité de la Prusse ne trouve de symbole ostensible que dans la couronne royale et d'institution conservatrice que dans son système militaire et national.

Les différentes provinces du royaume, — à l'exception de la Marche de Brandebourg, — ont été soumises soit par conquête, soit par combinaison diplomatique au sceptre de la maison des Hohenzollern. Elles n'ont entre elles aucun lien naturel. Quoique le *Landrecht* forme la base de la législation des provinces de l'est, comme le code Napoléon celle des provinces de l'ouest, vingt droits provinciaux y dérogent. La province de Saxe a gardé ses vieilles et honorables sympathies pour le pays dont elle a été détachée en 1815; la province de Prusse, souffrante sous la législation draconienne des frontières russes, voit tous ses griefs et toute sa haine contre le voisin du nord repoussés par l'alliance dynastique et par une bureaucratie gagnée par l'or et par les décorations de la Russie; le grand-duché de

Posen, — quoique bien mieux traité assurément que la malheureuse Pologne russe, — lutte avec l'ancienne insistance polonaise contre l'essai systématique de la germaniser; la province de Westphalie, catholique zélée, garde au fond de son cœur la rancune de l'affaire de Cologne et la haine d'un gouvernement protestant; les provinces rhénanes, enfin, qui gardent comme un dépôt sacré les institutions françaises et qui repoussent avec énergie les essais multipliés de les en priver ou d'en pervertir l'esprit, les provinces rhénanes se trouvent par ce fait même dans le cas d'une stagnation législative de trente ans. Il y a donc lutte morale et occulte entre l'unité du royaume et les tendances provinciales, dissentiment nourri, agrandi par l'établissement de huit assemblées d'États provinciaux, basés exclusivement sur le principe foncier et sur l'idée de la représentation par ordre (noblesses, villes, campagnes), pendant que de 1809 à 1814 toute la sollicitude du gouvernement prussien a été dirigée vers les idées d'égalité, vers l'affranchissement du sol et la destruction de l'inégalité féodale.

Il y a une différence notable entre cet état de choses en Prusse et celui qui existe en Autriche. L'empire d'Autriche, lui aussi, est composé de différentes provinces, réunies par la seule couronne impériale. Mais là, il y a des nationalités distinctes, et ces différentes nationalités, — à la seule exception du Lombardo-Vénitien peut-être, — trouvent une garantie d'existence nationale dans leur soumission au sceptre héréditaire de leur ancienne maison impériale. Jamais on n'y a visé à l'unité, jamais on ne leur a parlé d'un sentiment populaire général. L'Autriche n'est ni ne veut être qu'un État fédéré, dont chaque province ou État distinct, régit selon sa constitution spéciale, ne puise dans l'ancienne réunion de sa couronne royale, archiducal, landgraviale etc... à la couronne impériale que la conscience d'une force commune pour le maintien de l'existence individuelle et historique. Mais la Prusse, malgré la bigarrure de sa législation, est essentiellement état moderne, et la construction moyen âge ne s'improvise pas là où les fondements ont été bouleversés par une législation philosophique, où le faite de l'édifice est de construction moderne.

Depuis longtemps, les hommes d'État de Prusse ont senti qu'il fallait un ciment nouveau pour rattacher les parties hétérogènes du nouveau royaume, que l'unité dynastique n'y suffisait plus. Longtemps on s'avisait d'y employer les idées philosophiques, l'idée de la science abstraite, de proclamer la Prusse « le pays de l'intelligence » par excellence. Mais les nouvelles tendances de la philosophie allemande, ainsi que la direction pratique qu'ont pris les esprits sous l'influence croissante des intérêts à discuter dans le sens du « Zollverein » ont fait abandonner cette idée qui, du reste, avait fini par devenir l'objet de tant de railleries en Allemagne qu'elle eût succombé sous l'arme la plus terrible, sous celle du ridicule, si l'on n'y avait pas renoncé spontanément au commencement de la crise actuelle.

Il faut donc à la Prusse un moyen d'union plus intime pour rattacher ses provinces entre elles, et le seul qui se présente à ce but, c'est une assemblée de représentation générale. Ce n'est que dans son unité, dans la conciliation de ses éléments hétérogènes que la Prusse pourra puiser dorénavant les forces morales nécessaires pour qu'un État de treize millions d'habitants puisse exercer une influence politique prépondérante sur dix-huit millions d'Allemands, dont la majorité jouit d'institutions constitutionnelles.

N'oublions pas d'ajouter que les meilleures têtes, les hommes les plus éclairés de l'Allemagne et de la Prusse, ne voudront pas que le grand-duché de Posen fût inclus dans la nouvelle constitution générale. Ils désirent au contraire que cette province de l'ancienne Pologne garde toute sa nationalité, pour qu'elle puisse un jour servir d'appui à une résistance efficace contre les dangers qui pourraient menacer l'Europe de la part de la Russie.

Effets politiques
des éléments sociaux
créés par le « Zoll-
verein ».

Les éléments sociaux créés ou fertilisés par le « Zollverein » doivent amener inévitablement, eux aussi, des changements dans la constitution de la Prusse.

Discussion publi-
que des principes de
l'économie politique.

Ce que la censure avait fait concernant les grands intérêts politiques, elle ne pouvait pas l'exécuter par rapport aux grands intérêts commerciaux et industriels. La discussion devait s'engager nécessairement, parce qu'il y avait dissentiment de vues entre les différents États. La bureaucratie fut obligée de défendre ses opinions devant le public allemand; l'industrialisme arbora un drapeau, prétendu national, qui trop souvent couvrait l'intérêt personnel. Les différents systèmes de l'économie politique se trouvaient en présence l'un contre l'autre, et ces systèmes de la liberté du commerce et des droits protecteurs, de la fiscalité et de l'industrialisme embrassent toute l'organisation sociale. Tandis que toute la presse, que seize chambres constitutionnelles en discutaient, le gouvernement prussien ne put plus imposer silence aux intérêts de son propre pays. Déjà le conseil industriel, les notables de cette branche appelés à Berlin pour émettre leur vote consultatif avant la réunion des congrès douaniers, est un pas vers le but inévitable. Une assemblée constitutionnelle du royaume de Prusse formerait autorité pour toutes les chambres des autres États du « Zollverein » dans des questions dont l'importance l'emporte assez souvent aujourd'hui sur celle des questions purement politiques.

Le tiers état a ac-
quis la conscience de
son importance.

En même temps que l'industrie, la bourgeoisie a acquis de plus en plus le sentiment de son importance, le tiers état de l'Allemagne et de la Prusse spécialement se sentirait assez fier aujourd'hui pour signer la fameuse brochure de l'abbé Sieyès.

Ceux sur les intérêts desquels on discute tant comprennent parfaitement qu'un vote direct dans la direction des affaires générales leur est dû, tant en considération de leur importance sociale qu'en considération de l'intelligence qu'ils voient dans leur sein. Longtemps

ce désir des classes bourgeoises d'exercer à leur tour une influence directe sur la politique de l'État pourrait peut-être rester inaccompli sans danger pour l'ordre public, — comme il a été réprimé ces derniers trente ans, — si les découvertes fatales de l'automne et de l'hiver dernier n'avaient pas déroulé aux yeux du gouvernement et du peuple le tableau de profondes plaies sociales au milieu de l'Allemagne, là où on s'en doutait le moins. Car, lorsqu'aux derniers troubles des districts manufacturiers de la Silésie la justice informa pour faire tomber ses rigueurs sur les coupables, les juges d'instruction découvrirent que des milliers d'ouvriers, qu'un grand nombre même de maîtres tisserands étaient imbus et nourris des principes du communisme et qu'il existe une vaste et insaisissable filiation dans le sens de cette école anarchique, répandue sur la Silésie, la Westphalie et jusqu'aux provinces du Bas-Rhin, où les doctrines du communisme étaient professées sous des apparences scientifiques jusque dans une certaine partie des classes bourgeoises.

Le communisme
répandu dans
les basses classes.

Personne ne s'était avisé ni n'avait cru à la présence d'une telle gangrène sociale au sein des populations laborieuses de la Prusse, personne assurément n'avait cru à une telle imminence du mal.

Que pourra-t-on faire en Prusse pour préserver la société d'un tel danger? La punition de quelques meneurs n'empêchera pas la propagation de leurs doctrines. Ces ouvriers misérables et délaissés portés aux investigations rêveuses sur l'origine de la propriété et des maux des basses classes par la tendance philosophique et mystique, malheureusement trop répandue parmi les populations protestantes de l'Allemagne, ayant trop appris pour professer la résignation et trop peu pour arriver à ce point lumineux où la foi profonde s'allie aux lumières de la science, pressés par la faim, soupirant sous le système odieux, pratiqué par un grand nombre d'industriels de ces contrées, de payer la main-d'œuvre par des marchandises, connaissant tous le maniement des armes, parce que tout sujet mâle de Sa Majesté Prussienne doit servir dans l'armée régulière et entrer ensuite dans la Landwehr, ces milliers d'ouvriers de la Silésie, de la Westphalie et du Bas-Rhin, tous plus ou moins affectés de communisme, appellent l'attention la plus suivie d'un roi éclairé sur l'état général de son royaume. Le premier remède ou plutôt la première mesure préservatrice qui se présente, c'est de rallier tous les éléments intéressés à la conservation de la société actuelle autour du trône royal; c'est d'associer toutes les classes bourgeoises à l'œuvre confiée jusqu'ici à la bureaucratie seule. Le sol social est nivelé en Prusse par la législation des Stein et des Hardenberg, par les lois dictées par la nécessité et par le désespoir de 1809 jusqu'en 1815. Il n'y a plus ni serfs, ni féodalité, mais bien tout un peuple sous les armes et une organisation militaire essentiellement démocratique, seule base du pouvoir de l'État.

Les nouvelles tendances philosophiques.

Lorsqu'en 1823, le gouvernement prussien dévia ouvertement de la tendance constitutionnelle qu'il avait arborée au congrès de Vienne, il s'attacha, comme j'ai l'honneur de le dire plus haut, à la philosophie, espérant pouvoir en faire une machine gouvernementale et justifier en quelque sorte sa prétention de représenter « l'État de l'intelligence ».

En Allemagne, Monsieur le Ministre, la philosophie n'est pas seulement une science, c'est en même temps une croyance, c'est presque de la politique aussi. Avant de commencer leurs études spéciales, les jeunes gens destinés à l'Église, soit catholique, soit protestante, les élèves des facultés de droit et jusqu'aux médecins et aux mathématiciens doivent suivre les cours des professeurs des diverses branches philosophiques aux universités allemandes. Les rédacteurs des journaux politiques sont presque tous docteurs en philosophie. Je n'ignore pas qu'en France on croit peu aux conséquences des « rêveries métaphysiques » des Allemands, et je suis loin de vouloir disculper entièrement mes compatriotes du reproche d'oublier trop souvent les choses pratiques pour des spéculations philosophiques. Néanmoins, l'influence politique de la philosophie est grande en Allemagne. C'est l'école de Kant, l'école critique, qui a donné origine à cette organisation bureaucratique qui nous régit à l'heure qu'il est; qui a brisé par la sobriété et l'impassibilité de ses argumentations la base de la foi et du sentiment dans le protestantisme, le dévouement et la religion monarchique en fait de politique. C'est Fichte qui a fait agréer à l'Allemagne les résultats de la Révolution de France, comme conséquences nécessaires du droit naturel et philosophique; c'est des universités allemandes qu'est né l'esprit de 1813. Ainsi le gouvernement prussien, après l'époque de ses tendances constitutionnelles, croyait pouvoir faire de la philosophie de Hegel une machine gouvernementale et la protégeait ouvertement. La terminologie obscure de ce grand penseur cachait aux yeux des hommes du pouvoir la portée véritable de son principe. Après sa mort, la nouvelle école, portant ou adoptant son nom, la développa nuement et crûment aux yeux des profanes. Elle fit plus encore, elle l'adapta aux choses pratiques et, après avoir demandé la réalité de « l'État philosophique », elle vint dissoudre le protestantisme en poussant son élément primitif, « l'investigation libre » jusqu'à l'excès, jusqu'aux doctrines de MM. Strauss, Feuerbach et Ruge, etc...

État actuel de l'Église protestante en Allemagne.

L'école de Kant avait fait rationaliste l'église protestante d'Allemagne; la nouvelle école hégélienne faillit la faire panthéiste, mais d'un panthéisme agressif et anarchique, non de ce panthéisme tolérant, moral et plein de quiétude, professé anciennement par Spinoza. Les gouvernements s'en alarmèrent; car les premiers réformateurs allemands, pour trouver dans le pouvoir séculier d'autant plus d'appui contre Rome, ont transféré les droits épiscopaux aux princes régnants professant le protestantisme, et, aujourd'hui encore, les

gouvernements allemands en retirent un grand avantage politique. Ils préféreraient la persécution des novateurs à la liberté de l'investigation religieuse. Le protestantisme en fut donc ébranlé des deux côtés; la nouvelle école hégélienne se fit républicaine. Une partie assez notable de ses partisans adoptaient même les théories politiques du communisme.

Au moment actuel, l'église protestante de l'Allemagne est donc gravement souffrante, et la Prusse, qui est le principal pouvoir protestant du continent européen, la Prusse qui, de ce fait, a gagné une partie notable de son influence sur l'Allemagne, en ressent vivement les conséquences. Le « piétisme », qui ne reconnaît comme vrais chrétiens que « les élus par la Grâce », qui se plaît dans sa séparation et qui professe une pieuse horreur des choses mondaines, a gagné des millions de protestants. Déjà il s'est emparé de la direction des affaires ecclésiastiques; les sectes et les cultes dissidents se multiplient à l'infini, et il y a beaucoup de gens calmes et impartiaux qui sont d'avis que ces agitations religieuses ramèneront au catholicisme. Le roi actuel de Prusse, plein des idées du soi-disant « État germanique et chrétien », penche décidément pour le principe mystique en fait de religion, tout en comprenant, comme homme politique, que l'intérêt de la Prusse, froissé d'autre part par le refus du clergé catholique d'accomplir des lois en opposition avec les doctrines des Conciles, exige une solution quelconque des graves différends religieux survenus depuis quelque temps.

Mais de fait, la Prusse a abdiqué aujourd'hui son ancienne position de puissance protestante, protectrice des autres. Les lois de *circa sacra* n'y sont plus exécutées; les consistoires protestants prétendent même que le pouvoir favorise le catholicisme aux dépens de la religion réformée. Les diplomates prussiens aux cours protestantes de l'Allemagne y conseillent de faire toutes les concessions exigées par le Saint-Siège par rapport aux catholiques. Aussi les protestants zélés, tant en Prusse qu'ailleurs, sont-ils pleins de défiance contre le roi Frédéric-Guillaume IV, malgré l'ardeur religieuse dont il fait preuve personnellement. Ce prince spirituel a dû se convaincre que les embarras religieux des gouvernements allemands, — embarras bien plus graves que ceux de la France où la loi fondamentale est libérale, — proviennent en majeure partie de ce que la vie politique de la nation a été retenue dans son développement naturel et que ces entraves politiques ont rejeté les esprits sur le domaine de la foi, de la croyance et de l'investigation religieuse.

Cette fausse route a donné origine à des maux profonds au sein de la nationalité allemande et menacerait de la priver de son activité virile si la cause du mal n'était pas éloignée promptement. L'Autriche seule, catholique et conséquente dans son principe, n'en souffre pas et, sous ce rapport, elle gagne au contraire en influence tout ce que la Prusse a perdu. La concession d'une constitution ranimerait l'esprit

Influence des agitations religieuses sur la politique.

politique et remettrait le gouvernement prussien sur le terrain où le pouvoir public peut être fort et imposant.

Dans la seconde partie de ce travail que j'aurai l'honneur de vous soumettre¹, j'examinerai l'influence d'une constitution prussienne sur l'état des choses en Allemagne et sur la position de la Prusse vis-à-vis de la France et des autres grandes puissances.

Agréez, monsieur le Ministre, l'hommage des sentiments distingués de votre très humble et très obéissant serviteur.

D^r Charles WEIL.

Stuttgart, ce 6 juin 1845.

II.

Berlin, 22 juin 1845.

Des désordres assez graves ont eu lieu cette nuit au Park dans un établissement où l'on donnait une grande fête de nuit. Quelques milliers d'individus de la lie du peuple, mécontents de ce que l'on eût construit de fortes cloisons qui leur dérobaient la vue du spectacle auquel ils étaient venus assister sans payer, ont commencé par faire du tapage, pousser des cris, frapper contre ces cloisons et, s'excitant mutuellement, ils ont fini par les jeter à bas. C'est en vain que les soldats et les gendarmes ont essayé de s'y opposer; ils ont été assaillis par des éclats de bois et force leur a été de battre en retraite dans l'intérieur de l'établissement. Enhardis par ce premier succès, qu'ils ont célébré de la manière la plus bruyante par des chants et des danses, ces individus ont entouré la grille du jardin qu'ils étaient déjà en train de détruire, lorsqu'enfin deux bataillons d'infanterie et un escadron de cavalerie sont arrivés sur le théâtre des désordres. L'infanterie, formée en colonnes serrées et la baïonnette au canon, a fait reculer la populace que ce déploiement de forces a exaspérée au dernier point. La résistance a été sérieuse et il en est résulté beaucoup de blessés et de nombreuses arrestations. J'ai vu ces gens à l'œuvre cette nuit, et je puis affirmer à Votre Excellence que, pour l'insolence, l'énergie et la résolution, ils ne le cèdent en rien à ces hommes que nos faubourgs vomissaient sur le pavé de la capitale à la triste époque de nos émeutes. Entre les mains de quelques meneurs, ce serait un instrument terrible. Le bas peuple de Berlin est frondeur, goguenard, en hostilité ouverte avec la police et comme, en dehors du service, il est permis au soldat de se mettre pour maints travaux à la disposition des bourgeois, il en résulte un contact continu qui ne permet pas à l'autorité de compter sur la fermeté et l'élan de la troupe. J'en ai eu la preuve cette nuit : un soldat auprès de qui je me trouvais ayant été atteint par plusieurs éclats de bois, on l'excitait à faire usage de sa baïonnette. Il répondit simplement que non, qu'il pourrait frapper un innocent... Aujourd-

1. Cette seconde partie n'a été insérée ni dans la *Correspondance* ni dans les *Mémoires et documents*. Il n'en est nulle part fait mention.

d'hui dimanche, une partie de la garnison est consignée. Cependant, on ne craint aucun trouble...

HUMANN.

(Correspondance de Prusse, t. LXXII, p. 299.)

III.

Stuttgart, 20 mars 1847.

Il y a trois jours, Sa Majesté Wurtembergeoise fit inviter à dîner les diplomates accrédités à sa cour. Après le dîner, le roi de Wurtemberg, dans une longue et vive conversation, attaqua, pour ainsi dire, le général de Thün, ministre de Prusse, au sujet de l'espèce de constitution proclamée par son souverain. Tout le monde sait que le roi de Prusse, qui se fait, à ce qu'il paraît, de grandes illusions sur le mérite des lettres patentes, se flattait qu'il allait recevoir de toutes parts des compliments et des témoignages d'admiration et de sympathie. Il en a été autrement et on dit qu'il a été surpris et affligé de l'espèce d'unanimité avec laquelle presque tous les souverains, en lui faisant connaître leurs vœux que ses bonnes intentions ne fussent pas méconnues, lui exprimaient des doutes bien prononcés sur la réussite de ces projets.

Le roi de Wurtemberg, intéressé plus qu'aucun autre souverain à tout ce qui va se passer en Prusse, aura voulu sans doute que son opinion personnelle fût bien connue et complètement formulée, et je suis porté à croire que ce prince aura été bien aise de faire naître une occasion pour entretenir presque publiquement le roi de Prusse... L'opinion du roi de Wurtemberg est que les lettres patentes de Berlin ne sont suffisantes que pour agiter les esprits et préparer de longues et dangereuses discussions; que ce serait méconnaître l'esprit des assemblées délibérantes que de se flatter que des États convoqués à Berlin ne chercheront pas à conquérir des droits et des concessions qu'il eût été préférable d'accorder « *proprio motu* » plutôt que de se les laisser arracher, comme cela arrivera probablement.

Le roi de Wurtemberg, entrant dans une description de détail, montrait toutes les difficultés qui vont naître d'un mécanisme aussi embrouillé, mais dont les esprits allemands ne sauraient être dupes, ajoutant que le roi de Prusse n'avait point autour de lui de ces hommes d'État qui se forment qu'à la longue et qui peuvent diriger les assemblées délibérantes; qu'enfin, le rôle que l'on voulait faire jouer à l'aristocratie n'était plus de notre temps et que c'était en pure perte qu'on prétendait exhumer des souvenirs du moyen âge dans un siècle d'intérêts matériels et positifs.

En un mot, le roi de Wurtemberg a jugé avec rigueur, quoiqu'en termes convenables et modérés, l'œuvre du roi de Prusse, et, sans nulle doute, cette conversation va causer un grand mécontentement à Berlin...

Vicomte DE FONTENAY.

(Correspondance de Wurtemberg, t. LXXI, p. 198. M. de Fontenay à M. Guizot.)

LA RUSSIE, LA FRANCE

ET LA QUESTION D'ORIENT

APRÈS LA GUERRE DE CRIMÉE.

« L'impression que je reçois ici », écrivait Morny peu de temps après son arrivée à Saint-Petersbourg, « est que les Russes sont humiliés de la paix qu'ils ont souscrite¹. » Humiliés, Alexandre II et Gortchakoff ne purent pas ne pas l'être, bien qu'étrangers, l'un à la paix et l'autre aux fautes qui l'avaient rendue nécessaire. Gortchakoff, qui se donnait pour un partisan de la guerre à outrance, disait n'avoir accepté la paix qu'à contre-cœur. Il insistait sur la grandeur du sacrifice imposé à son pays, sur la cession territoriale, la première à laquelle eût consenti la Russie; il ne parlait pas des conditions relatives à la mer Noire, autrement pénibles cependant pour l'amour-propre russe : mais il suffisait de se rappeler avec quelle énergie il les avait combattues naguère à Vienne pour comprendre combien il devait lui en coûter de les subir. Quant à Alexandre II, il se montrait si avide d'égards et de ménagements, si sensible à toute nouvelle piqure d'amour-propre, qu'on ne pouvait douter qu'il eût souffert dans son orgueil et dans sa dignité.

Morny convenait bien qu'Alexandre II et Gortchakoff étaient humiliés, à bout de concessions, ardemment désireux d'éviter de nouveaux sacrifices et de nouvelles atteintes à leur patriotisme : mais il niait qu'ils eussent l'espoir et le désir de revenir à l'ancien état de choses. « L'Empereur et le prince Gortchakoff », disait-il, « m'ont paru dès le premier jour très sincèrement désireux de conserver sans arrière-pensée, sans rancune, la paix signée par la Russie. Néanmoins, ce qui m'a paru fort excusable, tout en voulant loyalement exécuter le traité, ils ont

1. Morny, 17 août 1856.

cherché à tirer parti des points oubliés ou des interprétations douteuses. La seule puissance à laquelle on ait arraché quelque chose, c'est la Russie; c'est elle qui fait toutes les pertes d'influence, de marine, de territoire. Qu'elle ait cherché à en adoucir l'amertume, à en atténuer la rigueur, il me semble que c'est assez pardonnable. Mais y a-t-il là quelque symptôme perfide et menaçant? Et parce qu'elle s'est efforcée de sauver quelques fragments de ses dépouilles, s'imaginer qu'elle n'a pas renoncé à sa politique traditionnelle en Orient, franchement c'est se créer des fantômes, se monter la tête à plaisir¹. »

En protestant de leur résolution d'exécuter loyalement et scrupuleusement le traité, Alexandre II et Gortchakoff ont été sincères, sans nul doute, si l'on ne considère que le présent. Ils n'ont pas eu un seul instant l'intention de se dérober à l'exécution des conditions de la paix : mais qu'ils aient considéré ces conditions comme définitives, c'est ce qui n'est pas vrai. Ils n'ont pas songé à élever des revendications immédiates, à prendre une revanche, à dénoncer le traité ou à n'en pas tenir compte, mais ils ont été résolus, dès le premier jour, à profiter des circonstances pour refaire patiemment la situation de la Russie en Orient, regagner le terrain perdu et recouvrer, à la première occasion, leur liberté d'action dans la mer Noire.

La pensée de l'Orient est inséparable de la « position » d'empereur ou de chancelier de Russie : elle est, pour ainsi dire, inhérente à leurs « fonctions ». Alexandre II et Gortchakoff n'ont pas pu la bannir de leur esprit. Ils ne l'ont pas davantage héritée de la guerre de Crimée et du Congrès de Paris; elle leur venait de plus loin. Mais le traité de 1856 lui a donné chez eux sa forme particulière, sa forme précise et, pour ainsi dire, concrète. On ne saurait, selon nous, trouver l'expression de leur pensée personnelle dans une explosion de panslavisme conquérant, comme le fut la guerre de 1877. Le traité de Paris limita leurs ambitions à un désir plus modeste et plus pratique : effacer les clauses humiliantes relatives à la mer Noire et refaire la situation de la Russie en Orient. Mais, en revanche, il est hors de doute que ce désir fut immédiat, instantané et data du jour même où ils signèrent le traité de Paris.

Il perce déjà, quoi qu'en ait dit Morny, sous la politique

1. Morny, 25 octobre 1856.

adoptée par le gouvernement russe, en présence des difficultés suscitées par l'exécution de ce traité. Sans doute ne voit-on pas quel accroissement de puissance ou d'influence en Orient pouvait résulter, pour la Russie, de la possession d'une bourgade comme Bolgrad ou d'un îlot comme l'île des Serpents; et, de fait, il n'en pouvait résulter aucun. Morny avait le bon sens pour lui, lorsqu'il déniait toute valeur stratégique ou politique à ces prétendues positions et qu'il traitait de fantômes les soupçons de l'Angleterre à cet égard. Nous avons montré nous-même¹ qu'il fallait chercher ailleurs la raison de la résistance opiniâtre de Gortchakoff aux efforts de Palmerston, exigeant la remise aux Turcs de Bolgrad et de l'île des Serpents. Mais, s'il est vrai que cette résistance a eu pour cause le désir de séparer la France et l'Angleterre, n'est-ce pas un intérêt principalement oriental qui a fait désirer à Gortchakoff la dissolution de l'alliance anglo-française et la conclusion d'une entente franco-russe? L'alliance anglo-française lui a fait horreur parce qu'elle avait pour conséquence d'asservir la France à la politique britannique en Orient, de même qu'elle subordonnait l'Angleterre à la politique française en Occident. L'alliance franco-russe l'a tenté, parce qu'il la concevait comme devant servir la politique russe en Orient, en échange des services que la Russie rendrait à la politique française en Occident. Si bien qu'en dernière analyse, c'est l'intérêt de la politique russe en Orient qui a inspiré les efforts dissimulés, mais énergiques et persistants, de Gortchakoff, pour semer la discorde entre la France et l'Angleterre, insinuer la Russie entre elles et lui procurer l'alliance de Napoléon III, à la faveur des affaires de Bolgrad et de l'île des Serpents.

Une première preuve nous en est fournie par l'objet même de l'engagement que Gortchakoff a proposé à Napoléon III de contracter envers la Russie. C'est à faire respecter par l'Angleterre les clauses du traité de Paris qu'il a demandé à la France de s'engager. Et sans doute résulte-t-il d'abord de cette proposition même qu'il n'avait pas, pour le moment, la moindre intention de violer ces clauses. Mais il en résulte aussi que c'est bien en Orient, contre la malveillance de Londres, qu'il entendait utili-

1. Cf. *la Russie et l'alliance anglo-française après la guerre de Crimée* (Rev. hist., t. CI, p. 272 et suiv.).

ser le concours de la France, qu'il demandait au gouvernement français de se faire la sentinelle de la Russie. Le rôle, encore purement passif, auquel il le conviait, c'était cependant sur leur ancien champ de bataille, contre l'adversaire traditionnel et implacable de l'influence russe, qu'il le pressait de l'accepter.

Écoudit par Napoléon III, Gortchakoff n'a renoncé cependant ni à restaurer en Orient le prestige atteint de la Russie, ni à recourir, en vue de ce but, aux bons offices de la France.

Au mois de janvier 1857 surgit l'affaire du Monténégro. La situation de ce petit pays avait donné lieu à quelques échanges de vues au Congrès de Paris. Les plénipotentiaires russes avaient expliqué qu'il n'existait entre leur cour et les Monténégrins d'autres liens que ceux d'une sympathie réciproque. Le prince Danilo avait déduit de ces déclarations mêmes qu'il avait intérêt à se tourner du côté de la Porte et à régler sa situation envers elle. La condition du Monténégro était très précaire; l'insuffisance des terres cultivables amenait, à tout instant, des rixes entre les Monténégrins et leurs voisins, Albanais et Herzégoviens. Ces conflits menaçaient de devenir plus graves depuis que la Turquie avait ressaisi et consolidé son pouvoir sur la Bosnie, l'Herzégovine et l'Albanie. La guerre n'avait été évitée, en 1853, que grâce à l'intervention de l'Autriche; elle ne pourrait l'être une seconde fois et aboutirait à la ruine du Monténégro. Dans ces conditions, le prince Danilo n'avait eu le choix qu'entre deux partis : ou demander la garantie de son indépendance à une force extérieure, ou sacrifier à la Turquie une partie de cette indépendance, en échange de compensations en terres cultivables qui permissent à son peuple de se développer. Il avait opté pour le second parti et la France l'y avait encouragé. Ce faisant, elle avait pensé sauvegarder l'indépendance de fait du Monténégro, au prix d'une concession de forme et au profit de la prospérité matérielle du pays. Le vice-consul de France à Scutari, M. Hecquart, avait fait plusieurs fois le voyage de Cettigne pour s'acquitter, auprès du prince, de communications dont l'avait chargé le Cabinet des Tuileries. Une négociation s'était engagée, à Constantinople, entre la Sublime-Porte et les ambassadeurs de France, d'Angleterre et d'Autriche au sujet des compensations à accorder au Monténégro, en échange de l'acceptation de la suzeraineté ottomane. L'ambassadeur de Russie, M. de Boutenieff, avait été tenu à l'écart de cette négo-

ciation. La nouvelle s'était répandue que le prince Danilo allait se rendre à Paris.

Morny put encore être témoin de l'émotion que cette affaire provoqua à Saint-Petersbourg. « Depuis Pierre le Grand », lui explique Gortchakoff, « la Russie exerce sur le Monténégro une espèce de protectorat » ; protectorat « plutôt religieux et chevaleresque que politique », s'empresse-t-il d'ajouter, « car il n'y a pas grande politique à faire avec ces montagnards qui, à beaucoup d'égards, sont restés très primitifs. » La Russie n'attend rien du prince de Monténégro, ne vise à exercer sur lui aucune influence : « Seulement elle verrait avec une profonde douleur cette nouvelle quantité de chrétiens passer sous la suzeraineté mahométane et elle place la question religieuse au-dessus de la question politique¹. » Mais, ainsi restreinte aux proportions d'une question religieuse, l'affaire n'en tient pas moins à cœur au gouvernement russe : « Nous ne verrions pas sans un vif déplaisir, sans un froissement du sentiment religieux en Russie que le prince de Monténégro se trouvât placé sous la suzeraineté de la Porte². »

Si désintéressée qu'en fût la cause, cette émotion parut assez vive à Morny pour mériter de faire réfléchir le gouvernement français. Il engagea Walewski à tenir compte des susceptibilités russes : « Dans l'état d'intimité, de bons rapports, d'assurances réciproques d'un concours loyal et dévoué dans toutes les questions un peu importantes où sont maintenant les gouvernements de France et de Russie, vous conviendra-t-il de vous mêler activement d'une question secondaire, des intérêts d'une peuplade peu nombreuse, éloignée, qui ne nous touche en rien, et de laisser se former un petit nuage dans ce ciel serein, tandis que vous pouvez avoir besoin de la Russie très prochainement et dans des questions bien autrement graves et européennes³? » Gortchakoff lui-même avait aiguillé Morny dans ce sens et indiqué à notre ambassadeur, d'ailleurs très disposé à le suivre sur ce terrain, la possibilité d'un échange de bons procédés. Pour prix de notre complaisance dans l'affaire du Monténégro, il nous faisait ses offres de services à Neuchâtel et dans les principautés du Danube.

1. Morny, 19 février 1857.

2. Morny, 11 mars 1857.

3. Morny, 19 février 1857.

Voilà donc la question de politique générale posée à propos de l'incident, si minime en soi, du Monténégro. En se poursuivant sur ce sujet entre Gortchakoff et Morny, la conversation nous éclaire sur l'intérêt que cette affaire met en jeu pour la Russie. Dans un second entretien, Gortchakoff en vient en effet à énoncer contre la France de véritables griefs : il lui reproche d'avoir, sans entente préalable avec la Russie, accueilli les demandes du prince Danilo ; de s'être unie à l'Autriche et à l'Angleterre pour négocier, à Constantinople, le passage du Monténégro sous la suzeraineté ottomane ; d'avoir tenu cette négociation soigneusement cachée à la Russie. C'est ce dernier point surtout qui cause son irritation.

« C'est plus que partout ailleurs à Constantinople, où notre position n'est plus ce qu'elle était naguère », disait Gortchakoff à Morny, « qu'un pareil procédé doit nous être pénible, et l'isolement, l'espèce de suspicion où votre procédé nous place sur ce terrain ne semblent-ils pas rétablir les situations respectives, telles qu'elles étaient avant la paix, et affecter de *nous tenir encore en dehors de toutes les affaires turques*? » Ainsi, autre chose qu'une raison de sentiment, qu'une considération religieuse justifie l'émotion que l'incident du Monténégro a causée à Pétersbourg. Ce qui irrite Alexandre II et Gortchakoff, c'est d'avoir été tenus à l'écart d'une négociation qui a l'Orient pour théâtre et un intérêt oriental pour enjeu.

L'importance qu'ils attachent à cette sorte d'ostracisme est si grande que Gortchakoff en prend texte pour provoquer avec Morny une explication générale. A deux reprises, il épanche son amertume dans le cœur du diplomate français et, comme dit familièrement celui-ci, il « vide son sac ». Toutes les circonstances dans lesquelles la Russie s'est mise à la remorque de la France, affaires de Bolgrad, de l'île des Serpents, de Grèce, d'Espagne, de Neufchâtel, d'Italie, il les rappelle, en même temps que les entretiens et les effusions de Moscou. « Je dois vous le dire franchement et sans aigreur, sur quels points nous témoignez-vous à votre tour la même amitié et la même déférence? » Tant de services, si divers, si réitérés, seraient donc compensés par le maintien des prérogatives dont le prince de

1. Morny, 11 mars 1857.

2. Ibid.

Monténégro fait lui-même si bon marché? Il est clair que cette contre-partie serait faible, s'il ne s'agissait en même temps, pour Alexandre II et Gortchakoff, d'un intérêt plus sérieux : de remettre la main aux affaires turques.

Pas un instant, Alexandre II ni Gortchakoff n'admirent donc que la Russie pût être exclue de l'Orient, que ce domaine pût lui rester fermé : une telle prétention leur semblait inadmissible et déraisonnable. « Par-dessus toute chose », écrivait Morny, qui n'en jugeait guère différemment, « évitons sur le terrain oriental de paraître les mettre à l'écart et de vouloir perpétuer l'alliance à trois qui existait contre la Russie pendant la guerre¹. » Et une fois rentrés dans la place, de quel droit les eût-on empêchés de travailler, dans les limites du traité, au relèvement du prestige, au développement de l'influence de la Russie en Orient, jusqu'au jour où elle serait assez forte pour se libérer des entraves que lui imposait ce traité?

Quand et comment ils arriveraient à leurs fins, Alexandre II et Gortchakoff n'en savaient encore rien. C'était, dans leur plan, la part abandonnée à l'imprévu, aux circonstances. Or, dans l'état de l'Europe après la guerre de Crimée, la bonne grâce inusitée de la France, ses sympathies avouées envers la Russie leur apparurent à bon droit comme une circonstance exceptionnellement favorable à leurs desseins. C'est sur la France qu'ils comptèrent d'abord pour en faciliter l'exécution. Ils lui destinèrent, à son insu, une collaboration inconsciente dans l'œuvre de réparation et de relèvement qu'ils méditaient d'accomplir.

Soit que cette tactique n'eût pas été discernée à Paris, soit, ce qui est plus probable, que Napoléon III vit son intérêt à s'y prêter, la France en vint progressivement à ce que la Russie réclamait d'elle. Arrivé à Paris le 6 mars, le prince de Monténégro y reçut de l'Empereur et de Walewski un accueil très réservé. Ce prince désabusé en repartit, ayant compris que son indépendance n'était pas aussi indifférente à tout le monde qu'à lui-même. Ayant refusé de souscrire au projet d'arrangement qui avait été concerté à Constantinople entre la Porte et les trois ambassadeurs, il suggéra de procéder à une délimitation de frontières, à laquelle Walewski s'empressa de se rallier, en prescrivant à Thouvenel de se mettre d'accord avec Boutenieff.

1. Morny, 11 mars 1857.

Morny n'était plus à Pétersbourg pour être témoin de la satisfaction qu'y causèrent ces premiers symptômes d'un changement de front. Mais nos chargés d'affaires, Baudin puis Châteaurenard, en recueillirent les échos encore discrets et comme hésitants. Se hâtant de saisir la balle au bond, Gortchakoff adhéra sans tarder à la proposition de délimitation et prescrivit à Boutenieff l'entente la plus étroite avec Thouvenel.

L'entrevue de Stuttgart offrit, bientôt après, à Gortchakoff l'occasion de rendre définitif l'accord de la France et de la Russie sur l'affaire du Monténégro. L'Orient ne fut pas passé sous silence au cours des conférences où les deux souverains et leurs ministres examinèrent toutes les questions qui les préoccupaient. La prudence était encore trop nécessaire à la Russie, afin de ne pas compromettre cette entente naissante, pour qu'Alexandre II et Gortchakoff osassent demander à Napoléon III de les aider à atteindre un but précis et déterminé. Ils se gardèrent de le faire; mais, le principe d'un accord préalable sur toutes les questions internationales ayant été posé, ils eurent soin d'en stipuler l'application aux affaires qui intéressaient spécialement la Russie, c'est-à-dire à celles d'Orient, au même titre qu'à celles qui intéressaient la France. Sans plus attendre, ils demandèrent et obtinrent l'application de ce principe à la question du Monténégro, comme à celle des principautés, qui venait de poindre à l'horizon. Telle est la conclusion qui résulte, non seulement de l'attitude réciproque des deux gouvernements après l'entrevue, mais encore de déclarations explicites émanant de Gortchakoff. Dès son retour de Stuttgart, il disait à Châteaurenard : « Le comte Walewski a compris cette entente comme je la comprends moi-même. Nous nous sommes mis d'accord à Stuttgart sur les questions qui nous occupent, et je me plais à espérer que cet accord subsistera dans l'avenir tel qu'il existe aujourd'hui. J'ai d'ailleurs tous les jours de nouvelles preuves que le Cabinet de Paris désire, de son côté, suivre une politique conforme à la nôtre¹. » Et Gortchakoff citait à Châteaurenard, comme preuve de ce désir dont il se félicitait, la communication d'un plan de réorganisation des principautés, sur lequel Walewski sollicitait son avis. Six mois après, il écrivait à Kisselef², à propos de l'affaire même du Monténégro :

1. Châteaurenard, 7 décembre 1857.

2. Ambassadeur de Russie à Paris.

« M. le comte Walewski pense que, les événements ayant marché depuis nos explications de l'année dernière, il serait opportun d'arriver à une nouvelle entente entre nous, afin de former, comme on dit, une partie liée. C'est pourquoi il nous invite à formuler nos idées... Notre auguste maître a gardé un profond souvenir des bases éventuelles de cette entente, telles qu'elles ont été posées dans l'entrevue de Stuttgart¹. » D'une autre déclaration de Gortchakoff, il ressort que Walewski et lui avaient examiné l'hypothèse d'une intervention de l'Autriche dans les affaires de Turquie et s'étaient trouvés d'accord pour la déclarer inadmissible.

Ce n'est donc pas conjecturer que de conclure de ces témoignages qu'à Stuttgart fut posé le principe d'un accord préalable, impliquant des complaisances réciproques, de la Russie pour la France en Italie et sur le Danube, de la France pour la Russie en Orient, notamment au Monténégro.

A partir de ce moment, la politique française atteste une scrupuleuse fidélité à ce principe, en ce qui concerne le Monténégro. Gortchakoff s'en loua hautement : « L'Empereur », dit-il à Châteaurenard, « se plaît à reconnaître le désir de l'empereur Napoléon de se trouver en complet accord avec lui². » Mais, en même temps, pour que le gouvernement français n'ignorât pas l'importance que la Russie attachait à cette minime affaire, il ajoutait : « Je ne dois pas vous le dissimuler, cette question est pour l'empereur Alexandre une des pierres de touche de l'entente qui règne entre le gouvernement de l'empereur Napoléon et le sien³. » N'était-ce pas dire que c'était en Orient que la Russie entendait éprouver l'amitié de la France et toucher le prix des services qu'elle lui rendait ailleurs?

Ce prix ne consistait pas, aux yeux d'Alexandre II et de Gortchakoff, en avantages matériels, palpables, immédiatement réalisables. Nul n'en a mieux défini la nature que le duc de Montebello, en même temps que le moyen, la méthode dans laquelle le tsar et son chancelier avaient placé leur espoir.

Le premier entretien d'affaires que Gortchakoff eut avec Montebello, quand ce dernier vint recueillir à Pétersbourg la succession de Morny, roula tout entier sur l'affaire du Monténégro.

1. Châteaurenard, 29 avril 1858.

2. Châteaurenard, 29 avril 1858.

3. Gortchakoff, 3-15 avril 1858.

Cette affaire avait pris subitement un caractère beaucoup plus grave. Des troubles ayant éclaté en Bosnie, Herzégovine et Albanie, sans qu'aucune délimitation de frontières eût été faite entre le Monténégro et la Turquie, des concentrations de troupes turques avaient dû être opérées dans les provinces insurgées, à proximité de ces frontières litigieuses. Il était inévitable qu'un conflit survint : il se produisit en effet. A la fin d'avril 1858, les Turcs se disposèrent à s'emparer de Grahovo, occupé par les Monténégrins. Immédiatement, le prince Danilo, qui avait antérieurement fait amende honorable envers la Russie et réussi à rentrer en grâces à Pétersbourg, fait appel à la protection de son nouveau patron, le tsar. A son tour, Alexandre II, guidé par son rusé ministre, en réfère aussitôt à Napoléon III.

A Paris aussi, on s'était ému en voyant la situation se tendre entre Turcs et Monténégrins, au point de faire craindre un conflit armé, auquel préludaient déjà des escarmouches de partisans. Fidèles à leur nouvelle ligne de conduite, Napoléon III et Walewski avaient noué une conversation télégraphique avec le Cabinet russe. Le résultat en fut qu'on se mit d'accord pour protester à Constantinople et à Vienne, au cas où les Turcs, donnant suite à leurs intentions, envahiraient le Monténégro. En attendant, Gortchakoff tança vertement le chargé d'affaires de Turquie à Pétersbourg, Walewski sermonna plus modérément le représentant du sultan à Paris et les ambassadeurs de France et de Russie à Constantinople reçurent, une fois de plus, des instructions identiques en vue de faire entendre à la Porte des conseils de prudence.

Malheureusement, d'autres puissances, sans conseiller à la Turquie l'offensive, l'y encourageaient indirectement par leur attitude équivoque. L'Angleterre proposait l'envoi sur place de commissaires des cinq grandes puissances et des deux États intéressés pour procéder à la délimitation. L'Autriche suggérait d'imposer au Monténégro l'abandon de Grahovo, moyennant quoi la Turquie arrêterait la marche de ses troupes. La Porte s'empressait d'adhérer à la proposition autrichienne, qu'elle déclarait être l'extrême limite de ses concessions, tandis que la France et la Russie s'accommodaient, comme d'un pis aller, de la proposition anglaise. A la faveur de cette division, Kiani Pacha, commandant des troupes ottomanes, occupa Grahovo et envahit le territoire monténégrin. A cette nouvelle, Gortchakoff

proposa à la France d'exiger de la Porte l'évacuation immédiate de Grahovo et du territoire envahi, ainsi que le consentement à la réunion des commissaires délimitateurs. En cas de refus, « l'empereur Napoléon trouverait l'empereur Alexandre à ses côtés ».

Napoléon III et Walewski atténuèrent légèrement cette proposition et se bornèrent à conseiller très fermement à la Turquie, tant par l'intermédiaire de Kiani Pacha que par celui de Thouvenel, de reconnaître le *statu quo* de 1856 qui attribuait Grahovo aux Monténégrins. Ils ne lui laissèrent pas ignorer qu'en cas de refus la France et la Russie reconnaîtraient l'indépendance du Monténégro et se déclareraient prêtes à la soutenir. Toutes les dispositions furent prises pour l'envoi de deux bâtiments dans les eaux d'Albanie. Thouvenel et Boutenieff furent encore une fois invités à agir de concert, le Cabinet russe ayant adhéré à cette ligne de conduite. Leurs représentations furent couronnées de succès : la Porte céda, accepta le *statu quo* de 1856, le principe de la délimitation et envoya à ses troupes, que les Monténégrins avaient d'ailleurs fait pâtir de leur audace, l'ordre de suspendre les hostilités.

Telle était la situation quand Montebello prit contact avec Gortchakoff. L'occasion était belle, pour le ministre d'Alexandre II, de chanter les louanges de Napoléon III et de remercier le représentant de la France. Il n'y manqua pas et protesta chaudement de sa reconnaissance. Mais, en même temps, il laissa apparaître le désir d'obtenir davantage. Au fond, il était désappointé de voir se terminer ainsi une affaire dont il avait espéré une démonstration commune de la France et de la Russie en Orient. Cet espoir, il lui en coûtait d'y renoncer. Il eût voulu que le gouvernement français envoyât quand même ses navires dans l'Adriatique; c'est ce dont il s'efforça de démontrer l'utilité à Montebello en cherchant à le piquer au jeu. Montebello était, de sa nature, plus défiant ou moins prévenu en faveur des Russes que son prédécesseur. Aussi soupçonna-t-il Gortchakoff de vouloir entraîner la France malgré elle à la poursuite d'un but qu'il définît ainsi : « *L'influence russe relevée en Orient par nos mains et à nos risques*, en même temps que la nôtre, il est vrai, et même à la suite de la nôtre, ce qui importe peu, car c'est celle que la Russie redoute le moins¹. »

1. Montebello, mai 1858.

Montebello ne se trompait pas ; tels étaient bien le but de Gortchakoff et le moyen par lequel il espérait l'atteindre. C'est de sa propre bouche que notre ambassadeur en recueillit l'aveu quelques instants après : « *Notre position et la vôtre sont à refaire à Constantinople* ; il ne faut pas nous le dissimuler¹. »

Les refaire l'une par l'autre est l'idée à laquelle s'était arrêté Gortchakoff : c'est-à-dire amener la France à refaire, de ses propres mains, la position de la Russie à Constantinople. Dans cette intention, tantôt cherchant à entraîner le gouvernement français, tantôt se mettant à sa remorque, Gortchakoff ne se sépare jamais de lui. Travailler pour la France lui est indifférent, pourvu qu'il agisse de concert avec elle. Bien plus, pour procurer à la Russie l'avantage de figurer aux côtés de la France, il va jusqu'à faire le sacrifice de ses préférences personnelles et des intérêts mêmes de son gouvernement.

Nous avons montré ailleurs² quels graves intérêts la question des principautés mettait en jeu pour la Russie et indiqué qu'indépendamment du désir d'envenimer les rapports entre Paris et Londres, d'autres considérations, se rattachant à la question d'Orient proprement dite, ont, dans la circonstance, influé sur l'esprit d'Alexandre II et de Gortchakoff. Considérée en elle-même, abstraction faite de son contre-coup sur la politique générale, l'union des principautés, voulue par Napoléon III, n'était pas pour leur plaire, et cette divergence initiale avec la France sur le fond même de la question n'alla pas, nous le savons, sans déterminer une différence assez sensible entre leur attitude et celle de Napoléon III, au début des complications suscitées par les élections moldaves.

C'est au conflit de ces deux intérêts divergents, l'un de politique générale, l'autre de politique locale, que nous fait assister la première phase de l'affaire des principautés. Entre sa politique générale et sa politique locale, la Russie hésite un certain temps et penche même plutôt en faveur de la seconde. Cette tendance n'a pas échappé à nos représentants à Saint-Petersbourg. Morny a signalé à Paris les répugnances du gouvernement russe à s'associer à l'action plus ou moins avouée de la France en faveur de l'union. Il les a attribuées à un souci de correction et d'impartialité, pour lequel il n'a pas dissimulé son approbation.

1. Montebello, mai 1858.

2. Cf. *Rev. hist.*, article cité.

« L'attitude russe », a-t-il dit, « pourrait être considérée comme la plus équitable, la plus prudente et la plus conforme à l'esprit du traité¹. » Baudin a donné de cette attitude une explication peut-être plus voisine de la réalité : « L'on se rappelle », écrivait-il, « que le système de l'union, mis en avant pour la première fois il y a deux ans, aux conférences de Vienne, avait été imaginé, comme le sixième protocole en fait foi, *pour opposer une résistance efficace à l'action de la Russie*. On peut se demander si, au fond du cœur, le Cabinet de Saint-Petersbourg éprouve des tendances bien sincères en faveur de l'union des principautés et si son but n'a pas été jusqu'à présent de se ménager le bon vouloir de la France, en ne laissant pas percer de dispositions défavorables à son projet qu'il se flatte peut-être de voir, en dernière analyse, rencontrer un sort plus conforme à ses secrètes aspirations². » En d'autres termes, la Russie eût conservé l'espoir de voir l'union des principautés échouer devant l'opposition déclarée de l'Autriche et de l'Angleterre et estimé qu'elle faisait assez pour la France en s'abstenant de combattre un projet imaginé pour faire pièce à l'influence russe en Orient.

Pourtant, c'est cette même solution, l'union de la Moldavie et de la Valachie, qu'elle va, moins de six mois après, s'efforcer de faire prévaloir, en allant jusqu'à rompre, en même temps que la France, ses relations diplomatiques avec la Turquie. Nous ne reviendrons pas sur les phases de cette évolution, ou plutôt de ce revirement, qui correspondent exactement aux progrès de la mésintelligence survenue, à cette occasion, entre la France et l'Angleterre. Sans doute le désir persistant d'entretenir cette mésintelligence, de ruiner l'alliance anglo-française a-t-il, cette fois encore, inspiré la conduite d'Alexandre II et de Gortchakoff. Mais, à ce désir lui-même, il faut bien aussi qu'il y ait eu une cause, et cette cause est restée la même qu'au moment des affaires de Bolgrad et de l'île des Serpents : l'intérêt de la politique russe en Orient.

Ne se fût-il agi, du reste, que d'intervenir à Constantinople de concert avec la France, que la politique russe y eût déjà trouvé son compte. S'il n'a pas dit pourquoi il goûtait tant cette action commune de la France et de la Russie en Orient, Gort-

1. Morny, juin 1857.

2. Baudin, 21 août 1857.

chakoff ne s'est pas fait faute d'insister sur le prix qu'il y attachait. Quand la rupture diplomatique des deux puissances avec la Sublime-Porte eut produit son effet et qu'une conférence eut été convoquée à Paris pour régler la question des principautés, il déclara à Châteaurenard : « Pour le gouvernement russe, le point essentiel est d'avoir une opinion identique à celle du gouvernement français dans les délibérations qui auront lieu à Paris sur cette grave question. Il m'importerait peu que la Russie fit partie de la minorité au sein de la conférence, pourvu qu'elle y fût avec la France¹. » Peu après, il renouvelait, en termes un peu plus théâtraux, la même déclaration à Montebello : « Je l'ai dit depuis longtemps, nous ne craignons pas d'être en minorité, pourvu que nous y soyons avec vous. Si c'est cela que vous voulez, dites-le nous : nous nous placerons à côté de vous et nous courrons avec vous toutes les chances². »

Sans vouloir diminuer le mérite de Gortchakoff à accepter ces risques, peut-être un peu imaginaires, il faut bien convenir cependant que son aveugle fidélité aux vues de la France n'était pas pure de toute arrière-pensée. Non pas qu'il se fût tardivement pris de goût pour l'union des principautés ; il continuait à ne s'accommoder de cette solution que comme d'un pis aller. L'intérêt supérieur, auquel il avait fait, sur ce point, le sacrifice de ses préférences personnelles, n'avait pas complètement effacé ses préventions contre la constitution d'un état roumain. Il eût facilement pris son parti de voir l'Europe s'opposer à la jonction des deux tronçons de ce corps. Il était donc sincère, il restait même plutôt en dessous de la vérité, lorsqu'il témoignait à Montebello la plus complète indifférence du résultat de la conférence. Cela n'implique pas qu'il n'eût pas un intérêt à faire étalage de ce sentiment même. En prenant soin d'établir l'indifférence où le laissait l'issue de la consultation européenne, au moment même où il assurait la France du concours le plus absolu, Gortchakoff avait une pensée de derrière la tête. Il comptait sur l'effet de ce contraste pour amener le gouvernement français à lui faire une concession.

Bien qu'agir de concert avec la France en Orient fût déjà, en soi, un avantage pour la Russie et que cette communauté d'action portât, pour ainsi dire, sa récompense en elle-même,

1. Châteaurenard, 7 décembre 1857.

2. Montebello, juin 1858.

Gortchakoff entendait bien en faire bénéficier sa politique d'une manière plus effective. En avril 1858, pendant la réunion à Paris de la conférence convoquée pour régler le sort des principautés, il proposa au gouvernement français de saisir les plénipotentiaires d'une question plus générale. Un Hatti-Humayoun de 1856, dont le traité de Paris avait constaté « la haute valeur », avait édicté, pour l'ensemble de la Turquie, un certain nombre de réformes qui étaient restées lettres mortes. A l'inexécution de ces réformes semblait dû le malaise qui se manifestait dans tout l'empire ottoman et s'était traduit, en Bosnie, Herzégovine et Albanie, par des désordres locaux et des mouvements insurrectionnels. Telle est la situation sur laquelle Gortchakoff eût voulu appeler l'attention de l'Europe, en raison des inconvénients qui en résultaient pour les chrétiens de Turquie.

Il avait soin de se défendre, en même temps, de vouloir tendre un piège à qui que ce fût, et surtout au sultan. S'il avait nourri des projets d'agression contre ce souverain, eût-il cherché à prévenir les fautes de la politique turque? « La Russie n'aurait qu'à s'en féliciter, si elle voulait suivre une politique égoïste. Mais, en pensant aux terribles conséquences que l'agonie de l'homme malade amènerait pour l'Europe entière, elle ne pouvait que déplorer de voir la Turquie courir à sa perte¹. » Ainsi, c'était bien sans doute par l'intérêt des populations opprimées que Gortchakoff justifiait d'abord sa proposition, mais aussi par celui de la Turquie elle-même et, en dernière analyse, par celui de l'Europe. Dans cette sollicitude universelle, la Russie paraissait seule oubliée.

Il va sans dire qu'elle ne l'était nullement. En se faisant, dans une conférence européenne, le champion des chrétiens de Turquie, en pouvant revendiquer pour elle l'initiative d'une intervention diplomatique en leur faveur, la Russie eût repris, envers eux, son rôle traditionnel, relevé son prestige en Orient et ressaisi son ascendant sur eux. Sans doute parut-il au gouvernement français qu'il était tout au moins prématuré pour lui de fournir à la Russie l'occasion d'une telle rentrée en scène. Aux ouvertures de Gortchakoff, Walewski répondit en soulevant diverses questions préjudicielles : quel serait, d'après le gouvernement russe, la marche à suivre? Sur quels points devraient porter les observations à formuler? Quelle limite conviendrait-il

1. Montebello, juin 1858.

d'y assigner? Gortchakoff s'abstint de fournir les explications demandées et laissa tomber la conversation.

Pour la reprendre, il n'attendit pas plus de trois mois. En août 1858, il renouvelle ses instances auprès de Montebello et prescrit à Kisselef de pressentir Napoléon III. A l'en croire, Brunnoff¹ eût écrit de Londres que l'Angleterre se préoccupait de l'état intérieur de la Turquie et qu'il en avait été question dans les entretiens de Cherbourg. « Le prince Gortchakoff pense que la situation est trop grave pour que l'Europe n'en tienne pas grand compte, que le moment est venu de s'en occuper et que, si on la laissait s'aggraver encore, le remède deviendrait peut-être plus dangereux que le mal. Il désire que l'on ne se contente plus d'assurances vagues et de promesses illusoires qui n'inspireraient pas plus de confiance aux populations chrétiennes qu'elles n'en mériteraient de la part des puissances, mais que l'on s'entende pour tenir à Constantinople un langage ferme et précis et pour y obtenir des mesures efficaces, propres à amener au moins un commencement d'exécution du Hatti-Humayoun que les puissances ne peuvent laisser à l'état de lettre morte, après en avoir constaté la haute valeur². »

Montebello était trop avisé pour ne pas opposer à cette entrée en matière de Gortchakoff les questions préjudicielles qui étaient restées sans réponse depuis trois mois. Le gouvernement russe avait-il, sur la forme et la limite d'une telle intervention, des idées tant soit peu précises et arrêtées? Il ne pouvait ni ne voulait, répondit Gortchakoff, prendre en cette matière aucune initiative. Il lui suffisait d'appeler l'attention de l'Europe sur une situation pleine de dangers; mais, quant aux mesures à adopter, la position de la Russie lui commandait d'écouter.

C'était prendre pour soi le beau rôle et laisser aux autres les rôles ingrats, les difficultés et les responsabilités. Le calcul était si évident, la ruse si cousue de fil blanc qu'ils témoignaient d'une certaine ingénuité. « Tout en donnant à la Russie le mérite d'avoir appelé l'attention de l'Europe sur la situation des provinces chrétiennes de l'empire turc, le prince Gortchakoff se défend de toute initiative à l'égard des mesures à adopter pour porter remède au mal. Il prend ainsi le rôle le plus facile et laisse à d'autres les embarras pratiques de la question. Si, dans une

1. Ambassadeur de Russie à Londres.

2. Montebello, août 1858.

situation aussi pleine de difficultés, on ne parvient pas à s'entendre sur des mesures efficaces, la Russie aura le mérite d'avoir voulu ce qu'elle n'aura pas pu. L'imagination des peuples comparera, en l'embellissant, le temps où elle exerçait une protection exclusive sur les chrétiens avec le patronage impuissant de l'Europe¹. »

L'initiative à laquelle se dérobait la Russie, la France devait-elle la prendre? « Je ne le pense pas », opinait Montebello, et, en marge de sa dépêche, Walewski écrivit au crayon : « Non, certainement. » Opposer aux ouvertures de la Russie une fin de non-recevoir pure et simple n'allait pas non plus sans inconvénients. Aussi Montebello conseillait-il de prendre Gortchakoff au piège où il avait essayé de nous attirer. Serré de près trois mois auparavant, il avait laissé tomber la question. Il n'y avait qu'à recourir à la même tactique. En outre, il ne fallait pas s'avancer sans avoir sondé le gouvernement anglais. L'opinion de Walewski nous est transmise par les notes marginales qu'il a griffonnées en face des suggestions de Montebello : « Le gouvernement anglais est disposé à s'associer à des démarches générales, mais il serait fort embarrassé lui-même de dire ce qu'il veut... Nous sommes disposés à prendre en considération toutes les propositions qui nous viendraient sur ce sujet des Cabinets de Pétersbourg ou de Londres, mais nous désirons éviter de prendre une initiative difficile et ingrate. »

Quand parvint à Pétersbourg une réponse qui paraphrasait ce thème, Gortchakoff était à Moscou. Tolstoï, qui gérait le ministère des Affaires étrangères en l'absence de son chef, se borna à en prendre acte. « Je suis porté à croire », écrivit Montebello, « que, pour le moment, le Cabinet de Saint-Petersbourg ne poussera pas plus loin la question et qu'il hésitera à prendre vis-à-vis de nous, même à titre confidentiel, l'initiative d'une proposition. Il se souvient trop bien des confidences faites à Sir Hamilton Seymour et du sort qu'elles ont eu pour s'y hasarder, malgré la confiance que nous lui inspirons². » Ces prévisions ne se réalisèrent qu'à demi. De Moscou, Gortchakoff répondit à la communication française en esquissant une timide sortie hors du domaine académique : « Le premier pas à faire serait une

1. Montebello, août 1858.

2. Montebello, septembre 1858.

démarche collective vis-à-vis de la Turquie pour réclamer d'un côté l'exécution des réformes du Hatti-Humayoun et déclarer, de l'autre, que, dans le cas où la Porte entrerait sérieusement dans cette voie, les puissances lui prêteraient leur appui moral pour engager les populations chrétiennes à rester calmes et soumises. » C'était l'indication d'une procédure dont la forme aurait pu, à vrai dire, être aisément et promptement précisée. Mais, la procédure arrêtée, l'initiative fût encore demeurée matière à contestation. Walewski ne se souciant pas de la prendre et Gortchakoff la déclinant pour son compte, l'accord entre eux ne pouvait s'établir et l'affaire en resta là.

Pour la seconde fois, Gortchakoff en était pour sa peine, éconduit avec toutes les formes voulues par ses amis de Paris. Contrairement à son attente, aucune ouverture ne lui fut, non plus, faite par l'Angleterre. Comme l'affaire des principautés, celle du Monténégro se régla, sans que la question des chrétiens de Turquie eût été posée devant l'Europe. Un protocole signé le 8 novembre 1858 constata l'accord des puissances et des deux États intéressés sur une délimitation des frontières turco-monténégrines, suivant un tracé élaboré par les commissaires européens et conforme au *statu quo* de 1856. La Russie avait tenté de faire adopter un tracé qui, modifiant légèrement ce *statu quo*, eût été plus avantageux au Monténégro, et la France, par complaisance, avait appuyé cette proposition, qui resta vaine. Dans le même esprit, le gouvernement français avait consenti à maintenir ses navires dans l'Adriatique jusqu'au règlement définitif du litige. Gortchakoff eut le bon goût de ne pas laisser sa juste reconnaissance envers la France subir l'atteinte de la déception au-devant de laquelle il avait été par deux fois.

Montebello écrivait à Walewski : « Le Cabinet russe sent bien et ne fait pas difficulté de reconnaître qu'il nous doit tout dans cette affaire du Monténégro, qui lui tient tant à cœur et qui n'était pour nous que très secondaire, et que, sans la manière amicale dont nous avons pris en main sa politique traditionnelle à l'égard de ce petit pays et dont nous l'avons faite nôtre, la Russie, trop éloignée du théâtre des événements, en aurait probablement été réduite, comme dit le prince Gortchakoff, à faire un aveu d'impuissance¹. »

1. Montebello, 8 octobre 1858.

Si importante que fût, à ses yeux, la satisfaction obtenue sur la question du Monténégro, elle n'était pourtant pas suffisante à contenter l'ambition de Gortchakoff, ni surtout celle de l'opinion publique russe, car le gouvernement avait à compter avec un parti, puissant et actif, impatient de voir la Russie reprendre en Orient son rôle de protectrice des chrétiens, de rite grec notamment, et prompt à dénoncer la faiblesse de la politique officielle. A la tête de ce parti était le grand-duc Constantin. Dans le courant de 1858, ce prince avait envoyé en Palestine un certain Mansouroff pour constater l'état de l'influence russe après la guerre de Crimée. De son voyage, Mansouroff avait rapporté une impression très pessimiste : l'influence russe avait beaucoup décliné et tendait à disparaître complètement ; le clergé grec avait perdu l'habitude de compter sur la Russie et recourait à la protection des autorités ottomanes ; cet état de choses était dû à la négligence du gouvernement et des agents consulaires russes ; avec cette négligence contrastaient l'activité de la politique française et la supériorité du clergé catholique. Le rapport où Mansouroff relatait ses impressions avait vivement impressionné le grand-duc Constantin et un peu effrayé Gortchakoff. Une explication et finalement un conflit avaient eu lieu entre le prince et le ministre sur la création de nouveaux consulats en Asie, sur une souscription à ouvrir en faveur des œuvres russes en Palestine. Mal affermi dans sa situation, Gortchakoff avait donc à compter avec le grand-duc Constantin et avec une opinion particulièrement accessible aux excitations du prosélytisme religieux. Tout en déplorant un zèle indiscret, qui risquait de compromettre son œuvre de patience, il était obligé de ménager l'impatience de ceux qui voulaient brûler les étapes.

C'était une raison de plus pour lui de ne pas se laisser décourager par deux échecs consécutifs et de persévérer dans son apostolat, nullement désintéressé, en faveur des chrétiens de Turquie. S'il n'est pas immédiatement revenu à la charge, après la réponse évasive du gouvernement français à sa seconde ouverture, c'est qu'un événement inattendu lui a, presque en même temps, ouvert des perspectives nouvelles. Le 25 septembre 1858, l'Empereur, de Biarritz, chargeait Walewski de transmettre à Montebello le télégramme suivant : « L'Empereur, voulant donner un nouveau témoignage de ses dispositions ami-

cales envers l'empereur Alexandre, envoie le prince Napoléon à Varsovie. Le prince part demain de Paris¹. »

Si naturel que fût, dans l'état de leurs relations, un témoignage d'amitié de Napoléon III envers Alexandre II, celui-là était bien fait pour surprendre. L'empereur des Français n'avait pas coutume de déranger, un beau jour, sans raison spéciale, un membre de sa famille uniquement pour donner à un souverain étranger une preuve de ses dispositions amicales. Le prince Napoléon, qui, d'ailleurs, avait été mandé à Biarritz par son cousin, devait donc être chargé d'une mission personnelle. Il l'était en effet; diplomatie officielle et diplomatie secrète commençaient à entrecroiser leurs trames sous l'effet des affaires d'Italie. Les événements avaient marché depuis l'entrevue de Stuttgart et l'entente ébauchée, au cours des entretiens des deux empereurs et de leurs ministres, n'offrait plus à Napoléon III de garanties suffisantes avant de pousser les choses à l'extrême. Il fallait qu'il obtint de la Russie des engagements fermes pour pouvoir, sans trop de risques, aller au-devant d'une lutte avec l'Autriche, lutte qu'il sentait venir de longue main.

Plus la visite du prince Napoléon était inattendue à Varsovie, plus l'offre en fut acceptée avec empressement. Aussitôt informé, Gortchakoff transmit à Montebello l'acceptation et les remerciements du tsar. Le prince Paskievitch alla chercher à la frontière l'hôte d'Alexandre II. Arrivé à Varsovie le 28 septembre, le prince Napoléon assista le lendemain à des manœuvres d'artillerie et de cavalerie commandées par l'Empereur en personne. Une chasse, suivie d'un dîner et d'une fête de nuit, fut donnée en son honneur à Villanow, chez le comte Auguste Potocki. Un spectacle de cour eut lieu dans la salle de l'Orangerie du parc de Lagenki. Une grande revue et un dîner chez l'Empereur clôturèrent la série des fêtes. Alexandre II envoya à son hôte le cordon de Saint-André et décora toute la suite du prince.

Cet accueil témoignait du désir de ne pas demeurer avec Napoléon III en reste d'amabilité. L'amour-propre russe fut, en effet, flatté de l'hommage qu'impliquait la courtoise initiative de l'empereur des Français. De Pétersbourg, où il était resté, Montebello écrivait : « L'envoi du prince Napoléon à Varsovie pro-

1. Walewski, 25 septembre 1858.

duit ici une vive impression; les Russes s'en montrent très flattés et j'ai pu constater à plusieurs reprises tout le plaisir qu'ils ressentent de cette nouvelle marque des sentiments qui unissent les deux empereurs. Les étrangers remarquent que c'est la première fois que l'empereur Napoléon prend, vis-à-vis du tsar, l'initiative d'un pareil acte de courtoisie. C'est ce que l'un d'eux exprimait l'autre jour en me disant : « Jusqu'à présent, l'empereur Napoléon s'était borné à se laisser aimer. » J'ajouterai qu'en général on attribue au voyage du prince Napoléon un but d'une haute importance politique, sans d'ailleurs en préciser davantage le sens et la portée¹. »

C'était, en effet, une mission beaucoup plus qu'une démarche de courtoisie que le prince Napoléon était venu accomplir à Varsovie. Dans l'intervalle des fêtes, des conversations eurent lieu entre Alexandre II, Gortchakoff et le prince. En est-il résulté un projet de traité? Nous ne saurions le dire, mais ne le pensons pas. En tout cas, les bases d'une entente furent jetées, en prévision d'un conflit armé de la France et du Piémont avec l'Autriche. La Russie se montra disposée à une neutralité bienveillante, consistant à peser moralement sur l'Allemagne, matériellement sur l'Autriche, par la concentration de troupes en Galicie, et à seconder de son influence la réunion de la Savoie à la France. En échange, le prince Napoléon laissa espérer l'appui de la France en vue de la revision du traité de Paris.

Rentré à Pétersbourg, Gortchakoff se loua hautement et de la visite et du visiteur. Il répéta à Montebello « combien l'empereur Alexandre avait été sensible au témoignage de courtoisie sympathie que l'Empereur lui avait donné en envoyant le prince Napoléon à Varsovie. Il a été heureux et reconnaissant de trouver dans cette gracieuse inspiration de l'Empereur l'intention de manifester à l'Europe entière les rapports intimes qui existent entre les deux empires et l'affection personnelle qui unit les deux souverains. Il m'a dit que la présence du prince à Varsovie y avait fait une grande sensation. Le prince a laissé dans l'esprit de l'Empereur la meilleure impression. Il s'est montré homme d'esprit, ce que l'on savait, et, en même temps, on a remarqué son tact et sa mesure. Sa grâce parfaite à l'égard de tous ceux avec qui il a été en rapports a prévenu tout le monde

1. Montebello, 30 septembre 1858.

en sa faveur »¹. Sans vouloir suspecter la sincérité des éloges que Gortchakoff a décernés au prince Napoléon, on peut cependant présumer qu'il y a insisté d'autant plus que la personnalité du cousin de l'Empereur semblait devoir, à priori, être moins sympathique à lui-même et au tsar. Assez méchamment critiqué, en France même, pour sa conduite en Crimée, le prince Napoléon avait, d'autre part, déjà mis les Russes en garde contre ses sentiments en prononçant au Sénat un discours assez maladroit en faveur de la Pologne. Un peu d'exagération dans l'éloge était nécessaire pour faire croire à la réalité du succès personnel d'un tel messager.

Le résultat politique de la visite rendait, en outre, l'indulgence facile à Alexandre II et à Gortchakoff. En se resserrant sous l'influence des événements d'Italie, leur entente avec Napoléon III se rapprochait progressivement du but auquel tendaient leurs efforts; elle leur ouvrait la perspective d'une collaboration effective de la France à leur politique orientale; elle leur laissait entrevoir le consentement tacite du gouvernement français à la revision de ces clauses du traité de Paris, auxquelles il se montrait, maintenant, beaucoup moins attaché que l'Angleterre. Que Gortchakoff ait cherché sur ce terrain la contre-partie des services que la Russie acceptait de rendre à la France, c'est un fait et un symptôme dont on ne peut méconnaître l'importance.

Elle ne passa pas inaperçue à Paris. Le prince Napoléon avait directement reçu ses instructions de l'Empereur à Biarritz. Les avait-il outrepassées? On n'en saurait répondre. Toujours est-il que les bases d'entente rapportées par lui de Varsovie ne furent nullement du goût de Walewski. La diplomatie officielle et la diplomatie personnelle de l'Empereur commençaient dès lors à se contredire et à se contrecarrer. Incomplètement initié, sans doute, aux vues de son souverain, Walewski n'était pas disposé à faire aussi bon marché du traité de Paris, ni surtout de l'alliance anglaise. Il trouva que le prince Napoléon avait été beaucoup trop loin, s'était laissé jouer par Gortchakoff, risquait de nous compromettre gravement aux yeux de l'Angleterre. Il ne cacha pas son opinion, rappela qu'à Stuttgart la Russie nous avait offert une alliance sans condition, alla jusqu'à donner sa

1. Montebello, 6 octobre 1858.

démission. Il la reprit, contre l'assurance que le prince Napoléon serait désormais tenu à l'écart de cette affaire, sur laquelle on l'inviterait au silence.

Cette crise, d'ailleurs rapidement étouffée, témoignait d'une certaine répugnance, tout au moins de la diplomatie officielle, à payer la Russie en Orient des services qu'elle nous rendrait en Occident. Soit qu'il n'ait pas senti cette répugnance, soit qu'il se fiât au temps pour la vaincre, Gortchakoff ne modifia pas sa ligne de conduite. Quoique lointain, l'espoir que faisait luire à ses yeux une entente effective avec la France paraît l'avoir tenu en haleine jusqu'à la fin de la guerre d'Italie. Il faut reconnaître, d'ailleurs, que cet espoir fut entretenu et ranimé, à trois reprises, par des initiatives émanant de la diplomatie personnelle de Napoléon III.

La plus importante de ces initiatives consiste dans les deux missions du commandant La Roncière Le Noury à Saint-Petersbourg, la première du 3 au 11 janvier 1859, la seconde en fin février de la même année. Cette fois, le caractère personnel et secret de la mission ne comporte aucune restriction. Elle a lieu et se répète pendant une absence de Montebello qui se prolonge d'octobre 1858 à avril 1859. La Roncière a son chiffre à part avec le cabinet de l'Empereur et sa négociation est tout à fait distincte des travaux de l'ambassade, alors gérée par Châteaurenard. Il a reçu ses instructions de Napoléon III en personne, qui l'a fait venir aux Tuileries pour les lui donner. A Pétersbourg, il traite directement avec Alexandre II et Gortchakoff. Sur la forme des engagements pris de part et d'autre, un doute subsiste. Fut-il signé un traité en forme, gardé secret, comme semble autoriser à le penser le texte, daté du 3 mars 1859, qui a été retrouvé dans les papiers de La Roncière? Nous ne saurions l'affirmer. En tout cas, sur la nature des engagements, il paraît ne pas y avoir matière à incertitude. Les termes de l'entente, verbale ou écrite, intervenue entre la cour de Russie et Napoléon III reprennent, en les précisant, les bases posées, six mois auparavant, par le prince Napoléon à Varsovie. Signé ou non, le traité dû à La Roncière les résume assez fidèlement pour que nous en reproduisions ici les trois clauses essentielles :

« 1° En cas de guerre du Piémont et de la France contre l'Autriche, l'attitude de la Russie sera, dès la déclaration de guerre, celle d'une neutralité bienveillante pour la France.

« 2° L'empereur de Russie s'engage à réunir sur ses extrêmes frontières, du côté de la Galicie, une armée suffisante pour forcer l'Autriche à immobiliser une armée de 150,000 hommes au moins dans cette partie de son empire.

« 3° LL. MM. s'engagent à appuyer, au règlement de la paix, l'un l'agrandissement territorial de la France du côté de ses frontières d'Italie, l'autre la revision des clauses du traité de Paris, qui portent, aux yeux de l'empereur de Russie, atteinte à ses droits de souveraineté dans la mer Noire. »

Les dispositions arrêtées, d'un commun accord, entre Napoléon III et la cour de Pétersbourg, en prévision de la guerre d'Italie, ont donc comporté un encouragement direct aux espérances d'Alexandre II et de Gortchakoff relativement à la revision du traité de 1856. Quand bien même elles n'auraient pas pris la forme d'un traité écrit et signé, elles n'en auraient pas moins garanti à la Russie la bonne volonté de la France, dans le cas où la question eût été posée, et cette garantie n'était déjà pas négligeable. On s'explique donc facilement qu'Alexandre II et Gortchakoff l'aient considérée comme une contre-partie satisfaisante aux services effectifs qu'ils s'étaient engagés à rendre à la France.

Il ne tint pas à Gortchakoff que l'occasion ne s'offrît à Napoléon III de s'acquitter envers la Russie. Nous avons montré ailleurs¹ ses efforts répétés pour obtenir que la question italienne fût portée devant un congrès européen et les causes, indépendantes de la volonté de Napoléon III, qui firent échouer ce projet. Certainement, le désir de profiter de cette circonstance pour poser la question du traité de Paris et, grâce à l'appui de la France, la faire résoudre au profit de la Russie, a été une des causes principales de l'insistance de Gortchakoff en faveur de la convocation d'un congrès. Si une exacte réciprocité de services ne put pas, comme Gortchakoff l'avait espéré, s'établir entre la France et la Russie à l'occasion de la guerre d'Italie, la faute en fut surtout aux circonstances qui ne se prêtèrent pas à la complète exécution du programme russe.

L'exécution de ce programme était, pour Alexandre II comme pour Gortchakoff, une œuvre de longue haleine, une affaire de patience. Le fait qu'une occasion se fût dérobée à eux ne les

1. Cf. *la Russie et la politique italienne de Napoléon III* (Rev. hist., t. CV, p. 35 et suiv.).

détournait ni du but ni des moyens. Pour avoir été une fois déçus par les événements, ils ne renoncèrent pas à spéculer sur la bonne volonté de la France. De son côté, Napoléon III continua à tirer parti du crédit que lui donnaient leurs espérances. Quand il voulut obtenir le blanc-seing de la Russie pour la réunion au Piémont des duchés d'Italie, ce fut de l'Orient qu'il autorisa le colonel Reille à évoquer le mirage à Saint-Petersbourg.

Mais Alexandre II et Gortchakoff étaient gens trop pratiques pour se contenter longtemps d'espérances. Aussi, se résignant à attendre un moment plus favorable pour émanciper définitivement la Russie dans la mer Noire, en revinrent-ils promptement à travailler, au jour le jour, à lui rendre son prestige en Orient. Dans le courant de mars 1860, Gortchakoff prit l'initiative de nouvelles ouvertures à la France sur la situation des chrétiens de Turquie. Les rapports de son ambassadeur à Constantinople, Lobanoff, signalaient la recrudescence des désordres et des crimes en Bulgarie, Bosnie et Herzégovine. Agir énergiquement auprès de la Porte était nécessaire pour faire cesser les persécutions, améliorer l'administration et rétablir la paix dans les provinces. Sortant, cette fois, de sa réserve, Gortchakoff proposait : que les grandes puissances déclarassent immédiatement à la Porte ne pas pouvoir tolérer plus longtemps cet état de choses ; qu'une enquête fût faite sur place par un commissaire de la Porte, assisté des consuls des cinq puissances ; qu'une organisation donnée aux provinces chrétiennes les dotât de garanties efficaces.

Thouvenel, qui avait succédé à Walewski au quai d'Orsay, fit à ces ouvertures un meilleur accueil que son prédécesseur trois ans auparavant. Les circonstances n'étaient, d'ailleurs, pas les mêmes, et les complications dans lesquelles la France était engagée en Italie lui faisaient un devoir de se montrer complaisante envers la Russie. Thouvenel reconnut donc la gravité de la situation, la réalité des dangers qui pouvaient s'ensuivre et l'urgence d'une action diplomatique. Il s'employa sans plus tarder à en faire admettre le principe à Londres, Vienne et Berlin, tout en mettant la Russie en garde contre les soupçons auxquels ne pouvait manquer de l'exposer son initiative.

Le terrain tâté à Paris, Gortchakoff prit le parti de faire aux

trois autres grandes puissances les ouvertures dont il avait obligeamment réservé la primeur à la France. Réunissant chez lui, au commencement de mai, les représentants de l'Angleterre, de la Prusse et de l'Autriche, il leur répéta ce qu'il avait précédemment dit à Montebello seul. A la même heure, il adressa à ses propres représentants à Paris, Berlin, Vienne et Londres une dépêche identique, formulant les trois propositions que nous avons indiquées.

Quant aux soupçons contre lesquels Thouvenel l'avait mis en garde, il saisit l'occasion que lui offrait cet avertissement amical pour les démentir catégoriquement. « Nous ne poursuivons pas un but quelconque d'intérêt exclusif pour la Russie; nous désirons préserver l'Europe du danger éventuel d'une conflagration générale; à cet effet, nous la convions ouvertement à coopérer avec nous à une tâche qu'aucune puissance ne saurait déclarer honorablement comme étant étrangère à ses sentiments et à ses principes. Ce qu'à cette occasion nous avons dit à la France, nous l'avons dit également à l'Angleterre, à l'Autriche, à la Prusse. Aucune cour ne saurait se prévaloir de confidences indiquant une partialité quelconque. Certes, nous n'éprouvons pas le même degré de sympathie pour tous les grands cabinets européens; mais, dans la circonstance actuelle, nous avons cru de l'intérêt de la cause que nous défendons de ne point laisser percer de nuance¹. »

C'est une bonne fortune trop rare pour les gouvernements que leur intérêt particulier se confonde avec l'intérêt d'une collectivité étrangère, voire même avec l'intérêt général. Tel était alors le cas pour la Russie et telle est, en somme, la conclusion qui se dégage de l'appréciation portée par Montebello sur les protestations de sincérité de Gortchakoff : « Je sais tous les soupçons et toutes les défiances auxquelles la Russie est toujours, et souvent à bon droit, en butte, lorsqu'il s'agit de l'empire ottoman. Mais, au risque de paraître bien crédule, j'oserais dire que je crois le langage du prince Gortchakoff sincère. Je me suis demandé pourquoi il soulevait dans ce moment une aussi grave question et s'il n'était pas trop pressé peut-être de nous faire payer le prix du service qu'il vient de nous rendre. Mais ma réponse a été qu'il a eu la main forcée et qu'il y a été poussé

1. Montebello, 12 mai 1860.

malgré lui. Tout lui commandait en effet de temporiser, d'ajourner au moins une initiative pour laquelle il n'aurait pu choisir un moment moins opportun pour la Russie... Mais les plaintes, les cris de désespoir des populations chrétiennes lui arrivaient de toutes parts; de toutes parts des voix suppliantes s'élevaient vers la Russie, la mettaient en demeure de venir au secours de ses frères de race et de religion. Si elle s'était montrée sourde à cet appel, c'en était fait de son influence sur les chrétiens d'Orient¹. » C'était bien là reconnaître implicitement que la Russie avait un intérêt propre à prendre en mains la cause, d'ailleurs tout à fait juste, des sujets chrétiens du sultan.

Dans l'état d'intimité de leurs relations, l'intérêt particulier de la Russie au succès de ses efforts ne pouvait être pour la France qu'une raison de plus de les appuyer. Thouvenel déclara donc aux représentants de l'Autriche, de l'Angleterre et de la Prusse « qu'il ne semblait pas possible de décliner la communication du gouvernement russe, ni de fermer plus longtemps les yeux sur une situation dont les vices et les périls sont de notoriété pour tous les cabinets ». Toutefois, proportionnant l'effort aux chances de succès, il se borna à insister en faveur d'une démarche collective. Quant aux deux autres propositions de Gortchakoff, il écarta l'enquête, que repoussait catégoriquement la Turquie et à laquelle l'Angleterre ne se fût associée qu'avec l'arrière-pensée de détruire toutes les allégations des Russes; il réserva la troisième, la proposition d'une organisation nouvelle pour les provinces chrétiennes, jusqu'à ce qu'on sût l'effet produit à Londres, Vienne et Berlin par la communication de la Russie. S'attachant plus au but qu'aux moyens suggérés, il estimait que ce but serait atteint si les représentants des cinq puissances adressaient à la Porte une note « destinée à la réveiller de son apathie »; s'ils étaient invités à se concerter dans toutes les occasions où leur action commune serait motivée par un intérêt d'humanité; enfin s'ils étaient autorisés à ouvrir avec les ministres ottomans des pourparlers dont le but serait l'application graduelle du Hatti-Humayoun.

En présence de ce concert, qui commençait à devenir menaçant pour elle, la Porte recourut à sa tactique habituelle : aller au-devant des désirs qu'on s'apprêtait à lui notifier. Elle insti-

1. Montebello, 30 mai 1860.

tuas trois commissions, envoyées l'une dans la Roumélie septentrionale, l'autre dans la Roumélie méridionale, l'autre en Syrie. L'Angleterre et la France se rallièrent à cette mesure, en demandant que les puissances envoyassent des agents qui surveilleraient ces commissions sans en faire partie. Gortchakoff en fut vivement contrarié, il évita de donner son adhésion à la solution turque, même amendée par la demande franco-anglaise, et continua à défendre le principe d'une entente où les puissances seraient représentées. Mais ce principe était, dès lors, condamné et, malgré les récriminations de Gortchakoff, celui d'une enquête turque prévalut.

Voyant sa tactique réussir, la Porte y persévéra. Le 31 mai, un télégramme annonça que le sultan envoyait en Bosnie et Roumélie le nouveau grand vizir, Mehmed Kiprisli Pacha, avec des pouvoirs absolus. Thouvenel fut des premiers à se rallier à cette nouvelle solution. S'il faut en croire ce qui se dit alors, il avait ses raisons pour s'en contenter, car ce serait à l'instigation de l'ambassadeur de France à Constantinople, Lavalette, que le sultan aurait décidé la mission du grand vizir. Mais laissons Thouvenel expliquer lui-même l'abandon successif de ses premières résolutions :

« La participation ou la surveillance d'agents européens aurait pu seule, je le reconnais, donner à l'enquête son véritable caractère. Mais les difficultés que je prévoyais se sont aussitôt révélées à Constantinople et les déclarations catégoriques du Cabinet de Londres, jointes aux hésitations des Cabinets de Vienne et de Berlin, ont bientôt démontré qu'il n'y avait rien à espérer d'une action collective pour triompher de la résistance de la Porte. Je n'en ai pas moins soutenu énergiquement l'idée émise par Sir H. Bulwer et qui consistait à adjoindre, à titre de témoins, des délégués des missions accréditées à Constantinople aux commissaires désignés par le gouvernement ottoman, et un instant j'ai pu croire que Lord John Russell s'y était rallié. Mais, deux jours plus tard, M. l'ambassadeur d'Angleterre me faisait savoir que le principal secrétaire d'État de S. M. britannique revenait à son opinion première et regardait toute intervention de la part des puissances dans l'enquête comme constituant une double atteinte à l'indépendance de la Porte et à l'article 7 du traité de Paris... L'envoi du grand vizir répond-il entièrement à la pensée du Cabinet de Saint-Petersbourg? Assurément non,

mais cette détermination a, toutefois, l'avantage de couper court à bien des lenteurs¹. »

Thouvenel n'allait pas cependant jusqu'à considérer qu'elle dût, en toute hypothèse, mettre un terme à l'action diplomatique des puissances à Constantinople. Il se réservait d'aviser, si elle n'était pas suivie d'effet. « Nous réservons jusqu'au retour du grand vizir notre opinion définitive sur la portée réelle de sa mission, sur la mesure dans laquelle elle aura satisfait aux nécessités de la situation, enfin sur ce qu'elle laissera à faire aux puissances pour atteindre le but indiqué à leur sollicitude, et le Cabinet de Saint-Petersbourg nous trouvera prêts, dans tous les cas, à nous associer à toutes les démarches qui, à ce moment, seront jugées propres à déterminer le gouvernement ottoman à remplir ses engagements envers l'Europe, en accomplissant les réformes solennellement promises. » Cette assurance était la fiche de consolation accordée à Gortchakoff.

Il fut bien forcé de s'en contenter, comme aussi de la demi-mesure inefficace imaginée par le sultan. Mais, afin de dégager, aux yeux du public et de sa clientèle orientale, la responsabilité du gouvernement russe, il adressa à tous les agents de la Russie à l'étranger une circulaire dont le texte fut publié par le *Journal de Saint-Petersbourg*. Au fond, cette solution ne contrariait qu'à moitié les intérêts russes : « Il n'est pas trop fâché », écrivait Montebello, « d'une demi-mesure et d'un ajournement dont il peut se montrer mécontent. La position n'est pas mauvaise ; il a sauvé le crédit de la Russie auprès des populations chrétiennes qui la mettaient en demeure. Si l'Europe fait peu pour elles, la Russie a voulu beaucoup. »

L'insistance de la Russie à vouloir et à demander tant n'avait pas été sans alarmer l'Angleterre. Lord John Russell avait prescrit à Sir J. Crampton de rappeler à Gortchakoff les articles 7, 8 et 9 du traité de Paris et de lui demander des explications sur les rassemblements de troupes formés dans le midi de la Russie. L'ambassadeur d'Angleterre ayant transmis ce message dans toute sa crudité, Gortchakoff en avait été fort piqué. Le gouvernement russe, répondit-il, n'avait point oublié le traité de Paris et espérait qu'on n'avait pas non plus oublié à Londres que le tsar était maître chez lui. Lord John Russell eut le bon

1. Walewski, 6 juin 1860.

sens de baisser le ton et s'excusa de l'inconvenance de sa question en la mettant sur le compte du laconisme télégraphique. Mais il n'en agit pas moins comme si l'attitude de la Russie justifiait ses craintes. L'escadre anglaise se montra à Besika et à Navarin; des officiers anglais parurent en Épire, dirigeant l'instruction des troupes turques. Ce fut au tour des Russes d'être inquiets. Devant ces symptômes non équivoques des mesures extrêmes auxquelles l'Angleterre n'eût pas hésité à se porter, le cas échéant, Gortchakoff sentit s'accroître sa prudence et en vint à « considérer la mission du grand vizir comme le terme moyen au delà duquel tout était péril ».

Mais les crises se succèdent si rapidement en Orient, qu'à peine une occasion expire, il s'en présente une autre à la Russie qui, bon gré mal gré, se remet à l'œuvre. Au début de juillet 1860 éclate la nouvelle des massacres du Liban. Cette fois, l'Occident daigne sortir de son impassibilité, et c'est de Londres et de Paris qu'arrivent à Saint-Petersbourg les premières propositions d'intervention collective. Une escadre anglaise étant partie pour Beyrouth, afin d'y protéger les sujets britanniques et les chrétiens, l'Angleterre se déclare prête à se concerter avec la Russie. Même notification est faite à celle-ci par la France, qui suggère l'envoi d'une commission européenne. Acceptant aussitôt la conversation avec Londres et avec Paris, Gortchakoff donne son adhésion de principe à toute action commune en faveur des chrétiens. Les consuls, investis de pouvoirs extraordinaires, eussent, à son avis, formé la meilleure commission européenne. Il voyait là un précédent qui pourrait être invoqué ailleurs et une justification de la proposition naguère faite par lui pour la Turquie d'Europe. Mais la France, préférant l'envoi de délégués spéciaux, et l'Angleterre s'étant, d'ores et déjà, prononcée dans le même sens, il se rangea à l'avis de la majorité. Ce point acquis, son assentiment lui est demandé par la France à une mesure plus grave : l'envoi d'un corps de troupes européennes, chargé, avec l'approbation de la Porte, de rétablir l'ordre; à l'instigation de l'Angleterre, ce corps de troupes serait français. C'est alors qu'une initiative intempestive de Gortchakoff faillit compromettre l'entente internationale et empêcher l'intervention armée en Syrie.

Non pas qu'il ait élevé des objections contre cette mesure; au contraire, il autorisa immédiatement Kisselef à signer la conven-

tion préalable conférant à la France ce mandat européen. Mais, dans cette convention, il demanda qu'un article secret fût inséré, par lequel les puissances s'engageraient à améliorer, d'accord avec la Turquie, la situation des chrétiens de tout l'empire ottoman, et, dans le cas de troubles sanglants, à agir partout comme elles allaient le faire en Syrie. Aussitôt informé de cette malencontreuse proposition, Thouvenel s'efforce d'y faire renoncer la Russie : en voulant élargir la question, elle n'aboutira qu'à en retarder la solution; mieux vaut laisser poser le principe de l'intervention européenne pour un cas flagrant, quitte à en réclamer l'application dans des circonstances analogues. Plus catégorique encore, l'Angleterre fait du rejet de la proposition russe la condition *sine qua non* de son adhésion au projet de convention. Mais, fort du consentement de l'Autriche et de la Prusse, Gortchakoff ne veut pas renoncer à son idée et s'obstine à vouloir lui faire braver l'épreuve de la discussion diplomatique. Tout ce qu'on put obtenir de lui fut de consentir à une rédaction légèrement atténuée. Ainsi amendé, le projet d'article secret fut soumis, le 30 juillet, en même temps que les autres clauses de la convention, à la délibération d'une conférence réunie à Paris. Tout alla bien jusqu'au moment où Kisselef produisit sa proposition. A l'énoncé de celle-ci, le délégué turc se leva, protesta et déclara qu'il n'assisterait pas à la discussion; le plénipotentiaire anglais le suivit dans sa retraite.

L'entente internationale était dissoute, l'intervention armée au Liban ajournée, et, pendant ce temps, le sang continuait à couler en Syrie. Pressé par Thouvenel, qui revenait à la charge, de cesser son obstruction, Gortchakoff ne se rendit pas encore à ces raisons. Il émit une nouvelle suggestion, plus inacceptable encore que la première : que la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie s'entendissent pour signer un acte secret, constatant leur adhésion au principe de l'article rejeté par l'Angleterre et la Turquie, et le gouvernement russe, renonçant à cet article, autoriserait Kisselef à signer la convention. Nous avons indiqué précédemment¹ quel piège cachait cette proposition contre l'alliance anglo-française. Thouvenel se garda d'y tomber. Il insista à Pétersbourg pour que les stipulations essentielles de la convention fussent consignées dans un pro-

1. Cf. *la Russie et l'alliance anglo-française après la guerre de Crimée* (Rev. hist., t. CI, p. 272 et suiv.).

tocele les déclarant d'ores et déjà exécutoires. En signant la convention, on signerait aussi un protocole rappelant l'article 9 du traité de Paris et attestant l'intérêt que les puissances prévoient à l'exécution des promesses de la Porte. Devant cette fermeté courtoise, Gortchakoff se décida enfin à céder : le 2 août, il autorisa Kisselef à signer la convention, ajoutant, pour masquer sa retraite, que le gouvernement russe se réservait de revenir sur la question générale.

Dans quel intérêt l'avait-il posée, s'obstinant à la vouloir introduire, au risque de détruire l'accord des puissances, quand les circonstances rendaient leur union si nécessaire? Gortchakoff ne l'a pas dit, mais on peut le déduire des arguments mêmes qu'il a donnés à Montebello. « Lorsque les grandes puissances signent un traité arraché par l'état d'oppression où se trouvent les chrétiens d'Orient, comment limiter cet acte seulement à ceux d'Asie? Les puissances européennes ont été prises au dépourvu par les massacres de Syrie. *Prenons garde qu'on ne dise qu'il y a deux poids et deux mesures pour les chrétiens opprimés selon le rite qu'ils professent* et que les événements ne disent : c'est trop tard!! » Les Maronites, victimes des massacres du Liban, constituent une communauté catholique, de rite spécial, mais unie à Rome et se réclamant du protectorat moral de la France; ce n'était certes pas une raison pour que la Russie jugeât opportun de les abandonner à leur sort; mais elle craignait que, si, avec l'envoi d'une armée au secours des Maronites, ne coïncidait pas une mesure de protection préventive en faveur des chrétiens en général, de rite grec aussi bien que de rite latin, les populations de religion grecque, qui formaient sa clientèle traditionnelle, ne l'accusassent d'indifférence ou d'impuissance. Ainsi c'était encore un intérêt d'ordre politique qui avait fait souhaiter à Gortchakoff qu'il n'y eût, pour tous les chrétiens orientaux, qu'un seul poids et qu'une seule mesure.

A défaut de cette satisfaction, l'intervention d'une force militaire française pour rétablir l'ordre dans une province turque était déjà, par elle-même, une circonstance très favorable à sa politique. Aussi son appui n'a-t-il pas fait défaut au gouvernement français pendant l'expédition de Syrie. Prolongation du terme fixé pour l'occupation, augmentation de l'effectif, tout ce

1. Montebello, 23 juillet 1860.

qui peut convenir à la France est d'emblée accepté par Gortchakoff. Le seul point sur lequel il se soit séparé d'elle est encore un point qui intéressait la clientèle orientale de la Russie. Son insistance à réclamer en faveur des orthodoxes de fortes garanties municipales retarda longtemps la solution de l'organisation administrative du Liban.

Mais, entre temps, la France avait, sinon fait une notable concession à ses vœux, au moins accordé une prime nouvelle à ses espérances. Nous ne reviendrons pas¹ sur le parallélisme de la révolution italienne et de la crise orientale, ni sur l'influence de ces deux ordres de faits sur les relations franco-russes. Bornons-nous à rappeler que la situation de la péninsule et la politique française en Italie étaient devenues, de la part de la Russie, l'objet de préoccupations assez vives, pour que Napoléon III et Thouvenel jugeassent nécessaire de contre-balancer l'effet de ses appréhensions. Que, pour obtenir ce résultat, ils aient eu recours au moyen infallible d'un échange de vœux sur l'Orient, c'est la preuve qu'ils ne mettaient pas en doute la prédominance de l'intérêt oriental sur tout autre dans la politique russe; et que ce moyen ait, effectivement, obtenu le résultat voulu, c'est encore la preuve qu'ils ne s'étaient pas trompés. Plus ont été sincères, profondes, durables les craintes éveillées, chez Alexandre II et Gortchakoff, par les événements d'Italie, plus se manifestent la puissance, l'attrait de l'intérêt qui en a compensé l'influence sur leur esprit, les a rendus dociles aux désirs de la France et insensibles aux avances de l'Autriche.

Cet intérêt trouvait non pas une satisfaction immédiate, mais une sérieuse garantie d'avenir dans le memorandum remis à Gortchakoff le 25 septembre 1860, dont voici le texte :

« 1° La France admet pleinement qu'en prévision des désordres qui viendraient à éclater dans l'empire ottoman, un accord préalable entre les grandes puissances détermine les conditions d'une intervention européenne. Si cet accord ne pouvait être conclu, elle ne ferait, en ce qui la concerne, aucune objection à ce que la Russie et l'Autriche prissent les mesures nécessaires pour protéger les populations chrétiennes de l'Herzégovine, de la Bosnie et de la Bulgarie.

« 2° Dans le cas où les efforts des puissances, auxquelles elle

1. Cf. *la Russie et la politique italienne de Napoléon III* (Rev. hist., t. CV, p. 35 et suiv.).

serait toujours prête à s'associer sous la forme d'une action collective, ne réussiraient pas à conjurer une catastrophe en Orient, la France consentirait volontiers à rechercher et à poser éventuellement, d'accord avec la Russie, et ensuite à faire accepter par les autres Cabinets les bases d'une nouvelle organisation de la Turquie d'Europe, qui exclurait d'une façon formelle l'idée d'une acquisition territoriale au profit d'une des puissances signataires du traité du 30 mars 1856. Les bases de cette entente seraient immédiatement discutées dans des conférences confidentielles, tant à Paris qu'à Saint-Petersbourg.

« 3^e Si, contrairement à leurs désirs et à leurs vues désintéressées, la dissolution de l'empire ottoman paraissait devoir entraîner un démembrement de quelques-unes de ses parties au profit d'une ou plusieurs des puissances signataires du traité de Paris, la France et la Russie s'entendraient pour empêcher que l'équilibre naturel des forces entre les grands États de l'Europe en fût altéré. »

La France acceptait que la Russie communiquât ces dispositions à l'Autriche, dans la prochaine entrevue de Varsovie. Mais, dès l'instant qu'ils furent assurés du concours éventuel de Napoléon III, Alexandre II et Gortchakoff préférèrent s'en tenir à une entente exclusive avec lui. « Sur la question d'Orient », dit le tsar à Montebello, « je demande à l'Empereur que tout reste secret entre nous. C'est avec vous et avec vous seuls que je désire la traiter. Je suis d'accord avec vous sur les bases que vous indiquez et qui ne sont encore que très générales. Nous ne cesserons pas d'être d'accord, j'en suis sûr, quand nous viendrons à les préciser ! » C'est moins sur le consentement universel de l'Europe que sur le concours, la complicité d'une puissance qu'Alexandre II et Gortchakoff se sont toujours plu à compter pour atteindre leur but en Orient, opérer cette retouche au traité de Paris, dont il manquait au memorandum de Thouvenel d'avoir fait mention, pour répondre entièrement à leurs vœux. Cette puissance a été la France, depuis le rapprochement qui suivit la paix de 1856 jusqu'à la tension dont furent cause les événements de Pologne.

Il nous paraît impossible, à nous Français, qu'on puisse si longtemps taire, si longtemps attendre ce qu'on désire le plus

1. Montebello, octobre 1860.

ardemment. C'est affaire de race et de caractère; il est des individus et des peuples qui sont doués de cette faculté tout à la fois d'attente et de persévérance dans le désir. Alexandre II et Gortchakoff ont été ainsi. Leur résolution prise, et fermement prise, de tout faire pour revenir à l'ancien état de choses en Orient, ils ont su cependant en ajourner l'exécution *sine die*, se bornant à mettre toutes les circonstances à profit pour se rapprocher de leur but. Et dans ces limites mêmes, que de résolutions prises d'avance qui ont attendu longtemps le moment de se traduire en actes, que d'armes toutes forgées qui ont attendu pendant des années le moment de servir!

Ce patient, mais incessant labeur devait subir, du fait de la crise polonaise, un notable temps d'arrêt. Ce ne fut pas en Turquie que des populations conquises tentèrent de secouer un joug étranger : ce fut dans les limites mêmes de l'empire russe, en Pologne. Dès 1861, les progrès de l'effervescence polonaise imposent à la Russie une contrainte qui influe sur sa politique en Orient. Si des symptômes d'insubordination se manifestent en Herzégovine, ce n'est plus pour en tirer parti que Gortchakoff en saisit l'Europe et réunit chez lui les représentants des puissances : c'est pour s'élever avec violence contre la connivence des Garibaldiens avec les mécontents, réclamer l'envoi sur place d'une commission turque, d'une flotte anglaise dans l'Adriatique, enfin étouffer au plus tôt ce foyer naissant d'incendie, dont il redoute la propagation en Pologne. Si le Monténégro fait mine de céder aux sollicitations du Piémont, en quête d'auxiliaires contre l'Autriche, c'est pour couper court à ces pourparlers que Gortchakoff s'adresse à la France. Lorsqu'enfin la Porte propose de doter, pendant la vie du prince Couza, les principautés danubiennes d'un ministère et d'une assemblée uniques, il se prononce catégoriquement pour le *statu quo*. Partout, et en toute circonstance, on sent chez lui la crainte d'encouragements donnés à la Pologne, soit par des insurrections, soit par des complaisances envers des aspirations nationales. A peine délivrés du cauchemar de la Pologne, Alexandre II et Gortchakoff reprendront la poursuite interrompue de leur but invariable; mais ce ne sera plus alors sur la France qu'ils compteront pour les aider.

F.-Ch. Roux.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LES

RÉCENTS HISTORIENS CATHOLIQUES DE L'INQUISITION EN FRANCE.

MGR DOUAIS, évêque de Beauvais. *L'Inquisition. Ses origines, sa procédure.* Paris, Plon, 1906, xi-366 pages.

E. VACANDARD, aumônier du lycée de Rouen. *L'Inquisition. Étude historique et critique sur le pouvoir coercitif de l'Église.* Paris, Bloud et C^{ie}, 1^{re} édition, 1906; 5^e édition, 1909, xix-340 pages.

H. MAILLET, prêtre-missionnaire oblat de Marie-Immaculée. *L'Église et la répression sanglante de l'hérésie.* Liège, Vaillant-Carmanne; Paris, H. Champion, 1909, xii-109 p. (*Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de Liège*, fasc. XVI.)

TH. DE CAUZONS. *Histoire de l'Inquisition en France*, t. I. Paris, Bloud et C^{ie}, 1909, lvi-499 pages.

Jusque dans ces dernières années, la plupart des écrivains catholiques étaient d'une faiblesse rare sur le chapitre de l'Inquisition. Ils ne tenaient aucun compte ni des ouvrages déjà anciens du Hollandais Limborch (1692) et de l'Espagnol Llorente (1817), ni des travaux du XIX^e siècle, tels que ceux de l'Allemand Hahn (1845-1850), du Français C. Schmidt, de Strasbourg (1849) et de tous les médiévistes d'outre-Rhin et d'ailleurs qui les suivirent. Ils se contentaient de répéter triomphalement l'apologie des bûchers en matière de foi, présentée avec tant de crânerie par le comte Joseph de Maistre dans ses *Lettres à un gentilhomme russe sur l'Inquisition espagnole* (1822).

Encore aujourd'hui, l'ouvrage classique du Père jésuite W. Devivier, *Cours d'apologétique chrétienne*, en est là. J'ai sous les yeux la quinzième édition (Paris, Lille, Tournai, 1899). Ce ne doit pas être la dernière, car ce livre est le vade-mecum d'une quantité énorme de lecteurs de bonne foi. Il se présente d'ailleurs au public

revêtu de l'approbation de six cardinaux et de trente-deux archevêques et évêques de l'Église romaine. Il exalte l'Inquisition à peu près avec les mêmes arguments que Joseph de Maistre, à qui il emprunte mainte citation; et il accumule avec candeur les témoignages les plus grotesques : « M. Bourgoing, ambassadeur en Espagne, n'hésite pas à dire, dans son *Tableau de l'Espagne moderne* : « J'avouerai, pour rendre hommage à la vérité, que « l'Inquisition pourrait être citée de nos jours comme un modèle « d'équité. » Le P. Devivier conclut victorieusement : « C'est parce qu'ils étaient pénétrés de ces vérités que Théodose le Grand, Justinien, Charlemagne, Othon le Grand, Louis IX, tous les princes et tous les peuples civilisés n'ont pas cru violer la liberté de conscience en punissant l'hérésie et l'apostasie. » N'oublions pas que le livre du Père jésuite W. Devivier s'adresse à des millions de catholiques, car il a été traduit dans les principales langues de l'Europe et est partout prôné par le clergé.

De nos jours, quelques auteurs catholiques commencent cependant à réagir courageusement contre cette tradition absurde. En France, l'honneur d'avoir préparé le revirement scientifique des historiens orthodoxes appartient à M. l'abbé C. Douais, alors chanoine à Toulouse, depuis évêque de Beauvais. Dès 1879, il publiait son livre sur les *Albigéois, leurs origines et l'action de l'Église au XII^e siècle*. En 1886, il se faisait l'éditeur de la *Practica Inquisitionis* du célèbre inquisiteur toulousain Bernard Gui. On peut supposer qu'il était stimulé par les beaux travaux¹ de M. Charles Molinier, professeur à l'Université de Toulouse, qui scrutait le même sujet tout près de lui et que la science vient de perdre d'une façon si lamentable.

Devenu évêque, Mgr Douais n'a pas abandonné ses études favorites. Sans parler de quelques monographies intéressantes, il nous a donné deux gros volumes de *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc au XII^e siècle* (dans les publications de la Société de l'Histoire de France, 1900) et il a publié en 1906 un ouvrage d'une portée générale où il expose une partie des conclusions auxquelles l'étude des pièces authentiques l'a conduit.

Le fait capital dans l'historiographie de l'Inquisition reste tou-

1. *L'Inquisition dans le Midi de la France au XIII^e et au XIV^e siècle* (1880); *Études sur quelques manuscrits des bibliothèques d'Italie concernant l'Inquisition et les croyances hérétiques du XII^e au XVII^e siècle* (1887), etc. Je ne fais d'ailleurs que répéter ici, en l'abrégéant, ce que j'ai déjà dit dans l'introduction à la traduction de *L'Histoire de l'Inquisition* par H.-Ch. Lea, entreprise par M. Salomon Reinach.

jours l'apparition en 1888 du monumental livre de l'Américain Lea. A ce moment, le monde savant de l'Europe croyait encore, comme l'écrivait Ch. Molinier en 1887, qu'« un vaste ensemble, qui prendrait le titre d'histoire de l'Inquisition, « serait » une entreprise à peu près chimérique », vu l'état fragmentaire des recherches préliminaires. Un libraire de Philadelphie, qui, absorbé par ses affaires, n'avait pu jusqu'à 1880 consacrer que quelques heures par jour à ses études historiques, Henry-Charles Lea, avait néanmoins trouvé le temps de fouiller tous les imprimés accessibles, achetés par lui en Europe à prix d'or, et de dépouiller une montagne de pièces authentiques qu'il avait su se procurer dans les principaux dépôts d'archives de l'Occident. En août 1887, ce vieillard de soixante-trois ans avait terminé, de l'autre côté de l'Atlantique, les trois gros volumes de son étonnant ouvrage qui parut à New-York en 1888 sous le titre : *A history of the Inquisition of the Middle Ages*.

Accueilli d'abord avec défiance, le livre de Lea fit bientôt sensation en Europe. Le célèbre professeur Reusch, de Bonn, Gmelin, l'historien des Templiers, et plusieurs autres grands spécialistes de l'histoire ecclésiastique lui rendirent un hommage unanime. En 1900-1903, M. Salomon Reinach en donna une traduction française et en 1905-1909 suivit une traduction allemande, publiée sous la direction de M. le professeur Joseph Hansen, l'archiviste bien connu de Cologne.

Dans le camp des apologistes de l'Inquisition, on essaya d'abord de lutter contre l'ouvrage de Lea par la conspiration du silence ou par des comptes-rendus dédaigneux. On affectait un certain mépris pour celui qu'on appelait ironiquement « le libraire de Philadelphie ». Mais bientôt ce livre magistral fut le point de départ d'une série de travaux qui s'efforcèrent d'y répondre sérieusement.

Mgr Douais, qui s'était préparé depuis une vingtaine d'années par l'étude approfondie des documents concernant l'Inquisition du Languedoc, fut le premier en date avec son livre de 1906 : *L'Inquisition, ses origines, sa procédure*. Comme l'indique le titre, la première partie de l'ouvrage est consacrée à répondre à la question : pourquoi la papauté a-t-elle créé l'Inquisition apostolique au commencement du xiii^e siècle? Repoussant successivement les explications de Lea, de Luchaire, de Langlois, du Père dominicain Mortier, de Zeller, de Tanon, etc., Mgr Douais veut prouver « que la politique religieuse de Frédéric II fut la raison déterminante qui amena Grégoire IX à établir le juge délégué permanent », c'est-à-dire l'Inquisition apostolique ou papale.

Cette théorie, qui a le mérite de la nouveauté, est habilement présentée à grand renfort de raisonnements et de textes. Mais ceux qui

connaissent tous les textes sentent immédiatement l'extrême fragilité de la thèse nouvelle. Mgr Douais est tellement hypnotisé par sa découverte qu'il se laisse emporter par son imagination jusqu'à déformer les faits les mieux établis. D'après lui, la papauté aurait eu à redouter que l'empereur, s'emparant de la répression de l'hérésie, eût mis le Saint-Siège à l'écart et dans une situation humiliante. S'appuyant sur la constitution impériale du 22 novembre 1220, par laquelle Frédéric II, le jour de son couronnement, édicta des peines sévères contre les hérétiques, Mgr Douais représente cet acte comme dirigé contre le pouvoir spirituel du pape : « Quant à la constitution publiée le jour de son couronnement, il (l'empereur) la fit adresser à l'Université de Bologne avec la double injonction de l'insérer dans le *Codex* et de l'enseigner. Ceci était plus remarquable. On pouvait y voir une nouvelle preuve d'activité contre l'hérésie et aussi le secret désir de se donner, au milieu des conflits d'intérêts et de la confusion en résultant, aux yeux de la chrétienté une situation privilégiée. A Bologne, il n'y avait pas de bulle pontificale publiée contre l'hérésie qui fût l'objet de l'enseignement ou en fournit le texte » (p. 119, 120). Certes, ce point de vue tout nouveau a quelque chose de séduisant; mais il a aux yeux de l'historien un grave défaut : tous les faits, sur lesquels il semble reposer, sont inexactement rapportés.

En effet, l'édit du couronnement de Frédéric II ne fut pas l'œuvre de l'empereur, mais celle du pape Grégoire IX. Il fut rédigé à l'avance par la curie pontificale et envoyé, quinze jours avant la cérémonie, à l'évêque-légat de Tusculum avec ordre d'obtenir la signature impériale et de renvoyer le document, afin de le publier au nom de l'empereur dans l'église Saint-Pierre à Rome. Aussi n'était-ce pas l'empereur, mais le pape, qui envoya l'édit à l'Université de Bologne pour y être lu et commenté dans les cours de droit. Partant ainsi d'un point de départ absolument faux, Mgr Douais a continué à échafauder sur ce thème caduc tout le reste de son raisonnement. Inutile de le suivre pas à pas.

C'est avec une certaine irritation, et non sans dédain pour leur « défaut de méthode », qu'il rejette les hypothèses de Lea et des autres historiens dont il repousse les vues sur les origines de l'Inquisition. On conviendra que sa « méthode » à lui est déconcertante. D'ailleurs, dans son avant-propos, il a eu soin de déclarer : « La solution que je propose reste une hypothèse. »

Tout ce que l'on peut dire en sa faveur, c'est que cette hypothèse, comme beaucoup d'hypothèses, même les plus fragiles, pourrait bien contenir une petite parcelle de vérité. Aux causes multiples et profondes énumérées à juste titre par Lea et consorts pour expliquer la

création de l'Inquisition papale (progrès effrayants des hérésies, mollesse des évêques chargés de les réprimer chacun dans son diocèse, aboutissement nécessaire du droit canonique en matière d'hérésie, mœurs et idées de l'époque, etc.), il faut donc peut-être ajouter, comme cause accessoire et accidentelle, le désir du pape Grégoire IX de faire pièce à son ennemi l'empereur Frédéric II. C'est le mérite de Mgr Douais d'avoir soulevé cette hypothèse et de lui avoir donné une apparente consistance; mais, pour arriver à un résultat aussi mince, il eût été plus expédient de ne pas vouloir renverser d'abord les solides résultats auxquels ses prédécesseurs avaient abouti et surtout de ne faire dire aux faits et aux textes que ce qu'ils disent vraiment.

Dans la seconde partie de son livre, Mgr Douais étudie la procédure de l'Inquisition. Sans que la moindre allusion y soit faite à Lea, le but de l'auteur est manifestement d'essayer de le réfuter. Tandis que Lea insiste sur la suppression de toute garantie, sur le secret de la procédure, sur les moyens employés pour extorquer les aveux, sur les tortures physiques et morales, sur le secret de la confession violé, sur le fait de cacher le nom des témoins à l'accusé, sur le refus d'un avocat, sur les peines terribles infligées même aux descendants orthodoxes des hérétiques, sur les acquittements illusoires, sur les confiscations de biens et leur abus, sur la responsabilité de l'Eglise qui obligeait le bras séculier à brûler les hérétiques une fois condamnés par l'inquisiteur, etc., Mgr Douais plaide les circonstances atténuantes de cette procédure inique qu'il n'est pas loin de trouver parfaite.

D'après lui, l'Inquisition « ne viole pas la conscience », parce qu'elle veut atteindre surtout les *faits* d'hérésie plus que l'hétérodoxie (p. 161). Il trouve tout naturel qu'on ne communique pas à l'accusé les noms de ses accusateurs, et il ajoute candidement : « M. Langlois s'en est scandalisé. Le motif d'une telle mesure l'a peu impressionné : il n'a voulu y voir que le droit du coupable. Il n'a pas assez remarqué deux dispositions essentielles : 1° les noms des témoins devaient être communiqués à des hommes experts, juristes ou autres, qui, étant saisis du témoignage, en pesaient toute la valeur d'après les circonstances de lieux, de personnes, de temps; 2° le prévenu ou accusé était invité à faire connaître s'il avait des ennemis mortels; si oui, il devait le prouver, dire pourquoi et les désigner par leur nom; ils étaient aussitôt récusés et écartés de plein droit de la cause. Cela atténue beaucoup la rigueur de cette disposition, où de bons esprits ne sont pas disposés à relever un déni de justice absolu » (p. 178). J'incline à croire que beaucoup de gens préféreront se scandaliser avec M. Langlois plu-

tôt que d'être rangés par Mgr Douais parmi « les bons esprits » qui n'y voient pas un déni de justice absolu.

Mgr Douais trouve aussi tout naturel que le prévenu fût privé du droit de se faire défendre par un avocat. « Il ne faut pas dire que l'assistance judiciaire lui était refusée, que le prévenu en « était « privé »... Il est plus exact de dire qu'il n'en était même pas question, qu'il ne pouvait pas en être question » (p. 182). Et la raison péremptoire? « Il était défendu par le droit de prêter aux hérétiques aide et faveur... L'avocat qui aurait prêté son concours à l'hérétique, en mettant son talent et ses connaissances au service de sa cause, aurait de ce chef encouru la note d'infamie... » (p. 183). Mgr Douais en cherche le motif « dans cette opinion que difficilement l'avocat ne partage pas les principes de son client : défendre un hérétique, c'eût été être hérétique soi-même; car on ne voyait pas, comme nous, dans toute cause, quelle qu'elle soit, le simple thème d'une plaidoirie éloquente. Donc l'avocat ne prêtait pas aide à l'hérétique. C'était le principe consacré par le droit qui se préoccupait de défendre et de protéger la foi et de préserver chacun de l'hérésie, crime digne du dernier supplice » (p. 183).

Mgr Douais est surtout étonnant, quand il fait état de la formule miséricordieuse employée dans sa sentence par l'inquisiteur ecclésiastique condamnant l'hérétique et le livrant au bras séculier. « Le bras séculier n'est nullement tenu de livrer au feu l'hérétique. Rien ne l'y oblige. A telles enseignes que l'inquisiteur fait appel à la modération du juge..., l'inquisiteur le prie de lui épargner la vie et de ne point mutiler son corps. C'est donc que le bras séculier avait son indépendance en la matière... L'hérétique condamné par l'Église subira donc la peine du feu ou ne la subira pas. Son sort est remis au bras séculier. Le droit canon le prévoit. Il est pour l'indulgence. L'inquisiteur la demandera, *prout suadent canonice sanctiones*. Si la vie de l'hérétique est épargnée, il ne se plaindra pas; au contraire » (p. 264, 265, 266).

Ici, Mgr Douais aurait bien fait de condescendre à citer Lea et à réfuter son chapitre iv : *le Bûcher* (t. I). Les conciles, les bulles papales, les manuels des inquisiteurs, la *Somme* de saint Thomas d'Aquin sont unanimes à repousser la manière de voir de Mgr Douais qui semble ne pas se douter que le bras séculier encourait l'excommunication et était assimilé aux fauteurs d'hérésie, s'il refusait de brûler l'hérétique condamné par l'Inquisition. Ce point est incontestable. Cela étant, on doit considérer comme téméraire l'affirmation de Mgr Douais : « Si la vie de l'hérétique est épargnée, il (le droit canon) ne s'en plaindra pas, *au contraire*. »

Tout ce qui précède explique que Mgr Douais, à la fin de son

livre, déclare avec un sérieux imperturbable qu'« il faudra encore louer l'Église d'avoir conduit une affaire aussi délicate (l'Inquisition) avec dextérité, sans violence et au mieux des intérêts de Dieu et de César » (p. 273). N'avait-il pas, du reste, écrit plus haut : « On peut dire que Grégoire IX, en établissant le tribunal de l'Inquisition, dont tant d'historiens font un grief à l'Église, travailla à son époque pour la civilisation, si l'on veut bien entendre par civilisation le bon ordre mis partout avec le remède opportun pour guérir le mal, la défense des hauts intérêts de l'époque, la protection efficace de la pensée chrétienne et de la justice sociale. »

En même temps que le livre de Mgr Douais, paraissait en 1906 celui de M. l'abbé E. Vacandard, aumônier du lycée de Rouen : *L'Inquisition, étude historique et critique sur le pouvoir coercitif de l'Église*. Cette étude, avant d'être publiée en volume, avait paru d'abord dans la *Revue du clergé* (janvier, mars et avril 1906). Mgr Douais, corrigeant ses épreuves, en avait eu connaissance et lui a consacré une longue note assez peu élogieuse (p. 143 et 144). Cela se conçoit. M. l'abbé Vacandard n'esquive pas les difficultés du sujet et fait preuve d'une grande franchise. Dès les premiers mots de son *Avant-propos*, il dit : « Il n'est guère d'apologistes, — s'il en est, — qui éprouvent une réelle fierté à rencontrer dans l'histoire de l'Église catholique les annales de l'Inquisition. » Puis il raille ceux de ses coreligionnaires qui croient avoir absous l'Inquisition en lui opposant Calvin et les terroristes de 93. Il rend justice aux mérites des livres de Lea et de Tanon, tout en faisant quelques réserves. Pour son propre compte, il déclare : « L'esprit dans lequel nous abordons cette étude est celui d'une entière sincérité. Le sujet est sans doute des plus délicats. Mais nulle considération ne saurait nous empêcher de l'envisager sous toutes ses faces. Newman s'élève quelque part contre « le scrupule éternel » de certains historiens que l'histoire effarouche : « Par peur du scandale, ils suppriment des faits importants, ils noient sous leurs gloses des événements mémorables. « Cela n'édifierait pas, pensent-ils. Mais, de vrai, il n'est pire scandale que ces omissions et ces gloses. » Nous essayerons d'éviter « ce pire scandale. » M. Vacandard dit encore très bien : « Le temps n'est plus où l'on pouvait se borner à faire de l'apologétique d'édification. Quand l'histoire de l'Inquisition révélerait des choses qui seraient de nature à déconcerter nos préjugés, il n'en faudrait pas moins l'aborder résolument. Le plus grave reproche qu'on puisse nous adresser et que nous devons redouter désormais, c'est de fuir la lumière... Bref, la meilleure manière de faire de l'apologétique, c'est encore de dire toute la vérité. A nos yeux, l'apologétique et l'histoire sont deux sœurs. Toutes deux doivent avoir la même

devise : *Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.* »

Comme Mgr Douais, M. l'abbé Vacandard a étudié les origines de l'Inquisition et la procédure inquisitoriale. Mais son livre contient beaucoup plus. Il embrasse presque tout entier le vaste champ des recherches que Lea a exposées dans ses trois volumes.

Dans ses premiers chapitres, M. Vacandard démontre admirablement à quel point le christianisme primitif et les Pères de l'Église des trois premiers siècles avaient horreur des peines temporelles et surtout de la peine de mort en matière d'hérésie. Il parle à peu près comme Lea. Nulle part on ne trouvera un choix plus éloquent de citations admirables de Tertullien, d'Origène, de saint Cyprien, de Lactance, de saint Hilaire de Poitiers. Il expose ensuite sommairement le développement de la législation draconienne des empereurs romains de Constantinople contre les hérétiques, et il montre comment saint Augustin, d'abord partisan fervent de la tolérance, finit par admettre des punitions sévères, tout en repoussant la peine de mort. Enfin M. Vacandard examine en détail le premier supplice d'hérétiques condamnés à mort en Occident sur les instances de l'Église : c'est le cas fameux de Priscillien et de ses complices à Trèves en 385. Il s'efforce ici de prouver que Lea a forcé la note.

Lea avait naturellement insisté sur l'importance extrême de l'approbation enthousiaste donnée soixante ans plus tard à cette première exécution capitale par le pape saint Léon le Grand (447). M. Vacandard reproche ici à Lea de mettre dans la bouche de saint Léon l'opinion que le pape attribue au contraire aux empereurs, et il renvoie au texte qu'il a cité en note. Mais, chose bizarre, il a tiré ce texte de Mansi en le modifiant ; faisant violence à la syntaxe, il érige une proposition incidente en principale par une ponctuation nouvelle, mais inacceptable. Dès qu'on rétablit le texte véritable, tel que Mansi le donne, on voit que Lea a bien compris et n'a rien détourné de son sens¹. Ailleurs, M. Vacandard entame encore une couple de fois une

1. Voici du reste les deux textes :

MANSI.

Merito patres nostri, sub quorum temporibus haeresis haec nefanda prorupit, per totum mundum instanter egere ut impius furor ab universa ecclesia pelleretur; quando etiam mundi principes ita hanc sacrilegam amenitiam detestati sunt, ut auctorem ejus cum plerisque discipulis legum publicarum ense prosternerent.

VACANDARD.

Merito patres nostri, sub quorum temporibus haeresis haec nefanda prorupit, per totum mundum instanter egere ut impius furor ab universa ecclesia pelleretur. Quando etiam mundi principes ita hanc sacrilegam amenitiam detestati sunt, ut auctorem ejus cum plerisque discipulis legum publicarum ense prosternerent.

polémique contre Lea sur des points très accessoires. Il le fait chaque fois avec une certaine solennité, comme si le débat était d'importance capitale. Dès son *Avant-propos*, il avait dit de l'historien américain : « Le jugement que M. Lea a prononcé, malgré des signes incontestables de probité intellectuelle, demeure sujet à caution. L'auteur est loyal, si l'on veut; impartial, non. On voit trop souvent transparaître sous sa plume les préjugés et les défiances qu'il nourrit à l'égard de l'Église catholique. Sa critique s'en trouve parfois gravement faussée. »

J'avoue que j'ai vainement cherché dans les critiques peu nombreuses et, à mon sens, très faibles de certaines assertions de Lea la preuve des préjugés et des défiances qui lui sont imputés. Du reste, M. Vacandard, dans ce même *Avant-propos*, rend hommage à la valeur de Lea : « Par les emprunts que nous lui ferons et par les critiques de détails que nous lui adresserons, on verra, au cours de cette étude, le cas que nous faisons de son ouvrage » (p. VIII). En effet, M. Vacandard introduit souvent dans son texte, en les faisant siennes, de longues citations de Lea, même parfois des pages entières (voir p. 144, 145, 162, 163, etc.). Il semble éprouver un malin plaisir à citer Lea, quand celui-ci rapporte l'opinion de l'inquisiteur espagnol Louis de Paramo qui, en 1598, faisait remonter l'Inquisition au Paradis terrestre : « Paramo n'hésite pas à faire de Dieu le premier des inquisiteurs. La condamnation d'Adam et d'Ève fut, suivant lui, le modèle de la procédure inquisitoriale, et il observe triomphalement que Dieu jugea ces coupables en secret, donnant ainsi un exemple que l'Inquisition est tenue de suivre » (p. 201).

Sur la question de la responsabilité de l'Église quant à la peine de mort infligée à l'hérétique par le bras séculier en suite de la sentence de l'inquisiteur, M. Vacandard ne biaise pas comme Mgr Douais, mais déploie une franchise qui lui fait honneur : « Tout en se défendant de participer à des jugements de sang, ils (les papes, les conciles et les inquisiteurs) n'en pressaient pas moins l'exécution des condamnés qu'ils livraient au bras séculier » (p. 171). Il le prouve sans réticences par de nombreuses citations et il conclut : « Ainsi il demeure avéré que l'Église, en la personne des papes, a employé tous les moyens dont elle disposait, notamment l'excommunication, pour faire appliquer par le bras séculier la peine de mort aux hérétiques. Et cette excommunication prenait un caractère d'autant plus redoutable que, suivant les canons, celui qu'elle frappait, — s'il ne s'en faisait relever, — devenait lui-même hérétique au bout d'un an, et du même coup passible de la peine de mort. Les représentants

du pouvoir civil n'avaient donc d'autre moyen d'échapper à cette extrémité qu'en faisant purement et simplement exécuter la sentence de l'Église » (p. 174, 175; voir aussi p. 214, 215). On le voit, on est loin ici de l'affirmation déroutante de Mgr Douais : « Il (le droit canon) est pour l'indulgence. L'inquisiteur la demandera, *prout suadent canonice sanctiones*. Si la vie de l'hérétique est épargnée, il ne se plaindra pas, *au contraire*. »

M. Vacandard adopte la même attitude franche et loyale en étudiant la procédure inquisitoriale. Il n'a garde de la représenter comme humaine et presque parfaite, à l'exemple de Mgr Douais. Il la considère à juste titre comme « un recul sur la procédure criminelle en vigueur au moyen âge » (p. 161). Il décrit sans les atténuer les horreurs de la torture, etc., et donne même, en passant, un léger coup de patte à Mgr Douais¹. Il se range délibérément à l'avis de Lea sur les conséquences terribles de la confiscation des biens des hérétiques : « En présence d'un tel système de pénalité, on s'explique que M. Lea soit allé jusqu'à écrire : « Quelque horribles qu'aient été les cachots encombrés où l'Inquisition entassait ses pénitents, elle a fait régner encore plus de terreur et de désespoir par la perpétuelle menace de spoliation qu'elle tenait suspendue sur les têtes » (p. 246).

M. Vacandard est surtout catégorique sur le point du bûcher. Il blâme nettement « les apologistes modernes » du catholicisme qui ont voulu l'endosser au pouvoir séculier. Sans le dire expressément, il fait sienne l'indignation de Lea, quand il le cite en ces termes : « Voilà (dit M. Lea, que ces assertions scandalisent) comment on écrit l'histoire par ordre. C'est dénaturer et falsifier l'histoire que d'admettre, comme le font les apologistes modernes, que la responsabilité du meurtre de l'hérétique pesât sur le magistrat séculier et non sur l'Inquisition. Nous nous imaginons aisément le sourire de surprise avec lequel Grégoire IX ou Grégoire XI auraient accueilli la dialectique du comte Joseph de Maistre, démontrant que c'est une erreur de supposer qu'un prêtre catholique ait jamais pu être, à aucun titre, l'instrument de la mort d'un de ses frères » (p. 291, 292).

Pour son propre compte, il déclare sans ambages : « En livrant les hérétiques à la cour séculière, ils (les inquisiteurs) prièrent celle-ci d'agir avec modération et d'éviter « toute effusion de sang

1. Citant deux textes de l'inquisiteur Bernard Gui concernant la torture, il dit malicieusement : « On peut s'étonner, après cela, que l'éditeur de la *Practica*, Mgr Douais, affirme que la *Practica* de Bernard Gui est muette au sujet de la torture. » *Documents*, t. I, p. 238 (Vacandard, p. 186, note 1). Voir encore d'autres critiques du même genre adressées à Mgr Douais, p. XIII et p. 285, note 1.

« et tout péril de mort ». Ce n'était là malheureusement qu'une vaine formule qui ne trompait personne... On l'a qualifiée d'astuce et d'hypocrisie (Lea). Appelons-la simplement une fiction légale » (p. 295).

Sa grande indépendance éclate encore, lorsqu'il dénonce la « fragilité déconcertante » des thèses de saint Thomas d'Aquin sur le pouvoir coercitif de l'Église et la peine de mort appliquée à l'hérétique (p. 211); et lorsqu'il proteste avec énergie contre les inquisiteurs invoquant en leur faveur l'Évangile de saint Jean où est consignée la parole célèbre du Christ : « Si quelqu'un ne demeure pas en moi, il sera jeté dehors comme le sarment et il séchera, et on le recueillera et on le mettra au feu et il brûlera » (Jean, XV, 5). A ce propos, il s'écrie : « Voir en Jésus le précurseur ou plutôt l'auteur même du code criminel de l'Inquisition témoigne, on en conviendra, d'un état d'esprit vraiment prodigieux » (p. 212). Ailleurs, il dit sévèrement : « Nous ne saurions comprendre aujourd'hui la joie qu'éprouvait Grégoire IX en apprenant que les pères n'hésitaient pas à dénoncer leurs fils, les fils leurs pères, la femme son mari ou ses enfants » (p. 298). Il raille malicieusement l'organe des Jésuites du Vatican, la *Civiltà Cattolica*, qui appela un jour l'Inquisition « uno sublime spettacolo di perfezione sociale » (p. 275). De même, il se moque de l'historien espagnol Rodrigo, dont il cite ces paroles audacieuses (*Historia verdadera* (véridique) *de la Inquisicion*, Madrid, 1876) : « Les Albigeois furent traités avec indulgence. L'Église catholique déplora tous les actes de vengeance, quelque forte que fût la provocation lancée par ces foules factieuses. » M. Vacandard se borne à faire suivre la citation de ce bref commentaire : « C'est forcer légèrement la note apologétique » (p. 284).

Enfin, il pose carrément la question : l'Inquisition fut-elle au moins profitable à l'Église? Et il répond : « A ne considérer que le résultat immédiat obtenu par la force brutale, on peut admettre que celle-ci fut avantageuse à l'Église en lui ramenant quelques-uns de ses enfants égarés. Mais est-il bien sûr que le scandale causé, dans la suite des âges, par l'emploi de pareils moyens n'a pas détourné du catholicisme un nombre plus considérable d'âmes délicates qui ne purent se résoudre à voir dans l'Église du Christ une société complice des violences de l'État? » (p. 300). A ne considérer que les polémiques soulevées par la question de l'Inquisition depuis la Réforme jusqu'à nos jours, on est tenté d'admettre que M. l'abbé Vacandard a vu juste.

Mais, par une inconséquence bizarre, l'auteur s'attache, à la fin de son livre, à justifier l'Inquisition en tant qu'arme de défense de l'État contre les sectes qui menaçaient la paix publique et l'ordre social. Il

affirme avec assurance : « Si l'on défalquait de la liste des sectaires brûlés et emmurés ceux qui furent frappés comme perturbateurs de l'ordre social et malfaiteurs de droit commun, le nombre des hérétiques condamnés se trouverait réduit à *une minime quantité* » (p. 307). Enfin, il termine son ouvrage par une déclaration stupéfiante, à rendre jaloux Mgr Douais lui-même : « Si le respect de la liberté humaine a fini par prévaloir dans le monde qui pense, c'est surtout à l'Église qu'on le doit » (p. 312).

Ce livre de M. l'abbé Vacandard est savant, courageux et bien présenté; mais, malgré sa grande franchise, il laisse l'impression d'un superbe plaidoyer de cour d'assises, où un maître du barreau, après avoir passé d'abord condamnation sur toutes les charges accumulées à l'évidence par le ministère public, déploierait ensuite une habileté hors ligne à plaider les circonstances atténuantes et finirait par blanchir son client au point de terminer sa péroraison en réclamant du jury un acquittement éclatant. En tout cas, ce livre marque un grand pas fait par la science catholique au regard d'ouvrages comme celui de Mgr Douais. Aussi le succès de M. Vacandard a-t-il été extraordinaire dans le grand public, avide d'entendre l'avis d'un prêtre sur ce sujet brûlant. Paru en novembre 1906, son livre a eu une seconde édition un mois après, suivie d'une troisième trois mois plus tard, en mai 1907, d'une quatrième en septembre 1909 et d'une cinquième le mois suivant (novembre 1909). C'est de bon augure à tous les points de vue. Que de lecteurs catholiques ont enfin pu entrevoir clairement la vérité historique grâce à l'ouvrage de M. l'abbé Vacandard qui, revêtu de l'*imprimatur* du vicaire général du diocèse de Rouen, ne peut passer pour un pamphlet antireligieux et suspect.

En 1909, parut à Liège une dissertation posthume d'un jeune ecclésiastique français, Henri Maillet, qui, après avoir été vicaire à Lyon, était entré dans la Congrégation des Missionnaires oblats de Marie-Immaculée en 1900 et avait été envoyé en Belgique pour enseigner l'histoire ecclésiastique au scolasticat de son ordre à Liège. Il y avait suivi à l'Université de cette ville le cours de critique historique de M. le professeur Karl Hanquet et y avait préparé son mémoire sur les origines de l'Inquisition. Ce travail, terminé en décembre 1904, n'a été publié que cinq ans plus tard, après la mort de l'auteur, survenue en 1905. Il est intitulé *l'Église et la répression sanglante de l'hérésie*¹, et constitue ainsi, malgré son impression tardive, la première en date des réfutations scientifiques

1. Il a paru dans la *Bibliothèque de la Faculté de philosophie et lettres de l'Université de Liège*, fasc. XVI (Liège et Paris).

des théories de Lea entreprises par les historiens catholiques français.

Cette dissertation de 109 pages ne s'occupe que des premiers bégaiements de l'Inquisition avant son organisation définitive et formidable au *xiii^e* siècle. Elle se rattache par là directement au mémoire si important et qui n'a nullement vieilli de Julien Havet, *l'Hérésie et le bras séculier au moyen âge jusqu'au XIII^e siècle*¹. Mais, tandis que Julien Havet se bornait à enregistrer les faits, le Père oblat Maillet défend l'Église avec une touchante piété filiale.

Il s'efforce d'abord d'établir que l'Église resta étrangère à la législation des empereurs chrétiens de Constantinople, décrétant la peine de mort contre les hérétiques. Il le fait avec une grande érudition et une non moins grande subtilité, embrouillant par exemple la question des variations de saint Augustin plutôt que de l'éclaircir, comme se sont attachés à le faire MM. Vacandard et de Cauzons, avec plus de netteté et de franchise.

Puis il passe au supplice de Priscillien et de ses adhérents à Trèves en 385. Il critique l'exposé de Lea en entrant dans des considérations passablement entortillées. Où le bat le blesse, c'est quand il doit parler de la déclaration enthousiaste du pape Léon I^{er} le Grand, en 447, qui s'applaudit de cette exécution qu'avaient énergiquement blâmée saint Martin et d'autres témoins contemporains. Pour atténuer l'importance capitale de cette approbation venant d'un pape aussi important, il ergote sur d'autres textes étrangers à la question et se garde bien de serrer de près le passage décisif de la lettre de Léon le Grand à l'évêque Turribius.

Au chapitre II, il entre enfin au cœur de son sujet avec le titre : « L'Église prit-elle part aux exécutions des hérétiques aux *xi^e* et *xii^e* siècles ? » De nouveau, il fouille les textes avec dextérité ; mais l'essentiel semble ne pas le frapper dans ses analyses subtiles des documents. Il paraît oublier que, lors du premier brûlement d'hérétiques après l'an mille en Occident, lors des exécutions d'Orléans en 1022, les évêques présents donnèrent leur concours empressé au roi de France Robert II le Pieux et qu'aucun d'eux ne songea à faire entendre la moindre protestation contre le bûcher, appliqué déjà alors aux morts déterrés comme aux vivants. Il n'est pas frappé par l'attitude énergique de l'évêque de Cambrai, en 1025, contre les hérétiques que ce prélat fait arrêter, incarcérer et torturer. L'évêque ne leur pardonne que parce qu'ils abjurent et, dans une lettre très nette adressée à son collègue de Liège, il se donne en modèle et exprime son étonnement de voir ménager les hérétiques liégeois. Cependant,

1. Ce mémoire, publié d'abord dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. XLI (1880), a été réimprimé dans le t. II des *Œuvres de Julien Havet* (1896).

peu de temps après, en 1048, un autre évêque de Liège, le grand Wazon, reprenant les traditions évangéliques des premiers Pères de l'Église, s'élève avec une admirable éloquence contre les bûchers. Mais déjà son successeur immédiat, Théoduin, excite, deux ans plus tard, le roi de France Henri I^{er} à punir sévèrement les hérétiques et le prie de délibérer avec les évêques, l'empereur et le pape sur les peines corporelles qu'il convient de leur infliger.

Théoduin écrit : *de illorum supplicio*. L'auteur, après toute sorte de subtilités, conclut avec candeur : « Ai-je besoin de faire remarquer que le mot *supplice*, qu'emploie ici Théoduin, peut signifier n'importe quelle peine temporelle?... Il est bien évident que Théoduin n'avait ici aucun châtiment en vue » (p. 44). De la protestation admirable de Wazon, qui resta tout à fait isolée parmi les évêques du temps, l'auteur tire aussitôt une conclusion générale inadmissible : « Nous voyons assez souvent les évêques s'opposer aux exécutions » (p. 34).

Il s'étend ensuite sur le fait que certains évêques, pendant l'instruction des procès d'hérésie dirigés par eux, blâmaient et ne pouvaient pas toujours empêcher les foules fanatiques de lyncher les victimes avant toute sentence régulière. Mais cela ne prouve que l'exaltation religieuse du peuple, dont l'Église était assurément en grande partie responsable. Surtout cela ne prouve rien en faveur des sentiments de miséricorde prêtés gratuitement par l'auteur aux tribunaux ecclésiastiques. Un juge quelconque, si sévère qu'il soit, est l'ennemi né du lynchage. Il oublie aussi de nous dire qu'un évêque de Cambrai laissait tranquillement lyncher, en 1077, par ses propres serviteurs un accusé qui n'était pas même hérétique et dont le crime était de soutenir le pape Grégoire IX dans sa lutte contre l'évêque et le clergé simoniaques du diocèse. Par une bulle solennelle, le pape réhabilita le brûlé, dès qu'il eut appris ce qui s'était passé. Pas de trace de tout ceci chez le Père oblat Maillet.

Mais il conclut triomphalement : « On ne voit pas que, dans tout le XI^e siècle et dans la première moitié du XII^e siècle, les évêques aient jamais apporté une coopération directe aux exécutions ; on ne voit pas davantage qu'ils les aient demandées, ni même conseillées ; bien au contraire, nous les voyons s'opposer assez fréquemment à ces exécutions » (p. 52).

Le chapitre III et dernier est intitulé : « L'Église concourut-elle à la création de la législation civile qui, dans la première moitié du XIII^e siècle, condamna les hérétiques à la peine de mort ? » Pour répondre à cette question, l'auteur remonte au XI^e siècle et s'occupe d'abord du concile de Reims. A ce concile provincial de Reims, tenu

en 1157 par l'archevêque Samson, la peine portée contre les chefs des hérétiques est la prison perpétuelle, à moins que le prélat n'estime devoir leur infliger une peine plus sévère : *Carcere perpetuo, nisi gravius aliquid mihi fieri debere visum fuerit, recludentur*. L'auteur ergote péniblement sur ce canon si clair et si indiscutable; en note, il dit : « L'authenticité de ce texte viendrait-elle à être établie (!), qu'il en ressortirait que le concile en question n'admettait de peine plus grave que la prison perpétuelle (et probablement la peine de mort) qu'à titre de mesure exceptionnelle » (p. 56, note). C'est déjà fort bien. Mais, dans le texte du chapitre au haut de la note, l'auteur affirme sans hésiter : « En 1157, le concile de Reims et ensuite les conciles qui se tinrent dans le midi de la France ou s'occupèrent des hérétiques dans ces régions enjoignirent aux évêques de les excommunier, aux princes de ne point les souffrir sur leurs terres ou bien de les emprisonner et de confisquer leurs biens. *Aucun d'eux ne demanda la peine de mort* » (p. 55).

L'auteur examine ensuite, dans le même esprit, l'action exercée par les papes et par les conciles du XIII^e siècle. Il s'efforce même de prouver que la papauté avait introduit une législation plus clémente en matière d'hérésie, lorsque les hommes du Nord, déchainés sur le Midi par la croisade albigeoise, y introduisirent les bûchers. En Italie, ce fut Frédéric II le Grand, le seul coupable. Inutile de dire que cette audacieuse théorie s'appuie sur des raisonnements aussi caducs que ceux que nous avons relevés déjà. Il y a surtout à signaler une argumentation stupéfiante contre Julien Havet à propos de la constitution de Grégoire IX de 1231 (p. 67-77) et les commentaires sur les conclusions célèbres de la *Somme* de saint Thomas (p. 93 et 94). Nous ne pouvons nous y attarder davantage; cela nous conduirait trop loin et serait fastidieux.

L'auteur, de très bonne foi, on le sent, affirme itérativement que la peine de mort en matière d'hérésie a été introduite par les souverains et les nations occidentales, non par l'Église. Il croit même avoir établi péremptoirement que « les papes auraient été longtemps avant de céder au courant d'opinion qui, au moyen âge, porta princes et peuples à réprimer l'hérésie par la force » (p. 63). C'est le cas de répéter avec Lea que personne ne pourrait être plus surpris, en entendant de telles affirmations, que les papes du XII^e et du XIII^e siècle, les Innocent III, les Grégoire IX, les Grégoire XI. Mais ces grands pontifes s'entendraient tout à fait avec le Père oblat du XX^e siècle, lorsque, animé d'une ardeur où perce une mentalité vraiment médiévale, il fait l'apologie de la répression de l'hérésie au moyen âge (p. 95 et suiv.). Il lui échappe alors des expressions que Rome

ne renierait pas, ni au moyen âge, ni aujourd'hui. Pour le Père Maillet, les hérétiques, victimes des croisades prêchées par la papauté, « restent des coupables bien peu intéressants » (p. 91).

Pour lui, rien de plus légitime que l'Inquisition : « L'Église, s'employant à protéger ses membres (ce qui la préoccupait encore avant tout), ne faisait qu'user du droit de légitime défense. Et ce faisant, eût-elle encore touché à la liberté de conscience des hérétiques (ce que nous nous refusons à admettre), qu'elle n'eût pas fait autre chose que se mettre dans le cas de tout individu, de toute société qui, défendant sa vie, attente à la vie de celui qui l'attaque. On ne voit pas que, même dans ce cas, on puisse l'en blâmer » (p. 10, note).

Ailleurs, il dit de même : « Cette doctrine de l'Église est certes bien faite pour blesser notre libéralisme moderne. On la comprend cependant au moyen âge » (p. 95).

En résumé, la dissertation du Père oblat Henri Maillet constitue un effort d'érudition et de dialectique remarquable à bien des égards. Elle met une science considérable au service d'un état d'esprit des plus curieux. L'auteur, qui croit découvrir chez ceux qu'il veut réfuter des conceptions *a priori* et des raisonnements boiteux, entasse les textes et les subtilités pour embrouiller les questions les plus claires et aboutir aux conclusions les plus déconcertantes. Il y déploie une science et une virtuosité technique qu'aucun des historiens catholiques qui se sont occupés de l'Inquisition ne semble posséder au même degré. Aussi comprend-on l'émotion avec laquelle son maître liégeois, M. le professeur Karl Hanquet, qui partage et loue ses opinions, nous a donné, en tête de la dissertation, une notice nécrologique du jeune moine, érudit et travailleur opiniâtre, enlevé par la mort aux recherches historiques à l'âge de trente-deux ans. Malgré les imperfections d'une dialectique entortillée et dévoyée par des idées préconçues, — M. Hanquet l'appelle « cette apologétique souple et discrète », — on sent une candeur et une bonne foi qui désarment la critique.

Après Mgr Douais, M. l'abbé Vacandard et le Père oblat Maillet, un quatrième historien catholique, un laïque cette fois, M. Th. de Cauzons est entré en lice en 1909 avec le tome I de son *Histoire de l'Inquisition en France*, qui ne compte pas moins de 544 pages, et l'auteur annonce que deux autres volumes doivent suivre.

Comme celui de M. l'abbé Vacandard, son *Avant-propos* est significatif. Il rend un hommage impartial à ceux qui ont étudié avant lui la question : Lamothe-Langon (1828), Tanon, Ch. Molinier, les abbés Vidal et Chevalier, J. Guiraud, Hansen, Mgr Douais,

Lea, etc. Il apprécie ce dernier presque dans les mêmes termes que M. Vacandard, quand il dit : « Il serait injuste de ne pas mentionner ici l'*Histoire de l'Inquisition*, vaste labeur de M. Ch. Lea, érudit américain qui n'a reculé devant aucune recherche ni devant aucune lecture et aurait composé un travail de valeur inappréciable, s'il ne lui avait manqué une certaine impartialité difficile à obtenir des écrivains protestants, quand ils parlent de l'Église romaine, et surtout un talent de composition, sachant mieux grouper les immenses matériaux recueillis. »

Déjà, en 1901, M. Ch.-V. Langlois avait articulé cette dernière critique contre l'ouvrage de Lea dans sa remarquable étude *l'Inquisition d'après des travaux récents*, parue dans la *Grande Revue de Paris*¹ : « M. Lea a cherché la vérité de très bonne foi. Son livre, d'une lecture difficile, *parce qu'il n'est pas bien composé et sans mérite littéraire*, est plein de renseignements vérifiés et presque totalement exempt de rhétorique sentimentale. » J'avoue n'avoir pu découvrir en quoi l'ouvrage de Lea est d'une lecture difficile ou mal composé. Certes, Lea n'a pas visé au style, mais il me semble avoir suivi un plan clair et logique et ne pas écrire moins bien en anglais que M. de Cauzons ou même M. Langlois en français.

Dans cet *Avant-propos*, M. de Cauzons n'hésite pas à reconnaître que « ce n'est pas un mince scandale pour bien des âmes que la poursuite des hérétiques ». Il ajoute hardiment : « Avons-nous besoin de rappeler que, dans toute l'histoire ecclésiastique, l'Inquisition est peut-être l'institution qui a soulevé, parmi les adversaires de l'Église, le plus de colère et les reproches les plus violents. Les amis de l'Église, quand ils sont obligés d'en parler, le font avec une répugnance visible, souvent coupent court, ont plus fréquemment recours à des déclamations creuses ou à des excuses vagues. En certains cas, ils croient justifier l'Église en noircissant à plaisir ses victimes ou en montrant chez ses adversaires une intolérance non moins grande et des résultats sanglants presque identiques. Dans l'ensemble, la situation des apologistes catholiques, quand il s'agit de l'Inquisition, semble inférieure à celle de leurs adversaires » (p. ix).

Ce qui manque souvent à ces apologistes, d'après M. de Cauzons, c'est de ne pas replacer l'Inquisition dans son cadre chronologique,

1. La *Grande Revue*, septembre, octobre et novembre 1901. Publiée en une brochure de 144 pages en 1902 (Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, librairie Georges Bellais).

de confondre l'Inquisition d'Espagne avec celle de France et du reste de la chrétienté et de ne pas aborder le problème « franchement ».

C'est sévère, mais juste. Il ajoute expressément : « Quant à vouloir faire admettre la légitimité de la torture, de la mort et du bâcher pour punir des variations de croyances, à un siècle indifférent comme le nôtre, c'est poursuivre une chimère » (p. x).

Et aussitôt il plaide en faveur de sa mère chérie l'Église romaine les circonstances atténuantes avec une bonhomie et une piété filiale qui attendriront tout lecteur non prévenu :

« Sans amertume, sans enthousiasme, mettant de côté toute pensée d'apologie ou de critique, avec toute l'impartialité dont nous sommes capable, nous mettrons successivement sous les yeux du lecteur toutes les pièces du procès. Il prononcera lui-même.

« Son jugement se rapprochera peut-être de celui que nous a inspiré cette étude : c'est que l'Église romaine, grande dame, vieille de près de vingt siècles, n'a pu, dans sa course à travers les âges, s'empêcher de laisser bien des sentiments humains pénétrer, à plusieurs reprises, dans son cœur de fille de Jésus-Christ. Son manteau a failli plusieurs fois se déchirer, tant les tiraillements de ses enfants devenaient violents. Comme il arrive dans les familles les plus honorables, l'impatience a saisi parfois cette vénérable mère devant l'incorrigible turbulence ou l'entêtement de quelques-uns de ses fils. Elle les a corrigés, trop fort sans doute, puisqu'ils en sont morts; imprudemment, puisqu'elle n'a pu les amender; sans le calme et la douceur voulus, puisqu'elle a puni des innocents ou des âmes de bonne foi. Faut-il, à cause des fautes humaines de cette mère, oublier sa mission divine, ne pas se rappeler qu'à notre barbarie occidentale elle a su infuser bon nombre de vertus évangéliques et conserver la civilisation de Rome? Devons-nous lui garder pour ses colères passées une rancune éternelle? » (p. x et xi).

Certes, cet appel touchant, et légèrement humoristique, à la charité chrétienne envers l'Église catholique sera préféré par beaucoup de lecteurs au ton de maladroite apologie de Mgr Douais et même de M. l'abbé Vacandard, à la fin de son livre et malgré ce qu'il a dit lui-même. On est désarmé d'avance par ces déclarations de M. de Cauzons¹, qui reconnaît modestement que son ouvrage est « cer-

1. M. de Cauzons fait encore preuve d'un esprit large en disant : « Il nous semble fort injuste de croire que les hérétiques avaient toujours raison, parce qu'ils s'opposaient à l'Église. Mais il nous paraît non moins faux qu'ils aient eu toujours tort pour le même motif. Bien des pratiques, bien des enseignements hérétiques, combattus comme absurdes par leurs adversaires, ont un sens très raisonnable, ont parfois influencé fort sensiblement l'Église elle-même dans son enseignement, dans sa législation ou dans sa liturgie » (p. xiii).

tainement imparfait et incomplet », quoiqu'une note de son éditeur nous le présente comme « le fruit de plus de vingt années de recherches minutieuses et de réflexions approfondies ».

L'ouvrage de Lea ayant paru en anglais en 1888, on peut conclure de ce renseignement que M. de Cauzons aura, lui aussi, voulu répondre au livre accablant du grand historien américain. Disons-le sans hésiter, il le fait avec une ampleur et une érudition qui le placent à la hauteur de Lea et font de son ouvrage un livre de premier ordre.

Un simple coup d'œil sur la table des matières montre la richesse de ce premier volume. L'auteur étudie d'abord les origines lointaines de l'Inquisition : l'ancienne loi et la nouvelle chez les Juifs, la synagogue et les dissidents, l'influence de la Bible sur la répression de l'hérésie par l'Église romaine, l'intransigeance religieuse (paganisme, monothéisme), l'influence des castes sacerdotales, etc. Puis il se tourne vers les Barbares et examine leur attitude vis-à-vis des dissidents et plus tard des hérétiques, lorsqu'ils se furent convertis au christianisme (Goths, Francs, Saxons, Prussiens, Danois, Scandinaves). Il met en lumière l'intolérance de l'Église à l'égard du paganisme vaincu et expirant et y rattache assez bizarrement les agissements du catholicisme dans l'Amérique centrale et méridionale après les conquêtes de Cortez et de Pizarre au xvi^e siècle.

Il entre au cœur de son sujet en étudiant la question du châtiement des hérétiques : aux temps apostoliques et des premiers Pères de l'Église, à l'époque d'Arius et des empereurs, au milieu des invasions barbares et dans les royaumes germaniques (Goths, Mérovingiens, Carolingiens), etc. Il expose admirablement ensuite par quelle longue évolution l'idée d'employer la force et bientôt la peine capitale contre l'hérésie finit par triompher dans l'Église. A ce propos, il expose, avec le plus grand soin, les vicissitudes de l'inquisition des évêques, des légats et des papes dans tous leurs détails et dans toutes leurs transformations. C'est la partie maîtresse de l'ouvrage. En passant, il traite aussi, d'une manière assez approfondie, la question des ordalies. Il annonce en terminant que son second volume sera consacré à étudier l'Inquisition « dans ses organes, dans sa procédure, dans son personnel, dans ses châtiments ».

Ce vaste labeur est d'une érudition prodigieuse qui repose sur de vastes lectures (sa « liste bibliographique des ouvrages cités plusieurs fois » remplit 40 pages de petit texte et compte environ 850 titres de livres, dont beaucoup en plusieurs volumes!), mais la composition et l'ordonnance générale laissent parfois à désirer. M. de Cauzons ne me semble pas avoir égalé le plan logique et clair de Lea, qu'il critique assez légèrement sur ce point, du reste important.

Il expose son sujet *ab ovo* et en reculant presque avant le déluge; car, quoiqu'il se défende en souriant de remonter au Paradis terrestre, comme certains apologistes espagnols et italiens de l'Inquisition qui font de Jéhovah le premier inquisiteur instruisant le procès des premiers hérétiques (Adam et Ève), il a fouillé l'Ancien Testament dès les premières pages pour y retrouver, à juste titre du reste, les germes de la doctrine implacable qui devait conduire l'Église médiévale à dresser des bûchers pour l'extirpation des hérétiques.

Par contre, il abandonne trop souvent l'ordre chronologique strict. Après avoir parlé de Henri l'Oiseleur au x^e siècle, il remonte brusquement jusqu'avant Charlemagne et Louis le Débonnaire au viii^e siècle (p. 88). Il expose d'abord l'attitude des Saxons, des Norvégiens, des Danois aux débuts du moyen âge; puis il saute au xvi^e siècle, avec Cortez, dans l'Amérique espagnole, pour reculer ensuite jusqu'au paganisme gréco-romain, toujours sans motif visible. Les paragraphes se suivent sans aucun lien logique apparent. On dirait des fragments isolés et des dissertations éparses, insérés dans l'ensemble de l'ouvrage, bout à bout et au petit bonheur. C'est même parfois comme un chaos d'érudition très variée, mais confuse et peut-être superficielle par moments.

A chaque instant, M. de Cauzons se livre à des digressions savantes, mais hors de propos, qui constituent de copieux *excursus*, refoulés le plus souvent dans des notes interminables. Celles-ci remplissent des pages entières de petit texte, accompagnant quelques lignes du texte principal donné au haut de la page, comme dans les vieux livres allemands d'érudition pédantesque. Ces notes sont d'ailleurs d'un intérêt extrême. L'auteur y sème à profusion les réflexions les plus hardies, mais aussi les plus imprévues, car elles fourmillent d'allusions à toute sorte de faits historiques même contemporains. C'est là qu'on surprend la pensée intime de l'auteur, s'ouvrant au public *de omni re scibili et quibusdam aliis*, ce qui est très savoureux pour le lecteur, mais ne laisse pas de le distraire et de le désorienter. En outre, ces notes ont parfois l'air de vouloir étaler hors de propos une érudition qui se laisse entraîner, à l'occasion de l'Inquisition, à « vouloir faire l'histoire entière de l'Église », comme l'auteur s'en aperçoit lui-même (p. 399, note 1). Indirectement, ce volume touche à tout et constitue une vraie encyclopédie d'une bonne partie de l'histoire ecclésiastique. C'est très instructif pour la plupart des lecteurs, mais c'est exorbitant.

Ces notes incessantes finissent par agacer, surtout quand elles

contiennent des réflexions légèrement saugrenues, comme par exemple celle-ci, à propos de l'intolérance religieuse : « Il est bien certain que, sans une certaine liberté, non seulement les voisins ou les adversaires risquent de nous dépasser (car nous nous ankylosons), mais aussi que les sociétés immobilisées dans le passé finissent par s'endormir et mourir. D'autre part, laisser tout dire aboutira fatalement à laisser tout faire, ce qui paraît bien dangereux pour l'ordre établi, même au simple point de vue de la paix et de la sécurité générale » (p. 35, note 2, empiétant largement sur la p. 36). Ou encore : « Il serait donc grand temps de réagir contre l'opinion qui prétend voir dans la soumission à l'Église un avilissement de la nature humaine. Je ne peux pas comprendre, pour ma part, comment obéir à un chef en qui je vois le représentant de mon Créateur est plus avilissant que d'obéir à un supérieur civil, nommé en vertu du suffrage universel, c'est-à-dire par le vote de quelques ivrognes peut-être, achetés un peu plus généreusement que ceux du parti adverse » (p. 36, note 1, empiétant sur la page suivante). Heureusement pour M. de Cauzons, et pour son livre, de pareils propos incohérents sont peu nombreux dans ses notes innombrables.

Parfois éclate dans les notes une candeur naïve ou narquoise, on ne sait pas trop. Ainsi il dit : « Je ne suis pas assez au courant des ouvrages innombrables, commentaires des livres sacrés du brahmanisme, du bouddhisme, de l'islamisme, pour pouvoir indiquer comment les théologiens de ces religions se tirent d'affaire. En ce qui concerne le judaïsme et le christianisme, religions sœurs, il a fallu mettre d'accord les livres inspirés avec les découvertes astronomiques modernes. Ça ne se fit pas sans peine, — Galilée en sut quelque chose, — mais enfin cela se fit, au moins sur quelques points, et ce fut bien l'œuvre des théologiens et des exégètes » (p. 41, note 2). Plus loin : « On peut voir dans Hoffmann (p. 16 et suiv.) divers traits de l'intolérance des Pères, traits que l'auteur protestant ne peut comprendre; car il ne se met pas au point de vue catholique, ce qui est cependant la vraie méthode pour juger sainement des écrivains catholiques » (p. 129, note 1). Plus loin encore : « Il y eut, au moyen âge, un effort, peut-être le plus considérable dans l'histoire de l'humanité, pour atteindre la vérité métaphysique et absolue. Entre autres inconvénients cependant de ces efforts prolongés, on peut, ce semble, indiquer la propension des théologiens à tout savoir et à tout définir, ce qui aboutit à alourdir singulièrement l'obligation de la croyance. Si nous comparons le symbole des apôtres avec les canons du concile de Trente, nous avons une idée du chemin parcouru et de la complication du credo catholique

actuel auprès de celui des premiers siècles » (p. 134, note 2, empiétant sur la page suivante).

Le style de M. de Cauzons est parfois trop familier et même trivial. A propos des livres du Nouveau Testament, il dit : « Quand ils parlent des novateurs, les écrivains apostoliques semblent perdre patience et (si l'expression n'est pas trop vulgaire pour de si augustes personnages) ne peuvent s'empêcher de leur dire des sottises » (p. 123). — « Une tradition s'est formée, des formules se sont fixées qui forment comme un petit bagage de dogmes fondamentaux » (p. 125). — « Nous devons au reste reconnaître que ces moines étaient de vrais chenapans » (p. 182). — « Afin de varier leurs plaisirs, ils (les Croisés contre les Albigeois) ont recours quelquefois à d'autres supplices » (p. 289). — « Du reste, pouvaient encore ajouter ces mécontents, puisqu'à Rome seule se trouvent les gens qui peuvent faire des lois ou formuler des doctrines, qu'ils s'arrangent aussi pour les défendre seuls ! Qu'ils se débrouillent ! » (p. 332). — « Les écrivains contemporains et surtout les historiens postérieurs n'ont pas manqué d'enquirlander la mission du saint d'une infinité de miracles, tous plus extraordinaires les uns que les autres » (p. 428, note 1).

Mais arrêtons ici nos critiques. Nous serions désolé si l'on s'imaginait que nous songeons à grossir à plaisir les quelques imperfections de cette œuvre vraiment magistrale en épilogueant sur quelques vétilles, glanées perfidement dans un gros volume de plus de 550 pages. Ce serait d'une suprême injustice.

M. de Cauzons, qui connaît à fond son immense matière, la traite avec une entière franchise et avec une loyauté sereine, dépassant même de beaucoup celle de M. l'abbé Vacandard, là où ce dernier n'a pas cru devoir sacrifier à la traditionnelle manie de l'apologie en usage autrefois chez ses coreligionnaires. C'est ainsi que M. de Cauzons juge l'Église et la société chrétienne avec une indépendance d'esprit tout à fait remarquable, étant données la fermeté et l'ardeur de ses convictions religieuses. Après avoir établi par des textes nombreux l'âpre aversion des apôtres du Nouveau Testament et des premiers évêques pour tous ceux qui troublaient l'orthodoxie au sein de l'Église naissante (p. 123-128), il montre de nombreux saints eux-mêmes, canonisés plus tard par l'Église, en butte aux persécutions, aux tortures ou à la mort pendant les querelles sanglantes de l'arianisme (p. 155-159). Il reconnaît sans ambages que le paganisme vaincu fit invasion dans le christianisme vainqueur : « Le polythéisme se vengea en un certain sens de la religion victorieuse en lui communiquant une partie de ce qu'il avait été lui-

même. Religion extérieure, pratiques matérielles avec mille dieux aux noms divers, ses pèlerinages, ses sources, ses processions, ses fêtes, sa sorcellerie, ses superstitions, le paganisme passa plus ou moins dans le christianisme... Le christianisme a pris sans doute quelque chose du judaïsme, mais je ne sais pas s'il n'est pas plus redevable au paganisme en ce qui touche au culte et aux pratiques. Les dieux ont été détrônés par les saints, qui se sont spécialisés dans la protection de tel ou tel royaume, dans la défense de telle ou telle maladie, comme s'étaient spécialisés les dieux anciens. Les sources saintes paraissent bien dériver des sources vénérées autrefois, les pèlerinages font penser à ceux d'Éphèse, de Delphes, etc., plus qu'à ceux de Jérusalem. Quant aux fêtes chrétiennes, elles se sont fixées naturellement aux jours déjà choisis pour les fêtes païennes, afin que les chrétiens ne se distinguassent pas trop des païens, d'une part, et que le peuple vit moins de différence entre deux religions qui étaient les mêmes jours... Si cette transformation facilita à la religion du Christ la conquête des peuples barbares, plus touchés de pompes extérieures que de métaphysique transcendente, nous devons avouer que les âmes intelligentes et délicates ont dû gémir plus d'une fois dans le cours des siècles de ce qu'au milieu des icônes, des images, des statues, des Christs, des peintures, des rites matériels successivement accrus, il devenait difficile de retrouver les coutumes apostoliques plus simples et le culte spirituel de Dieu esprit et vérité » (p. 115, note 1). Il n'hésite pas à regretter l'ingérence de Constantin dans les affaires de dogme et l'attitude des Pères du concile de Nicée (p. 151, 154). Il reconnaît l'influence des évêques sur la législation draconienne des empereurs chrétiens contre l'hérésie (p. 186). Il montre que déjà les papes du v^e siècle se réjouissaient de ces rigneurs et y applaudissaient (p. 182). Il ne songe pas, comme M. Vacandard, à ergoter sur l'approbation enthousiaste donnée après coup par le pape saint Léon I^{er} le Grand¹ au supplice de Priscillien (p. 189, 190).

M. de Cauzons est tout aussi net sur le moyen âge. Il trace sans réticences un tableau saisissant de la dépravation du clergé au xii^e et au xiii^e siècle (p. 249, 250). Il avoue courageusement que cette décomposition de l'Église rendit l'éclosion des hérésies inévitable : « Une telle situation demandait qu'un jour ou l'autre des réformateurs se présentassent pour grouper les mécontents, consoler les

1. Il cite la phrase célèbre de la lettre du pape à l'évêque Turribius, non d'après la collection des conciles de Mansi, mais d'après celle de Labbe. Il donne naturellement une ponctuation différente de celle imaginée pour les besoins de la cause par M. l'abbé Vacandard (voir plus haut).

opprimés, imposer finalement à l'Église une réforme; et, sur son refus, ou briser son joug ou bien être écrasés par elle. De là ces tentatives de constitutions de sectes, qui se font plus nombreuses à mesure que le pouvoir ecclésiastique se centralise et réclame de plus grandes prérogatives » (p. 251). Il raconte avec indignation l'histoire de la jeune Cathare des environs de Reims qu'un prêtre de la suite de l'archevêque Guillaume aux Blanches-Mains tenta vainement de séduire et qui, pour lui avoir résisté, fut brûlée comme hérétique en 1180 (p. 343, 344). Il blâme l'extension exagérée de la mainmorte cléricale (p. 252, note 1). Il blâme le faste et l'insolence des évêques et les oppose à la simplicité et à la pauvreté apostoliques des ministres cathares (p. 418, note 4). Il s'étend sur l'orgueil de la plupart des papes (p. 250, 251) et sur l'impossibilité pour eux d'exercer utilement leur ingérence universelle en matière d'hérésie (p. 400, note 1). Il trace un tableau singulièrement hardi de la mentalité implacable d'Innocent III (p. 293, note 1). Il répudie le sophisme des apologistes catholiques qui ont tenté de rejeter sur l'empereur Frédéric II la responsabilité du bûcher en matière d'hérésie et il dit, avec une louable perspicacité : « Dans ces grandes luttes (de la papauté et de l'empire), que pesaient ces obscurs patarins, cathares de divers noms aux tendances démocratiques, peut-être anarchistes, perdus dans les bas-fonds des villes lombardes ou romaines? » (p. 299, 300). Il en était de même en France, où les rois et les princes de l'Église avaient de plus grands soucis « que les pauvres manichéens ou autres hérétiques apparaissant, de-ci de-là, à la surface de la société et disparaissant presque aussitôt dans les flammes » (p. 328). Il se raille des ordalies et jugements de Dieu et s'écrie : « On oublia seulement de demander le consentement de Dieu » (p. 347).

Parmi les parties les plus fouillées de ce savant ouvrage, nous noterons l'attitude de l'Église chrétienne naissante vis-à-vis des premiers dissidents, l'éclosion et le développement de la législation impériale contre l'hérésie, l'histoire des variations de saint Augustin, l'affaire du supplice de Priscillien à Trèves (385), l'attitude de saint Bernard, l'évolution de l'Église vers le bûcher, Grégoire IX et la peine de mort, les discussions serrées sur les origines et la date de la création de l'Inquisition papale, les différentes sortes d'Inquisitions, les sens multiples du mot *inquisiteur*, le rôle joué par saint Dominique en Languedoc et par Conrad de Marbourg en Allemagne. S'il ne traite pas à fond la question des rapports de l'État et de l'Église en matière de répression et de la peine de mort, qu'il renvoie à son second volume, il prend déjà nettement et loyalement position dans une série d'aperçus, dont l'un porte le titre significatif : III. *L'Église exige de l'État des sentences capitales*

(p. 486). On trouve aussi des renseignements curieux sur des sujets connexes ; par exemple sur les origines de la primauté et de l'infaillibilité du pontife de Rome (p. 328-334). Il dresse (p. 131, note 2) une liste des principales bulles papales « à expressions violentes » jusqu'à celles de Pie IX et de Pie X de nos jours¹.

Dans tout livre traitant de l'histoire de l'Inquisition, la question capitale reste celle-ci : l'Église du Christ a-t-elle bien fait en punissant de peines corporelles et enfin en brûlant les hérétiques ?

M. de Cauzons, tout en exposant avec le plus grand soin « comment l'évolution politique et sociale du monde chrétien conduisit *presque automatiquement* à l'établissement de l'Inquisition », ne songe pas un instant à en faire l'apologie. S'il plaide mollement certaines circonstances atténuantes (p. 381-383, 459 et 470, note 2), il ne se lasse pas de condamner la répression violente de l'hérésie. Comme M. l'abbé Vacandard, il trouve même les arguments de saint Thomas dans sa *Somme* « d'une faiblesse étonnante » (p. 314, note 2). Il condamne l'emploi de mesures violentes dès le début du système, dès Constantin.

« Quand les Pères de Nicée », dit-il, « apportèrent à Constantinople la définition du concile, qui rendait obligatoire l'expression de « con- substantiel » en parlant du fils de Dieu, l'empereur, disent les historiens de l'époque, reçut cette définition avec respect et prononça la menace de l'exil contre tous les opposants. Quel effet eût produit alors une voix s'élevant dans le concile et refusant, au nom de la douceur et de la bonté du Christ, fils de Dieu, dont les Pères venaient de proclamer la grandeur, refusant, dis-je, le cadeau redoutable que faisait Constantin à l'Église en sanctionnant la définition conciliaire par un châtement temporel ? Si les Pères de Nicée avaient déclaré que les questions de foi n'étaient pas du ressort de l'empire, que les sanctions ecclésiastiques ressortissaient de la cons-

1. Plus d'une fois, surtout dans ses notes, l'auteur s'occupe de choses contemporaines. Il semble blâmer timidement l'intransigeance de Pie IX (p. 154, 155, note) et de Pie X (p. 403, notes 1 et 2). Il compare le malaise religieux du xii^e siècle, qui fit éclater la grande hérésie cathare en Occident, au malaise actuel qui exige une modification radicale dans la façon de discuter avec les incrédules (p. 324, 325, note 2). Protestant contre les calomnies auxquelles étaient en butte les manichéens du xi^e siècle, il déclare qu'elles n'ont pas plus de valeur historique « qu'en ce qui regarde les francs-maçons contemporains » (p. 229, note 1). Beaucoup des notes les plus hardies trahissent un grand embarras. C'est timidement, presque peureusement, que l'auteur se risque sur ce terrain glissant, employant des formules entortillées, protestant de sa soumission à l'Église, reprenant ce qu'il a avancé, atténuant et mitigeant sans cesse, mais disant tout de même en fin de compte ce qu'il a sur le cœur. C'est pour le lecteur un spectacle bien curieux et parfois plein d'émotion ; car on sent une conscience droite qui vibre, qui souffre et parfois semble étouffer.

science seule, leur exemple n'eût-il pas entraîné tous les siècles qui suivirent? » (p. 151, 152). Et, plus loin, il ajoute ironiquement : « En fait, les catholiques auraient pu comprendre la faute commise, lorsque Constantin se laissa entraîner lui-même à l'arianisme et que les évêques catholiques pourchassés commencèrent à remplacer dans l'exil les évêques ariens et Arius lui-même, revenus en triomphateurs » (p. 154). De même, parlant des constitutions impériales de Frédéric II décrétant le bûcher, il s'écrie : « Et nous, placés à distance, jugeant les événements de plus loin, nous pouvons nous demander si ce don, fait à l'Église, du bûcher où les hérétiques vont mourir, ne fut pas autrement nuisible à la papauté que la haine et les attaques passagères d'un empereur mortel. En ce temps-là, personne ne prévît l'avenir » (p. 296).

M. de Cauzons constate loyalement que le parti qui, au sein de l'Église, a fait triompher l'Inquisition est aujourd'hui vaincu, mais n'a pas désarmé ni renoncé à son rêve médiéval : « Il prit (ce parti du Saint-Siège) des mesures de rigueur d'abord vaguement indiquées, passa assez rapidement à la prison, à l'exil, à la confiscation des biens, puis aux mesures extrêmes : les supplices et le bûcher. Dominant sans conteste pendant quelques siècles, ce parti intransigeant a dû réfréner sa colère devant les évolutions sociales qui, depuis la Réforme surtout, ont enlevé à l'Église les moyens matériels de nuire à ses adversaires. Il doit depuis se contenter d'être le surveillant toujours aux aguets du dogme, de maintenir la correction des mœurs et surtout la subordination aussi complète que possible dans les milieux ecclésiastiques. Je n'oserais dire qu'il ne rêve pas encore, comme à un idéal, au temps où il avait à sa disposition les agents de la force publique, quand la sentence du juge séculier venait confirmer et rendre irréparable la condamnation de l'hérétique impénitent » (p. 472). En note, il rappelle l'anathème prononcé par Pie IX dans le *Syllabus* et dans l'encyclique *Quanta cura* contre ceux qui blâment les mesures coercitives et il ajoute : « Si l'on se place à un point de vue strictement historique, il est assez remarquable de voir le parti intransigeant catholique profiter de son influence prépondérante auprès du Saint-Siège pour faire affirmer les thèses les plus absolument contraires à celles qui, de fait, semblent prévaloir dans tous les pays. Ça ne manque pas de crânerie. L'avenir seul pourra dire si cette politique, imprudente au premier coup d'œil, a été sage ou non » (p. 472, note 1, et p. 173).

A la fin de son ouvrage, dans une note formidable qui prend presque deux pages et demie de petit texte, M. de Cauzons expose, après toutes sortes de circonlocutions prudentes, que, tout en s'ex-

pliquant facilement pourquoi et comment l'Église a pu créer l'Inquisition, on doit réprover et regretter cette institution : « Si le lecteur désire connaître notre pensée, et ce que nous croyons être la vérité, nous répondrons :

« 1^o Qu'il nous semble très regrettable que la société, basée sur les principes évangéliques, se soit jamais crue obligée de verser le sang humain.

« 2^o Que la peine du feu fut trop cruelle, disproportionnée avec les fautes.

« 3^o Il nous semble que, relativement à certains sectaires, sanguinaires eux-mêmes, homicides, incendiaires, etc., il eût été, aux époques médiévales, impossible d'imposer le respect de l'ordre social sans l'adoption de châtimens cruels. Nous aurions préféré, sans doute, que l'Église eût laissé à l'État seul la répression de leurs méfaits; mais nous ne devons pas oublier la compénétration intime des deux sociétés, civile et religieuse, à cette époque, et combien il était difficile à l'une d'agir sans l'autre.

« En ce qui concerne les dissidents pacifiques, nous regrettons vivement que des divergences d'exégèse aient abouti à des bûchers.

« 4^o (Les autorités qui ordonnèrent les cruautés commises eurent-elles des raisons suffisantes, suffisamment désintéressées, c'est-à-dire le bien général était-il suffisamment compromis pour que l'intérêt commun pût exiger l'anéantissement de certains intérêts particuliers?) C'est la question dont la réponse coûte le plus à un catholique. D'un côté, en effet, il semble bien que les papes, en ordonnant des mesures coercitives, ont eu en vue le maintien de leur suprématie universelle et quelquefois même matérielle. D'autre part, la majorité de ces papes médiévaux paraît être des hommes doux, de mœurs pures, à idées fort larges, ce qui porterait à croire qu'ils ont eu devant les yeux, dans la prescription de leurs lois sanguinaires, un avantage élevé à acquérir. Cet avantage, d'après leurs paroles, eût été la gloire de Dieu, le bien supérieur de la chrétienté; d'après les apparences, il fut surtout la conservation de la situation prépondérante du siège de saint Pierre considéré comme une sorte de pouvoir abstrait, indépendamment de la personne qui l'occupait temporairement.

« Sous ce rapport, il est difficile de ne pas ressentir un regret amer que des os calcinés aient été destinés à soutenir le trône pontifical. Nous reconnaissons cependant bien volontiers que, personnellement, les papes et leurs conseillers ont pu être persuadés qu'en travaillant pour le siège apostolique, ils luttaient effectivement pour le bien général de la société évangélique.

« 5° Les faits répondent suffisamment pour nous dispenser de formuler nous-mêmes une réponse. Si les Albigeois disparurent, si les Vaudois durent se dissimuler et se réfugier dans les montagnes des Alpes, les violences de l'Inquisition n'ont pu empêcher l'explosion protestante, résumé de toutes les doctrines longtemps combattues. Un coup d'œil jeté sur notre société ébranlée suffit à nous dire qui a triomphé, de l'Inquisition ou de ses adversaires » (p. 489, 490, note).

Plus haut déjà, M. de Cauzons avait dit en moins de mots : « Pour châtier l'hérésie, on dut châtier et l'on punit effectivement l'hérétique. Afin de faire disparaître le contenu du vase, on anéantit, on brûla le vase lui-même. Méthode sûre à première vue, défectueuse dans le fait, puisque les événements se sont prononcés contre elle » (p. 136, 137).

Et ailleurs (p. 315, note 2), s'appuyant sur l'autorité de deux ecclésiastiques allemands, MM. Robert et Krauss, qui récemment ont étudié la question dans un esprit très large, il résume sa pensée en ces mots : « Avec plus de modération et de justice, on peut dire qu'il y eut certainement là une négation des principes de l'antiquité chrétienne; et que la peine capitale, imposée à l'hérétique au nom de l'Église, doit être définitivement condamnée comme une erreur regrettable, cause de bien des malheurs. »

On a pu se rendre compte, dans les pages qui précèdent, de la crise curieuse que traverse en ce moment l'historiographie catholique sur le brûlant sujet de l'Inquisition. Elle a enfin suivi Lea et les autres écrivains non catholiques sur le terrain de l'érudition pure et de la documentation minutieuse.

Avec Mgr Douais, elle s'attarde encore à l'apologie quand même. Avec M. l'abbé Vacandard, elle admet presque tout ce que Lea a mis définitivement en lumière, quoiqu'en proclamant avec une candeur enfantine que tout cela est à l'honneur de l'Église. Avec M. de Cauzons, enfin, elle reconnaît que l'Inquisition fut une institution en opposition avec l'Évangile en même temps qu'une fausse manœuvre dont les conséquences funestes pèsent encore de nos jours sur le catholicisme.

C'est là une évolution scientifique qui s'accomplit sous nos yeux et qui méritait, je crois, d'être signalée comme un indice précieux du triomphe grandissant de la vérité historique, grâce aux méthodes nouvelles introduites dans l'étude de notre science si discutée.

Paul FREDERICQ.

LES

LUTTES NOTARIALES DANS LES PAYS DE COUTUMES

DU XIII^e AU XV^e SIÈCLE¹.

Les études relatives au notariat sont aujourd'hui nombreuses. Les uns ont essayé d'en mettre les origines en lumière, d'autres ont traité de son organisation à une époque déterminée, d'autres enfin, parties d'un point de détail, en ont tracé l'évolution. Ces recherches ont élucidé les origines du notariat et son histoire à l'époque royale². En ce qui concerne plus particulièrement la Bourgogne, un seul ouvrage, déjà ancien, est relatif au notariat du moyen âge, c'est la première partie du livre de M. Simonnet intitulé : *Documents inédits pour servir à l'histoire des institutions et de la vie privée en Bourgogne* (1867). Encore cette étude ne se place-t-elle pas au point de vue évolutif. La préface de l'ouvrage de M. Champeaux intitulé : *les Ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du duché* (1908), a montré l'intérêt que présentent les luttes entre juridictions vers la fin du moyen âge et elle a indiqué incidemment que le notariat jouait un rôle très actif dans ces luttes.

Il nous a paru dès lors qu'il serait bon de préciser ce rôle. Les luttes se compliquant d'une question de concurrence, nous avons tenu à étudier, au préalable, les conditions dans lesquelles chaque notariat se trouvait lors de son entrée en lice; et il nous a semblé qu'à côté des conditions résultant du rattachement des notaires aux juridictions, conditions non précisées, mais déjà soupçonnées, il y avait lieu d'en considérer d'autres, quasi commerciales, qui à notre connaissance n'ont pas encore été signalées.

Comme la question se pose sous une forme analogue dans presque tous les pays coutumiers, nous avons cru bon de prendre l'ensemble des documents que nous avons trouvés et de généraliser nos conclusions.

1. Nous avons résumé dans la présente note les conclusions d'un travail sur les *Luttes notariales* que nous avons l'intention de publier ultérieurement et qui nous a mérité le diplôme d'études supérieures d'histoire devant la Faculté des lettres de Dijon.

2. Voir les *Études de diplomatique sur les Actes des notaires du Châtelet de Paris*, par A. de Bouard (*Bibl. de l'École des Hautes-Études*, n° 186, 1910).

En ce qui concerne les luttes en elles-mêmes, malgré la coïncidence de leurs phases dans les diverses provinces, nous avons été obligé de limiter nos recherches à la Bourgogne. Nous avons, cependant, dès maintenant, la certitude que, dans tous les pays coutumiers, les luttes et leurs résultats ont été conditionnés par l'action toujours concordante des éléments commerciaux et judiciaires de la concurrence.

Notre étude, ainsi comprise, nous a amené à un certain nombre de conclusions qui peuvent être synthétisées de la façon suivante :

Lorsque, vers 1270, les notariats des grands vassaux apparaissent dans les pays coutumiers, ils se trouvent immédiatement aux prises avec divers autres notariats, ceux du pape, de l'empereur, des communes, des corporations, des petits seigneurs, de l'Église et du roi. De ces notariats, les deux premiers ont peu d'importance en eux-mêmes et sont toujours unis au notariat d'Église. Les notaires des communes et des corporations n'ont pas laissé de traces. Restent seuls les notaires des petits seigneurs, de l'Église et du roi.

Le notaire est un officier à la disposition du public ; comme tel, il doit répondre à ses exigences et se trouve soumis à la loi de la concurrence. Cette concurrence a ses origines dans le trop grand nombre des notaires de toutes les juridictions.

Elle est influencée par des éléments de deux sortes : les notaires de chaque juridiction ne présentent pas au public les mêmes garanties. Si, au point de vue de la capacité juridique, tous satisfont sensiblement aux mêmes conditions au regard des connaissances qu'ils apportent à la rédaction des actes, de la probité et de la moralité dont ils doivent faire preuve dans l'exercice de leur office, des tarifs, et enfin de la considération dont ils jouissent à raison de leur fortune ou de leur rang social, ils sont d'autant mieux armés pour la lutte qu'ils sont investis par un pouvoir plus fort.

L'acte une fois rédigé, il faut pouvoir le faire exécuter. Or, cette exécution relève de la seule juridiction devant laquelle il soit réputé authentique, de celle dont le sceau a été apposé, de celle qui a investi le notaire. Les juridictions laïques, longtemps inférieures à celles de l'Église, ont enfin racheté cet avantage. En ce qui concerne l'exécution parée et l'hypothèque, l'étendue du territoire intervient, mais la juridiction royale et celle des grands feudataires vont souvent de pair à cet égard. Le notariat d'Église n'a pour garantie exécutoire que la foi du peuple ; par l'excommunication, il assure l'exécution des actes et peut au besoin disposer du bras séculier.

De par ces caractères qui sont liés les uns aux autres et se renforcent mutuellement, les notariats peuvent faire l'objet d'un classe-

ment, selon les garanties qu'ils présentent. Au premier rang viennent ceux du roi et des grands vassaux, ceux des ducs de Bourgogne, par exemple; viennent ensuite ceux de l'Église, du pape et de l'empereur, toujours étroitement unis, enfin ceux des petits seigneurs.

La Bourgogne, longtemps indépendante, dont les ducs étaient aussi puissants que des rois, nous offre un excellent exemple de ces luttes.

Dès les origines de leur notariat, les ducs s'efforcèrent de retirer aux petits seigneurs le droit de tabellionage, droit souvent théorique, les offices peu importants ne trouvant pas d'acquéreurs. Ils y parvinrent lorsqu'ils le rattachèrent au titre de pair; après 1398, leur victoire est complète.

Plus importante est la disparition du notariat d'Église. Les réformes de 1260 à 1270 avaient uniformisé la procédure et supprimé tout avantage à cet égard. Le mouvement anticlérical du *xiii^e* siècle se continue. Le notariat apostolique, étroitement lié au notariat ecclésiastique, l'entraîne dans le discrédit où il se trouve bientôt et lui porte le second coup. L'excommunication, affaiblie dès le *xiii^e* siècle, est l'objet d'abus monstrueux et perd toute valeur au *xv^e*. Le peuple imite les rois et le pouvoir civil, qui, depuis longtemps, ont perdu l'habitude de la craindre. Les actes passés par-devant les notaires d'Église sont désormais dépourvus de sanction; les tabellions ecclésiastiques en viennent à soumettre les parties à la cour ducale.

Pendant ce temps, les rois de France, qui trouvaient dans la juridiction gracieuse, aussi bien que dans la juridiction contentieuse, une source de revenus et d'autorité et un moyen de miner les institutions féodales, tentent, mais en vain, de se réserver le droit de tabellionage. Après ce premier échec, ils essayent de le partager avec les ducs; ils ne peuvent pas non plus y parvenir. Ils ont recours alors à un autre procédé: ils encouragent par leur attitude, ou même par leurs instructions secrètes, les empiétements des notaires royaux établis sur les confins de la Bourgogne et qui viennent passer des actes dans le duché. De temps à autre, lorsque ces empiétements et ceux des autres agents des justices prennent des proportions inattendues, lorsque surtout les plaintes des ducs deviennent trop pressantes, les rois lancent des mandements destinés en apparence à sauvegarder les droits de la justice ducale; mais il est convenu à l'avance que ces actes, n'indiquant pas d'ailleurs de sanction dans la plupart des cas, ne seront pas exécutés, et ils restent lettre morte.

Après des alternatives de succès du pouvoir royal ou ducal, selon que l'énergie des rois est plus ou moins grande, que les ducs

agissent avec plus ou moins d'habileté et surtout que la politique générale laisse plus de liberté d'action à l'un ou à l'autre pouvoir, la lutte reste finalement indécise. Un coup de théâtre, la mort du Téméraire, résout la question; la Bourgogne est annexée à la France, et les notaires ducaux deviennent notaires royaux.

Telle est, *mutatis mutandis*, l'histoire des luttes notariales dans tous les pays coutumiers du XIII^e au XV^e siècle. Progressive et lente dans certains pays, rapide et radicale dans d'autres, partout l'unification des mêmes éléments se fait de semblable façon.

Les différentes phases de ces luttes ne présentent pas toutes le même intérêt. A cet égard, leur comparaison est suggestive. L'élimination du notariat ecclésiastique n'est pas autre chose qu'un corollaire du mouvement anticlérical qui succède à l'esprit de croisade; son importance est donc secondaire. Tel n'est pas le cas des luttes entre les notaires ducaux et royaux. Pendant toute la seconde moitié du moyen âge, les rois de France ont poursuivi l'unification du pays et des institutions; si les guerres y ont tenu si peu de place, c'est qu'à côté de la conquête belliqueuse, ils employaient la conquête pacifique. Exigeant un personnel nombreux, présentant le pouvoir sous une de ses formes les plus majestueuses, constituant enfin une source de revenus appréciables, la justice se prêtait, on ne peut mieux, à ces empiétements. Parmi les aspects multiples que revêtent ces luttes judiciaires, les luttes notariales tiennent une place importante. A l'inverse des conflits entre les tabellionages laïcs et ecclésiastiques, les conflits entre les notaires royaux et ceux des grands feudataires constituent un élément de la formation de la France monarchique.

Ici, reflet du grand courant, encore inachevé, de laïcisation; là, facteur important de la formation d'un grand État, les luttes notariales appartiennent à l'histoire générale.

Lionel BATAILLON.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE.

ÉPOQUE MODERNE.

L'extrême abondance de la production en matière d'histoire moderne nous oblige, pour cette fois, à transformer ce Bulletin en une sorte de catalogue, semé de notations brèves. Nous nous en excusons auprès de quelques auteurs dont il aurait convenu de parler plus longuement.

I. GÉNÉRALITÉS. — Rien n'est plus compliqué, — M. P. DELANNOY dit plus « incohérent », — que le droit bénéficial français sous l'ancien régime¹. Lutttes entre les collecteurs, les patrons, puis entre les deux puissances souveraines : la papauté, appuyée sur le droit canon ; la royauté, soutenue par les parlements et par les juristes canonistes. M. Delannoy ouvre son étude des procès bénéficiaux par l'examen d'une des matières qui prêtaient le plus au scandale, le « dévolut ». Matière mixte qui permet aux cours séculières d'élargir la notion du possessoire et d'empiéter sur le pétitoire, de restreindre peu à peu la compétence de l'official. Ce qui fournit l'occasion d'un exposé de cette institution. — Sous une forme insuffisamment ordonnée, nous avons là un solide apport à une histoire encore insuffisamment étudiée, celle du droit canon.

Le beau volume de M. BRENET sur les *Musiciens de la Sainte-Chapelle*² n'est pas seulement précieux pour l'histoire de l'art musical ; il l'est aussi pour l'histoire même de la Sainte-Chapelle, que les notes de M. Vidier ne poussaient pas au delà du xv^e siècle et qui est ici développée surtout, d'après les registres, à partir du

1. P. Delannoy, *la Juridiction ecclésiastique en matière bénéficiale sous l'ancien régime en France. T. I : la Juridiction contentieuse*. Bruxelles, Louvain, Paris (27^e fasc. du *Recueil des travaux de l'Université de Louvain*), 1910, in-8°, xxxi-217 p.

2. Michel Brenet, *les Musiciens de la Sainte-Chapelle du Palais*. Documents inédits, recueillis et annotés. Paris, Picard (publication de la Société internationale de la musique), 1910, in-4°, 379 p., index, une planche. L'appendice contient les monographies de douze chantres de la Sainte-Chapelle.

xvi^e. Il n'est pas inutile à l'histoire générale, en raison des processions, fêtes d'actions de grâce, etc., auxquelles prenait part le collège institué par saint Louis.

II. XVI^e SIÈCLE. — Signalons un livre amusant de M. Eugène DEFRANCE sur Catherine de Médicis et l'occultisme au XVI^e siècle¹.

La réforme apparaît de bonne heure à Montauban². Au début des guerres religieuses, la ville devient une petite cité huguenote, où domine un homme de valeur, Martin Tachard. M. D. BENOÎT étudie ces dramatiques débuts. C'est par « les humanistes et les hommes de loi » que le mouvement commence, c'est ensuite dans le peuple qu'il se répand.

La biographie de *Pierre Viret* par M. Jean BARNAUD³ intéresse directement l'histoire de France, puisque ce réformateur vaudois fut ministre à Nîmes et à Montpellier en 1561-62, à Lyon pendant le gouvernement de Soubise⁴, puis à Orange et dans le Béarn⁵.

M. S.-C. GIGON a repris et étendu ses travaux antérieurs sur la bataille de Jarnac dans une étude sur l'ensemble de la troisième guerre civile, surtout en Poitou⁶. Je crois que le côté purement militaire de la question ne peut être exposé avec plus de soin et

1. Eugène Defrance, *Catherine de Médicis, ses astrologues et ses magiciens-envoûteurs; documents inédits sur la diplomatie et les sciences occultes du XVI^e siècle*. Paris, « Mercure de France », 1911, in-12, 306 p., 20 grav. — Pas mal d'inexpérience. Quoique l'auteur ait bénéficié d'une sorte de collaboration de M. Léon Marlet, il lui arrive (procès de La Molle) de prendre pour inédits des documents connus; parmi ceux qui sont réellement inédits, les plus importants sont extraits de la série K des Archives nationales (correspondance de don Francès de Alava). P. 278-279, on ne nous dit pas que le « diable Terragon », alias Nogaret, n'est autre que d'Épernon. C'est surtout en un sujet de ce genre qu'une sévère critique des textes serait indispensable; M. Defrance utilise des textes de valeur très différente. Sa confiance dans l'absolue exactitude (p. 246, n. 1) du *Discours merveilleux* est quelque peu excessive. Nombreuses fautes d'impression en ce qui touche les noms propres. Comment reconnaître Jauréguy dans le « Jean Juvregni » de la p. 287?

2. Daniel Benoît, *les Origines de la Réforme à Montauban*. Montauban, 1910, in-16, 352 p., index. Nombreuses pièces justificatives (p. 197 et suiv.), notamment le poème de Fornier sur le siège de 1562.

3. Jean Barnaud, *Pierre Viret, sa vie et son œuvre (1511-1571)*. Saint-Amans, Carayol, 1911, in-8°, 703 p. (chez l'auteur, à Clairac; prix : 12 fr.). M. Barnaud a publié également *Quelques lettres inédites de Pierre Viret*.

4. Il est fâcheux que M. Barnaud n'ait pas connu le premier volume du P. Fouquieray, ce qui lui aurait permis de discuter certaines étranges accusations portées contre Viret.

5. L'index pourrait être plus complet. A Auger, aux deux références données, ajouter 606, 607, 611, 612. — Cf. *Rev. hist.*, t. CIX, p. 240.

6. S.-C. Gigon, *la Troisième guerre de religion. Jarnac-Moncontour (1568-*

d'une façon plus critique. C'est le livre d'un spécialiste¹, et qui s'est documenté aux sources officielles².

Dès qu'il fut devenu grand maître de l'artillerie, Sully établit « en règle générale ce qui n'était qu'un usage irrégulièrement suivi jusqu'alors, que tous les marchés intéressant les finances de l'État fussent passés en forme authentique par-devant notaire ». A cette sage pratique, nous devons la conservation des 278 actes que M. DE MALLEVOÛE a découverts dans le minutier d'un notaire parisien³. Bâtiments, manufactures, routes et canaux, domaine⁴, artillerie, c'est toute l'activité de Sully, pendant dix années, qui revit dans ces documents, où l'on trouvera de précieux éléments pour la critique des *Œconomies*⁵.

III. XVII^e SIÈCLE. — Peu de livres sont aussi vivants que le volume consacré au *Grand Siècle*, par M. Jacques BOULENGER⁶. Un style débordant de verve spirituelle, des portraits dessinés avec un humour, une rapidité qui n'exclut pas la précision, un accent très personnel. Non seulement le public, auquel est destinée la collection Funck-Brentano, s'instruira en regardant cette brillante esquisse, mais l'historien le plus averti ne la verra pas sans plaisir. On pourra discuter certains des jugements de M. Boulenger (jugements qui s'expriment d'ailleurs en une forme modérée), mais on le lira jusqu'au bout.

C'est une vraie sainte (sainte selon le siècle, vénérable selon l'Église) que Louise de Marillac, — Mademoiselle Le Gras, — la fidèle auxiliaire de « M. Vincent », la fondatrice des filles de la cha-

1569). Paris, Charles-Lavauzelle, s. d. [1909?], in-8°, 409 p., 3 cartes (excellentes) hors texte, des plans dans le texte.

1. Mais M. Gigon ne voit que ce côté. Ses jugements sur Coligny pèchent par là. Dans la situation où se trouvait l'amiral, le vrai courage était de ne pas craindre le reproche d'avoir eu trop peu de courage.

2. Appendices et notes, p. 356 et suiv. La lettre de Tavannes, p. 385-387, est dans l'*Illustre Orbandale... Abrégé*, p. 5.

3. *Les Actes de Sully passés au nom du roi de 1600 à 1610 par-devant M^r Simon Fournier...*, recueillis, publiés et annotés par F. de Mallevoüe. Paris, Impr. nationale (*Documents inédits*), 1911, in-4°, LXXII-516 p., un plan, table chronologique, index. Les actes sont classés comme suit : inventaire de Catherine, duchesse de Bar; conseil d'État; Sully, grand voyer, surintendant des bâtiments (essentiel pour la topographie parisienne), grand maître de l'artillerie.

4. Par exemple le rachat du domaine d'Antibes aux Grimaldi.

5. En ce qui touche les mesures financières, la confrontation de ces documents avec les *Œconomies* est entièrement favorable au surintendant.

6. Jacques Boulenger, *le Grand Siècle*. Paris, Hachette.

rité. M. Emmanuel DE BROGLIE conte sa vie en quelques pages sobres et émues¹.

En choisissant le P. Caussin comme confesseur de Louis XIII, Richelieu croyait avoir mis la main sur un religieux d'esprit simple, capable de « donner l'absolution à Sa Majesté sans se mesler des affaires de l'Etat ». Du panégyrique même que le P. DE ROCHEMONTEIX consacre à *Nicolas Caussin*², il ressort jusqu'à l'évidence que Richelieu s'était trompé. Pour Caussin, le soin de la conscience de Louis de Bourbon s'étendait jusqu'à l'examen de ces actes de Louis XIII où la grande morale courante entre en conflit avec la politique. Est-il, d'ailleurs, possible à un véritable confesseur d'agir autrement? Le Père n'hésite pas à nouer de pieuses intrigues avec la touchante Marie-Louise de La Fayette, avec les reines, avec la coterie espagnole³. Le monastère de la Visitation devient ainsi un foyer d'opposition, et le « donneur d'absolutions » veut imposer à son royal pénitent ces trois bagatelles : le rappel de la reine-mère, la rupture des alliances protestantes et de l'alliance turque, le renvoi de Richelieu (et subsidiairement du P. Joseph). Il n'est donc pas surprenant que le Cardinal ait expédié le trop entreprenant jésuite à Quimper et l'ait remplacé par un confesseur de tout repos, le P. Sirmond. Le P. de Rochemonteix reconnaît lui-même que son héros manqua souvent d'adresse, de tact, et aussi de mansuétude⁴.

M. GAZIER a terminé la publication des *Mémoires de Godefroy*

1. Emmanuel de Broglie, *la Vénérable Louise de Marillac. Mademoiselle Le Gras (1591-1660)*. Paris, Lecoffre (*les Saints*), 1911, 1 vol. in-12, 218 p. Éviter les phrases de ce genre (p. 61) : « Elle en mourut de saisissement avant l'exécution de son mari qui suivit presque immédiatement sa condamnation. »

2. Camille de Rochemonteix, *Nicolas Caussin, confesseur de Louis XIII, et le cardinal de Richelieu. Documents inédits*. Paris, A. Picard, 1911, in-8°, xx-445 p. La documentation du P. de Rochemonteix est un peu trop unilatérale. Il fait grand état de la lettre du P. Caussin à M^{lle} de La Fayette; mais cette lettre, écrite en 1638 et après la disgrâce, n'est pas un témoignage très sûr pour les événements de 1636. Cette lettre (et la lettre à Vitelleschi) avait d'ailleurs déjà été utilisée par le P. Griffet. Les lettres, inédites ou non, du manuscrit de Louviers (p. xv) sont également toutes postérieures à la disgrâce. Le P. de Rochemonteix a consulté au quai d'Orsay le manuscrit des *Mémoires de Richelieu*; il ne paraît pas avoir su que ce manuscrit, dont il donne la description p. 291, est en voie de publication. — On notera que la bibliothèque que nous appelons nationale est constamment dite ici « bibliothèque Richelieu ».

3. P. 157, 222 et tout le chapitre xi : « Entretien du P. Caussin avec Louis XIII, le 8 décembre 1638. »

4. En appendice, le P. Caussin et M. de Rancé, et une étude sur le P. Monod, contre le *Richelieu et la maison de Savoie* de M. Gabriel de Mun.

Hermant, cette source si précieuse pour l'histoire du jansénisme¹. Les trois derniers volumes vont de 1658 à 1663. Ils sont toujours aussi riches en détails sur la diffusion du jansénisme dans les provinces. On y retrouve, à chaque année, la liste si instructive des « divers écrits publiés pendant cette année ». — La « persécution de Port-Royal » et la « signature » remplissent ces pages passionnées, où l'on trouvera également un long récit de l'affaire des gardes corses².

M. LACHÈVRE poursuit ses études sur les « libertins » par une biographie de Des Barreaux, « l'illustre débauché », le premier amant de Marion de l'Orme, et une biographie de Saint-Pavin³. C'est peut-être faire beaucoup d'honneur à ce dernier, simple rimeur paillard⁴, et qui ne paraît pas s'être élevé jusqu'à la philosophie naturaliste.

La Société de l'Histoire de France nous apporte deux publications de textes. D'une part, les *Mémoires du maréchal d'Estrées*⁵, frère de la belle Gabrielle, ou plutôt : 1^o une édition nouvelle, faite d'après un manuscrit, du récit de la régence de Marie de Médicis que Richelieu avait demandé au futur maréchal (alors marquis de Cœuvres), qu'il a utilisé pour ses propres *Mémoires* et dont un texte, remanié et rhétorisé par le P. Le Moine, avait été publié en 1666 et repris par les compilateurs de collections ; 2^o un autre fragment, connu par Chéruel et par Ségur, mais encore inédit, rela-

1. *Mémoires de Godefroy Hermant... sur l'histoire ecclésiastique du XVII^e siècle (1630-1663)*, publiés par A. Gazier. T. IV (1658-1661), Paris, Plon, 1907, in-8°, 735 p.; t. V (1661-1662), 1908, 701 p.; t. VI et dernier (1663, index des six vol.), 1910, 633-LXXV p. Sur les trois premiers vol., voy. *Rev. hist.*, t. LXXXVIII, p. 128, et XCIV, p. 79.

2. M. H. Petitot (*Pascal, sa vie religieuse et son apologie du christianisme*. Paris, Beauchesne, t. II des *Études de théologie historique* de l'Institut catholique de Paris, 1911, in-8°, 427 p.) nous avertit lui-même qu'il ne faut pas voir dans son ouvrage un livre d'histoire, mais une critique de l'apologétique pascalienne. Par là, il échappe aux prises de cette *Revue*. Notons cependant (p. 345-419) un appendice sur la « prétendue rétractation » de Pascal, où l'argumentation de M. Jovy est mise à néant. Pascal est mort janséniste, et janséniste intransigeant. — Cf. *Rev. hist.*, t. CIX, p. 178.

3. Frédéric Lachèvre, *le Libertinage au XVII^e siècle. Disciples et successeurs de Théophile de Viau. La vie et les poésies libertines inédites de Des Barreaux et Saint-Pavin*. Paris, H. Champion, 1911, in-8°, xiv-541 p., index, plusieurs fac-similés.

4. Et peut-être surtout paillard en vers, — à en juger par la respectueuse affection qu'il témoigna, sans l'offenser, à la très honnête Marie de Rabutin.

5. *Mémoires du maréchal d'Estrées sur la régence de Marie de Médicis (1610-1616) et sur celle d'Anne d'Autriche (1643-1650)*, publiés par Paul Bonnefon. Paris, Renouard, 1910, in-8°, xxviii-389 p.

tif à la régence d'Anne d'Autriche. Comme l'explique une sobre et substantielle préface du nouvel éditeur, M. Paul BONNEFON, l'intérêt de ces *Mémoires* vient surtout de la connaissance profonde que d'Estrées possède des intrigues de cour et des rivalités de personnes.

D'autre part, la *Correspondance du maréchal de Vivonne*, — le frère de la Montespan, — durant un des épisodes les plus curieux du règne de Louis XIV, la « croisade » candiotte de 1669¹. Grâce aux éclaircissements et aux annexes dont M. Jean CORDEY a su l'entourer², cette correspondance devient un élément de l'histoire de notre marine, du moins de la marine des galères.

C'est aussi à notre marine du XVII^e siècle, — à celle de Richelieu et de Mazarin, — qu'est consacré le nouveau volume de M. LACOUR-GAYET³. Comme sa *Marine sous Louis XV*, dont nous annoncions récemment la réédition, et sa *Marine sous Louis XVI*, ce livre a été fait avec les archives de la Marine et il a eu pour point de départ un cours professé à l'École supérieure de la Marine. Sans avoir l'opulente, la luxuriante précision des livres de M. de La Roncière, il nous donne un exposé clair et suffisamment complet, bien ordonné, facile à suivre, des diverses parties du sujet : les idées des réformateurs de la marine, les résultats obtenus dans la constitution de nos flottes et dans la création de nos ports, l'histoire externe de nos escadres. Aucune histoire n'est, à l'heure qu'il est, plus actuelle que celle des efforts tentés pour donner à notre pays la maîtrise de la mer. Nous reviendrons sur l'ouvrage de M. Lacour-Gayet lorsqu'il aura été complété par un tome second⁴.

IV. XVIII^e siècle. — C'est surtout le XVIII^e siècle qui vient charger notre table de travail.

« La guerre des Camisards fut une explosion de rage anticatho-

1. *Correspondance du maréchal de Vivonne relative à l'expédition de Candie (1669)*, publiée par Jean Cordey. Paris, Renouard (Société de l'Histoire de France), 1910, in-8°, xxv-299 p., index.

2. Aux appendices, une série de lettres relatives à l'expédition et un journal de cette même expédition par Duché de Vancy, secrétaire de Vivonne. En outre, M. Cordey a publié la *Correspondance de Louis-Victor de Rochechouart, comte de Vivonne, général des galères de France pour l'année 1671* (Paris, H. Champion. Documents publiés par la *Correspondance historique et archéologique*, t. I, 1911, in-8°, xv-136 p., index), où l'on notera le fantastique projet de rétablissement de l'Ordre de Saint-Lazare aux îles d'Hyères, qui seraient devenues les « îles de Mortemart ».

3. G. Lacour-Gayet, *la Marine militaire de la France sous les règnes de Louis XIII et de Louis XIV. T. I : Richelieu, Mazarin, 1624-1661*. Paris, H. Champion, 1911, in-8°, 268 p., 3 pl., index.

4. Qui sera consacré à la période 1661-1715.

lique habilement préparée ». On aura une idée de l'impartialité du R. P. Dom H. Leclerc par ces premières lignes du volume qu'il consacre aux *Martyrs*¹ du XVIII^e siècle. On aura une idée de sa critique en voyant que, pour juger les Camisards, il nous conseille d'« écouter un des généraux qui les combattirent »². — Le reste du volume se compose de pièces, relations édifiantes des martyres subis par des religieux, surtout par des Pères jésuites, au Tonkin et en Chine, et aussi documents sur la persécution des Jésuites par Pombal.

La peste marseillaise de 1720 n'évoque guère que le souvenir de l'évêque Belsunce. Sans rien enlever à la gloire légitime du prélat ni à celle du chevalier Roze, MM. GAFFAREL et DE DURANTY leur associent les échevins, le viguier, le subdélégué, les médecins, etc., tous ceux qui surent organiser la résistance contre le fléau, et aussi contre les funestes conséquences sociales, économiques, morales qu'il entraînait après soi³. Leur exposé, strictement établi sur pièces d'archives, ne se limite pas à la seule ville de Marseille ; il

1. R. P. Dom H. Leclerc, *les Martyrs. X : le XVIII^e siècle*. Paris et Poitiers, Oudin, 1910, in-8°, 454 p.

2. P. 21, « témoignages » sur la mort de l'abbé du Chayla. Il y a trois « témoignages » : le « témoignage » d'un secrétaire qui, s'étant enfui, a entendu raconter les événements le lendemain ; le « témoignage » de M. de Broglie, c'est-à-dire le rapport qu'il rédigea huit jours après les événements ; enfin le « témoignage » de Brueys, historien de cette guerre, qui écrit *sept ans* plus tard et utilise, à ce qu'il nous dit, les récits de trois témoins. Évidemment, Dom H. Leclerc entend d'autre façon que nous le sens du mot « témoignage » ; mais c'est sans doute que la *Revue historique* est un organe des « sectaires » ! — Cf. l'étude si véritablement critique de M. P.-Albert Robert, *Les Débuts de l'insurrection des Camisards. L'affaire du Pont-de-Montvert* (Nîmes, impr. générale, 1911, in-8° de 103 extraits de la *Revue du Midi* ; mémoire de diplôme d'études supérieures d'Aix), où l'on fait la part du fanatisme convertisseur de l'abbé du Chayla et du fanatisme prophétique des massacreurs. Si la lumière n'est pas complète, c'est parce que les procédures, qui cependant existent au greffe de la Cour d'appel de Nîmes, sont inutilisables. Il faut citer la savoureuse note 4 de la page 19 : « Le commis greffier, chargé de la conservation des archives (*sic* !), m'a déclaré que ces pièces étaient déposées dans des caves humides, près d'une fosse d'aisances... Cette fosse dégagerait des miasmes si délétères qu'il serait impossible de consulter sur place des documents d'ailleurs désagréés par l'humidité. » Et les Cours s'opposent au transfert de leurs archives dans les archives départementales !

3. Paul Gaffarel et M^{re} de Duranty, *la Peste de 1720 à Marseille et en France, d'après des documents inédits*. Paris, Perrin, 1911, in-8°, VIII-630 p., 12 grav. et un plan. — Il est regrettable que les auteurs n'aient pas sollicité la collaboration d'un médecin. A signaler, à cet égard, la théorie déjà presque microbienne émise par le docteur Bertrand. Une carte indiquant les localités contaminées aurait été la bienvenue.

s'étend aux localités de la Provence, du Languedoc, du Comtat, qui subirent la contagion. Presque partout, les magistrats firent leur devoir; quelques-uns, comme Vauvenargues à Arles, avec éclat. Il n'y a guère qu'une ombre à ce tableau : c'est la déplorable conduite des autorités de tout ordre en Avignon.

Je ne crois pas que les plus sceptiques, — et M. Faguet lui-même, — pourront encore croire à la culpabilité (fût-ce à dose infinitésimale) du père de la malheureuse Élisabeth Sirven après avoir lu l'étude si consciencieuse, si objective, si modérée de ton de M. Élie GALLAND¹. L'auteur a été chercher la vérité où elle devait être, c'est-à-dire dans les pièces de la procédure de Mazamet. Il établit, avec une clarté aveuglante, que les Sirven ont été victimes d'un préjugé soigneusement entretenu, celui de la « justice protestante », analogue aux préjugés meurtriers sur les assemblées des premiers chrétiens ou sur la pâque juive. Ajouterai-je qu'une intense émotion se dégage de ces sobres pages et surtout de la correspondance entre Marianne Sirven et son mari; Marianne a bu la coupe jusqu'à la lie; elle n'a pas eu cette suprême consolation, qui a soutenu d'autres victimes de l'injustice : sentir que ceux qu'on aime ont foi en vous².

Les discussions d'hier et de demain sur la constitution de l'Alsace-Lorraine donnent un intérêt tout particulier au mémoire par lequel un patriote alsacien³, — sans doute Daniel Schœpflin, — présentait à Louis XV, vers 1756⁴, un projet d'organisation de l'Alsace en pays d'États. « Qui dit Alsacien », écrivait-il, « dit Français au superlatif ». Cet attachement des Alsaciens à la grande patrie, l'auteur voulait le combiner avec leur désir traditionnel d'autonomie. Mais la Révolution donna bientôt aux aspirations alsaciennes une autre direction et d'autres satisfactions. — Une solide

1. Élie Galland, *l'Affaire Sirven, étude historique d'après les documents originaux*. Avec une lettre de M. Emile Faguet. Mazamet, en vente chez l'auteur (cette simple mention en dit long sur l'état actuel de la librairie française : un livre de cette importance, dû à un professeur d'école pratique dans une petite ville, ne trouve pas d'éditeur), s. d., in-8°, xi-542 p., pièces justificatives, gravures. — Depuis lors, l'ouvrage, accompagné d'addenda, a été déposé à la Société française d'imprimerie et d'édition.

2. Je crois la lumière faite sur tous les points, même sur l'enlèvement du corps, qui semble bien avoir été imaginé, dans une pensée charitable, par les magistrats municipaux.

3. *Elsässische Verfassungs- und Verwaltungswünsche im 18. Jahrhundert. « Les Pieux désirs d'un Alsacien. »* Publié par Ernst Hauviller. Metz, 1911, in-8°, 68 p. (la préface occupe les 27 premières pages). A d'abord paru dans le t. XXII du *Jahrbuch* de la *Gesellschaft für lothringische Geschichte*.

4. J'infère cette date de la comparaison entre la p. 55 (deux guerres) et les p. 43, n. 1, et 49, n. 1.

préface de M. HAUVILLER permettra aux lecteurs de langue allemande d'étudier ce mémoire, qui est naturellement écrit en français. Cette préface est un modèle de tact et de modération.

M. DU BREIL DE PONTBRIAND n'aurait pas songé à livrer à la publicité la biographie d'un des siens si *Monseigneur de Pontbriand* n'avait été « le dernier évêque du Canada français »¹. Succédant à une série d'évêques de Québec qui n'avaient guère résidé, Pontbriand passa au Canada près de vingt ans de sa vie. Il assista aux événements, si pleins de conséquences, de Carillon et d'Abraham; il mourut au lendemain de la dernière tentative de Lévis. Il fut mêlé, bien malgré lui, à la querelle byzantine du chapitre et du séminaire, et aussi à la brouille, plus grave, de Montcalm et de Vaudreuil².

La *Collection de textes sur l'histoire des institutions et des services publics de la France moderne et contemporaine*, dirigée par Camille BLOCH, s'inaugure par un ouvrage excellent de tous points et dont nous aimerions à pouvoir parler longuement. Quand on saura que M. MARION s'y est appliqué à décrire l'institution qu'il a le plus étudiée, l'impôt direct sous l'ancien régime, on ne s'étonnera pas d'apprendre qu'un choix judicieux de textes est précédé d'une introduction sobre, claire et pleine, véritable « manuel » de la matière, et qui rendra aux historiens comme aux simples étudiants les plus grands services³.

M. WEULERSSE ne se dissimule pas que l'on trouvera long son livre sur les physiocrates⁴. On a perdu l'habitude de lire d'une haleine

1. Vicomte du Breil de Pontbriand, *le Dernier évêque du Canada français. Monseigneur de Pontbriand (1740-1760)*. Paris, H. Champion, 1910, in-8°, 322 p., un portrait.

2. Il y aurait du pédantisme à se demander si les historiens de la guerre de Sept ans (voy. en particulier M. Waddington) auront pour Vaudreuil la même indulgence que le prélat et son biographe.

3. Marcel Marion, *les Impôts directs sous l'Ancien Régime, principalement au XVIII^e siècle*. Paris, Ed. Cornély, 1910, in-8°, 434 p. (l'Introduction, p. 1-123; recueil de textes, p. 125-416; table et bibliographie). M. Marion met en lumière les efforts faits par l'abbé Terray, avant Turgot, pour assainir l'impôt.

4. Georges Weulersse, *le Mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*. Paris, Alcan, 1910, 2 vol. in-8°, xxxiv-617 et 768 p., index, bibliographie (plus de 20 p.). A ces deux volumes (thèse de la Faculté des lettres de Paris), joindre de précieuses annexes : *les Manuscrits économiques de François Quesnay et du marquis de Mirabeau aux Archives nationales. Inventaire, extraits et notes*. Paris, P. Geuthner, 1910, in-8°, vii-150 p., index (petite thèse. On notera surtout la critique dure et injuste, faite par un pur physiocrate, du ministère de Turgot, p. 129-143). — *De l'application de la*

deux gros volumes. — L'auteur a voulu être complet ; il a voulu écrire sur la « secte » une étude poussée jusqu'aux dernières limites et, comme disent les Allemands, « épuisante ». Il a voulu examiner, à part et pour soi, chacun des aspects de la question, la formation de la doctrine, considérée à la fois dans ses origines proprement historiques et dans sa filiation idéologique ; le développement de ce que l'on a pu appeler, sans exagération, « l'école » et « le parti » ; puis le programme de ce parti, et c'est la matière du premier volume. Dans le second, il s'est posé trois problèmes : quelle est la racine philosophique ou, si l'on veut, la métaphysique de la physiocratie ? dans quelle mesure le programme a-t-il été réalisé, et avec quels résultats, pendant ces années 1764-1770 où il y eut vraiment en France un essai de monarchie agricole ? comment et par qui l'École a-t-elle été soit attaquée, soit défendue, et pourquoi a-t-elle échoué ?

On voit qu'il y a là-dedans, pour le moins, une thèse d'histoire des faits économiques, une thèse d'histoire des doctrines économiques, une thèse générale d'histoire des idées, peut-être même une thèse de sociologie, et que ces diverses thèses, se complétant, convergeant vers une même démonstration, en arrivent parfois à se répéter. Le lecteur pressé s'en plaindra peut-être, mais l'historien se réjouira de posséder cette énorme collection de faits et de textes, bien dépouillés et bien classés. Il saura gré à M. Weulersse surtout de deux choses : de n'avoir jamais isolé la théorie physiocratique des réalités économiques du temps ; d'avoir essayé, avec beaucoup de finesse logique et chronologique, de déterminer parmi les économistes ceux qui étaient de la secte, ceux qui étaient en marge de la secte, ceux qui n'en étaient qu'à demi (le plus célèbre est Turgot), ceux qui en furent à telle date et non pas à telle autre. Il a, dans ses conclusions, donné à son étude une portée générale en montrant, dans le physiocratisme, un des premiers efforts du régime capitaliste pour se formuler lui-même. M. Weulersse, par ses deux volumes, s'est taillé sa place dans le domaine de l'histoire économique.

Une intéressante étude de M. TARLÉ insiste sur le développement de l'industrie dans les campagnes au XVIII^e siècle¹. La « fabrique

méthode historique à l'histoire des doctrines économiques à propos des physiocrates (Revue de synthèse historique), sorte de plaidoyer pro domo. Enfin, Notes inédites sur Boisguillebert par le marquis de Mirabeau (Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales).

1. E. Tarlé, *L'Industrie dans les campagnes en France à la fin de l'ancien régime*. Paris, Ed. Cornély (Bibliothèque d'histoire moderne, fasc. XI), 1910, in-8°, 84 p., index. M. Tarlé mentionne, entre autres, les études de MM. H. Sée

dispersée », qui était par nature rebelle à toute réglementation, a été un puissant agent de désorganisation de l'ancien régime industriel.

En procès avec les chanoines prébendés de Coutances, le curé de Saint-Nicolas eut l'idée, en 1785, de consulter ceux de ses confrères « qui se trouvaient aux prises avec les mêmes difficultés ». Et voilà comment la correspondance publiée par M. Em. SEVESTRE est une contribution à l'histoire de l'*Organisation du clergé paroissial*¹ : rôle et influence du curé, partages et querelles avec les décimateurs, portion congrue, casuel, partage de certaines églises entre plusieurs curés, conflits entre les « curés primitifs » et les vicaires perpétuels, entre les curés et les abbayes ou communautés², sort misérable des vicaires, situation bizarre des « habitués », les défauts de cette organisation expliquent les sentiments du bas clergé au moment de la Révolution.

Les idées pédagogiques de La Chalotais ont attiré M. DELVAILLE³. On lui reprochera sans doute un engouement un peu excessif pour l'auteur de l'*Essai d'éducation nationale*⁴.

C'est une noble inspiration qui anime les pages ardentes où M. FABRE⁵ retrace la genèse des idées d'où la Révolution devait sortir. C'est avec une véritable « piété filiale » qu'il parle des phi-

et J. Sion. Le seul point qu'il ne touche guère, c'est la lutte entre les villes et le plat pays, étudiée notamment pour le Nord par MM. de Saint-Léger et A. Crapet.

1. Em. Sevestre, *l'Organisation du clergé paroissial à la veille de la Révolution. Correspondance du curé de Saint-Nicolas de Coutances à l'occasion de son procès avec les chanoines prébendés (1786-1788)*. Paris, Picard, 1911, in-8°, 136 p. (les documents commencent p. 41), un portrait. L'auteur annonce une série de travaux sur l'histoire religieuse du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, spécialement en Normandie.

2. P. 20 : « Malheur au curé qui en possédait sur sa paroisse. »

3. Jules Delville, *La Chalotais éducateur*. Paris, F. Alcan, 1911, in-8°, xi-225 p. Malgré la brièveté du volume, trop de place accordée à l'affaire des Jésuites, qui n'est ici que comme l'occasion des idées de La Chalotais sur l'éducation.

4. Il a des mots indignés contre M. Marion. — P. 201 : « Les démêlés qu'il eut avec le duc d'Aiguillon, son arrestation, son procès, — aussi scandaleux que celui de Socrate, — furent le résultat des machinations des Jésuites. » — M. Delville a insuffisamment utilisé le *Parlement de Bretagne* de M. Le Moy (p. 231-244). Il n'a pas connu le discours d'A. Dupuy sur *l'Instruction secondaire en Bretagne au XVIII^e siècle*.

5. Joseph Fabre, *les Pères de la Révolution. De Bayle à Condorcet*. Paris, Alcan, 1910, in-8°, ii-764 p. Le livre est dédié « à la mémoire de Gambetta ». — M. Fabre ne craint pas les hors-d'œuvre : il nous donne longuement son opinion sur la paix, le renanisme, le féminisme, le modernisme, etc. On ren-

losophes; il les voit, au reste, d'autant plus purs et d'autant plus beaux qu'il se les représente à l'image de son âme. Ce sont les paroles d'un croyant; c'est, il l'écrit lui-même, « la patrologie de la Révolution ». Bayle, Voltaire, Condorcet, etc..., ont aussi leurs hagiographes.

Parmi les causes, petites ou grandes, de la Révolution française, il faut compter les dépenses somptuaires de Marie-Antoinette. Aussi le livre amusant de M. Émile LAGLADÉ sur *Rose Bertin* est-il, à sa façon, une contribution à l'histoire¹.

M. V. DU BLED continue à égrener l'aimable chapelet de ses souvenirs². Son nouveau volume comprend deux parties : des variations sur la comédie de société, qui nous conduisent jusqu'au jour d'hier; des causeries sur le monde de l'émigration, vrai recueil des papotages de l'auberge des Trois-Couronnes.

V. HISTOIRE LOCALE. — Il semble, au premier abord, que ce soit un assez petit sujet que celui choisi par M. Ludovic LANGLOIS, la *Communauté des notaires de Tours*³. Mais l'auteur a su retrouver, dans l'évolution du notariat, l'évolution même de la centralisation monarchique, le rôle des ordonnances, l'intervention croissante de la fiscalité royale, la concurrence des agents royaux (et aussi seigneuriaux ou apostoliques). Son livre est en même temps une étude d'histoire économique, l'étude d'une classe qui paraît être devenue, dès la fin du XVII^e et plus encore au XVIII^e siècle, assez misérable⁴.

La monographie de M. Marius POUCHENOT sur le *Budget communal de Besançon au début du XVIII^e siècle*⁵ est, par la précision des détails, l'abondance et l'intérêt des pièces, un modèle du genre. On y voit à plein comment l'ancienne ville libre a été mise en tutelle et, dans une certaine mesure, ruinée par la fiscalité royale et l'extension des privilèges. M. Pouchenot ne nous présente d'ail-

contre assez bizarrement (p. 30) Pascal après Bayle et Locke. Le *Syllabus* de Pie IX n'est pas de 1859 (p. 273).

1. Émile Langlade, *la Marchande de modes de Marie-Antoinette. Rose Bertin*. Paris, Albin Michel, s. d., in-8°, vii-336 p., 32 grav.

2. Victor du Bled, *la Société française du XVI^e siècle au XX^e siècle*. 8^e série : *XVIII^e et XIX^e siècles : la Comédie de société; le monde de l'émigration*. Paris, Perrin, 1911, in-12, 312 p.

3. Ludovic Langlois, *la Communauté des notaires de Tours de 1512 à 1791, d'après ses archives inédites*. Paris, H. Champion, 1911, in-8°, xii-523 p.

4. Le cahier des notaires de Tours ne contient pas, comme ceux d'Orléans et de Rennes, des vœux relatifs à la politique générale.

5. Paris, H. Champion, 1910 (184^e fasc. de la *Bibliothèque de l'École des Hautes-Études*), in-8°, vii-135 p., plan, vue et carte.

leurs ce travail que comme un chapitre d'une future histoire économique de la Comté au XVIII^e siècle.

M. Georges MARTIN, en retraçant l'*Histoire de l'enseignement du droit en Bretagne de 1460 à 1735*¹, a écrit en réalité l'histoire de l'Université de Nantes. Université médiocre, créée trop tard, au moment où le duché va mourir et où l'institution universitaire en décadence ne pourra plus être revivifiée que dans les centres où souffle l'esprit de la Réforme. De plus, après la première tentative de transfert à Rennes sous Henri IV, l'Université est concurrencée par les professeurs privés qui enseignent dans la ville où siège le Parlement². Par là, M. Martin touche à une question générale, celle de la collation des grades sous l'ancien régime. Ajoutons qu'une bonne partie de son ouvrage est consacrée à une polémique avec M. Léon Maître. Il ne nous appartient pas d'entrer dans cette lutte entre Rennes et Nantes. Nous aurions seulement souhaité, — surtout sur la question de savoir si l'Université a été ligueuse, — que M. Martin opposât à son adversaire moins d'affirmations et d'autorités, plus de textes décisifs³.

Depuis qu'en 1589 un vicomte-souverain de Béarn devint roi de France, c'est une question de savoir si Henri IV annexa la France au Béarn ou le Béarn à la France. De là vient qu'on disait encore, deux cents ans plus tard, « la souveraineté de Béarn, les États-Généraux de Béarn ». De là viennent les institutions véritablement constitutionnelles (les *fors*) que ce petit pays pyrénéen avait conservées en partie, même après la réunion de 1616-1620. Un jeune juriste béarnais, M. P. MOULONGUET⁴, décrit ces institutions telles qu'elles fonctionnaient avant 1789. Son étude intéressante aurait gagné à s'alléger de généralités inutiles⁵ et à développer davantage la partie locale du sujet.

1. Georges Martin, *Histoire de l'enseignement du droit en Bretagne jusqu'en 1735* (date du transfert à Rennes de la Faculté de droit de l'Université de Nantes). Rennes, Simon, 1910, in-8°, 291 p.

2. Il n'y a pas parmi eux que des « siffleurs », puisqu'on y relève des noms comme celui de Pierre Hévin.

3. Le transfert ordonné par Henri IV s'explique par ce fait que Nantes était entre les mains de Mercœur, mais ne prouve rien sur les sentiments vrais des universitaires nantais. M. Martin est plus solide lorsqu'il reproche à M. Maître d'avoir tracé un tableau trop flatté de l'Université de Nantes au XVII^e siècle.

4. P. Moulonguet, *la Souveraineté de Béarn à la fin de l'ancien régime*. Toulouse, Ed. Privat, 205 p., carte.

5. P. 19, un historique du Béarn, nécessairement superficiel. P. 88 et 96, généralités sur les intendants. Il faudrait pourtant que les docteurs en droit com-

Il y a bien du fatras, mais aussi des choses intéressantes, dans le dernier volume que feu L. DE RICHEMOND avait composé sur La Rochelle¹. C'est un amas confus d'articles, de notes, de documents, le *Nachlass* d'un érudit pieusement passionné pour sa ville natale.

Nous ne ferons que signaler l'ouvrage de M. DE RILLY sur le *Baron d'Oysonville*², qui a été jugé ailleurs de main de maître³.

M. P. DE ANDREIS publie des correspondances utiles pour l'histoire de la Cour des aides de Montpellier⁴ au XVIII^e siècle.

M. F. DUINE a versé les trésors de son érudition bretonne dans une petite histoire de Dol⁵.

Henri HAUSER.

prissent qu'il n'y a pas lieu de refaire l'histoire d'une institution chaque fois qu'on la rencontre dans un domaine donné. On grossit inutilement un volume qu'on aurait sans doute nourri davantage en regardant de plus près « la volumineuse correspondance entre les ministères et les intendants », et non pas seulement la série H des Archives nationales, et aussi en étudiant d'une façon plus directe les archives de Pau.

1. L. de Richemond, *les Rochelais à travers les siècles, récits précédés du Précis historique par A. de Quatrefages de Bréau*. Paris, Jouve et C^{ie}, 1910, in-8°, 386 p., planches. Signalons un fragment de Pierre Mervault, un article et des pièces sur « La Rochelle, cité de refuge et ville de sûreté », des listes de maires, d'intendants, etc.

2. Comte de Rilly, *Une page de l'histoire d'Alsace au XVIII^e (sic!) siècle. Le baron d'Oysonville, 1606-1679*. Paris, Champion, 1910, in-8°, 234 p.

3. Voy. R. Reuss, *Revue critique*, 11 mars 1911, p. 196-198.

4. Paul de Andreis, *la Magistrature française sous l'ancien régime. Une dynastie de premiers présidents (d'après une correspondance inédite de F.-X. de Bon...)*. Paris, H. Champion, 1911, in-8°, 181 p. Le titre indique que M. de Andreis n'a pas résisté à la tentation de transformer en un chapitre d'histoire générale son commentaire des documents publiés p. 87-176. A signaler les « modèles de lettres » que le Premier gardait soigneusement en portefeuille.

5. F. Duine, *Histoire civile et politique de Dol jusqu'en 1789. Petit abrégé d'après les documents originaux*. Paris, H. Champion, 1911, in-8°, 314 p., cartes et gravures (extrait de l'*Hermine*, déc. 1907-sept. 1911); plus une *Table onomastique pour servir à l'histoire de Dol*. Paris, Champion, in-8°, p. 315-348, 2 gravures. Mélange assez confus de chapitres, preuves, appendices, une postface, additions, corrections; et, dans tout cela, beaucoup à prendre, comme dans tout ce qui vient de l'auteur.

HISTOIRE D'ITALIE.

MOYEN ÂGE.

Si le mode de publication des nouveaux *Scriptores rerum italicarum* a l'inconvénient de multiplier l'apparition de *membra disjecta* d'un ensemble dont l'achèvement demandera sans doute encore de longues années, du moins la possibilité de mettre sous presse le travail des collaborateurs actifs, sans tenir compte de l'ordre logique que les textes devraient occuper dans la collection, permet-elle de multiplier à certains moments le nombre des fascicules donnés au public. Une vingtaine ont paru depuis la publication du précédent Bulletin¹. Avec eux se termine l'édition des textes du *Carmen* de Pierre d'Eboli (fasc. 78), de la Chronique du monastère de Saint-André de Mantoue (fasc. 80), de la *Cronica gestorum in partibus Lombardie* (fasc. 88), des Vies de Paul II (fasc. 96), et commencent celles de la *Mesticanza* de Paolo di Lello Petrone, du *xv^e* siècle (fasc. 85), et de la Chronique génoise d'Antonio Gallo (fasc. 87) et de la Chronique milanaise de Frère Stefanardo de Vicomercato (fasc. 86). Le *Diarium* de Burckhart (fasc. 79, 84, 93 et 98), celui de Jacopo Gherardi (fasc. 90, 94 et 95), le *Carmen de vita sua* d'Antonio Astesano (fasc. 81), les Vies des doges (fasc. 97), la Chronique carraraise des Gattari (fasc. 82 et 91), la Chronique florentine de Marchionne di Coppo Stefani (fasc. 83), les Chroniques de Bologne (fasc. 89) et de Faenza (fasc. 92) sont à des degrés d'avancement divers.

La collection des *Fonti* de l'*Istituto storico* n'a pas accru le nombre de ses publications de textes historiographiques, mais elle s'est enrichie de documents juridiques et diplomatiques fort importants. Deux volumes de la série des *Statuti* concernent l'un diverses localités de la campagne romaine, l'autre la petite ville d'Ascoli Piceno. Des textes que MM. TOMASSETTI, FEDERICI et EGIDI ont groupés dans leur recueil², le plus ancien est celui des statuts de Vicovaro, de 1273, le plus récent celui des statuts de Genazzano, de 1379. Le plus développé et le plus intéressant est celui de la

1. Cf. *Revue historique*, t. CIV, p. 131.

2. *Statuti della provincia Romana. Vicovaro, Cave, Roccantica, Ripi, Genazzano, Tivoli, Castel Fiorentino*, a cura di F. Tomassetti, V. Federici e P. Egidi. Roma, Sede dell' Istituto, 1910, in-8°, xiii-444 p. (*Fonti per la storia d'Italia*, n° 48). Un atlas de six planches en phototypie est joint à la publication.

charte de Tivoli (1305), en 318 articles, qui règle minutieusement non seulement les questions de procédure ou de police, mais aussi les attributions des fonctionnaires municipaux, à la tête desquels se trouve un « comte » choisi parmi les citoyens de Rome et un conseil, dont les membres sont en partie désignés par le comte : la suzeraineté de Rome sur Tivoli se trouve ainsi assurée. Les autres statuts édités dans le volume présentent surtout le caractère de règlements de police. Je relève en passant la fréquence des dispositions prises contre « ceux qui se cachent dans une maison pour blesser à coups de flèches les habitants qui passent dans la rue ». Ces textes intéresseront non seulement les historiens du droit, mais aussi les philologues, en raison du grand nombre des formes vulgaires qui se manifestent sous la terminologie latine. C'est en latin, en effet, que sont rédigés les statuts de la province romaine ; c'est en langue vulgaire au contraire que sont rédigés ceux d'Ascoli Piceno, publiés par L. ZDEKAUER et P. SELLA¹. Le texte original était cependant écrit en latin, mais il ne nous est parvenu qu'à l'état de fragments. Les éditeurs ont donc préféré en donner, d'après un incunable de la bibliothèque du Sénat à Rome, une ancienne version italienne qui fournit un texte complet. Ces statuts, qu'il faut rapprocher de ceux, un peu plus anciens, de Florence et de Pérouse, furent promulgués en 1377, à la suite d'une révolte contre le « tyran » Galeotto Malatesta, et comprennent deux parties distinctes : les statuts de la commune, de l'ancien gouvernement aristocratique, qui doivent remplacer un texte du milieu du XIII^e siècle aujourd'hui disparu, et ceux du *popolo*, qui règlent l'organisation des *arti* et édictent diverses mesures de police.

Dans la série des *Diplomi*, M. L. SCHIAPARELLI² a publié, avec le soin et l'érudition auxquels les lecteurs avaient été habitués par ses précédents volumes³, le texte des vingt et un actes authentiques émanés de la chancellerie de Louis l'Aveugle pendant le court règne de ce prince en Italie, — actes auxquels il faut joindre une demi-douzaine de pièces suspectes, — et celui des quelques diplômes

1. *Statuti di Ascoli Piceno dell' anno MCCC LXXVII*, a cura di L. Zdekauer e P. Sella. Roma, Sede dell' Istituto, 1910, in-8°, XXI-509 p. (*Fonti per la storia d'Italia*, n° 47). — Sur P. Sella et son projet de *Corpus* des statuts italiens, cf. *Rev. hist.*, t. XCV, p. 144.

2. *I diplomi italiani di Lodovico III e di Rodolfo II*, a cura di Luigi Schiaparelli. Roma, Sede dell' Istituto, 1910, in-8°, XIII-184 p. (*Fonti per la storia d'Italia*, n° 37). — Cette publication doit être complétée par l'étude diplomatique insérée par M. L. Schiaparelli dans le *Bulletino dell' Istituto storico italiano*, n° 29, p. 105, et n° 30, p. 7.

3. Cf. *Rev. hist.*, t. C, p. 377.

(douze authentiques et deux faux) donnés par Rodolfe II de Bourgogne durant ses expéditions au delà des monts (922-924).

Il a été parlé de la grande entreprise des *Regesta chartarum Italiae* dans un précédent Bulletin¹, où ont été également indiqués les principes adoptés pour l'analyse ou la publication des textes. On se bornera donc ici à signaler les nouveaux volumes parus. Le fonds de l'abbaye de S. Lorenzo a Coltibuono, au diocèse de Fiesole, conservé à l'Archivio di Stato de Florence, a fourni à M. L. PAGLIAI² 556 pièces antérieures au XIII^e siècle et dont la plus ancienne est de 945. Les chanoines P. GUIDI et O. PARENTI³ ont entrepris d'inventorier ou de publier par extraits, d'après les originaux ou d'après deux cartulaires du XIII^e siècle, les chartes du chapitre de Lucques, dans les archives duquel sont conservés non seulement des documents provenant de l'ancien fonds du chapitre lui-même, mais aussi des pièces intéressant divers établissements ecclésiastiques qui lui ont été réunis au début du XV^e siècle. Tous ces actes sont d'ailleurs, bien entendu, fondus dans une seule série chronologique, dont le premier volume comprend un millier de documents allant de 774 à 1145, mais datant pour la plupart des XI^e et XII^e siècles. Le second volume du *Regesto di Camaldoli*, de MM. L. SCHIAPARELLI et F. BALDASSERONI⁴, est consacré aux chartes du XII^e siècle et comprend 639 documents. Enfin, il convient de signaler, comme exemple de publications locales, rattachées « pour ordre » au grand *Corpus* des chartes italiennes, le volume publié par l'active Société historique subalpine, dans lequel M. L.-C. BOLLEA⁵ a réuni une série de pièces concernant la petite ville de Voghera, du X^e siècle à la fin du XIII^e.

M. SMIDT⁶ a défendu l'auteur de la chronique de Sainte-Sophie de Bénévent de l'accusation portée contre lui d'avoir falsifié le texte des diplômes qu'il a insérés dans son œuvre, et a apporté de nombreuses corrections aux études antérieurement faites sur ces actes.

1. Cf. *Rev. hist.*, t. C, p. 377-378.

2. *Regesto di Coltibuono*, a cura di Luigi Pagliai. Roma, Loescher, 1909, in-8°, xi-313 p. (*Regesta chartarum Italiae*, n° 4).

3. *Regesto del capitolo di Lucca*, a cura dei canonici P. Guidi e O. Parenti. Vol. I. Roma, Loescher, 1910, in-8°, xi-447 p. (*Regesta chartarum Italiae*, n° 6).

4. *Regesto di Camaldoli*, a cura di L. Schiaparelli e F. Baldasseroni. Vol. II. Roma, Loescher, 1909, in-8°, vii-337 p. (*Fonti per la storia d'Italia*, n° 5). — Sur le premier volume de ce regeste, cf. *Rev. hist.*, t. C, p. 378.

5. Luigi Cesare Bollea, *Documenti degli archivi di Pavia relativi alla storia di Voghera (929-1300)*. Pinerolo-Pavia, tip. Rossetti, 1909, in-8°, lii-519 p. (*Biblioteca storica subalpina*, XLVI; *Corpus chart. Italiae*, XXXIV).

6. *Das Chronicon Beneventani monasterii S. Sophiae*, Eine quellenkritische Untersuchung, von Dr. Wilhelm Smidt. Berlin, Springer, 1910, in-8°, 146 p.

M. Fritz HERTTER¹ a étudié les quelques traités sur les devoirs des podestats que nous avons conservés, et qui ne sont sans doute que des échantillons d'une littérature peut-être assez abondante. Le plus ancien, l'*Oculus pastoralis*, paraît être de la fin du XI^e siècle, et M. Hertter se prononce contre l'opinion qui en attribuerait la rédaction au jurisconsulte Boncompagno. Le *Liber de regimine civitatum*, le plus complet et le mieux composé, sans doute parce qu'il est l'œuvre d'un secrétaire du podestat de Florence, date de 1228. Brunetto Latini a également inséré dans son *Trésor* un chapitre sur le « gouvernement des citez » auquel M. Hertter a consacré quelques pages.

HISTOIRE PAR RÉGIONS. — M. LENEL² a soumis à une minutieuse enquête les textes relatifs à l'histoire des débuts de la rivalité entre les patriarchats de Grado et d'Aquilée. Le titulaire du siège de Grado, devenu « la nouvelle Aquilée », s'est d'abord contenté de faire valoir ses droits de métropolitain sur la Vénétie. Au milieu du X^e siècle, à ce qu'il semble, il a cherché à étendre ces droits à l'Istrie. De là, au XI^e siècle, fabrication de pièces fausses : un concile apocryphe de 579 et une prétendue lettre du pape Grégoire III. Nous possédons ces documents, et la critique en avait déjà été entreprise par W. Meyer. Mais d'autres ont dû exister, que nous ne possédons plus, en particulier des catalogues épiscopaux, remaniés pour les besoins de la cause, et dont M. Lenel a su retrouver la trace dans les diverses productions de l'ancienne historiographie vénitienne. Peut-être les raisonnements de l'auteur sont-ils parfois un peu difficiles à suivre, parce que le point de départ et le point d'arrivée n'en sont pas assez nettement indiqués, mais le mémoire de M. Lenel peut cependant être cité comme un modèle de discussion ingénieuse. Il n'y a pas là d'ailleurs qu'une simple question de critique de textes : le problème a une portée historique, puisqu'il s'agit en somme des origines de la puissance vénitienne, le patriarche de Grado ayant défendu l'indépendance de la cité des lagunes dans les luttes qu'elle eut à soutenir contre le patriarche franc d'Aquilée. — La seconde partie des études de M. Lenel est consacrée à l'histoire des efforts faits au XIII^e siècle par les patriarches d'Aquilée pour consolider l'existence d'une principauté ecclésiastique s'étendant sur la Carinthie et sur l'Istrie, et du

1. *Die Podestätliteratur Italiens im 12 und 13 Jahrhundert*, von Fritz Hertter. Leipzig-Berlin, Teubner, 1910, in-8°, 83 p.

2. *Venezianisch-Istrische Studien*, von Walter Lenel. Strassburg, Trübner, 1911, in-8°, VIII-197 p. et pl. (Schriften der wissenschaftlichen Gesellschaft in Strassburg, 9 Heft).

démembrement rapide de cette seigneurie, vestige d'un état de choses ancien, qui disparut devant les progrès de la domination impériale en Carinthie et de la puissance vénitienne en Istrie.

L'élégant volume de M. HODGSON¹, sur l'histoire de Venise aux XIII^e et XIV^e siècles, rentre dans la catégorie des ouvrages de vulgarisation scientifique. L'auteur a particulièrement insisté sur les relations de Venise avec l'Orient et sur le développement de sa prépondérance dans les pays du Levant, mais s'est également préoccupé de faire comprendre à ses lecteurs le mécanisme assez compliqué des institutions vénitiennes. La monographie que A. M. ALLEN² a consacrée à l'histoire de Vérone, conçue selon un plan peut-être un peu trop annalistique, embrasse en principe toute cette histoire depuis le commencement du moyen âge, mais on ne s'étonnera pas que les chapitres les plus longs et les plus intéressants soient ceux qui traitent des Scaliger et de l'état social et économique de la ville à leur époque. L'auteur a, d'autre part, justement pensé qu'on ne pouvait, dans une étude d'ensemble sur Vérone, se dispenser de consacrer quelques pages au mouvement artistique. A la différence des deux historiens de Venise et de Vérone dont il vient d'être question, M. HESSEL³ a fait porter ses études sur une période assez restreinte de l'histoire de Bologne, celle de la prospérité de la république au XII^e et au XIII^e siècle. Les origines de la commune sont là comme ailleurs inconnues, mais on constate dès 1116 l'existence d'une communauté organisée, ayant à sa tête des consuls, et peut-être l'influence du célèbre jurisconsulte Irnerius contribua-t-elle à faire accorder à cette communauté le privilège que Henri V lui octroya alors. Les Bolognais prirent part avec la ligue lombarde à la lutte contre Frédéric I^{er}. Frédéric II entreprit de les réduire, mais ne poussa pas plus loin qu'Imola l'expédition qu'il dirigea contre eux, et la défaite d'Enzio, puis la soumission de Modène, que l'empereur avait vainement tenté de fortifier contre sa rivale, assurèrent l'hégémonie de Bologne en Romagne au milieu du XIII^e siècle. Mais cette puissance fut de courte durée. Comme dans la plupart des cités, la lutte

1. F. C. Hodgson, *Venice in the thirteenth and fourteenth centuries*. London, G. Allen, s. d., in-8°, xv-648 p. L'ouvrage est orné d'un certain nombre de gravures; il est regrettable que le seul plan qu'on y trouve soit celui de la Venise contemporaine.

2. *A history of Verona*, by A. M. Allen. London, Methuen, s. d., in-8°, vii-403 p. L'ouvrage doit constituer le premier volume d'une collection d'histoires des villes italiennes.

3. *Geschichte der Stadt Bologna von 1116 bis 1280*, von Alfred Hessel. Berlin, Ebering, 1910, in-8°, xvi-541 p. (*Historische Studien*, Heft LXXX).

entre le *popolo* et les nobles, eux-mêmes divisés entre les deux factions des Geremei et des Lambertazzi, furent funestes à l'indépendance de la république, et, dans le troisième quart du XIII^e siècle, Bologne retombait sous l'autorité plus ou moins nominale du Saint-Siège. M. Hessel ne s'est, du reste, pas borné au récit des événements : on trouvera dans son volume un tableau développé, et qui semble le fruit de recherches approfondies, de la constitution municipale de Bologne au XIII^e siècle. On y remarquera notamment le chapitre consacré aux relations des corps administratifs avec la corporation des notaires et avec l'Université, qui tient une si grande place dans l'histoire de la vie bolonaise au moyen âge.

M^{lle} Margarete MERORES¹ a jugé que les petites cités pouvaient attirer l'attention des érudits aussi bien que les grandes, et a entrepris une histoire de Gaète durant la période antérieure au XII^e siècle, histoire qui jusqu'ici avait peu tenté les travailleurs, en raison surtout de la pénurie des sources historiographiques. De fait, les textes de ce genre ont fourni à M^{lle} Merores peu de renseignements, Gaète, petite ville qui n'acquît un peu d'importance qu'après la ruine de Formies, n'ayant guère attiré l'attention des chroniqueurs. Sa situation fut longtemps incertaine entre le patrimoine de Saint-Pierre, le duché lombard de Bénévent et le duché grec de Naples. Au IX^e siècle, elle est à peu près indépendante sous une dynastie ducale issue du consul Docibilis, puis sous une série de ducs normands, dont le dernier disparaît en 1139, laissant la ville tomber sous l'autorité directe du roi. Mais si les documents narratifs sont rares, les documents diplomatiques du *Codex Cajetanus* sont relativement abondants, et grâce à eux M^{lle} Merores a pu étudier les institutions anciennes de Gaète, montrer comment les *nobiliiores homines*, qui souscrivent à l'origine les actes en qualité de notables, deviennent des *judices*, des fonctionnaires investis d'attribution de juridiction gracieuse et contentieuse, ou comment, autour de la cité, il s'est formé une sorte de féodalité de « comtes », jadis simples possesseurs de grands biens-fonds, devenus au XI^e siècle des barons indépendants, fortifiés dans leurs châteaux.

Après les villes, les campagnes. Le second volume du monumental ouvrage de M. G. TOMASSETTI² sur la campagne romaine est consacré aux localités situées dans le voisinage de la voie Appienne, de la voie Ardeatine et de la voie Aurelienne, c'est-à-dire dans la région

1. *Gaeta im frühen Mittelalter (8 bis 12 Jahrhundert)*, von D^r Margarete Merores. Gotha, Perthes, 1911, in-8°, vii-171 p.

2. Giuseppe Tomassetti, *La campagna romana antica, medioevale e moderna*. Volume secondo : *Via Appia, Ardeatina ed Aurelia*. Roma, Loescher, 1910, in-4°, xi-562 p., pl.

au sud de Rome. Bien entendu, il présente un caractère surtout archéologique et topographique, mais les historiens le consulteront avec profit tant au point de vue de l'identification de certaines localités qu'au point de vue des renseignements qu'il fournit, par exemple sur les familles qui ont joué un rôle dans l'histoire de Rome au moyen âge et sur leurs possessions dans les environs de la ville, celles des Savelli (que l'auteur veut rattacher à l'ancienne race des Crescentii) à Bovile, des Caetani autour du tombeau de Cecilia Metella, des Colonna et des Orsini à Nettuno. M. Tomassetti a donné, pour chacune des localités étudiées par lui, une abondante bibliographie et, pour les principales d'entre elles, un regeste des documents intéressant leur histoire depuis la fin de l'époque romaine jusqu'au xvi^e ou même au xvii^e siècle. — M. Albano SORBELLI¹ a étudié la condition des classes agricoles dans les parties montagneuses de l'Émilie aux xiv^e et xv^e siècles. Son petit volume est le fruit de dépouillements étendus des statuts des petites villes de l'Apennin, — il en énumère environ 120, — et de nombreux dépôts d'archives, en particulier d'archives notariales. Une des principales caractéristiques de l'état économique de la région est l'extrême morcellement de la propriété. Presque chaque habitant possède sa petite terre. Ces cultivateurs, ou du moins ces hommes vivant à peu près exclusivement de l'agriculture et de leurs troupeaux, sont les *vicini*, les citoyens des petites communes comme Frignano ou Borgotaro. Ces communes ont une organisation municipale plus ou moins analogue, en plus simple, à celle des grandes cités italiennes, mais sont elles-mêmes groupées en « fédérations », — trait qu'on retrouve dans quelques autres régions de l'Italie, en particulier dans le Frioul. Certains de ces groupes sont soumis à l'autorité de Bologne et administrés par un podestat venu de la cité. Mais d'autres, qui constituent à proprement parler les communes rurales, ont une existence indépendante. Les petits bourgs qui les composent ont un conseil intercommunal et un podestat élu, assisté de divers agents de rang inférieur.

ÉTUDES DIVERSES. — A peu près en même temps qu'une troisième édition de l'ouvrage de Mgr DUCHESNE² sur les premiers siècles de l'histoire de l'État pontifical paraissait un volume dans lequel M. A. CRIVELLUCI³ a réuni quelques-unes des études publiées

1. Albano Sorbelli, *Il comune rurale dell' Apennino emiliano nei secoli XIV e XV*. Bologna, Zanichelli, 1910, 366 p.

2. L. Duchesne, *les Premiers temps de l'État pontifical*, 3^e éd. Paris, Fontemoing, in-12, vii-421 p.

3. Amedeo Crivelluci, *Le origini dello stato della Chiesa*. Pisa, Spoerri, 1909, in-8°, xv-372 p.

par lui sur le même sujet dans les *Studi storici* et contesté quelques-unes des opinions émises par l'éditeur du *Liber pontificalis*. En particulier, il n'admet point que ce soit le souci de protéger l'indépendance des Romains contre les rois lombards ou contre les empereurs byzantins qui ait inspiré les papes, lorsque ceux-ci firent appel aux souverains francs. Les Romains n'avaient à l'égard des Lombards aucune animosité particulière, et, quant à l'empire d'Orient, ils songeaient si peu à se séparer de lui que, lors de la rupture, à la suite de la querelle des iconoclastes, leur première idée fut de créer un nouvel empereur et d'aller l'installer à Constantinople. Mais le pape craignait personnellement de voir s'établir à Rome un duc lombard ou un haut fonctionnaire byzantin. Il préféra se jeter dans les bras des Francs, moins dangereux à son avis, et leur livrer les Romains. Le travail de M. HIRSCH¹ est un excellent modèle des résultats que l'on peut obtenir en reprenant certaines questions d'histoire carolingienne pour compléter ou rectifier les travaux antérieurs. Son étude sur l'avènement de Bérenger se recommande non seulement par le soin avec lequel ont été poussées les recherches de détail et utilisés tous les travaux publiés dans cet ordre d'idées depuis les *Gesta Berengarii* de Dümmler, mais aussi par la netteté avec laquelle sont présentés les faits. J'attirerai en particulier l'attention sur le chapitre consacré à la situation de la marche de Frioul à la fin du ix^e siècle. Pour M. Hirsch, d'ailleurs, l'avènement de Bérenger n'est pas simplement un résultat obtenu par un duc ambitieux favorisé par les circonstances, c'est aussi une des premières manifestations d'un sentiment « national » lombardo-italien, réagissant contre la conquête franque.

L'ouvrage de M. E. JORDAN² est certainement un des plus importants qui aient paru depuis de longues années dans le domaine de l'histoire d'Italie. Le contre-coup des événements qui accompagnèrent l'expédition de Charles d'Anjou en Italie s'est fait sentir dans toutes les cités de la péninsule, dans des conditions très variables selon les villes. L'histoire de la lutte entre le sacerdoce et l'empire, dont la lutte entre Charles d'Anjou et ses compétiteurs n'est au fond qu'un épisode, n'a plus en effet la même simplicité relative qu'au temps de Frédéric I^{er} ou de Frédéric II, alors que la ligue lombarde maintenait un semblant d'unité dans la politique des villes, et que la question de résistance ou de soumission à l'empereur primait toutes les autres. Dans la seconde partie du xiii^e siècle, au contraire, beau-

1. *Die Erhebung Berengars I von Frioul zum König in Italien*, von Dr Paul Hirsch. Strassburg, Schmidt, 1910, in-8°, x-190 p.

2. *Les Origines de la domination angevine en Italie*, par E. Jordan. Paris, Picard, 1909, in-8°, CLIII-660 p.

coup d'autres éléments interviennent pour modifier à chaque instant les relations entre les villes ou entre les partis. C'est l'époque où les luttes de classes éclatent dans la plupart des cités, à la suite des efforts faits par les *popolani* pour obtenir une part de plus en plus grande dans l'administration des affaires publiques. C'est l'époque aussi où apparaissent les seigneuries, où les anciennes magistratures temporaires se transforment çà et là en principats viagers et même héréditaires, où se constituent aussi de véritables principautés, réunissant entre les mains d'un même « tyran » le gouvernement de plusieurs cités. Telle est la situation d'Ezzelino dans la marche de Trévise, d'Uberto Pallavicini en Lombardie. Qu'on ajoute à cela les conflits entre villes voisines pour des questions de frontières, ou pour l'hégémonie d'une de ces confédérations éphémères comme la Toscane en connut un certain nombre, et l'on se rendra compte combien était lourde la tâche assumée par M. Jordan d'exposer la situation politique des villes italiennes à l'arrivée de Charles d'Anjou. L'introduction de plus de 150 pages par laquelle s'ouvre son volume pourrait constituer à elle seule un ouvrage spécial, véritable manuel d'histoire d'Italie au XIII^e siècle. La responsabilité de l'intervention de Charles d'Anjou incombe à Urbain IV. C'est lorsque ce dernier eut constaté qu'Edmond d'Angleterre pas plus que les princes espagnols n'étaient de taille à le soutenir contre Manfred qu'il se décida à faire appel à un prince français. En principe, il s'agissait de reconquérir au profit du Saint-Siège l'ancien royaume normand, et le pape Clément IV, Français élu par les cardinaux français dont Urbain IV avait peuplé le Sacré-Collège, a continué sur ce point la politique de son prédécesseur. Mais la lutte s'est étendue bien au delà de l'Italie méridionale. Non seulement Urbain IV, pour consolider la situation de son allié, fort précaire au début, dut travailler à lui assurer la sénaterie de Rome, mais dans l'Italie centrale toutes les villes et aussi toutes les factions prirent parti pour l'un ou pour l'autre des adversaires, selon leurs intérêts du moment. M. Jordan a insisté en particulier sur le rôle joué par les banquiers florentins, appartenant pour la plupart au parti alors le plus faible, par conséquent exilés de leurs cités où dominaient des partisans de Manfred. Ils ont donc mis, tout en faisant des conditions très dures, leurs capitaux à la disposition de Charles d'Anjou, qui se débattit longtemps au milieu des difficultés financières. Charles d'Anjou a d'ailleurs été longtemps injustement jugé et par les Allemands, qui ne lui pardonnent point la mort de Conradin, — dont la conduite ne fut pas non plus exempte de tout reproche, — et par les Italiens, pour lesquels il y a peu d'années encore le souvenir des Vêpres siciliennes était celui d'un triomphe national. M. Jordan paraît avoir plus équitablement

apprécié son caractère : ce ne fut pas un saint comme son frère et son énergie devint souvent de la brutalité, mais sa moralité fut supérieure à celle de la plupart des princes ses contemporains et il sut avoir des amis dévoués.

Deux des personnages mêlés aux événements dont le récit fait le sujet du livre de M. Jordan ont été l'objet de monographies. M^{lle} Zippora SCHIFFER¹ a retracé la carrière d'Uberto Pallavicini, qui, d'abord lieutenant de Frédéric II, se créa après la mort de ce dernier une véritable souveraineté indépendante, en se faisant confier sous les noms divers de défenseur ou de recteur des pouvoirs analogues à ceux d'un podestat perpétuel à Crémone, à Plaisance, à Crema, à Brescia, et même à Milan. Sa principauté, d'ailleurs, ne survécut pas aux perturbations apportées à l'état politique des villes italiennes par l'expédition angevine. On ne peut guère reprocher à l'auteur de ce travail très soigné que de s'être un peu trop borné à la biographie de son héros, sans insister suffisamment peut-être sur les rapports entre son histoire et celle de l'Italie de son temps. Pallavicini est d'ailleurs un personnage intéressant, non pas seulement par le rôle qu'il a joué, mais comme un des premiers fondateurs de ces « seigneuries » qui devaient se multiplier au siècle suivant, et c'est ce que M^{lle} Z. Schiffer a bien vu. — Philippe Fontana, archevêque de Ravenne, fut un des agents les plus dévoués de la politique pontificale depuis la date à laquelle, avant toute élection régulière, la faveur de Grégoire IX lui attribua l'évêché de Ferrare, alors une des citadelles du parti impérial, jusqu'au jour où son ami Fra Salimbene le rencontra, malade, porté dans sa litière, mais dirigeant encore, en qualité de légat en Lombardie et en Romagne, la résistance à Conradin. Entre temps, il avait été successivement chargé d'organiser en Allemagne l'élection d'un compétiteur de Frédéric II, d'assurer en Romagne le rétablissement de l'autorité pontificale et de diriger l'armée envoyée contre Ezzelin. Son existence mouvementée méritait la biographie que lui a consacrée M. CANZ².

M. L. CHIAPPELLI³ a repris les recherches entreprises par lui il y a une trentaine d'années sur Cino de Pistoie, ses œuvres juridiques et sa biographie, en particulier sur son séjour en France. Bien que ce séjour ne soit directement attesté que par un texte très

1. *Markgraf Hubert Pallavicini. Eine Biographie*, von D^r Zippora Schiffer. Leipzig, Quelle et Mayer, 1910, in-8°, 120 p.

2. *Philipp Fontana, Erzbischof von Ravenna. Ein Staatsmann des XIII Jahrhunderts*, von Oskar Wilhelm Canz. Leipzig, Quelle et Mayer, 1911, in-8°, XII-103 p.

3. Luigi Chiappelli, *Nuove ricerche su Cino da Pistoia*. Pistoia, Officina tipografica cooperativa, 1911, gr. in-8°, 119 p.

postérieur, M. Chiappelli a pu déduire, d'une série d'observations faites par Cino sur ce qui se passait en France, que le jurisconsulte italien avait sans doute étudié à Orléans et séjourné à Paris. M. SCHÄFER¹ a publié, avec beaucoup de soin et en cherchant à identifier avec autant de précision que possible les personnages mentionnés, des listes de chevaliers allemands au service du Saint-Siège, utile contribution à l'histoire des « compagnies » au XIV^e siècle. On y remarquera (p. 156), dans un document de 1350, la mention de diverses fournitures pour les bombardes.

Enfin, dans le domaine de l'histoire du droit, il faut signaler la très importante étude de M. Hans NIESE² sur la législation des rois normands de Sicile, depuis le temps de Roger II, auquel appartient le recueil d'Assises dit du Vatican. M. Niese a montré toute l'importance de ce recueil, tant comme base de la législation des successeurs de Roger II que parce que l'étude attentive de ses sources permet de préciser quelques-unes des caractéristiques du droit italo-normand. On a facilement déterminé dans ce droit des éléments lombards ou franco-normands, ces derniers surtout reconnaissables dans les institutions de droit public, comme par exemple ce qui touche aux mesures pour le maintien de la paix du royaume ou la création des « justiciers ». On a cru y retrouver aussi des éléments byzantins. M. Niese conteste ce dernier point, et d'une analyse détaillée des statuts de Roger II conclut à des emprunts au droit romain classique, probablement sous l'influence des travaux de l'école bolonaise. Cette influence du droit romain deviendra de plus en plus sensible dans les actes législatifs des successeurs de Roger, actes dont il a dû être formé un recueil que nous ne possédons plus et qui ne sont connus que par l'intermédiaire des constitutions de Frédéric II. C'est dans celles-ci que M. Niese a relevé tous les morceaux empruntés à la législation antérieure pour les grouper méthodiquement et les critiquer, au double point de vue de leur origine et de leur interprétation.

René POUPARDIN.

1. *Deutsche Ritter und Edelknechte in Italien während des 14. Jahrhunderts*. Zweites Buch. Soldlisten und Urkunden der im päpstlichen Dienste stehenden deutschen Reiter, veröffentlicht von Dr. Karl Heinrich Schäfer. Paderborn, F. Schöningh, 1911, in-8°, XII-214 p. (*Quellen und Forschungen hgg. von der Görres-Gesellschaft*, t. XV).

2. *Die Gesetzgebung der normanischen Dynastie im Regnum Siciliae*, von Hans Niese. Halle, Niemeyer, 1910, in-8°, VII-215 p.

HISTOIRE DE L'ART.

RÉPERTOIRES. DICTIONNAIRES. — M. Salomon REINACH¹ publie un troisième volume de son *Répertoire des peintures du moyen âge et de la Renaissance*. Composé sur le même plan que les deux précédents, ce recueil ajoute 1,350 gravures nouvelles aux 2,240 que contiennent les deux premiers tomes. Rien n'est instructif comme de parcourir ces images; elles sont sans prétentions artistiques, mais elles indiquent avec une parfaite clarté tout ce que peut exiger notre curiosité iconographique, et sont accompagnées d'un état civil précis. Et dans les courtes notes bibliographiques, les conservateurs de nos musées trouveraient aussi de fort utiles indications pour les attributions discutées de leurs plus illustres peintures.

La *Gazette des beaux-arts*² et la *Revue de l'Art ancien et moderne*³ viennent de publier presque simultanément des tables récapitulatives. Ces tables, « aménagées avec tout le confort moderne », seront d'une inappréciable utilité. La *Gazette des beaux-arts*, en un demi-siècle d'existence, a mis plus de cent volumes au monde; sa jeune sœur, la *Revue de l'Art ancien et moderne*, en est déjà à son tome XXX. Ces deux recueils constituent une bibliothèque où se trouve le meilleur du travail de nos archéologues et de nos historiens. Les tables, dressées par M. DU BUS pour la *Gazette* et par M. DACIER pour la *Revue de l'Art*, sont donc un instrument indispensable à tous les historiens de l'art.

M. Stanislas LAMI continue la publication de son excellent et très précieux *Dictionnaire des sculpteurs français*⁴. Deux nouveaux volumes conduisent ce répertoire jusqu'à la fin du XVIII^e siècle; c'est dire que ces volumes contiennent d'importants articles sur les Caffieri, Falconet, Pigalle, Houdon, etc..., quantité de sculpteurs qui comptent parmi les meilleurs de notre école; dans chacune de ces notices se retrouvent la conscience et la précision auxquelles nous ont habitués les tomes précédents.

1. Salomon Reinach, *Répertoire de peintures du moyen âge et de la Renaissance (1280-1580)*, t. III, contenant 1,350 grav. Paris, Leroux, 1910, in-8°. 10 fr.

2. Charles Du Bus, *Tables générales des cinquante premières années de la « Gazette des beaux-arts » (1859-1908)*. T. I : *Table des articles*. Paris, in-4°.

3. [Émile Dacier], la *Revue de l'Art ancien et moderne : Tables (1897-1909)*. Paris, in-4°.

4. Stanislas Lami, *Dictionnaire des sculpteurs français du XVIII^e siècle*. Paris, Champion, 2 vol. in-8°.

Parmi les meilleurs instruments des historiens de l'art, il faut maintenant compter les précieux albums de reproductions, tels que ceux qui paraissent à la librairie Hachette. Ces ouvrages peuvent beaucoup pour propager la connaissance et le goût des monuments de l'architecture, de la sculpture et de la peinture. Les éditeurs s'associent ingénieusement afin de les offrir à bon compte au grand public. Il nous est aujourd'hui possible d'avoir sous les yeux l'œuvre entière d'un artiste en des reproductions aussi parfaites que le permettent les procédés de photogravure actuels. Les œuvres sont naturellement classées par ordre chronologique; une introduction importante les précède; le lecteur a sous la main tout ce qui est nécessaire pour bien connaître un artiste et goûter la beauté de son œuvre; des images bien faites, bien classées et des éclaircissements historiques strictement utiles. Les albums de Titien, de Fra Angelico, de Mantegna, de Rubens sont parmi les productions les mieux venues de la librairie moderne¹. — Enfin, bien qu'il n'appartienne pas à cette collection, on peut mentionner à cette place l'album sur l'art roman en France² qui contient d'admirables reproductions précédées d'une introduction fort intéressante.

HISTOIRES GÉNÉRALES. MANUELS. — En deux volumes fort bien présentés, M. Marcel LAURENT³ met le lecteur au courant de l'archéologie chrétienne. Ce livre est né d'un cours public et d'un cours qui dut être excellent. Il suit l'art chrétien depuis ses humbles origines dans les catacombes, depuis les plus anciens sarcophages et les plus anciennes basiliques et il aboutit à la formation de l'art byzantin. Ce travail savant est en même temps un livre facile à lire; l'auteur a su dominer son sujet, et toute sa science ne l'a pas précipité dans la confusion et l'ennui.

L'*Histoire générale de l'art*, publiée sous la direction de M. André MICHEL, s'est enrichie d'un nouveau volume⁴. Nous arrivons enfin au XVI^e siècle, au point culminant de la Renaissance italienne. Un court avertissement de M. A. Michel montre en quelques mots justes comment l'art italien s'est au début du XVI^e siècle centralisé à Rome, où il a pris un caractère plus général, plus ample et aussi plus antique. C'est de cette époque et de cette ville que

1. *Nouvelle Collection des classiques de l'art*. Paris, Hachette, in-8°. Volumes parus : *Dürer*, 12 fr.; *Titien*, 12 fr.; *Mantegna*, 10 fr.; *Michel-Ange*, 7 fr. 50; *Raphaël*, 10 fr.; *Fra Angelico*, 12 fr.; *Rubens*, 15 fr.

2. Jules Baum, *l'Art roman en France*. Paris, Hachette, 1910, in-8°.

3. Marcel Laurent, *l'Art chrétien primitif*. Bruxelles, Vromant, 2 vol. in-8°.

4. *Histoire générale de l'art*, publiée sous la direction de M. André Michel, t. VI. Paris, Colin, 1910, in-8°. 15 fr.

part vraiment l'art classique moderne qui va bientôt rayonner sur l'Europe. — Et tout de suite, dans le chapitre sur l'architecture, M. Marcel REYMOND nous raconte la construction sensationnelle de Saint-Pierre de Rome, le projet de Bramante, les transformations du plan primitif par Michel-Ange et A. da San-Gallo : monument capital d'où est sortie une architecture nouvelle, romaine d'abord et bientôt européenne. L'auteur, passant en revue le Vatican, les palais princiers, fait ressortir la domination de Michel-Ange sur l'architecture vers le milieu du xvi^e siècle ; il montre comment le style baroque est une combinaison du classicisme de Bramante et de l'esprit religieux. Enfin, le chapitre se termine par un radieux tableau de la Venise de Sansovino et de la Vicence de Palladio. Le commentaire de M. Marcel Reymond est excellent, car il dégage bien la physionomie morale de l'architecture et ne se contente pas d'en analyser les procédés ; outre les connaissances historiques et techniques, on y trouve cette intelligence plus profonde que donnent presque toujours la sympathie et l'admiration. Il ne manque à cette étude que d'être rédigée avec plus de souci de plaire.

M. PÉRATÉ continue à nous présenter les peintres d'Italie. A son habitude, il commente avec une exactitude élégante et une très fine sensibilité l'œuvre des artistes ; on rencontre ici les derniers Florentins, après Vinci, la grande école romaine au temps de Raphaël et Michel-Ange, enfin les premiers maîtres vénitiens. Peut-être pourrait-on trouver que cette étude, toujours claire et aisée, ne pénètre pas assez profondément ces puissantes personnalités qu'on veut nous faire connaître. Il analyse, explique en fin lettré les sujets traités dans les chambres du Vatican et sur le plafond de la Sixtine ; mais peut-être ne dit-il pas assez tout ce que cette poésie doit à la manière de composer, dessiner et peindre de chaque artiste. Michel-Ange traduit la Bible ; oui, sans doute. Mais Rembrandt aussi y prendra ses inspirations. Quelles différences pourtant entre l'œuvre des deux hommes ! Elles tiennent à ce qu'il y a de plus intime dans le génie des peintres : les habitudes de l'imagination et les procédés d'expression. Quand on regarde les dessins de Michel-Ange, on voit comment l'imagination de cet homme était faite pour représenter l'effort ou la détente musculaire. C'est dans ses préoccupations habituelles qu'il faut suivre un artiste pour nous le faire comprendre ; on a trop souvent l'impression, en lisant les charmantes notices de M. Pératé, que ce qu'il nous raconte volontiers, c'est à quoi l'artiste songeait le moins. — De même, l'auteur avait à nous faire assister à la profonde transformation qui renouvelle la peinture vénitienne au temps de Giorgione et inaugure l'épanouissement le plus brillant

de cette école. Mais on ne dirait pas que M. Pératé ait cherché à expliquer en quoi consistait cette nouvelle manière de peindre. Ne fallait-il pas ici encore pénétrer à tout prix dans l'imagination et la technique de ces novateurs, sous peine de nous signaler la révolution accomplie par eux sans nous dire ce qu'elle fut ?

Dans cet exposé général de l'art italien, la sculpture était restée un peu en retard, et M. A. MICHEL est obligé de remonter jusqu'à Luca della Robbia pour en reprendre le cours : défautuosité de plan qui ne va pas sans quelque inconvénient ; une bonne part des sculpteurs florentins « primitifs » se trouve non pas dans le volume de Botticelli, mais dans celui de Raphaël, où le lecteur n'aura pas l'idée d'aller les chercher. Dans une histoire générale, le plan est toujours d'une importance primordiale ; la façon dont la matière est coupée, la disposition des chapitres doivent rendre manifeste la conception d'ensemble. Mais, d'ailleurs, les très nombreux sculpteurs du xv^e siècle sont étudiés, analysés, caractérisés avec l'autorité à laquelle nous a habitués M. A. Michel. Dans ce livre sur la sculpture, l'auteur rencontre Michel-Ange sculpteur, comme M. Pératé a rencontré Michel-Ange peintre et M. Marcel Reymond Michel-Ange architecte ; ce retour d'un même nom en trois chapitres était inévitable. Il est difficile de placer et de définir convenablement dans un tableau d'ensemble des hommes de la taille de Michel-Ange. M. A. Michel en a donné une biographie claire, vivante ; un critique qui sait comme lui analyser les formes d'art aurait pu, il est vrai, nous en présenter une psychologie plus interne. Sans doute, il est utile de savoir où Michel-Ange a vécu, quels voyages il a faits, quelles commandes il a reçues, ses procès, ses coups de tête ou même ses coups de poing, mais il n'en reste pas moins que sa vraie existence, celle qui compte, s'est passée dans la solitude de l'atelier, lorsqu'il taillait le marbre avec son ciseau. Ce sont ses figures de pierre qui ont reçu ses confidences ; ce sont elles qui, consultées par un homme habile comme M. A. Michel à faire parler les statues, peuvent maintenant nous révéler le secret de Michel-Ange. M. Romain Rolland a mis à la mode les biographies de grands hommes ; il ne faudrait jamais perdre de vue que l'existence extérieure d'un artiste de génie serait aussi plate que celle de n'importe qui si ses œuvres n'en coloraient les épisodes de leur émouvante poésie. M. A. Michel a-t-il pensé que de belles reproductions le dispensaient du commentaire que nous attendions de lui ? Ses reproductions même ne nous satisfont pas ; je n'y ai vu ni le *David*, ni le *Penseur*, ni l'*Aube*, ni le *Crépuscule*.

C'est un ouvrage d'érudit et d'artiste que le beau livre de

M. Gerald-S. DAVIES¹ sur l'art des tombeaux à Rome jusqu'à la Renaissance. On y passe en revue ces innombrables monuments funéraires qui ornent les parois des vieilles églises de Rome et qui mettent à tout instant sous les yeux du touriste une œuvre admirable et un nom illustre. L'auteur suit pas à pas cette voie des tombeaux et nous rend plus sensible la continuité dans l'évolution de leur style. Longtemps après les premiers sarcophages, aux parois garnies de figures en toge, et au-dessus desquels le haut moyen âge disposa parfois des images byzantines, les Cosmati, à la fin du XIII^e siècle, ornèrent les tombeaux avec de fines mosaïques décoratives faites de débris d'architecture antique. Puis, au XV^e siècle, une charmante Vierge florentine, entourée d'anges, veille sur le gisant et ce sont de délicieux putti qui, sur la paroi du sarcophage, portent le cartouche gravé « *requiescat in pace* ». Ces figures de marbre sont sculptées par d'illustres Florentins ou leurs élèves. Enfin, après Cristoforo Romano et Andrea Sansovino, au temps de Michel-Ange, le style et la pensée se transforment. C'est un autre art qui apparaît avec le tombeau de Jules II, par Michel-Ange, et qui se développera brillamment au XVII^e siècle avec Bernin. L'étude plastique des tombeaux est suivie de notices historiques sur les personnages des principaux d'entre eux.

La Collection des Manuels d'histoire de l'art, publiée sous la direction de M. Henry MARCEL, s'est augmentée d'un volume de M. René JEAN sur les arts de la terre². Cette collection, qui étudie les arts par genres et non par pays, fait tout naturellement prédominer les considérations techniques sur les considérations historiques. Un même procédé assure la continuité d'un art à travers les siècles et maintient une certaine communauté de caractères malgré les différences de civilisations. Une étude de ce genre n'en apporte pas moins de précieux renseignements sur l'histoire de l'humanité. Les céramistes, malgré la fragilité de leurs produits, laissent après eux des monuments presque impérissables. Guerres, incendies et tremblements de terre, qui détruisent tant de choses, laissent subsister les tessons; sous la pioche des archéologues, ils réapparaissent ensuite, seuls débris de civilisations si lointaines, que leur architecture est anéantie et leur littérature impossible à déchiffrer. Quand un archéologue, d'esprit ingénieux et philosophique, comme M. Pottier, fait parler ces débris modestes, il nous montre

1. Gerald-S. Davies, *Renascence; the sculptured tombs of the fifteenth century in Rome*. Londres, John Murray, 1910, in-4°. 21 fr.

2. René Jean, *les Arts de la terre*. Paris, Laurens, in-8°. (Collection des Manuels d'histoire de l'art, publiée sous la direction de M. Henry Marcel.) 7 fr. 50.

en même temps combien les historiens sont encore loin d'avoir épuisé tout ce que peut leur fournir cette philologie de la céramique. Ainsi les chapitres de M. René Jean sur la céramique antique, grecque, persane, musulmane, chinoise suggèrent sur les civilisations orientales leur continuité, leur solidarité, quantité de notions que ne peut soupçonner l'histoire purement politique. L'auteur, après avoir amassé une somme considérable de connaissances, les a classées avec méthode et les a exposées avec clarté et agrément. Il a réussi un livre difficile. Pour coordonner dans un même ouvrage des notions aussi diverses, il faut un effort d'organisation dont les érudits ont coutume de mépriser la vanité; cependant, une maison ne se construit pas sans beaucoup de matériaux et s'ils sont assemblés avec art, est-ce une raison pour leur préférer un vulgaire tas de cailloux?

M. WÖRMANN¹ vient d'achever sa monumentale *Histoire de l'art de tous les temps et de tous les pays* en publiant le troisième et dernier volume. On sait que les deux premiers traitaient de l'art depuis les temps préhistoriques jusqu'à la fin du moyen âge. Le dernier est consacré à l'art en Europe et en Amérique aux XVI^e, XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. On y retrouve la richesse d'information, les qualités d'ordre et d'exactitude qui caractérisaient les deux premiers livres. M. Wörmann ramasse une prodigieuse quantité de notions exactes et les répartit dans des classifications très logiques. Ces trois gros volumes sont des modèles de richesse bien organisée. Pour les temps modernes, il se trouve que la division par siècles coïncide assez exactement avec la manière dont se classent les faits; donc quatre grandes divisions correspondant aux quatre siècles. Dans chacun d'eux, les pays sont passés en revue par ordre d'importance artistique; jusqu'au XVII^e siècle, c'est encore l'art italien qui est à l'origine des écoles d'Europe. Mais aux XVIII^e et XIX^e siècles, M. Wörmann met la France en tête, et en effet, l'art français, depuis le règne de Louis XIV, a vraiment plus que nul autre imposé sa direction à l'art européen tout entier. Comme il est très naturel, M. Wörmann donne pourtant une grande importance à l'art allemand et il l'étudie, semble-t-il, avec le souci de n'omettre aucun artiste. On pourrait d'ailleurs reprocher à M. Wörmann de s'être laissé entraîner à composer ses chapitres par énumérations. Sans doute le lecteur y gagne de ne jamais y chercher un nom en vain; mais cet avantage est compensé par un inconvénient.

1. K. Wörmann, *Geschichte der Kunst aller Zeiten und Völker*, t. III. Leipzig, 1911, in-4°. (Bibliographisches Institut.)

L'évolution générale de l'art, qui entraîne toutes ces individualités, n'apparaît pas aussi nettement. Et pourtant, il me semble qu'une histoire générale doit justement insister sur ce qui dépasse les individualités et qui ne peut trouver place dans les études particulières. A mesure que les histoires de l'art approchent des temps modernes, il est bien rare qu'elles résistent à cette tendance. Sauf dans les chapitres sur l'architecture, l'*Histoire de l'art*, publiée sous la direction de M. André Michel, est en train de devenir une série de courtes monographies. Enfin, peut-être pourrait-on noter combien la difficulté déjà si grande de juger ou définir nos contemporains devient plus grande encore lorsque nous sortons de chez nous. Il y a certainement dans tout art vraiment national, comme dans toute littérature, un génie intime qu'un étranger comprend difficilement. Ainsi, la physionomie de l'art français actuel me paraît bien loin d'avoir été saisie par M. Wœrmann. On sent trop dans son chapitre l'écho de notre critique d'art contemporaine qui est toute polémique et ne peut guère renseigner un historien. Quoi qu'il en soit, ce troisième volume de M. Wœrmann complète un admirable monument historique, monument par la richesse de l'information et par la solidité de l'organisation.

La *Revue historique* a déjà signalé brièvement l'apparition de la Collection d'histoire générale, publiée par la maison Hachette¹, lorsque cette Collection fut inaugurée par le volume de Sir W. ARMSTRONG sur l'art anglais. Elle paraît sous le titre « *Ars una, species mille* », titre qui englobe, sous une même devise, une collection d'histoires de l'art par pays, écrites, autant que possible, par des historiens de chacun de ces pays; ces volumes, traduits en plusieurs langues, devaient naturellement paraître sous une même étiquette; comme langue internationale, le latin a été préféré à l'esperanto. La première originalité de cette collection est donc que chaque volume aura été pensé et écrit dans la langue de l'art qui y est traité. Ne doit-on pas attendre d'une rédaction de ce genre une connaissance plus approfondie, une intelligence plus complète de l'art étranger? Il est toujours bien difficile de se dénationaliser assez pour pénétrer le génie d'un peuple et l'art qui est l'expression de ce génie. Ainsi, Sir W. Armstrong décrit l'art anglais de tout autre façon que ne l'eût fait un historien français; M. Armstrong, tout au long de son histoire, paraît hanté par la préoccupation de bien dégager l'indépen-

1. Volumes parus : Sir William Armstrong, *Grande-Bretagne et Irlande*; Corrado Ricci, *Italie du Nord*; Louis Hourticq, *France*. Paris, Hachette, in-12. (Collection *Ars una, species mille*.) 7 fr. 50.

dance de l'art anglais par rapport à la France. Aussi est-il loin d'être d'accord avec nos archéologues sur l'origine de l'architecture gothique par exemple. Il considère le gothique français et le gothique anglais, non pas comme dérivés l'un de l'autre, mais comme dérivés l'un et l'autre de la même architecture normande; les cathédrales d'Angleterre seraient sœurs et non pas filles des nôtres.

Une seconde originalité de cette Collection est dans l'extraordinaire richesse de son illustration. Les gravures y sont comprises, ainsi qu'il convient dans des manuels, comme des documents et non comme de luxueux hors-texte. Le grand nombre a été préféré à la grande dimension. Cette multitude de vignettes bien groupées sont extrêmement utiles, et de leur succession même se dégage un enseignement très précis. Est-il besoin de dire que l'éditeur a mis son point d'honneur à faire de ces petits volumes des bijoux typographiques ?

Cette Collection est déjà riche de trois volumes. L'un, sur l'art anglais, par Sir W. Armstrong, a déjà été signalé ici; l'autre, sur la France, par M. L. Hourticq, a été présenté par M. G. Monod dans un précédent numéro de la *Revue*; enfin, un de M. Corrado Ricci sur l'Italie du Nord.

Le livre de M. Corrado Ricci est bien d'un historien archéologue qui connaît familièrement tous les artistes, toutes les œuvres, toutes les vieilles pierres de son pays. Le nombre d'artistes et de monuments cités, définis, est incroyable, et sur les points où l'on pensait avoir le moins à apprendre, M. Corrado Ricci apporte pourtant des œuvres et des précisions nouvelles. Pour la masse des lecteurs même, le livre paraîtra peut-être trop riche. Le plan suivi par l'auteur est un plan régional. En France et en Angleterre, un plan de ce genre ne se fût pas justifié, et il était nécessaire de montrer comment la puissante personnalité nationale a, de bonne heure, donné à l'art de ces pays une physionomie générale très caractérisée. Pour l'Italie, si l'on ne voulait pas faire violence aux choses, le plan devait rappeler que, durant ses plus beaux temps de floraison artistique, ce pays vivait morcelé en un grand nombre de principautés et de républiques indépendantes. La vie locale a été fort active dans chacun de ces centres et l'art y a pris une physionomie originale. Nous aimons à retrouver les monuments de ces civilisations diverses lorsque nous parcourons l'Italie. Padoue, Vérone, Vicence, Ferrare, Venise, etc..., bien que villes voisines, ont chacune un caractère bien distinct, parce qu'elles ont toujours eu leur manière particulière de bâtir et de peindre. On ne peut donc désapprouver un plan qui permet de mieux faire revivre des physionomies locales, des civilisations muni-

cipales et de mieux faire comprendre la prodigieuse variété artistique de la Renaissance et du moyen âge italiens. L'art de l'Italie moderne, de l'Italie unifiée tend naturellement à faire disparaître cette diversité; les grandes galeries se ressemblent de Milan à Naples, et aussi les statues de Victor-Emmanuel ou de Garibaldi. Cet art du « risorgimento » a-t-il une physionomie originale? M. Corrado Ricci n'a pas tenté de la définir.

MONOGRAPHIES D'ARTISTES. — Le savant petit livre que M. MARIIGNAN¹ consacre à la sculpture gothique ajoute certainement quelques précisions nouvelles à ce que nous savons déjà sur cette réapparition de la statuaire au XII^e siècle. M. Marignan s'attache avant tout à grouper les écoles et à dater, au moins relativement, les œuvres les plus importantes. Il date les statues par le costume, ce qui est en somme une méthode fort raisonnable, les premières statues de l'âge roman ayant été ingénument naturalistes, et copiant avec la précision un peu naïve des œuvres primitives les minuties du costume. M. Marignan pose constamment la question de dates, et c'est par le dessin des biaux et des hauberts qu'il la résout. L'ensemble du livre tend à prouver que, après l'éclosion éphémère d'une école de sculpture à Toulouse-Moissac, vers le milieu du XII^e siècle, la *Francia* devint le centre artistique de la France, durant le troisième tiers du XI^e siècle, et M. Marignan pense que les œuvres romanes de Poitou et de Bourgogne, d'est et d'ouest, sont postérieures aux sculptures du portail royal de Chartres et en dérivent.

Il ne se passe guère d'années qu'il n'y ait un livre sur la question Van Eyck. Elle continue à passionner plus que jamais les historiens de l'art. Les uns se préoccupent surtout du problème des origines, d'autres cherchent la part de chacun des frères dans l'œuvre commune. C'est cette seconde question que s'est continuellement posée M. DURAND-GRÉVILLE dans l'ouvrage important et richement illustré qu'il vient de publier². Son livre n'est pas une présentation de la personne et de l'œuvre des Van Eyck; on y trouve plutôt les notes d'un critique touriste qui est allé voir tous les panneaux attribués aux Van Eyck pour vérifier une hypothèse, une conception spéciale du génie de Hubert, l'aîné des deux frères. D'un bout à l'autre, le livre est donc dominé par cette question : Hubert ou Jean? Question qui à la longue fatigue le lecteur, car on n'y apporte

1. A. Marignan, *la Décoration monumentale des églises de la France septentrionale du XII^e au XIII^e siècle*. Paris, Leroux, in-12. (Petite Bibliothèque d'art et d'archéologie.)

2. E. Durand-Gréville, *Hubert et Jean Van Eyck*. Bruxelles, Van Oest, 1910, in-4°.

jamais de réponse péremptoire. M. Durand-Gréville part d'une conception de l'esthétique et de la manière de chacun des deux frères : Hubert est idéaliste, Jean est réaliste, ou encore : Hubert est un observateur de la vie en mouvement, tandis que Jean est le traducteur de l'attitude immobile. C'est avec des critères aussi imprécis que l'on trace dans l'*Agneau mystique* le partage entre les deux frères. C'est faire des mesures avec d'inconsistantes nébuleuses. Quoi qu'il en soit, Hubert regagne sur Jean presque tout le bagage de la communauté. La tendance est d'ailleurs en ce moment assez générale chez les historiens de donner à l'ainé plus qu'au cadet. Il y a bien de l'ingéniosité dans le livre de M. Durand-Gréville ; mais ses démonstrations n'en paraissent que plus fragiles ; il est étonnant que l'on puisse apporter tant de finesse et de minutie dans la pure incertitude.

M. L. DIMIER¹, — et il faut le louer de cette largeur d'esprit, — n'est certes pas nationaliste en art. Ce n'est pas lui qui chassera les Flamands et les Italiens de notre histoire au cri de : la France aux Français. Fort justement irrité par le zèle étroit de quelques érudits trop patriotes, il passe sa mauvaise humeur sur les pauvres « primitifs français » et, fort méchamment, il réfute Bouchot en cognant sur Fouquet. Tant de fiel entre-t-il... Et nous constatons une fois de plus qu'un livre de polémique n'est pas un livre équitable. Un livre qui contiendrait des erreurs matérielles, mais où il y aurait de la sympathie ou seulement de la sérénité, serait à conseiller de préférence à celui-ci. Le ton même du livre est faux. Mais, d'ailleurs, les affirmations de détail offrent-elles toute garantie ? C'est une hagiographie bien frivole qui peut (p. 37) prendre un saint Jacques pour un saint Pierre.

Pour circuler dans l'inextricable fourré des primitifs allemands, il faut un guide sûr qui ait bon pied, bon œil. Le petit livre de M. RÉAU² est étonnant de netteté, de mouvement, de vivacité. On ne se douterait pas à le suivre que l'on traverse une des régions les plus difficiles de la géographie de l'art. Tout ce qu'on pourrait lui reprocher peut-être, c'est de ne pas regarder toujours avec assez de sympathie ces primitifs souvent vulgaires, mais qui peuvent paraître d'autant plus touchants qu'ils sont un peu balourds. De tous ces primitifs, ceux que M. Réau préfère sont Conrad Witz de Souabe et Michel Pachet le Tyrolien, c'est-à-dire les moins allemands de

1. L. Dimier, *les Primitifs français*. Paris, Laurens, 1911. (Les Grands Artistes.)

2. Louis Réau, *les Primitifs allemands*. Paris, Laurens, 1910, in-8°. (Les Grands Artistes.)

tous, car dans le premier on retrouve le pittoresque et le naturalisme gracieux des enlumineurs à la française, et le second est tout préoccupé déjà d'effets de perspective et de composition à la manière padouane.

Il y a moins de netteté, mais plus de force de sympathie dans l'important travail de M. A. GIRODIE sur Martin Schöngauer¹. Il a même fallu chez l'auteur une patiente ardeur pour pousser à fond une aussi laborieuse enquête. M. Girodie a exploré avec soin tous les recoins de son sujet; les pages sont bourrées de noms et de faits. Le livre est dominé par la figure de Schöngauer, l'artiste un peu mystérieux en qui vinrent se concilier le tendre mysticisme de Cologne et le dur naturalisme de Van der Weyden ou Thierry Bouts. Le livre commence par des pages sur le milieu rhénan, sur l'art d'où est sorti Martin Schöngauer et s'achève en suivant le rayonnement de son influence bien au delà des frontières d'Alsace. Un copieux catalogue des principaux artistes et des principales œuvres du xv^e siècle rhénan et une monumentale bibliographie nous permettront désormais d'utiliser l'érudition de M. Girodie.

C'est un des meilleurs ouvrages de la collection des Maîtres de l'art que le livre de M. BERTAUX sur Donatello². Peut-être souhaiterait-on que le portrait d'ensemble du sculpteur florentin fût campé, construit, avec plus de certitude; la synthèse finale pourrait être établie avec plus de décision; mais pour tout le reste, ce travail est un modèle de science utile, d'analyse ingénieuse. L'œuvre du sculpteur est étudiée en détail, mais sans érudition oiseuse; l'auteur, qui connaît admirablement son sujet, fait quantité de rapprochements avec les œuvres du même temps ou d'une inspiration analogue. Quand un motif apparaît, il en trace l'historique et peut montrer d'une manière précise le degré d'originalité de Donatello. S'il fallait prouver que l'histoire de l'art peut être intéressante, il faudrait prendre des exemples dans un livre de ce genre. On verrait qu'elle ne consiste pas à raconter des histoires à propos des œuvres d'art, mais à les expliquer, à les lire. Ce qu'il importe avant tout devant les œuvres des hommes de génie, c'est de bien comprendre les nuances de leur pensée. M. Bertaux sait admirablement lire le langage des formes.

Ce qui manque au livre de M. DE FOVILLE³ sur les della Robbia,

1. André Girodie, *Martin Schöngauer*. Paris, Plon, 1911, in-8°. (Les Maîtres de l'art.)

2. Em. Bertaux, *Donatello*. Paris, Plon, 1911, in-8°. (Les Maîtres de l'art.) 4 fr.

3. De Foville, *les Della Robbia*. Paris, Laurens, 1910, in-8°. (Les Grands Artistes.) 2 fr.

ce sont justement ces précisions d'analyse. Mais peut-être le sujet n'y prêtait-il pas. Ces jolies pages conviennent à ce sujet; elles sont douces, un peu molles parfois comme les madones si nobles de Lucca della Robbia. Pourtant le commentaire accentue peut-être trop que ces charmantes figures se ressemblent un peu.

La publication d'une édition nouvelle de Mrs Julia CARTWRIGHT¹ prouve le succès de cet excellent ouvrage et la fidélité du goût anglais pour l'art florentin de Giotto à Vasari. Ce petit manuel, clair, précis, au courant des discussions les plus récentes, est pourtant très modérément révolutionnaire et peut-être même un peu trop traditionnaliste dans les chapitres sur Cimabué et Giotto.

Dans une langue un peu cherchée et dont la manière précieuse convient bien au modèle qu'il s'agissait de décrire, M. SCHNEIDER² a composé sur Botticelli un livre charmant par la pénétration du sentiment et la justesse du commentaire. La seconde moitié du volume est une excellente dissertation sur le style de Botticelli et se termine par une conclusion qu'il faut accepter : si l'art de Botticelli nous apparaît complexe et inquiet, c'est que la pensée n'a pas trouvé un langage assez souple pour la traduire; il y a là « une confiance qui n'a pas trouvé ses mots ».

Une étude scrupuleuse de M. GIELLY³ sur le Sodoma revise le catalogue des œuvres attribuées à ce maître et commente avec beaucoup de sentiment le peintre voluptueux de Monte-Oliveto, de la Farnésine et de San-Domenico de Sienne. M. Gielly s'élève contre la tradition qui fait de Sodoma un disciple de Vinci; et, sans doute, Sodoma non plus que Luini ne s'est pas formé dans l'atelier du grand Florentin. Mais la tradition a-t-elle tort quand elle reconnaît chez ces deux artistes une manière de peindre, rendue possible seulement par les innovations de Léonard? Il paraît difficile de méconnaître que le *sfumato* de Vinci ait, après 1500, donné de la souplesse et du mystère aux robustes beautés de Lombardie.

Le livre de M. Marcel REYMOND, sur Bernin⁴, est une sorte de réhabilitation enthousiaste; et il ne fait que rendre justice à l'un des artistes les plus significatifs de l'Italie, au plus étonnant génie créateur que Rome ait connu après la mort de Michel-Ange, à celui que nous rencontrons constamment dans la ville pontificale où nous

1. Mrs Julia Cartwright, *The painters of Florence from the thirteenth to the sixteenth century*. London, John Murray, 1910.

2. Schneider, *Botticelli*. Paris, Laurens, 1910, in-8°. (Les Grands Artistes.)

3. L. Gielly, *Giovanni-Antonio Bazzi, dit le Sodoma*. Paris, Plon, 1911, in-4°. (Les Maîtres de l'art.) 4 fr.

4. Marcel Reymond, *le Bernin*. Paris, Plon, 1910, in-8°. (Les Maîtres de l'art.) 4 fr.

allons chercher Raphaël et Michel-Ange. Son rôle fut immense; il est un des initiateurs de l'art catholique moderne par la hardiesse avec laquelle il a su concilier les formes païennes et la pensée religieuse. M. Marcel Reymond note très justement sa parenté avec Jean de Bologne, avec Corrège, avec Rubens même. Il aurait pu insister davantage sur l'influence antique; l'*Apollon* du Belvédère et la *Niobé* lui ont servi de modèles. L'admiration de l'auteur pour Bernin gagnerait d'ailleurs à être moins continue; l'homme qui a sculpté le cavalier de la pièce des Suisses à Versailles s'est trompé quelquefois. Quant à son influence, M. Marcel Reymond l'exagère peut-être un peu en la retrouvant chez tous les sculpteurs, qui depuis aimèrent le pathétique et la fougue du mouvement.

Dans un ouvrage récent, composé en collaboration avec Gustave Ludwig, M. MOLMENTI avait raconté avec des documents inédits et commenté d'une manière originale la vie et l'œuvre de Carpaccio. Aujourd'hui, c'est l'existence et l'œuvre de Tiepolo qu'il nous présente en un ouvrage copieux et plein de faits¹. M. Molmenti connaît à merveille l'art vénitien, à l'histoire duquel il s'est consacré. Il nous montre cette fois la peinture vénitienne à son déclin et subitement l'apparition éblouissante de Tiepolo, dont les peintures et les fresques, depuis 1715 jusqu'à sa mort, en 1770, se multiplièrent à Venise, en Vénétie, dans les églises de Lombardie, en Allemagne, au palais de Wurzburg, au Palais-Royal de Madrid et chez combien d'amateurs, alliant la fougue puissante des maîtres du xvi^e siècle à la vivacité nerveuse et spirituelle du xviii^e siècle. Tiepolo a projeté en plein ciel, au milieu des nuages blancs, les figures richement drapées de Véronèse; elles animent les voûtes des églises vénitiennes de leur voltige infatigable. M. Molmenti commente le sens de ces brillantes images où notre regard ne voit d'abord qu'une spirituelle décoration. D'excellentes gravures mettent sous nos yeux l'œuvre complète du peintre; ce beau livre est un modèle de luxe élégant.

La biographie de Philibert de l'Orme², par M. Henri Clouzot, utilise avec beaucoup d'art quantité de menus documents; bien qu'il nous ait beaucoup parlé de lui-même, l'existence de ce grand artiste est loin d'être pour nous sans mystère. M. Clouzot comble par des suppositions vraisemblables les lacunes de nos connaissances et nous donne ainsi l'impression d'une biographie continue. Cette biographie est placée entre deux courts chapitres d'introduction et de conclusion

1. Pompeo Molmenti, *Tiepolo. La vie et l'œuvre du peintre*, trad. par H.-L. de Perera. Paris, Hachette, 1911, in-4°.

2. H. Clouzot, *Philibert de l'Orme*. Paris, Plon, 1910, in-8°. (Les Maîtres de l'art.) 4 fr.

où le style de Ph. de l'Orme est défini et situé dans le courant de notre art national. Ce grand architecte, tout féru qu'il était d'antiquité, reste étroitement attaché aux traditions nationales; dans ses efforts pour parler latin, il conserve un fort accent français.

Parmi tant de monographies, on est heureux de rencontrer un livre de synthèse. Le livre de M. H. LEMONNIER, sur l'art français au temps de Louis XIV¹, est un ouvrage minutieux; si les touches sont menues, ce n'est pas par timidité, mais par scrupule. Non seulement tout a été ici contrôlé, pesé, examiné, mais les affirmations ne se présentent pas sans les restrictions utiles et l'éclat des couleurs est sacrifié à l'exactitude des nuances. Ce livre fait suite au volume du même auteur, sur l'art sous Richelieu et Mazarin, ouvrage qui, par la sûreté de sa méthode et la clarté de son plan, a servi bien souvent de modèle aux aspirants docteurs. M. Lemonnier y montre comment l'art français a été, durant une trentaine d'années, soumis au goût du roi, à la centralisation administrative de Colbert et à l'hégémonie de Le Brun. On sait combien cette organisation de l'art a été critiquée par les historiens depuis Vitet jusqu'à Courajod. Malgré toute sa sympathie et toute son admiration pour Courajod, dont il a publié les notes de cours, M. Lemonnier s'est bien gardé des exagérations et des violences du bouillant et généreux contempteur des classiques. En excellent historien, il comprend trop bien les raisons de cet art, il montre trop clairement comment il a été déterminé par l'état de la société pour supposer qu'il aurait pu être différent et se perdre en vains regrets.

Téniers, si populaire, n'avait pas sa biographie en français. M. Roger PEYRE² lui en a fait une qui n'est point sans agrément. En passant, il signale la réelle importance de ce « petit maître » dans l'évolution de la peinture entre Rubens et Watteau. Ce riche bourgeois, homme de cour, peignait des magots, des tabagies ou de délicats paysages, parce que ces motifs étaient admirables pour bien faire valoir l'esprit incisif de sa touche.

M. Paul LAFOND³ continue à nous faire connaître les peintres d'Espagne en nous présentant l'art puissant et dramatique de Zurbaran et de Ribera.

M. Dumont WILDEN⁴ a écrit, à propos des portraitistes français

1. H. Lemonnier, *l'Art français au temps de Louis XIV (1661-1690)*. Paris, Hachette, 1911, in-12. 3 fr. 50.

2. Roger Peyre, *Téniers*. Paris, Laurens, 1911, in-8°. (Les Grands Artistes.) 2 fr.

3. Paul Lafond, *Ribera et Zurbaran*. Paris, Laurens, 1911. (Les Grands Artistes.)

4. Dumont Wilden, *les Portraitistes français du XVIII^e siècle*. Paris, Laurens, 1910, in-8°.

du XVIII^e siècle, un livre rempli de remarques justes et fines sur les relations de la société et de l'art. Il y montre une réelle pénétration et son analyse n'est pas faite seulement des traditionnelles anecdotes sur l'esprit et la galanterie du XVIII^e siècle. C'est un peu la physionomie morale du temps d'après les portraits qu'il nous a laissés. Mais, je ne sais s'il y a un fonds historique très résistant sous cette étude psychologique si bien présentée. Quelques brèves incursions dans l'histoire générale sont presque inquiétantes. Telle quelle, cette étude, un peu en l'air, est d'un essayiste de talent et se lit avec beaucoup d'agrément.

M. Gabriel MOUREY¹ traite avec faveur les préraphaélites anglais. Il donne une bonne définition de cette école : « Le naturalisme des préraphaélites ne porte que sur les moyens d'exécution ; leur inspiration demeure idéaliste ; le naturalisme de Georges Eliot en donne, littérairement, une idée assez exacte. » Après quoi, il caractérise les principaux des maîtres de ce groupe : D.-G. Rosseti, le peintre des grandes blondes aux yeux extasiés, magnifique, impétueux, prodigue, capricieux, absurde ; Holman Hunt, tenace, énergique, exact, qui traduit de délicats symboles avec un réalisme méticuleux ; Millais, excellent peintre, un observateur qui finit par abandonner le groupe préraphaélite pour devenir anecdotier ; Madox Brown, dont quelques tableaux sont pleins de sens et de beauté ; Burne Jones, le plus populaire en France, qui raconte les légendes médiévales en style florentin ; Watts, enfin, dont les symboles parfois ambitieux n'ont pu toujours fournir un corps à ses abstractions.

M. Prosper DORBECH² vient de composer un ouvrage charmant sur Théodore Rousseau, une vraie biographie de paysagiste, où les seuls événements sont les découvertes et les émerveillements du peintre devant la nature ; livre écrit avec amour, par petites touches fines, justes, expressives ; existence sans événements, mais toute remplie de rêveries et de sensations. Immobilisé au milieu d'un paysage, Rousseau était si attentif, si tranquille que, sous son long manteau, il ressemblait, dit son ami Diaz, à une ruche. M. Prosper Dorbec a bien rendu cet art, si difficile à définir, où une philosophie naturaliste subconsciente ne parvient pas à l'idée claire ; son style même, où la recherche ne va pas toujours sans quelque excès, s'harmonise bien à un peintre qui s'est ingénié jusqu'à l'artifice pour atteindre la nature. Il faut contempler longuement Rousseau

1. Gabriel Mourey, *les Préraphaélites anglais*. Paris, Laurens, in-8°. (Les Artistes célèbres.)

2. Prosper Dorbec, *Théodore Rousseau*. Paris, Laurens, in-8°. (Les Grands Artistes.)

pour le bien pénétrer; il n'est pas toujours inutile de relire plusieurs fois son commentateur pour le comprendre.

MONOGRAPHIES MONUMENTALES. ART RÉGIONAL. — Il convient de signaler l'apparition de nombreuses monographies monumentales. Ces petits ouvrages seront très utiles, car ils mettent à notre portée des renseignements qu'il serait long de découvrir dans les revues spéciales ou les archives de province. Le livre de M. DELAHACHE, sur la cathédrale de Strasbourg¹, n'est pas seulement une excellente monographie monumentale; c'est éclairée par la lumière de l'art l'existence d'une ville, et de quelle ville! M. Delahache, l'auteur de la *Carte au liséré vert*, un des livres les plus émouvants écrits en ces dernières années, n'est pas seulement un érudit scrupuleux, c'est un écrivain; dans sa description de la cathédrale de Strasbourg, il a su nous faire sentir l'âme de l'Alsace.

M. l'abbé ROCHIAS² a publié des gravures des fameux chapiteaux romans de Saint-Nectaire, avec un commentaire ingénieux pour en donner le sens. Cette iconographie romane est pleine de symboles encore mystérieux et par suite d'un intérêt extrême.

Notons aussi une étude de M. REY³, sur la cathédrale de Cahors, composée avec soin, écrite avec goût. L'auteur prétend que des trois grandes cathédrales à coupole du sud-ouest : Cahors, Angoulême, Périgueux, celle de Cahors serait la plus ancienne et qu'elle aurait servi de modèle ou tout au moins serait le point de départ. — Une coquette, spirituelle étude sur Souvigny, monastère clunisien qui a laissé deux chefs-d'œuvre, une bible enluminée du XII^e siècle et une fort belle église qui eut à souffrir des guerres et des révolutions⁴. — Sur la cathédrale de Tarbes, M. Louis CADDAU⁵ a publié une étude très riche de détails et d'une grande précision technique. Il nous renseigne sur tout ce que lui ont appris les fouilles et les restaurations qu'il a eu à diriger.

La petite Collection de monographies monumentales⁶, publiée sous

1. G. Delahache, *la Cathédrale de Strasbourg*. Paris, Longuet, 1910, in-12. 2 fr. 50. — C'est dans cette même collection qu'ont déjà paru deux volumes, l'un sur *l'Église abbatiale de Saint-Denis et ses tombeaux*, par Paul Vitry et Gaston Brière, l'autre sur *Notre-Dame de Paris*, par Marcel Aubert.

2. L'abbé G. Rochias, *les Chapiteaux de Saint-Nectaire*. Caen, Delesques, 1910, in-8°.

3. Docteur Émile Rey, sénateur, *la Cathédrale de Cahors*. Cahors, 1910, in-12.

4. A. Limagne, *Souvigny*. Montluçon, 1911, in-8°.

5. Louis Caddau, architecte, *Monographie de la cathédrale de Tarbes*. Paris, Champion, 1911, in-8°.

6. *Petites monographies des grands monuments*, publiées sous la direction de M. E. Lefèvre-Pontalis. Paris, Laurens, in-12. Derniers volumes parus :

la direction de M. E. LEFÈVRE-PONTALIS, s'est enrichie d'un certain nombre de volumes. Signalons, en particulier, le travail de M. J. LARAN sur la cathédrale d'Albi : monographie précise, claire dans la description technique et aussi d'un intérêt émouvant par les souvenirs historiques qui en expliquent la physionomie un peu farouche. — La cathédrale de Reims est étudiée par M. DEMAISON, qui a recherché les noms des maîtres de l'œuvre successifs ; à retenir que l'auteur s'élève contre la tradition d'après laquelle la cathédrale aurait été augmentée après coup de trois travées et sa façade avancée d'autant. Il explique autrement le contraste entre le style plus moderne des piliers et le caractère plus archaïque des statues de la façade. Toutes ces monographies se recommandent par la précision, la concision et leur caractère pratique. Souhaitons le rapide développement de cette excellente collection.

Il est toujours fort amusant de suivre dans les monographies de la Collection des Villes d'art célèbres l'évolution des différents styles qui se sont succédé en Europe et de voir comment ils ont contribué à former la physionomie complexe des plus belles de nos cités modernes. Chacune d'entre elles conserve d'ailleurs l'empreinte dominante d'un siècle ou d'une période artistique. Clermont-Ferrand et l'Auvergne nous intéressent surtout par leurs ruines romaines et leurs monuments romans. Ces origines sont excellemment exposées par MM. DESDEVICES DU DEZERT et LOUIS BRÉHIER ; le livre de M. SERVIÈRES, sur Dresde, met sous nos yeux de l'architecture rococo ; celui de M. HYMANS, sur Bruxelles, nous promène au milieu d'une ville industrielle entre toutes et qui ne cessa depuis le XIII^e siècle d'être une capitale artistique.

M. Joseph BRASSINNE² achève en un tome II une importante histoire de l'Art mosan qu'avait commencée M. Jules HELBIG. Ce volume va du XVI^e au XVIII^e siècle. Nous y voyons comment le pays

L'Abbaye de Vézelay, par Charles Porée ; *le Château de Rambouillet*, par H. Longnon ; *Saint-Pol-de-Léon*, par L.-Th. Lécureux ; *le Château de Vincennes*, par le capitaine F. de Fossa ; *l'Abbaye de Moissac*, par A. Anglès ; *l'Hôtel des Invalides*, par Louis Dimier ; *la Cathédrale de Reims*, par L. Demaison ; *la Cathédrale du Mans*, par G. Fleury ; *la Cathédrale d'Albi*, par Jean Laran ; *la Cathédrale de Bourges*, par Amédée Boinet ; *le Château d'Anet*, par Alphonse Roux ; *la Cathédrale de Lyon*, par L. Bégule ; *le Mont-Saint-Michel*, par H. Besnard.

1. *Les Villes d'art célèbres*. Paris, Laurens, in-8°. Derniers volumes parus : *Bruxelles*, par Henri Hymans ; *Dresde*, par Georges Servièrès ; *Clermont-Ferrand*, par G. Desdevises du Dezert et Louis Bréhier ; *Cracovie*, par Marie-Anne de Bovet.

2. Jules Helbig et Joseph Brassinne, *l'Art mosan*, t. II. Bruxelles, Van Oest, 1911, in-fol.

de Liège tient dans l'histoire de l'art une place honorable en face de Bruges et Anvers. C'est de là que vinrent les frères de Limbourg, les Van Eyck, Patenier, de Blès. L'école d'un des meilleurs romannistes, Lambert Lombard, est liégeoise. Flémalle, Laïresse, les deux plus illustres représentants de la peinture classique du ^{xvii}^e siècle dans les Pays-Bas, le sont également. Enfin, ce pays de la Dinanderie a vu fleurir aussi au ^{xviii}^e siècle un art décoratif charmant. Ces hommes et ces œuvres sont étudiés avec une sympathie très légitime et la richesse de documents habituelle chez les historiens de l'art belge; car ces régions ont conservé religieusement quantité d'archives qui manquent trop souvent aux historiens de notre art.

Dans la jeune Collection des Grands Artistes des Pays-Bas, un livre très savant de M. J. BOSSCHÈRE¹ présente les sculpteurs d'Anvers, des origines au ^{xvi}^e siècle. Après un début un peu confus sur les origines barbares de l'art gothique, où des citations de Courajod ne jettent pas une vive lumière, l'ouvrage contient un tableau de la vie brillante des Flandres sous les ducs de Bourgogne et des renseignements fort précieux sur l'organisation du travail dans ces ateliers, d'où sortirent tant de retables en bois sculpté. M. Alphonse GERMAIN² suit les Néerlandais en Bourgogne, à Dijon, la ville de Philippe le Hardi, de Claus Sluter, de Malouel et Bellechose. Il analyse et décrit leurs œuvres en un style qui manque un peu de naturel et qui rappelle trop souvent la critique d'art de journal. Les faits sont exacts, mais les jugements sont bien loin de toujours emporter l'adhésion du lecteur.

Enfin, parmi ces travaux sur notre art régional, une mention toute spéciale est due à celui de M. Léon GIRON sur les peintures murales des églises de la Haute-Loire³. Ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'art français ont depuis longtemps remarqué les très curieuses communications de M. Léon Giron, aux séances des Sociétés des beaux-arts des départements, sur les peintures des vieilles églises du Velay. Elles ont révélé des fresques du ^{xii}^e siècle, quelques-unes de style byzantin, d'autres d'un caractère populaire, d'une étrangeté barbare; les dernières, enfin, des ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, portent la marque de l'influence italienne. Quelques-unes seulement avaient été publiées dans le recueil de Gélis Didot et Laffillée.

1. J. de Bosschère, *la Sculpture anversoise*. Bruxelles, Van Oest, in-8°. (Collection des Grands Artistes des Pays-Bas.) 3 fr. 50.

2. Alphonse Germain, *les Néerlandais en Bourgogne*. Bruxelles, Van Oest, in-8°. (Collection des Grands Artistes des Pays-Bas.) 3 fr. 50.

3. Léon Giron, *les Peintures murales des églises de la Haute-Loire*. Paris, Leroux, 1911, in-fol.

M. Léon Giron a, durant des années, recueilli pieusement des reproductions de toutes ces vieilles peintures et il en a constitué un musée fort curieux au Puy. Il vient de publier ces vieilles images, accompagnées de commentaires, en un fort beau volume. Une telle initiative est de celles qu'on ne saurait trop louer. Il faut encourager nos archéologues régionaux à faire la chasse des reliques du passé.

LIVRES D'ESTHÉTIQUE ET DE CRITIQUE. — Parmi les peintres qui ont écrit sur leur art, Léonard de Vinci est assurément celui dont la pensée a le plus de profondeur et de portée. M. PÉLADAN¹ a réédité ces « pensées » de Léonard sur la peinture en les groupant par affinités. L'ensemble ne constitue pas un système absolument arrêté; cependant, ces réflexions composent un corps de doctrine très net. C'est un intellectualisme esthétique, celui de l'art florentin; il s'est continué bien après la Renaissance dans notre art classique; les formules mêmes de Vinci ont passé chez les critiques du XVII^e et du XVIII^e siècle; elles n'ont point encore perdu leur vigueur. Le caractère dominant de cette pensée est son caractère intermédiaire entre l'attitude contemplative de l'artiste et l'attitude explicative du savant. Un tel livre est bien révélateur de l'esprit florentin; l'art y rejoint continuellement la science. Toutes ces remarques ne visent qu'à servir le peintre; mais constamment l'intelligence spéculative de Vinci et sa curiosité analytique dépassent la connaissance strictement utile à un artiste. Certains chapitres, les remarques sur les aspects de l'eau, sur la perspective aérienne, peuvent à la fois entrer dans un traité de physique ou dans un manuel sur l'art de composer un paysage. M. Péladan accompagne les « pensées » de Vinci d'un commentaire très pénétrant. Le lecteur donnerait plus volontiers son adhésion s'il n'était parfois choqué par la forme qui manque trop souvent de naturel². Mais enfin, tel qu'il est, abrupt, imprévu, hardi dans l'affirmation, ce commentaire tranche sur la grise indécision des propos habituels en histoire de l'art.

Michel-Ange est bien loin de montrer dans ses écrits la pénétration de pensée et l'originalité de Vinci. M. BOYER D'AGEN³ traduit et fait lire pour la première fois en français des écrits de ce grand

1. Léonard de Vinci, *Traité de la peinture*, trad. nouvelle..., par Péladan. Paris, Delagrave, 1910, in-8°.

2. Voici un exemple de commentaire qui obscurcit au lieu d'éclairer. Comparant la Vénus de Botticelli à la Vénus de Médicis, M. Péladan écrit : « Dans le domaine du concupiscible, une certaine disproportion compense, par son accent animique, l'injure faite au canon. » Le plus fort, c'est que cette phrase étonnante contient un sens raisonnable.

3. *L'Œuvre littéraire de Michel-Ange, d'après les Archives Buonarrotti, etc...*, par Boyer d'Agen. Paris, Delagrave, 1 vol. in-8°, ill. 7 fr. 50.

sculpteur, qui fut aussi peintre, architecte et poète. Dans ce recueil se trouvent la vie de Michel-Ange, par Condivi, des lettres de l'artiste à sa famille, et particulièrement à son père et à son neveu, enfin ses poésies, tous les documents avec lesquels M. Romain Rolland a su reconstituer une biographie si pathétique de ce génie tourmenté.

D'autre part, M. Léo ROUANET a traduit les fameux dialogues composés en portugais par Francesco de Hollanda¹. On sait que ces dialogues mettent en scène Michel-Ange et quelques-uns des intimes de sa vieillesse et particulièrement Vittoria Colonna. On peut trouver dans ces dialogues quelques couplets révélateurs et utiles pour définir l'idéalisme du grand Florentin. C'est là qu'on lit le propos fameux sur l'art flamand, où Michel-Ange exprime son mépris pour le réalisme menu de cette peinture dévote et bourgeoise. Mais, d'ailleurs, il y a bien de la littérature creuse dans ces dialogues. La faute n'en est certainement pas imputable à l'artiste, mais à Francesco de Hollanda. Les personnages dissertent en termes pompeux, comme ces graves sénateurs que Cicéron rassemblait pour leur faire chercher la définition de l'orateur parfait; ils reprennent, à quinze jours d'intervalle, l'entretien au point où il a été interrompu; ils font un éloge perpétuel et parfois étrange de la peinture, — elle sert à faire la guerre, César a battu Pompée parce qu'il dessinait mieux que lui, etc...; — ce livre n'est parfois que du Plinie démarqué. Bref, ces dialogues m'ont tout à fait l'air d'être une simple convention littéraire pour exposer quelques réflexions sur l'art. Ces réflexions n'ont rien de très profond, et il est fort probable qu'on ne trouve ici qu'un très faible écho des conversations de Michel-Ange. Il n'est pas rare que les esthéticiens cherchent ainsi à relever la dignité d'une pensée en la faisant tomber d'une illustre bouche. Ce serait un travail de philologie amusant que de rechercher tout ce que Francesco de Hollanda a pillé de-ci de-là. Il resterait peu; et dans ce résidu même, tout ne serait pas de Michel-Ange.

Les propos de RODIN² aussi sont précieusement recueillis. Ses conversations avec M. Paul Gsell présentent certainement plus de garanties d'authenticité que celles de Michel-Ange et de Francesco de Hollanda. Il est difficile de mettre une doctrine qui soit nette dans un dialogue qui paraisse naturel. Le disciple prend le rôle sacrifié; il se charge de la timide objection qui fera surgir la réfuta-

1. *Quatre dialogues sur la peinture de Francesco de Hollanda*, mis en français par Léo Rouanet. Paris, Champion, 1 vol. in-12. 5 fr.

2. Auguste Rodin, *l'Art*, entretiens réunis par Paul Gsell. Paris, Bernard Grasset, 1911. 6 fr.

tion triomphante; il endosse les réflexions plates qui servent de transition entre deux révélations profondes; il s'étonne au bon moment pour solliciter l'explication utile; enfin, après quelques considérations générales d'apparence désintéressée, il se charge de faire à l'œuvre du maître les applications avantageuses. M. Paul Gsell a fort élégamment traversé toutes ces difficultés. Rodin n'émet dans ce livre que des réflexions justes, sensées, fines; il les exprime en termes d'une grande clarté. On trouverait difficilement ailleurs une esthétique plus judicieuse et plus persuasive. Ce qu'il dit du mouvement dans la sculpture, de la sensualité de la statuaire grecque et même de la moralité de l'art est d'une rare intelligence et transcrit par un fin lettré. Ajoutons que d'admirables reproductions des meilleures œuvres de Rodin sont, au moins autant que ses propos, à la louange du grand artiste.

M. FONTAINE¹ vient de remettre à jour l'inventaire des peintures de l'Académie royale qui avait cessé d'être tenu depuis la suppression de cette Académie. Ces collections étaient composées des morceaux de réception présentés par les nouveaux agrégés. Elles ont été dispersées; quelques tableaux sont allés au Louvre ou à Versailles, d'autres dans les musées de province, d'autres enfin ont disparu². M. Fontaine les a suivies à la trace depuis le moment où elles ont quitté les salles de l'Académie. Il s'en faut de beaucoup que toutes ces œuvres soient des chefs-d'œuvre; mais, enfin, elles intéressent toutes de très près l'histoire de notre École nationale de peinture, et un tel recensement permet de faire quelques découvertes et bien des rectifications. M. Fontaine remarque fort justement que les anciens inventaires peuvent servir souvent à corriger des erreurs dans les catalogues de nos musées, — quand nos musées ont des catalogues. Mais peut-être exagère-t-il leur utilité. Les œuvres anciennes qui nous sont parvenues, accompagnées de documents contemporains, sont vraiment rares, et s'il nous fallait toujours attendre des témoignages écrits pour fixer des attributions, l'œuvre de Titien, de Rembrandt et de la plupart irait se perdre dans la

1. André Fontaine, *les Collections de l'Académie royale de peinture et de sculpture*. Paris, H. Laurens, 1 vol. in-8°, 12 pl., broché. 9 fr.

2. La Révolution, en bouleversant le mobilier de l'ancien régime, a fourni beaucoup de travail à nos érudits. Quelle perte pour eux s'il n'y avait pas eu de « vandalisme révolutionnaire »! Ce vandalisme ayant été, fort heureusement, très paperassier, les cartons des archives promettent encore pour longtemps des chasses abondantes aux érudits de l'art français et aux conservateurs de musée, soucieux de connaître les origines de leurs richesses. Ainsi, les historiens du Louvre trouveront à s'instruire parmi les documents publiés par MM. Guiffrey et Tuetey sur les origines du Muséum.

multitude anonyme. Ajoutons que ces attributions, par les vieux inventaires, sont bien loin de donner l'absolue sécurité¹. Les présumptions que M. Fontaine tire des documents pour attribuer à Largillière le portrait de Mignard du Louvre pèsent bien peu devant les objections que suggère le simple examen de l'œuvre elle-même². Enfin, dans un livre de ce genre, qui peut être consulté comme un répertoire, il est regrettable que l'auteur n'ait pas attaché plus d'importance à l'orthographe des noms propres. Sans doute, les documents sont ici d'une fantaisie indéniable. Au moins fallait-il que, dans l'index, le lecteur pût se reconnaître parmi ces formes différentes d'un même nom. Admettons que le peintre Le Thièrse soit appelé tantôt Le Tier, tantôt Le Their, tantôt Le Tierre; au moins devait-on, dans les tables finales, citer une fois l'orthographe traditionnelle. De même, on hésite à reconnaître Giraudet. Ailleurs, Charles Vernet pour Carl Vernet, Claudia Stella pour Claudine Stella. De même, M. Fontaine parle de peintres oubliés comme Van Beck; il suffisait de rétablir la forme usuelle Van Boucle pour reconnaître un Flamand populaire dans les ateliers parisiens du xvii^e siècle.

M. A. Fontaine continue, d'autre part, à suivre l'histoire de l'art français dans les écrits de ses critiques et théoriciens. Un de ces écrivains méritait de le retenir, le comte de Caylus³. Quelques-unes de ses pages, peu connues ou inédites, ont été recueillies et publiées. Une introduction et des notes empruntées aux biographies

1. Je ne prends qu'un exemple. Il suffit de jeter les yeux sur une illustration du livre de M. Fontaine pour contester la conclusion qu'il tire de quelques documents. A la page 145, il publie deux portraits qui se ressemblent fort et qui représenteraient l'un et l'autre le peintre Favanne, l'un étant l'œuvre de l'artiste lui-même, l'autre celle d'Autereau. Or, si on accepte les conclusions de M. Fontaine, il faudrait admettre qu'Autereau a donné à son modèle un visage haut de 0^m40 et large d'autant. Ce visage mesure en effet le tiers environ d'un tableau de 1^m30 de hauteur. Quel portraitiste aurait jamais commis pareille monstruosité! D'autre part, le portrait de Favanne, soi-disant par Favanne, ne présente pas les poses habituelles dans des portraits de ce genre. Au contraire, tout s'arrange si l'on intervertit les noms d'auteurs; alors la dimension du premier devient normale et la pose du second paraît bien être celle d'un artiste qui peint en s'examinant dans un miroir.

2. Dans le dernier catalogue du musée d'Angers (Angers, 1908), inséré dans *l'Inventaire des richesses d'art de la France*, j'ai cherché les quatre tableaux de concours de Gérard, Le Thièrse, Thévenin et Girodet, que M. Fontaine dit se trouver dans ce musée. J'avoue n'en avoir trouvé aucun. Les inventaires d'autrefois doivent-ils nous inspirer plus de confiance que les catalogues d'aujourd'hui?

3. Le comte de Caylus, *Vies d'artistes du XVIII^e siècle. Discours sur la peinture...*, publiés par A. Fontaine. Paris, Laurens, 1910, in-8^e.

d'artistes du XVIII^e siècle ajoutent à l'utilité et à l'intérêt de cette publication. Quelques illustrations égaient la prose un peu austère de Caylus¹.

M. Conrad de MANDACH a eu l'heureuse idée de traduire le livre de WÖLFFLIN² sur la Renaissance italienne. Ce livre n'est pas une histoire, au sens ordinaire du mot, mais une philosophie technique de l'art italien entre les derniers primitifs et les grands maîtres du XVI^e siècle. Les faits biographiques, les questions d'authenticité, les nomenclatures, tout ce qui remplit les livres ordinaires ne tient ici aucune place. Le problème étudié est vraiment un problème plastique. Par quelle évolution morale, esthétique, technique, le langage des formes s'est-il modifié, passant du style des « primitifs » à celui des « modernes » ? Sans doute, tous les livres d'art font profession de ne traiter que des questions de ce genre ; mais, en pratique, on nous montre trop souvent qu'il y a loin entre dissenter sur l'art et dissenter à propos de l'art. Il est tout à fait heureux que le livre classique de Wölfflin ait été mis à la portée des étudiants de chez nous ; il leur montrera qu'il ne suffit pas, pour pénétrer une œuvre d'art, de noter des circonstances historiques et que l'on peut analyser les caractères de la beauté en restant précis et sans tomber dans les divagations de l'impressionnisme ou le délire métaphysique. Enfin, l'auteur prouve fortement que le génie individuel est toujours soumis à une influence collective, et il excelle à discerner ces tendances générales qui inclinent les artistes d'un même moment vers un idéal commun.

Après plusieurs années d'un tête-à-tête sévère avec Quatremère de Quincy, M. SCHNEIDER nous expose, dans un gros volume, l'action de cet esthéticien sur l'art de son temps³, et il nous analyse dans un volume plus court ses théories⁴. Le travail est exécuté avec la conscience qui est de rigueur dans une thèse de doctorat. Le volume biographique est particulièrement riche de détails ; nous y voyons un Quatremère partisan de la sculpture polychrome, idéaliste à certains égards, réaliste à d'autres, intervenant dans les embellissements de Paris, dans l'administration des beaux-arts, organisant la lutte

1. Parmi ces illustrations figure une vue de Rome par Hemskerke (fig. 212). Ce romaniste flamand du XVI^e siècle n'a aucun droit à figurer parmi les contemporains de Caylus.

2. H. Wölfflin, *l'Art classique. Initiation au génie de la Renaissance italienne*, traduction et préface par Conrad de Mandach. Paris, Laurens, 1911, in-8°.

3. R. Schneider, *Quatremère de Quincy et son intervention dans les arts (1788-1830)*. Paris, Hachette, 1910, in-4°.

4. R. Schneider, *l'Esthétique classique chez Quatremère de Quincy (1805-1825)*. Paris, Hachette, 1910, in-4°.

contre le romantisme, etc..., et pendant 500 pages nous circulons à côté de l'art français, sous la conduite de ce guide un peu morne. M. Schneider a d'ailleurs fait l'impossible pour égayer ce régent maussade et le contraste est continu entre la théorie qui est austère et le commentaire qui est toujours prêt à tourner au badinage. Dans ce travail scrupuleux et solide, le plan ne va pas sans quelques inconvénients; l'auteur ayant placé en des volumes distincts les idées et les actes de Quatremère, le lecteur éprouve quelque déception de ne pas trouver les faits rattachés aux causes qui les expliquent. La théorie pure paraît un peu sèche et les jugements particuliers perdent de leur portée à se présenter sans la doctrine générale qui fait leur force. De plus, M. Schneider paraît avoir eu peur de son sujet; il a craint de suivre Quatremère sur son terrain qui est celui de la métaphysique; en lettré délicat, il s'est discrètement récusé devant une esthétique trop abstraite; c'était un peu trahir son héros. Au lieu de s'aventurer dans l'analyse philosophique, celle qui définit les concepts, montre leurs rapports ou leurs antipathies, rend manifeste la logique interne des systèmes, bref tout le mécanisme délicat de la pensée abstraite, il préfère l'analyse littéraire qui est faite de résumés, de citations et de mots caractéristiques. L'exposé y gagne l'attrait qui vient d'une expression ingénieuse ou d'une tournure élégante; mais Quatremère y perd de ne pas être présenté dans sa force massive. Telles qu'elles sont, ces thèses permettront pourtant de bien connaître les jugements particuliers de Quatremère. M. Schneider a réuni et classé des opinions éparses en des écrits de circonstances. Le travail aura été des plus utiles; il est des travaux qui attirent la curiosité et suscitent des recherches; celui-ci me paraît plutôt être de ceux qui interdisent pour longtemps l'accès d'un sujet. L'affaire Quatremère est close. Courajod, dans ses jours d'humeur homicide, rêvait, paraît-il, de tuer ce mort. Cruauté désormais inutile. Il dort à tout jamais sous une thèse monumentale, glorieux sarcophage qu'il eût approuvé et dont il eût seulement critiqué quelques floritures.

M. Louis DIMIER¹ a réuni en un petit volume quelques menus articles qui touchent à des sujets fort divers : polychromie dans la statuaire antique, question Boccador-Chambiges, etc... La plupart sont sans conséquence, deux ou trois pourtant tirent quelque attrait de l'humeur combative de l'auteur. On s'arrête toujours pour assister à un pugilat, même archéologique. M. Dimier tient à nous rappeler qu'il a fait *knocked-out* MM. Vachon et Mély. Je trouverais

1. Louis Dimier, *Critique et controverse touchant différents points de l'histoire de l'art*. Paris, Jean Schemit, 1909, in-12.

plus efficace le jeu de cet historien-pugiliste s'il y avait plus d'esprit dans ses polémiques et moins de confusion dans ses livres.

ART D'EXTRÊME-ORIENT. — Il convient de noter l'intérêt croissant que le public paraît attacher à l'art d'Extrême-Orient. Les expositions, les ventes deviennent de plus en plus fréquentes, qui mettent sous nos yeux des peintures, des gravures et des bibelots chinois ou japonais. La curiosité de cet art dépasse de plus en plus le monde des purs collectionneurs. Ce goût, assurément, n'est pas nouveau chez nous, et le livre de M. CORDIER¹ rappelle d'une manière fort piquante comment la France du XVIII^e siècle accueillait et copiait les choses de Chine. Grâce aux missions archéologiques et aussi à quelques pillages de vieux palais, notre époque commence à pénétrer les origines de l'art chinois ou japonais. Après l'excellente traduction du livre de BUSHELL, par M. D'ARDENNE DE TIZAC², que nous avons déjà signalée, voici le livre de M. R. PETRUCCI³, qui nous analyse la conception bouddhiste de la nature et nous aide ainsi à comprendre cette peinture d'Extrême-Orient, si différente de notre vision occidentale. Enfin, le luxueux manuel de SEIDLITZ, que vient de traduire M. André LEMOISNE⁴, pourra servir à informer rapidement les curieux d'estampes japonaises qui ne peuvent toujours recourir aux recueils étrangers. Ce livre déjà très connu sera plus facilement consulté chez nous. Il fournit, après un exposé très net de la technique japonaise de l'estampe, un historique bref et précis des principaux artistes, depuis le XVII^e siècle jusqu'à Hiroshige, le paysagiste de la première moitié du XIX^e siècle. D'excellentes reproductions en noir ou en couleurs permettent au lecteur de juger les meilleures œuvres d'Harunobu, de Kiyonaga, d'Outamaro, etc...; des fac-similés de signatures permettront enfin aux amateurs de reconnaître les noms des principaux artistes japonais. Ce livre est aussi utile au collectionneur qu'à l'historien.

Louis HOURTICQ.

1. Henri Cordier, *la Chine en France au XVIII^e siècle*. Paris, Laurens, in-4°. 12 fr.

2. S.-V. Bushell, *l'Art chinois*, trad. par d'Ardenne de Tizac. Paris, Laurens, 1909, in-4°.

3. R. Petrucci, *la Philosophie de la nature dans l'art d'Extrême-Orient*. Paris, H. Laurens, 1910, in-fol.

4. W. de Seidlitz, *les Estampes japonaises*, trad. par André Lemoisne. Paris, Hachette, 1911, in-4°.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Shridhar V. KETKAR. *The History of Caste in India*. Volume one. Ithaca, New-York, Taylor et Carpenter, 1909.

M. Ketkar est un Hindou. Il est gradué d'une université américaine. Ce sont là d'excellentes conditions pour faire un bon livre sur la caste. Elles permettent d'espérer que l'auteur s'est suffisamment familiarisé avec les méthodes occidentales d'investigation et de critique; et, d'autre part, qu'ayant fait du système qu'il étudie une expérience personnelle, il en connaît à fond les avantages et les inconvénients. Cette attente n'est pas trompée. Il y a bien, ça et là, dans l'arrangement des matières et dans l'argumentation, des bizarreries qui étonnent un lecteur européen; mais, d'une manière générale, on ne lira pas sans intérêt et sans profit un ouvrage qui est écrit avec une émotion contenue et qui pose une grave problème sociologique en demandant à l'histoire les données nécessaires pour sa solution.

Aspirant à délivrer l'Inde de l'étreinte qui la paralyse depuis tant de siècles, M. Ketkar estime que la voie la plus sûre pour arriver à ce but, c'est de connaître tout d'abord les causes premières de l'organisation sociale et les phases principales par lesquelles elle a passé. Il observera donc la maladie à divers moments de son évolution. Aujourd'hui, il l'étudie dans Manou. Une autre monographie abordera la question d'origine. Une autre, encore, prendra pour base l'ancienne littérature du bouddhisme. Une quatrième suivra la caste dans les siècles plus rapprochés de nous, alors qu'elle a revêtu un caractère de plus en plus professionnel.

Si Manou ouvre la série de ces travaux, ce n'est point, comme on pourrait le croire, qu'il soit, aux yeux de M. Ketkar, environné d'un prestige particulièrement sacré. Discutant la date et la valeur de ce code fameux, l'auteur se montre au contraire étonnamment dégagé des préjugés ordinaires aux Hindous. Il en place la rédaction aux environs de l'an 300 après Jésus-Christ. Il sait fort bien que les « lois » de Manou sont, non pas toujours des règles réellement appliquées, mais fort souvent des postulats et parfois de simples épouvantails. Le législateur a réclamé beaucoup, pour être plus sûr d'obtenir un minimum d'obéissance; du moins est-ce l'impression que l'on a dans les cas, malheureusement trop rares, où il est possible de le contrôler à l'aide d'autres sources. Aussi M. Ketkar aurait-il pu, à la rigueur, se passer de raconter en un chapitre spécial l'histoire de l'Inde, de 250 av. à

250 ap. J.-C. : le contenu du code ne semble pas avoir été grandement déterminé par les conditions politiques, religieuses, économiques qui caractérisent cette période.

La valeur documentaire de Manou n'est donc pas due à la fidélité de son témoignage pour le temps qui l'a vu naître. Elle réside à peu près tout entière dans l'autorité qui lui a été attribuée. Par la prise qu'il a eue sur les esprits, il a beaucoup fait pour enraciner, pour fixer la caste. Avec la Bhagavad-Gîtâ, c'est Manou qui a surtout façonné l'âme hindoue moderne.

Pour être court, je laisse de côté les chapitres dans lesquels M. Ketkar examine les relations des castes entre elles et leurs conditions d'existence au point de vue de la justice, de l'administration, du mariage, des professions. Voyons tout de suite quelle idée cet Hindou se fait du système en général et quelles racines, selon lui, il a poussées dans la mentalité de ses compatriotes.

La caste, dit-il, n'est pas fondée sur des différences de race. Il ne faut pas y voir non plus un produit « naturel » et spécifique de l'Inde : on constate partout des phénomènes analogues, et M. Ketkar se plaît à montrer que les Américains sont très infectés de l'esprit de caste. Elle n'est pas issue des distinctions professionnelles. Sans doute, elle nous apparaît aujourd'hui comme caractérisée par le connubium et la commensalité ; mais ces traits viennent de la caste, ils ne lui ont pas donné naissance. Quant à lui attribuer, enfin, une origine surhumaine, M. Ketkar est bien trop avisé pour y songer un seul instant. Les véritables causes du système sont toutes morales et psychologiques, notions de pureté et d'impureté servant de base à des groupements hiérarchiquement distribués. Par sa naissance, c'est-à-dire, en définitive, grâce à son *karman*, chaque individu appartient à une collectivité déterminée et contracte de ce fait des qualités qui sont indélébiles. D'où pour lui l'impossibilité physique de changer de caste. Ces qualités sont affaires d'opinion. Dans cette échelle de valeurs sociales, le rang est déterminé d'abord par ce que la caste prétend être ; ensuite, et surtout, par l'estime que les autres font d'elle. En général, un groupe est d'autant plus estimé, et par conséquent d'autant plus élevé dans la hiérarchie, qu'il a plus de règles traditionnelles à suivre et qu'il met plus de fidélité à les observer. Voilà pourquoi on prend tant de souci à conserver son rang dans la société, pourquoi se sont établies tant de restrictions au sujet du mariage, de l'alimentation, des occupations.

On voit à merveille quel intérêt M. Ketkar pouvait avoir à présenter la caste comme fondée sur une sorte de bovarisme collectif. Il voudrait débarrasser son pays de cette maladie invétérée. Peut-il compter pour cela sur le gouvernement anglais ? Nullement ; l'Angleterre se garde de toucher aux vieilles coutumes qui ne lui paraissent pas directement contraires à la morale et à l'ordre social ; et d'ailleurs, tout ce qu'elle gagnerait à intervenir, ce serait de soulever de terribles

colères. Le remède ne peut donc venir que des Hindous eux-mêmes. Encore faut-il les pénétrer de cette idée que le mal est guérissable. C'est ce que M. Ketkar cherche à faire. Enseigner que la caste n'est ni divine, ni naturelle, ni liée à des nécessités de races ou de vie professionnelle; montrer qu'elle est née de simples préjugés, d'idées acquises, c'est indiquer la voie à suivre pour la supprimer : ce que l'opinion a créé, une autre opinion peut l'abolir. L'histoire est donc ici mise au service d'idées politiques et sociales. Il faudrait méconnaître la gravité du problème posé pour en vouloir beaucoup à l'auteur de l'abus qu'il fait de cette discipline.

Au surplus, il serait parfaitement injuste de dire que cette préoccupation dominante ait annulé la valeur scientifique du livre de M. Ketkar. Sur le point essentiel, cet auteur pourrait bien avoir raison. Très probablement, en effet, la caste a tiré sa force d'idées qui, peu à peu, sont devenues partie intégrante de l'esprit hindou. Elle n'est pas née de ces idées, — car ses premiers germes remontent haut dans le passé de l'Inde, — mais ce sont elles qui l'ont faite ce qu'elle est. Son histoire pourrait bien être un frappant exemple de ces cas d'adaptation, ou mieux encore de contagion, qui mettent en défaut les théories évolutionnistes. C'est parce qu'il a eu l'heureuse idée de prendre pour point de départ le livre de Manou que M. Ketkar a pu mettre en lumière le caractère essentiellement subjectif, idéal, de la hiérarchie sociale.

M. Ketkar commence sa préface en exprimant la crainte que l'étranger, même après avoir lu son livre, ne reste devant la caste comme devant un mystère insoluble. Il faut rassurer les lecteurs qu'un pareil début pourrait décourager. Ce livre, certes, n'est pas sans défaut. Il n'en est pas moins une utile introduction à l'étude d'un des plus importants phénomènes sociaux qu'ait connus l'humanité.

P. OLTRAMARE.

G. F. BOSWORTH. **The Cambridge historical Readers.** 5 vol.

I : *Introductory* (stories of Greece and Rome). II : *Primary* (stories of great men and women in British history). III : *Junior*. IV : *Intermediate*. V : *Senior*. Cambridge, University Press, 1911, VIII-156 pages; VIII-242 pages; VIII-279 pages; XII-260 pages; XII-294 pages. Prix (les 5 volumes) : 7 sh.

C. R. L. FLETCHER et Rudyard KIPLING. **A school history of England.** Oxford, at the Clarendon Press, 1911, 250 pages. Prix : 1 sh. 8 d.

Les cinq petits volumes publiés par M. Bosworth ont fort bon aspect. L'impression est bonne; les caractères larges et espacés dans les deux premiers, qui sont destinés aux écoliers du premier âge, sont plus sveltes et plus serrés dans les deux derniers qui s'adressent à des

enfants plus avancés, à ceux de douze à quatorze ans, je suppose. Le tome I ne contient que des écrits détachés où l'histoire de la Grèce et de Rome est résumée dans sa forme la plus enfantine; c'est un peu la manière du bon Rollin; le tome II présente l'histoire d'Angleterre sous forme de biographies, depuis la reine Boadicee et le roi Arthur jusqu'à Florence Nightingale, Gordon, le « grand héros chrétien », et Edouard VII, « le pacifique ». La lecture en est suffisamment attrayante, mais l'illustration n'est guère appropriée au texte, car elle est empruntée à des documents : médailles, statues, paysages, qui ne peuvent rien dire à l'imagination des enfants ou qui appelleraient un commentaire au-dessus de leur âge. Comment leur expliquer, par exemple, le geste du Troyen Paris tenant la pomme; à quoi bon leur présenter sans un mot d'explication le fameux bijou dit d'Alfred le Grand? En quoi une vue de maisons prise à Knutsford, Cheshire, peut-elle contribuer à graver dans leur mémoire le nom de Canute, roi des Danois! L'histoire proprement dite de l'Angleterre, qui occupe les trois derniers volumes, est traitée trois fois en entier sous trois formes légèrement différentes, « sur un plan concentrique », dit l'auteur. Par exemple, ce qui concerne les institutions, la civilisation est presque entièrement négligé dans la première rédaction du cercle (je ne dis pas cycle à dessein) tandis qu'une certaine place leur est faite dans la troisième. Le récit est clair, vivant, assez bien illustré. S'il fallait faire un choix, c'est la rédaction du second cercle que je préférerais (*Junior*). Si le troisième (*Senior*) contient tout ce qu'un écolier anglais doit savoir, c'est tout de même un peu mince.

Tout comme M. Bosworth, M. Fletcher a écrit un manuel pour les élèves des écoles, et ce manuel, ainsi que l'autre, comprend toute l'histoire du pays, depuis l'époque des cavernes jusqu'à la plus récente organisation de l'Empire et de ses dépendances. Le récit est tel qu'on devait l'attendre du professeur expérimenté qui a écrit en trois volumes l'Introduction de cette histoire¹. Il est plus coloré (dirai-je plus romantique?) que celui de M. Bosworth. Mais là n'est pas l'originalité du volume. L'historien s'est associé un romancier qui est aussi un poète. Rudyard Kipling, qui avait déjà écrit pour les enfants (*Just so stories*, où tout n'est pas d'ailleurs, il s'en faut, à la portée des enfants), a commencé ou terminé certains chapitres du Manuel par une sorte de prélude ou de résumé en vers. Ces morceaux, destinés sans doute à être appris par cœur, sont animés par les sentiments les plus propres à inculquer dans l'âme des jeunes Anglais l'orgueil de leur patrie, l'amour de ses institutions, l'ardent désir de travailler à toujours accroître sa puissance. Ils sont très variés : dans l'un, Kipling parle sur le ton de l'apologue, comme dans *My father's chair* (p. 84) : « Le fauteuil de mon père a quatre pieds : prêtres,

1. Voyez *Rev. hist.*, t. CI, p. 145.

peuples, lords et couronne... » ; ou bien c'est le discours d'un baron normand à son fils à qui il enseigne comment il faut se conduire envers les Saxons vaincus : « Traite-les civilement et ne leur mens jamais » (p. 53) ; ou encore le chant des roseaux à Runnymede, où fut signée (*sic*) la Grande Charte¹ : « The charter signed at Runnymede » (p. 76). D'autres enseignent des faits que n'oserait pas affirmer sans réserve un simple précis d'histoire économique : à savoir que l'approvisionnement journalier de la Grande-Bretagne lui vient uniquement des colonies anglaises de Melbourne, de Québec et de Vancouver ; les « big steamers » que le poète met en scène (p. 235) estimeraient sans doute au-dessous de leur dignité d'aller tout simplement chercher le beurre et les œufs dans les ports de la Normandie ou du Danemark. Ce sont des licences poétiques, comme l'imaginaire carte de l'Amérique au XVI^e siècle (p. 111) est une licence géographique. Pour faire entrer leur enseignement dans le cerveau des élèves, les auteurs ont pensé que tous les moyens sont bons et qu'on peut aussi bien frapper leurs yeux et leurs oreilles que s'adresser à leur intelligence. L'entreprise est à tout le moins originale.

Ch. BÉMONT.

P. STUDER. *The Oak book of Southampton of c. A. D. 1300.* Vol. II et Supplément. Southampton, Cox et Sharland, 1911. In-8°, LXXI-145 et VII-155 pages. (Publications of the Southampton Record Society.) Prix : 15 sh. 9 d.

Nous avons déjà signalé le tome I de cette très utile publication (*Rev. hist.*, t. CVIII, p. 180). Le tome II doit attirer particulièrement l'attention des historiens des institutions et du droit parce qu'il contient une rédaction nouvelle des *Rôles d'Oléron*.

Mais disons tout d'abord ce que renferment ce tome II et le Supplément. On y trouve la suite des documents qui ont été transcrits sur le « Livre aux ais de chêne » : tarifs des droits d'entrée et de sortie perçus à Southampton sur diverses marchandises (XIV^e siècle), tarif fixant le poids et le prix du pain de diverses qualités, procès entre les baillis de la ville et le représentant de l'évêque de Winchester concernant certains droits que la ville avait prélevés au détriment de l'évêque (1312-1346). Puis vient la « chartre » d'Oléron « de jugementz du meer » (p. 54-102) ; enfin une charte de privilèges accordée par le roi Henri III aux Hospitaliers (1253)², des lettres patentes d'Édouard III (1355) accordant aux bourgeois le droit de lever un impôt pour leur

1. Une belle image nous montre le roi Jean mettant sa signature royale au bas du parchemin. M. Bosworth n'a qu'en partie évité ce petit contresens.

2. Il aurait fallu dire que cette charte est publiée tout au long par Delaville Le Roux dans son *Cartulaire des Hospitaliers*, t. II, p. 742.

permettre de compléter les fortifications de leur ville qui venait d'être incendiée par les Français; un accord passé entre Southampton et Portsmouth (1239).

Tous ces textes, français ou latins, sont traduits en regard. L'introduction au tome II fait ressortir l'intérêt de ces documents, expose ce que l'on peut savoir du commerce de Southampton au XIII^e et au XIV^e siècle, le mécanisme de la taxe du pain (*Assize of bread*), commente longuement les *Rôles d'Oléron* et en résume d'une façon claire et intelligente les vingt-six (ou vingt-sept) articles. Le Supplément contient une minutieuse étude sur le dialecte anglo-français dans lequel sont rédigés la plupart des textes contenus dans le volume, un glossaire très complet, une liste des ouvrages utilisés par l'éditeur, enfin un double index des noms propres et des matières. Ce travail est accompli avec un soin digne des plus grands éloges.

Revenons maintenant aux *Rôles d'Oléron*. La rédaction représentée par le « Livre aux ais de chêne » comprend les vingt-quatre articles qui constituent, ainsi qu'on l'admet depuis Pardessus, le texte primitif, plus trois autres qui sont manifestement des additions postérieures. D'après l'aspect de l'écriture, dont un fac-similé, donné en tête du tome II, contient les articles 3-5 des *Rôles*, elle a été écrite au commencement du XIV^e siècle; elle est donc contemporaine des deux rédactions que l'on considèrerait jusqu'ici comme les plus anciennes, celle du *Liber Memorandum* et celle du *Liber Horn*, toutes deux conservées aux archives municipales de Londres, c'est-à-dire qu'elle appartient sans doute aussi au règne d'Édouard II. M. Studer s'est posé la délicate question de savoir quel rapport existe entre cette rédaction et toutes les autres que nous avons du même texte. Il a donc donné la liste des manuscrits et des éditions, les a répartis en sept groupes et a dressé leur arbre généalogique (p. XLVIII). Il place le manuscrit de Southampton dans le premier groupe, qui représente le mieux le texte primitif, et considère qu'il est à certains égards supérieur aux manuscrits de ce même groupe. Ces résultats méritent d'être pris en sérieuse considération. Je me permettrai cependant de présenter quelques critiques. D'abord, M. Studer n'a pas tenu compte de tous les manuscrits ni de toutes les éditions utilisables. Si les manuscrits anglais (ceux de Londres et d'Oxford) lui sont assez bien connus, il est moins bien renseigné sur ceux des bibliothèques françaises; il ignore celui de la Bibliothèque nationale, n° 5330 du fonds français, celui de Troyes, n° 1386, et celui de Rennes, n° 74, publiés tous trois par M. H. Zeller¹; ou du moins il paraît n'en savoir que les indications vagues et parfois erronées qui se trouvent dans Pardessus. Les éditions données par Charles de Beaurepaire (*la Vicomté de l'eau de*

1. *Das Seerecht von Oléron (Sammlung älterer Seerechtsquellen, n° 1, 2, 3 et 5)*, 1900, 1907, 1908. En 1910, M. Zeller a publié en outre une rédaction fournie par le ms. de La Haye O, 154, et il se propose de continuer.

Rouen, 1856), par François de Saint-Maur (*Revue de législation ancienne et moderne*, 1873), par MM. Louis Lucas et Michel Grau (*Nouvelle Revue historique de droit*, t. XXVI, 1902), lui ont échappé¹. J'ajouterais qu'il paraît accorder une confiance imméritée à la compilation formée par Sir Travers Twiss sous prétexte de publier le *Black book of the Admiralty* et il a répété une des plus singulières bourdes commises par cet estimable jurisconsulte, fort capable sans doute de commenter un texte de loi, mais non pas d'en donner une édition satisfaisante. Parmi les manuscrits signalés par Sir Travers (t. II, p. LXXXV), se trouve un certain « Leghorn ms. in the Archives of the Guildhall of the city of Leghorn ». Leghorn est le nom allemand de la ville italienne de Livorno qu'on appelle en français Livourne. Or, le manuscrit en question est non pas en Italie, mais en France, à Libourne; c'est le « Livre velu », dont beaucoup de morceaux ont été édités par Guinodie dans son *Histoire de Libourne* (1846) et qui a été minutieusement décrit dans l'*Inventaire sommaire des archives départementales de la Gironde*, série E, suppl., t. III, p. 39-44. Ce malencontreux « Leghorn ms. » reparait dans l'introduction de M. Studer (t. II, p. XLIV).

A quelle époque, où et dans quelle circonstance a été rédigé le Code maritime qui porte, on ne sait pourquoi, le nom d'Oléron? S'il est exact, comme M. Studer le conclut après avoir minutieusement comparé le texte des différentes versions, que la rédaction originale était écrite dans le dialecte anglo-normand (p. xxxv et lxiv), il faut en chercher l'origine dans la France de l'Ouest ou du Nord-Ouest. Oléron n'a rien à voir dans l'affaire. Je m'étonne alors que M. Studer ajoute que cet original en anglo-normand ait été « écrit peu après le temps de Richard I^{er} et probablement d'après le texte rédigé sur l'ordre de Richard » (p. xxxv). La « charte » ou « loi » dite d'Oléron est une compilation d'un caractère purement privé; rien ne nous permet d'attribuer la moindre part dans sa rédaction au roi Richard, non plus qu'à aucun autre souverain. M. Studer se laisserait-il influencer à son tour par une affirmation téméraire d'un avocat du xiv^e siècle, auteur du *Fasciculus de superioritate maris*? La loi d'Oléron ne contient pas une seule disposition de nature politique; quelle base pouvait-elle fournir pour appuyer les prétentions d'Édouard III à la domination des mers?

Le texte de cette loi d'Oléron est loin d'être toujours limpide; la traduction qu'en a donnée M. Studer sera consultée avec fruit; elle ne résout pas toutes les difficultés du texte. Il en convient lui-même. Les mots *veylle* et *boucle* à l'article 11 restent obscurs; j'y ajouterai le mot *fustaille* qui n'a peut-être pas le sens de son homonyme moderne. Les nombreuses variantes fournies par les manuscrits sont un embar-

1. Je néglige à dessein l'édition de A. P. de Lannoy, qui se donne sans raison le titre d'« ancien élève de l'École des chartes » (1900); c'est une réédition sans valeur du texte refait par Garcie, dit Ferrande, au xvi^e siècle.

ras au moins autant qu'une aide; on se demande si les copistes eux-mêmes ont toujours bien compris le texte qu'ils avaient sous les yeux. Il reste donc des *loci desperati*. Pour faire mieux que M. Studer, il faudrait une connaissance encore plus approfondie des dialectes de l'ancienne France, des notions étendues de droit maritime et la pratique de l'arrimage des vins dans les voiliers du vieux temps.

Une chose est certaine en tout cas; il ne sera plus permis de toucher à la question des *Rôles d'Oléron* sans étudier l'édition de M. Studer. Elle prend rang à côté des travaux de Pardessus et de Kiesselbach.

Ch. BÉMONT.

K.-H. SCHÄFER. **Die Ausgaben der apostolischen Kammer unter Johann XXII. Nebst den Jahresbilanzen von 1316-1375.** Paderborn, Ferd. Schöningh, 1911. In-8°, xi-151*-911 pages. Prix : 42 mark. (*Vatikanische Quellen zur Geschichte der päpstlichen Hof-und Finanzverwaltung, 1316-1378*, herausg. v. d. Görres-Gessellschaft, t. II.)

La Görres-Gessellschaft a entrepris depuis quelques années la publication partielle des *Introitus et exitus* de la Chambre apostolique au XIV^e siècle. Le premier volume, comprenant les *Introitus* de Jean XXII, a paru en 1910 par les soins de E. Göller. M. Schäfer nous donne aujourd'hui le volume correspondant des *Exitus*.

Il se divise en deux livres de longueur très inégale : le premier consiste en un examen général par l'auteur, avec pièces à l'appui, du budget de la Chambre apostolique, année par année, pour les pontificats de Jean XXII, Benoît XII, Clément VI, Innocent VI, Urbain V et Grégoire XI; le second, de beaucoup le plus considérable, est un recueil choisi de textes concernant les dépenses de la Chambre apostolique sous Jean XXII. L'auteur a conservé leur répartition entre les différentes rubriques sous lesquelles elles sont rangées dans les registres du Vatican. C'est là une source précieuse pour l'histoire sociale du XIV^e siècle en France et en Italie; on y trouve une foule de renseignements sur la cour pontificale, sa composition, son organisation, la vie avignonnaise au temps des papes, l'art à cette époque et dans cette région, les dépenses occasionnées par les guerres d'Italie.

M. Schäfer s'est acquitté avec la plus grande conscience de sa tâche d'éditeur. Il a contrôlé et complété les uns par les autres les différents registres que nous possédons. Son premier volume fait bien augurer de ceux qui suivront. Les transcriptions sont exactes, les noms de lieux généralement bien identifiés; des tables nombreuses rendent facile la consultation du volume.

Mais l'auteur n'a pas essayé de montrer l'intérêt historique des textes qu'il nous donne, encore moins d'en tirer parti. Seul le côté financier semble l'avoir intéressé. A cet égard, sa longue introduction vaut

d'être tout spécialement signalée. Remarquant combien grande et générale est l'ignorance en ce qui concerne le cours des monnaies en usage au moyen âge et leur valeur relative (p. 12*), M. Schäfer s'est efforcé de combler cette lacune. Prenant comme type de comparaison le florin d'or de Florence, monnaie d'or la plus répandue et la plus ancienne, il a dressé des tableaux synoptiques de la valeur relative des différentes monnaies qui avaient cours dans l'Europe occidentale, de 1252 à 1375. Ramenées à une commune mesure, on peut dès lors comparer entre elles toutes ces innombrables monnaies dont la date d'apparition dans les textes nous est fournie avec précision¹. M. Schäfer a recherché également la valeur réelle et le titre des principales monnaies d'or et d'argent en usage aux XIII^e et XIV^e siècles. Il nous donne à ce sujet de nombreux renseignements, classés au nom de chacune des monnaies qu'il étudie. Un certain nombre de documents tirés des archives du Vatican concernant l'histoire monétaire terminent cette longue et importante introduction, fruit d'un énorme dépouillement d'archives².

On voit le mérite et l'importance du travail de M. Schäfer. Si l'on songe que l'auteur doit faire pour les pontificats de Benoît XII, de Clément VI, d'Innocent VI, d'Urbain V, de Grégoire XI le même travail que pour Jean XXII, si l'on songe surtout que les registres des successeurs du premier grand pape avignonais sont plus nombreux et plus volumineux encore que ceux qui ont fourni la matière de la présente publication, on est effrayé de l'énormité de la tâche courageusement assumée par l'auteur.

Il ne s'agit pas, en effet, ici d'une publication intégrale, matériellement impossible, mais d'un choix entre les documents conservés au Vatican. Or, pour choisir en connaissance de cause, il faudrait se livrer pour chaque chapitre de dépenses à une enquête minutieuse. En ce qui concerne notamment les comptes rangés sous la rubrique *opera et edifica* et pour lesquels il existe à côté de la série courante des *Introitus et exitus* un grand nombre de livres particuliers, cette enquête demanderait des années. Pour savoir ce qui, dans ces textes, est caractéristique, il faut rapprocher en effet les monuments des textes. Faute de quoi le travail risque d'être incomplet, de laisser échapper les passages vraiment caractéristiques. Et c'est trop souvent le cas de la présente publication. Elle ne dispense pas de recourir aux documents eux-mêmes, car le choix qu'elle fait entre eux est trop souvent arbitraire. Elle n'est pas critique non plus, car elle ne tient pas compte des publications antérieures : nous y trouvons des textes déjà édités par Faucon, Müntz ou le père Ehrle.

On eût évité ces défauts en répartissant entre différents collabora-

1. Ainsi nous voyons que la *Moneta Avinionensis* ne paraît pas avant 1340.

2. M. Schäfer eût pu en accroître facilement le nombre. Voir Arch. du Vatican, *Collectorie* 500, registre de Guigo Albi, notaire d'Orange, etc., etc.

teurs la vaste matière contenue dans les comptes de la Chambre apostolique. Chacun eût étudié une ou plusieurs séries de dépenses; nous aurions ainsi toute une série de publications critiques fort utiles. La chose est si vraie que M. Schäfer lui-même, s'occupant particulièrement de l'histoire des chevaliers allemands en Italie au XIV^e siècle, a extrait des comptes tout ce qui les concernait pour en faire l'objet d'un ouvrage spécial, de tous points excellent (voir plus haut, p. 363). C'est sur ce modèle qu'il aurait fallu concevoir la vaste entreprise dont nous signalons aujourd'hui le premier volume.

Ces critiques, ajoutons-le, n'atteignent pas directement M. Schäfer, que l'on ne saurait rendre responsable du plan général des *Vatikanische Quellen*¹. On félicitera plutôt le consciencieux érudit de nous avoir donné sur l'histoire financière, notamment sur le cours et la valeur des monnaies aux XIII^e et XIV^e siècles, tant et de si précieux renseignements.

Robert MICHEL.

Henry VIGNAUD. *Histoire critique de la grande entreprise de Christophe Colomb. Comment il aurait conçu et formé son projet. Sa présentation à différentes cours. Son acceptation finale. Sa mise à exécution. Son véritable caractère. Études critiques sur la vie de Colomb.* Deuxième série. Paris, H. Welter, 1911. 2 vol. in-8°. T. I : 1476-1490, xxxiv-730 pages; t. II : 1491-1493, xx-704 pages.

Depuis l'époque déjà lointaine où Henry Harrisse mettait en doute l'authenticité de l'histoire de Christophe Colomb écrite par son fils Fernand, les études colombiennes sont entrées dans une nouvelle phase. A la vérité, il a bien fallu reconnaître que l'authenticité des *Historie* de Fernand Colomb ne pouvait être niée. Si l'on ne possède pas la version originale de cet ouvrage dont il n'a été publié qu'assez tard, en 1571, une traduction italienne, elle a été utilisée et citée par l'évêque Las Casas, dans son *Historia de las Indias*, rédigée vers le milieu du XVI^e siècle, restée manuscrite jusqu'en 1875-1876. Mais les patientes recherches poursuivies surtout dans les archives de Gênes ont montré qu'en ce qui concerne la jeunesse de Colomb, ces deux ouvrages ne méritent aucune créance. Devenu un grand personnage, l'« Amiral » eut la faiblesse de renier ses très humbles origines. Tout ce qu'a raconté son fils sur ses études à l'Université de Pavie, sur sa parenté avec d'autres Colombo déjà connus des contemporains

1. On peut regretter d'ailleurs que l'école française n'ait pas entrepris, sous la forme que nous venons d'indiquer, la publication et l'étude méthodique des *Introitus et exitus* de la Chambre apostolique qui intéressent si particulièrement et si directement notre histoire méridionale.

n'est qu'un tissu de légendes intéressées. Toutefois, même après les travaux de M. Harrisse surtout, qui, sur nombre de points, rectifia ces récits légendaires, on peut dire que l'essentiel de l'histoire traditionnelle de Colomb avait résisté à la critique. Convaincu de la rotondité de la terre, c'était bien pour atteindre les Indes que Colomb avait navigué vers l'ouest. Son grand dessein, il le devait principalement au savant florentin Toscanelli qui l'avait exposé quelques années auparavant dans une lettre destinée à être communiquée au roi de Portugal. Colomb tenait de Toscanelli une copie de cette lettre.

On en était là, lorsqu'au Congrès international des Américanistes qui se tint à Paris en 1900, MM. Gonzalez de la Rosa et Henry Vignaud vinrent exposer leurs doutes sur l'authenticité de la lettre de Toscanelli. Bientôt après, M. Gonzalez de la Rosa, dans une sorte de programme, annonçait qu'il était arrivé sur le rôle de Colomb à des conclusions tout à fait nouvelles. La maladie ne lui a malheureusement pas permis jusqu'à présent de publier le résultat de ses travaux. Mais M. Henry Vignaud, dans une série déjà longue d'ouvrages et d'articles, n'a pas cessé depuis cette époque de poursuivre et d'étendre ses recherches. Elles se résument en trois volumes d'*Études critiques sur la vie et l'œuvre de Christophe Colomb*. La première série, parue en 1905, nous conduit jusqu'à l'établissement de Colomb au Portugal (1477), la seconde, qui comprend les deux volumes dont il va être question, est consacrée au grand dessein de l'Amiral, aux démarches qu'il dut faire pour le réaliser et à son premier voyage qui aboutit à la découverte des Lucâyes et de l'île d'Haïti.

L'œuvre est considérable. On peut dire que M. Vignaud n'a négligé aucune source d'information. Il a réussi à obtenir la communication de documents qui, jusqu'ici, étaient demeurés à peu près inaccessibles. C'est ainsi qu'il publie le fac-similé d'une lettre du roi de Portugal à Colomb, tirée des archives du duc de Veragua, dont une mauvaise copie, publiée autrefois par Navarrete, permettait tous les soupçons. Chaque « étude », — ce sont en réalité les chapitres du livre, — est précédée d'un exposé critique des sources. Des résumés très clairs rappellent, après chacune d'elles, les résultats considérés comme acquis. En appendice sont donnés les documents essentiels, s'il y a lieu avec leur traduction. M. Vignaud a pour son lecteur toutes les prévenances : il lui met sous les yeux les pièces du procès; il le conduit de déductions en déductions jusqu'à l'idée maîtresse de son œuvre.

Cette idée est très simple. Contrairement à ce qu'on a cru jusqu'à présent, ce n'est pas en cherchant à atteindre les Indes que Colomb a découvert l'Amérique; il n'avait d'autre but que de retrouver, dans l'océan Atlantique, des îles et des terres sur lesquelles il avait recueilli des renseignements qu'il considérait comme sûrs. Jamais il n'a été question, entre les rois catholiques et lui, de la découverte d'une route nouvelle pour aller au pays des épices. Ferdinand et Isabelle n'ont consenti à accepter ses propositions que parce qu'il affirmait

connaître la position de terres qu'il offrait d'annexer au royaume de Castille. En fait, Colomb ne rencontra les terres cherchées que beaucoup plus loin des Canaries qu'il ne les avait supposées d'abord. C'est alors qu'il s'imagina et qu'il garda toute sa vie la conviction qu'il était allé aux Indes. Il se mit en conséquence à chercher des arguments cosmographiques pour démontrer que les Indes se trouvaient bien là où il avait découvert les Antilles et que les côtes orientales de l'Asie en étaient très rapprochées. Sous l'empire de cette idée, à laquelle rien ne put le faire renoncer, il en vint à dire et peut-être à croire lui-même que l'Asie avait toujours été le but de son expédition, et c'est pour y aborder qu'il entreprit ses trois derniers voyages.

Comme on le voit, c'est toute l'histoire de la découverte de l'Amérique qui est ainsi remise en question, et les affirmations de M. Vignaud s'accordent parfaitement avec son hypothèse antérieure que la lettre de Toscanelli est un faux fabriqué par Colomb ou dans son entourage pour laisser croire qu'il fut guidé dès l'origine par une idée scientifique.

Il me serait impossible, dans les limites d'un compte-rendu, de discuter dans tous ses détails la thèse de M. Vignaud. Je crains fort, malgré toute son apparence de solide critique, qu'elle n'emporte pas la conviction des lecteurs compétents. Non pas, M. Vignaud voudra bien le croire, parce qu'elle heurte de front des opinions traditionnelles et couramment admises, mais parce que la méthode de l'auteur me paraît elle-même prêter à la critique. M. Vignaud reconnaît, tout le premier, que sur un trop grand nombre de points les documents qui permettraient d'affirmer avec certitude sont complètement défaut. En fait, mis à part les témoignages de Fernand et de Las Casas qu'il s'agit précisément de contrôler, nous ne savons rien des propositions de Colomb au roi de Portugal, ni des raisons pour lesquelles elles ne furent pas acceptées. Nous n'en savons guère davantage sur ce qui se passa entre Colomb et les rois catholiques avant l'acceptation de son grand projet. Est-il possible, dans ces conditions, d'aboutir à des conclusions solides? M. Vignaud fait des hypothèses très ingénieuses; il excelle à les enchaîner logiquement. Mais il se débarrasse un peu trop facilement des documents qui contredisent son système. Je ne voudrais pas insister sur cette question de la fameuse lettre de Toscanelli, reprise incidemment dans le premier des deux volumes. Il faut bien cependant en dire un mot, puisque c'est sur elle que repose toute la théorie. Voici un document qu'ont reproduit en italien et en espagnol Fernand Colomb et Las Casas, avec des variantes insignifiantes. Le texte latin existe copié de la main de Colomb ou de celle de son frère Barthélemy sur la feuille de garde d'un ouvrage qui leur a appartenu. Peut-on vraiment, parce que ce document présente pour nous certaines difficultés d'interprétation, disons, si l'on veut, certaines obscurités, le déclarer si facilement apocryphe? Colomb, dit-on, n'en a jamais parlé? Mais savons-nous ce qu'il a pu dire au roi de

Portugal ou à la junte espagnole chargée d'examiner son projet? Et si vraiment ce document est un faux, qui a bien pu avoir intérêt à le fabriquer? Colomb ou son frère, répond M. Vignaud, pour faire croire, après coup, que leurs théories cosmographiques pouvaient se réclamer du grand nom de Toscanelli, — si tant est que Toscanelli fût à ce point considéré alors comme une autorité en Portugal et en Espagne. — En réalité, nous n'avons là qu'une série d'hypothèses. L'historien, quand il s'agit de périodes où les éléments d'information sont si rares, n'a pas le droit de se montrer aussi affirmatif. M. Vignaud raisonne un peu trop comme un avocat qui aurait devant lui toutes les pièces d'un dossier. Il faut, en histoire, savoir ignorer.

Je ne puis, pour ma part, croire qu'il faille écarter si facilement les témoignages de Fernand Colomb et de Las Casas quand ils affirment que l'amiral cherchait la route des Indes par l'ouest. Je ne comprends pas bien pourquoi, s'il ne s'était agi que d'aller à la recherche de quelques îles à l'ouest des Canaries ou des Açores, le roi de Portugal n'aurait pas accueilli les propositions de Colomb, alors que, quelques années plus tard, en 1486, il accordait cette autorisation à Dulmo et à Estreito. Peut-être les prétentions de Colomb lui parurent-elles excessives? En réalité, de tout cela nous ne savons rien. Pourquoi encore ces longues hésitations de la cour d'Espagne, pourquoi ce renvoi à une junte de savants ou prétendus tels, s'il n'y avait pas eu à se prononcer sur une question d'ordre scientifique?

M. Vignaud est très frappé de ce fait que Colomb, lors de son premier voyage, navigua d'abord droit vers l'ouest, en suivant à peu près le parallèle de l'île de Gomera, l'une des Canaries. « Il semble naviguer, dit-il, comme un homme qui sait exactement où il va. Il se dirige droit sur un point déterminé, où une carte qui lui servait de routier indiquait des îles. » C'est seulement lorsqu'il eut constaté qu'il ne trouvait rien dans cette direction qu'il se rendit aux instances de Pinzon et inclina vers le sud-ouest. Quelle était donc cette carte qu'on se passa, raconte le journal de bord, d'un navire à l'autre? Celle de Toscanelli, dit Las Casas, qui croyait bien avoir en sa possession ce document. M. Vignaud est d'un autre avis. Si Colomb montrait tant de confiance, c'est qu'il avait été renseigné par un pilote inconnu qui lui avait révélé, avant de mourir, sans avoir eu le temps de faire connaître sa découverte, l'existence et la position exacte de terres nouvelles où il avait été jeté par la tempête. Je ne m'arrêterai pas à cette remarque que ces terres si bien repérées par le pilote, Colomb ne les a pas trouvées là précisément où elles devaient être. Mais, vraiment, cette histoire du pilote mérite-t-elle d'être prise au sérieux? On la racontait couramment en Haiti, où Colomb, nous ne le savons que trop, était loin de s'être rendu populaire. Las Casas, Oviedo l'ont rapportée tout au long, mais Las Casas, tout en reconnaissant que ce n'est pas impossible, ne l'a jamais donnée que comme un bruit qui courait : « Argumentos que hacen la dicha opinion apa-

rente, aunque se concluye como cosa dudosa », dit-il dans le sommaire de ce chapitre qui débute ainsi : « Resta concluir esta materia de los motivos que Cristobal Colon tuvo para ofrecerse á descubrir estas Indias, con referir una vulgar opinion que hobo en los tempos pasados, que tenia ó sonaba ser la causa más eficaz de su final determinacion, la que se dirá en el presente capitulo, la cual yo no afirmo, porque en la verdad fueron tantas y tales razones y exemplos que para ello Dios le ofreció, como ha parecido, que pocas dellas, quanto más todas juntas, le púdieron bastar y sobrar para con eficacia á ello inducirlo... » Quant à Oviedo, qui est encore plus explicite, il conclut ainsi : « Para mi yo lo tengo por falso, é como dize el Augustino : Melius est dubitare de occultis quam litigare de incertis. » Qu'on interprète comme on voudra ces textes, il est difficile d'en tirer argument en faveur d'une légende dont l'ignorance, la jalousie ou la haine expliquent suffisamment l'origine.

Il me paraît à peu près évident que la carte dont se servait Colomb appartenait à un modèle dont nous connaissons plusieurs exemplaires. C'était une de ces mappemondes où l'Asie se trouvait démesurément étendue vers l'est et où l'on pouvait voir figurées plus au large un grand nombre d'îles, la plupart légendaires, parmi lesquelles la grande île d'Antilia ou de Zipangu, nom donné par Marco Polo au Japon. Ce type de carte, nous le trouvons dans la mappemonde d'Henricus Marcellus Germanus qui porte la date de 1489. Nous le trouvons surtout reproduit sur le globe terrestre que Béhaïm fit construire et dessiner à Nuremberg en 1492, au moment même où Colomb naviguait vers les terres inconnues. Originaire de Nuremberg, mais fixé depuis plusieurs années en Portugal, Béhaïm était revenu, en 1490, dans sa ville natale, pour y recueillir la succession de sa mère, et il y resta deux ans. Sans aucun doute, c'est de Portugal qu'il avait apporté la carte ou les cartes qui servirent à dessiner son globe. M. Vignaud semble croire que c'est Béhaïm qui est l'auteur de ce dessin. Ses sources, dit-il, il nous les indique lui-même; il nomme en effet Ptolémée, Marco Polo, Mandeville, Plin, Strabon, Isidore de Séville, Aristote et Vincent de Beauvais. Mais il s'agit évidemment ici des auteurs où il a puisé le contenu de ses copieuses légendes. On ne dessine pas une carte aussi précise avec des textes. Pour les contours, Béhaïm a fait copier un modèle, qu'il a seulement un peu arrangé, et fort maladroitement à mon avis, pour le mettre au courant des récentes découvertes faites sur la côte d'Afrique. La preuve en est que ce même type de carte se trouve reproduit sur la grande mappemonde où Waldseemüller a figuré pour la première fois sur une carte imprimée les découvertes de Colomb et de ses continuateurs. On pourrait croire que Waldseemüller s'est inspiré du globe de Béhaïm, mais il n'en est rien, car sa nomenclature est plus riche que celle du globe, et il y a quelques différences dans le détail. Le prototype de ces deux

cartes pour leurs parties communes est certainement le même. Leur ressemblance est frappante, en particulier, pour l'île de Zipangu. Les légendes inscrites sur cette île par Béhaïm et Waldseemüller proviennent de la même source. Or, nous savons que le cartographe de Saint-Dié tenait ses documents du Portugal. On dira que tous ces dessins sont postérieurs au séjour de Colomb en Portugal et par conséquent à son grand projet. Mais ce type de carte n'existait-il pas déjà en 1480 à Lisbonne? On admettra bien que les Portugais avaient des cartes. Combien ont disparu de ces documents cartographiques qui ont dû être en si grand nombre! La grande carte imprimée de Waldseemüller a été tirée à mille exemplaires. On n'en connaît aujourd'hui qu'un seul. N'est-il pas frappant, d'autre part, que ce soit encore ce même prototype qu'adopte pour l'Asie Barthélemy Colomb, le confident et le collaborateur de l'Amiral, sur les dessins, retrouvés par M. Wieser à Florence, où il a essayé de figurer les découvertes de son frère en les rattachant au continent asiatique? Si, comme je le crois, c'est une carte de ce modèle que possédait Colomb, il est tout naturel que des Canaries il ait cinglé directement vers l'ouest : il devait, en se maintenant à cette latitude, toucher la partie nord de Zipangu.

Et si vraiment c'est bien une carte de ce type que Colomb a eue sous les yeux, comment n'aurait-il pas été frappé de la possibilité d'atteindre la côte d'Asie qui paraissait si proche? L'hypothèse est d'autant plus plausible que Béhaïm, lui aussi, a eu la même idée. Alors que Colomb était déjà de retour, le 14 juillet 1493, il faisait écrire de Nuremberg par un de ses amis, le Dr Müntzer, au roi de Portugal, pour lui proposer de tenter l'aventure, et les arguments qu'il donne sont précisément ceux que Colomb a mis en avant. N'y a-t-il pas là une curieuse coïncidence? M. Vignaud ne peut pas admettre qu'on ignorât en juillet 1493 à Nuremberg le retour de Colomb; rentré le 15 mars précédent (et non pas le 15 mars 1492, comme il est dit t. II, p. 450; la faute d'impression est évidente) en Espagne. La lettre de Colomb annonçant ses découvertes avait été imprimée en espagnol probablement à Barcelone, traduite en latin et imprimée à Rome en 1493. Mais peut-on affirmer que cette traduction, achevée en Espagne le 29 avril, circulait déjà imprimée en juillet 1493? N'est-il pas tout naturel d'admettre que Béhaïm ne la connaissait pas encore le 14 juillet? Les lettres de Colomb n'ont pas eu le retentissement de celles de Vespuce. En 1507, lorsqu'il publiait à Saint-Dié la *Cosmographiæ Introductio* et préparait la gravure de sa grande carte, Waldseemüller ne se rendait pas encore compte du rôle exact qu'avait joué Colomb, puisqu'il attribuait à Vespuce le principal mérite de la découverte. Les livres ne se répandaient pas aussi facilement à cette époque que nous l'imaginons quelquefois. Il serait facile d'en donner des preuves. Et je ne puis m'empêcher de

faire remarquer que le dessin du globe de Béhaïm, que les idées exprimées dans la lettre du Dr Müntzer s'accordent parfaitement avec ce qu'on peut lire dans la lettre de Toscanelli, avec ce qu'il nous dit de la carte qu'il avait dressée lui-même. Il est très possible que Béhaïm ait connu Colomb en Portugal, dix ans, il est vrai, auparavant; mais cela suffirait-il à expliquer toutes ces coïncidences? N'est-il pas plus simple d'admettre qu'il a existé un prototype dont tous deux se sont inspirés?

Le privilège accordé à Colomb par les rois catholiques ne fait pas mention des Indes, mais simplement d'îles et de terres qu'il se propose de découvrir. Est-ce donc, pense M. Vignaud, qu'il n'avait pas parlé des Indes dans les laborieuses négociations qui précéderent la signature de cet acte? L'argument paraît bien peu probant. Pouvait-on vraiment, dans un document officiel, qualifier d'Indes des terres qui n'étaient pas encore découvertes?

Je ne voudrais pas, en faisant ces graves réserves, laisser l'impression qu'il s'agit d'une œuvre superficielle; bien au contraire, elle est très étudiée et nous apporte sur beaucoup de points des informations dont il faudra tenir compte. Elle deviendra sans doute le point de départ d'utiles controverses, et, à tout prendre, il fallait que ces questions fussent posées. Je doute qu'elles soient jamais complètement résolues. A moins de découvertes nouvelles dans les archives portugaises et espagnoles, il est à craindre qu'on continue à ignorer bien des détails d'une entreprise qui n'a pris toute son importance qu'après qu'on a pu mesurer les conséquences de sa réussite. Raison de plus pour se tenir sur la réserve et pour ne pas se hâter de jeter par-dessus bord les documents qui ne s'accordent pas bien avec nos hypothèses.

L. GALLOIS.

LUCIEN FEBVRE. Philippe II et la Franche-Comté. La crise de 1567. Ses origines et ses conséquences. Étude d'histoire politique, religieuse et sociale. Paris, H. Champion, 1911. 1 vol. in-8°, LVI-807 pages.

Id. Notes et documents sur la Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté, extraits des archives du parlement de Dôle. Paris, H. Champion. 1 vol. in-8°, 336 pages.

I. — Depuis quelques années déjà, M. Lucien Febvre s'occupe de l'histoire de Franche-Comté; il a publié dans le *Bulletin de l'histoire du protestantisme français* de 1907 une remarquable étude sur Gilbert Cousin de Nozeroy, humaniste distingué qui pencha vers les idées de la Réforme et mourut « *ès chartres* » de l'archevêque de Besançon. Tout récemment, il donnait dans la *Revue historique* des articles très

fouillés sur l'application du concile de Trente et l'excommunication pour dettes dans la province; enfin, dans la *Revue de synthèse historique*, il appréciait les travaux qui ont été publiés jusqu'à présent sur la Comté, indiquait ceux qui restaient à faire, dressant, comme par avance, le plan de son champ d'études. Et voici qu'aujourd'hui il présente, sous forme de thèses qui lui ont valu en Sorbonne le titre de docteur avec mention *très honorable*, deux livres d'histoire comtoise dont l'on ne saurait assez proclamer les très solides mérites.

Ses recherches ont été très étendues. M. Febvre a dépouillé entièrement à la bibliothèque de Besançon le très riche fonds de Granvelle; malgré les deux publications de Weiss et de Pouillet-Piot, beaucoup de pièces sur l'histoire politique de la Comté sont restées inédites. Mais surtout il a lu, la plume à la main, toutes les archives du parlement de Dôle qui concernent le xvi^e siècle; et ce fonds n'avait pas encore été exploré. Les renseignements qu'il a recueillis dans les registres procureur, les registres de délibérations ou d'arrêts, la correspondance du parlement lui ont permis de renouveler vraiment l'histoire de la Comté; il a complété ses recherches en explorant divers fonds, celui des états, celui de la maison Chalon-Orange, les autres titres de famille de la série E des archives départementales, les débris des archives notariales. Comme ouvrages imprimés traitant soit de la Comté, soit des Pays-Bas ou de l'Espagne, il en cite, dans sa bibliographie, 431, — toute une bibliothèque, — et dans les notes, au bas des pages, d'autres sont mentionnés. Et de tous ces documents, il s'est rendu entièrement maître; son exposition est sans confusion et toujours nette. Les idées essentielles se dégagent très bien. Ajoutons que l'ouvrage est fort bien écrit, avec un souci du style d'autant plus méritoire qu'il devient plus rare. Les portraits sont fort bien enlevés, les personnages de premier plan d'abord, Philippe II, le duc d'Albe, don Juan et surtout le cardinal Granvelle; mais aussi ceux de second ordre, le gouverneur de Vergy, l'avocat fiscal au bailliage d'Amont Claude Belin, le président Pierre Froissard, son successeur Claude Boutechoux; chacun nous apparaît avec ses traits caractéristiques qui restent fixés dans notre mémoire, si bien que nous n'avons aucune peine à les reconnaître. L'exposition tout entière est élégante et charme.

Le titre principal : *Philippe II et la Franche-Comté*, peut induire en erreur. M. Febvre ne nous raconte pas les événements dont la Comté a été le théâtre pendant les années 1556 à 1598. La dernière date qui soit inscrite dans le livre, à sa place chronologique, est celle de 1586, où furent rendues d'importantes ordonnances de réforme. Des douze dernières années du règne, il n'est pas question. On y cherchera en vain le récit de l'invasion de la Comté par Henri de Guise et le marquis de Pont (1588-1589), celui de l'expédition de Tremblecourt (1595) qui précéda de peu Henri IV, et nous eussions

aimé suivre le roi de France sous les murs de Besançon, à Arbois et à Poligny : sa figure souriante eût fait contraste avec le visage sombre de Philippe II. Même M. Febvre ne nous a pas montré tout le développement historique des faits jusqu'en 1586. Il arrête ce développement, en 1567, au passage du duc d'Albe ou, en 1569, à l'invasion de Wolfgang, duc de Deux-Ponts. La marche à travers la Comté des huguenots qui, en juin 1575, tentent de surprendre Besançon n'est pas exposée. Après 1569, l'histoire des faits est omise, et l'on ne nous retrace plus que les tentatives de réformes politiques dans la province en 1573 et 1586.

Si toute la fin du règne de Philippe II manque, en revanche, nous avons une très longue introduction (149 pages) nous montrant ce qu'était « la Comté à la veille du règne de Philippe II ». On nous en fait la géographie; on nous en expose la formation politique; on nous décrit les organes du gouvernement; on nous en dépeint, avec des termes enthousiastes, la prospérité matérielle et morale. Mais, même avec le livre II, la narration des faits va être souvent interrompue. De la page 180 à la page 395, — pendant plus de 200 pages, — M. Febvre nous indique quelle était en Franche-Comté, durant tout le xvi^e siècle, la situation de la noblesse et de la bourgeoisie, leurs richesses et leurs revenus, leur manière de vivre et leurs mœurs; et ces études d'histoire économique, faites à l'aide d'une masse de petits faits minutieusement contrôlés, sont véritablement admirables; elles forment la partie la plus brillante de l'ouvrage. Plus loin encore, nous revenons en arrière. Des pages 452 à 498, nous trouvons une histoire de la Réforme à Besançon depuis 1523, où le chapitre lance l'anathème sur les livres de Luther, — et ici M. Febvre mêle l'histoire de la ville impériale, qui n'était pas espagnole, à celle de la Comté, — puis l'histoire de la Réforme dans la Comté depuis 1524, où l'archevêque de Besançon réclame l'expulsion de Farel qui a prêché les nouvelles doctrines à Saint-Maimbœuf de Montbéliard.

C'est qu'apparemment M. Febvre n'a pas voulu écrire une histoire chronologique de la Comté sous le règne de Philippe II; il a voulu, comme il le dit dans l'avant-propos, « saisir les rapports, dans un pays et dans un temps donné, des idées politiques, des sentiments religieux et des faits économiques ». Le vrai titre de son livre serait : Tableau politique, social et religieux de la Franche-Comté au xvi^e siècle. Et, pour notre part, nous regrettons qu'il n'ait pas traité essentiellement ce sujet, jetant par-dessus bord la suite chronologique. Ces modifications à faire au travail eussent été peu importantes et peut-être l'ouvrage y eût-il gagné en netteté. Surtout M. Febvre eût présenté un tableau social complet; il a voulu, pour l'histoire politique, montrer l'antagonisme des bourgeois et des seigneurs et il n'a parlé que de ces deux classes sociales; il n'a introduit les paysans que de biais comme exploités par les deux autres classes. Et il a négligé l'église; il n'y a

rien à peu près dans son livre sur les abbayes dont le rôle économique, en Comté, a été si considérable. M. Febvre comblera ces lacunes et donnera à son beau livre le complément qu'il appelle.

Peut-être pourrait-on faire aux diverses *thèses*, soutenues par M. Febvre, des objections essentielles. Nous ne nions pas l'importance en histoire du facteur économique; mais il n'explique pas tout. La Réforme a sa première cause dans la conscience individuelle, dans le besoin de l'âme de se régénérer et de chercher un aliment non dans de vaines pratiques, mais aux vraies sources de la vie religieuse. L'histoire de la Comté au XVI^e siècle n'est pas contenue tout entière dans l'opposition entre la noblesse et la bourgeoisie, les États et le Parlement; les intérêts de ces deux classes s'entre-croisent souvent et ne s'opposent pas toujours, et il faut tenir compte des autres classes sociales. Puis le contraste entre la Comté de Charles-Quint et celle de Philippe II est-il si frappant? Il y a eu sous le premier des bas après les hauts, sous le second des hauts après les bas. En quelle année l'Université de Dôle a-t-elle compté le moins d'immatriculations? Ce n'est pas sous Philippe II, mais bien en 1543 (32), et le chiffre tombe en 1545 à 22. M. Febvre est décidément trop sévère sur les ordonnances de 1573 à 1586; sans doute, elles donnaient un pouvoir plus grand à l'autorité centrale; mais elles mettaient un terme à des abus criants, elles introduisaient plus de rapidité et plus d'honnêteté dans l'exercice de la justice, plus d'ordre dans la province. Le malheur est qu'elles ne furent pas exécutées. La Franche-Comté est tombée en décadence surtout à cause de ses vices propres, de la dépravation de son clergé, des passions mesquines de ses magistrats, des luttes entre les différents ordres; on voudrait chez les habitants plus de passions généreuses, plus de grandes idées; le ciel est trop bas et l'horizon trop borné¹.

Toutes ces réserves sur le fond n'empêchent pas le livre de M. Febvre d'être excellent. Il est de ceux qui font réfléchir. Ce livre est mieux qu'une thèse; c'est une œuvre et l'œuvre d'un historien.

II. — Nous avons dit que M. Febvre connaît à fond les archives du parlement de Dôle. De ces archives, il a tiré les documents qui concernent l'histoire du protestantisme jusqu'en juin 1575, où les huguenots, après avoir failli surprendre Besançon, furent repoussés et où la Réforme fut définitivement vaincue. Nous connaissons ainsi tous les procès introduits devant le parlement pour crime d'hérésie et le nom

1. Il y a à relever dans le livre bien peu d'erreurs ou de fautes typographiques. P. 72, *in fine*, lire 1544 au lieu de 1564; p. 476, Pierre Toussain au lieu de Toussaint; p. 482, à la fin, dix au lieu de deux; p. 743, à la fin du premier paragraphe, 1580 au lieu de 1582. Il n'est pas exact de dire, p. 50, que le 19 août 1493 « le roi des Romains Maximilien devient l'Empereur ». Il ne prit le titre d'Empereur que le 4 février 1508.

des victimes. Le protestantisme compta en Comté vingt et un martyrs condamnés à mort, cinq aux galères, beaucoup d'autres au bannissement. M. Febvre ajoute un certain nombre de pièces sur l'Inquisition dont le rôle fut médiocre; elle jugeait les procès de sorcellerie accompagnés de vaudoiserie, les procès de sorcellerie pure et ceux d'hérésie luthérienne ou calviniste restant réservés, avec certaines restrictions, au juge civil. Les textes sont édités avec soin et ils sont fort bien commentés dans l'introduction.

Ch. PFISTER.

Lieutenant-colonel KLAEBER. **Marschall Bernadotte, Kronprinz von Schweden.** Perthes, Gotha, 1910. 1 vol. in-8°, x-482 pages.

C'est un livre d'étapes. L'auteur suit Bernadotte de date en date, de séjour en séjour, depuis son acte de naissance à Pau, en 1763, jusqu'à sa prestation de serment à Christiania en 1814. Le récit, généralement objectif, s'appuie sur les correspondances et les pièces officielles. Il est favorable à Bernadotte. Ses habiles ménagements à l'égard des émigrés, des professeurs de Giessen et des bourgeois de Mayence, que, nous autres Français, nous taxons d'intrigues, paraissent au colonel Klaeber tout à fait louables. C'est possible après tout; mais il me paraît trop indulgent dans l'affaire du drapeau français à Vienne (avril 1798). En cette occasion, Bernadotte a bien sa part de responsabilité. Le colonel Klaeber suit naturellement de près les campagnes de Bernadotte; il les a illustrées de croquis très simples, mais utiles. A quoi bon, d'ailleurs, nous donner les plans de la rue de la Lune à Sceaux, et de la rue du Rocher, dans le quartier Monceaux, où vécurent en 1798 les deux beaux-frères, Bernadotte et Joseph Bonaparte, maris de Désirée et de Julie Clary? L'auteur s'inscrit avec raison en faux contre le jugement de Napoléon, qui refuse à Bernadotte tout talent militaire; quoique de caractère difficile, Bernadotte fut un très habile intrigant, presque un conspirateur. Il se rallia cependant à l'Empire avec enthousiasme (Klaeber, p. 144) et devint maréchal; mais Napoléon, après lui avoir fait espérer la principauté d'Anspach, l'affubla de la principauté un peu ridicule de Ponte-Corvo. Le colonel Klaeber ne me paraît pas avoir assez insisté sur cette ambition déçue. Pour l'affaire d'Auerstedt (14 octobre 1806), en publiant le fac-simile de l'ordre de Berthier, il justifie, semble-t-il, Bernadotte des accusations de Davout (p. 174). Blessé à Mohrungen, gouverneur des villes hanséatiques de 1807 à 1809, Bernadotte se mêla des affaires de Danemark et de Suède de plus près que l'Empereur ne l'aurait désiré, bien que le colonel Klaeber dise que l'Empereur ne lui en sut pas mauvais gré (p. 237). Mais tout fut brisé entre eux par le fameux bulletin du 18 juillet 1809. Napoléon y démentait Ber-

nadotte, chef du contingent saxon, lequel, d'ailleurs mal soutenu (p. 260), s'était débandé, et auquel le maréchal avait accordé un brevet d'honneur et de gloire. Rentré à Paris, compromis encore dans l'affaire de Walcheren, comment Bernadotte réussit-il, à la barbe de Napoléon (Klaeber, ch. xv), à mener les singulières négociations qui le firent prince royal de Suède? L'auteur nous l'apprend en suivant tous les détails de ces démarches, préparées probablement depuis longtemps. Il publie le curieux fac-simile de la déclaration par laquelle l'Empereur se résigna au fait accompli. Comment Charles-Jean devint tout Suédois, prétendit imposer sa médiation à Napoléon, traita avec la Russie, servit la coalition, conquit la Norvège, le colonel Klaeber nous le fait savoir avec abondance et précision. J'aurais voulu quelque chose de plus sur les rapports de Bernadotte avec M^{me} de Staël et sur son espoir d'être roi de France en 1814. L'auteur a l'air d'ignorer le livre de M. Paul Gautier, *Napoléon et M^{me} de Staël*. Mais son livre n'en est pas moins ce que nous avons de plus complet et de plus intéressant sur ce politicien très remarquable, encore que nous autres Français nous discutons son caractère, qu'était Bernadotte.

P. BONDOIS.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

GÉNÉRALITÉS.

— V. BEZOLD, E. GÖTHEIN, R. KOSER. *Staat und Gesellschaft der neueren Zeit (bis zur französischen Revolution)* (Berlin, Teubner, 1908, gr. in-8°, vi-349 p. Fait partie de *Die Kultur der Gegenwart*, 2^e partie, 5^e section). — L'ouvrage, partagé entre trois collaborateurs, étudie les doctrines politiques et sociales dans les ouvrages des théoriciens et dans les pratiques des hommes d'État depuis la Réforme jusqu'à la Révolution.

J. von Bezold traite la période de la Réforme, l'impérialisme de Charles-Quint, le machiavélisme italien, les pratiques politiques des États européens, les différentes formes du protestantisme aboutissant à la théorie de la résistance et au républicanisme, les transformations économiques, sociales et intellectuelles du xvi^e siècle, la naissance de l'esprit scientifique encore mal dégagé des idées antérieures (sorcellerie, astrologie). C'est la partie la plus vivante et la plus originale.

La période de la contre-Réforme est traitée par Göthein, l'historien si pénétrant de la Compagnie de Jésus, qui cherche surtout à faire comprendre l'action de la Réforme catholique sur la philosophie, la théologie, la morale, les arts et les sciences. C'est un exposé très clair, très précis, très agréable, plein de remarques fines (sur la transformation de l'ascétisme par Loyola, sur l'importance prise par la confession, sur les rapports entre la maladie de Pascal et sa polémique, sur l'effet du procès de Galilée).

La période de l'absolutisme, traitée par R. Koser, commence avec la France de Richelieu et se termine avec la France de Louis XIV et de Louis XV. La république d'Angleterre et la monarchie parlementaire apparaissent comme des accidents locaux. C'est l'influence de la France qui domine le reste de l'Europe au xvii^e siècle par ses alliances, plus tard par son action sur la vie intellectuelle. L'histoire politique tient naturellement ici plus de place que l'étude des doctrines.

Ce volume se présente sans aucune note, sans autre appareil scientifique qu'une courte notice bibliographique (à la fin de chaque période), réduite à l'indication des principaux travaux. C'est une œuvre de haute vulgarisation. Elle montre les progrès des historiens allemands dans l'art de classer et d'exposer les faits. Ch. SEIGNOBOS.

— *Die allgemeinen Grundlagen der Kultur der Gegenwart* (Berlin, Teubner, 1906, gr. in-8°, xv-671 p. Fait partie de *Die Kultur*

der Gegenwart, 1^{re} partie, 2^e section). — Ce volume, qui sert d'introduction à une collection d'exposés généraux des divers aspects de la civilisation, est plutôt du ressort des revues d'enseignement, de beaux-arts ou de bibliographie que d'une revue historique. C'est d'ailleurs un très bel ouvrage, bien équilibré, bien rédigé, très vivant, très instructif, fourni de notices bibliographiques et critiques qui sont très substantielles et bien au courant; il répond au besoin, très vivement ressenti en Allemagne comme dans les autres pays de forte culture, de condenser les résultats des travaux des spécialistes en une vue d'ensemble à la fois générale et scientifique.

Toute encyclopédie exige une division du travail; ce volume est l'œuvre de dix-sept collaborateurs, dont les plus connus sont l'économiste W. Lexis, l'historien de la pédagogie Paulsen, le critique d'art J. Lessing (sans compter le directeur Hinneberg). Un préambule général indique les fondements et le développement de la civilisation jusqu'à la fin du XIX^e siècle; une étude d'ensemble de Paulsen sur « le régime de culture contemporain » (*Das moderne Bildungswesen*) analyse très finement la nature, les procédés et la valeur de ce complexe d'influences, d'habitudes et de sentiments, réunis sous le nom de « Culture ». Puis vient la description des institutions de culture réparties en groupes : 1^o les écoles : écoles primaires (Schœppa), écoles secondaires de garçons (Matthias), écoles secondaires de filles (Gaudig), écoles spéciales (Kerschensteiner), écoles supérieures de lettres (*Geisteswissenschaftlich*) (Paulsen) et de sciences (von Dyck); 2^o les musées : musées d'art et d'art industriel (Pallat), musées scientifiques et techniques (Krupelin); 3^o les expositions d'art et d'art industriel (Lessing), scientifiques et techniques (Witt); 4^o la musique (Gœhler); 5^o le théâtre (Schleuter); 6^o les journaux (K. Bücher); 7^o le livre (Pietschmann); 8^o les bibliothèques (Milkau). La conclusion est un tableau d'ensemble, « l'Organisation de la science » (Diels).

Les institutions allemandes sont au premier plan, mais éclairées par des comparaisons avec d'autres pays, surtout la France et l'Angleterre; il y a même un bon chapitre sur les expositions universelles. Cette énumération suffit pour donner l'idée de l'extraordinaire richesse de matières de ce bel ouvrage. On ne pourrait en exposer et en discuter le détail comme il le mérite sans dépasser beaucoup les bornes de cette *Revue*.

Ch. SEIGNOBOS.

— H. A. L. FISHER. *The republican tradition in Europe* (Londres, Methuen, in-8°, xi-305 p.). — Ce livre, né d'une série de conférences faites aux États-Unis, est destiné à donner une esquisse « du cours de la pensée et de l'action républicaine » depuis la fin de l'Empire romain. L'auteur n'a pas la prétention d'apporter des faits nouveaux, il s'est borné à tirer, de textes et de faits bien connus, un exposé alerte et clair. Il examine, dans l'ordre chronologique, les principales manifestations théoriques et pratiques de ce qu'il appelle « l'idée » ou la « tradition » républicaine : l'Islande du moyen âge,

Venise et Florence, les partisans de la Réforme, les Provinces-Unies, la Révolution d'Angleterre, la Révolution française, l'influence révolutionnaire en Angleterre et en Europe, le mouvement contre l'absolutisme de 1815 à 1848, la République de 48, le mouvement républicain en Italie et en Allemagne, la troisième République, la république d'Espagne.

L'objet de l'étude n'est pas défini avec précision ; il s'agit tantôt des essais pratiques, réussis ou avortés, pour établir une république réelle, tantôt de simples conceptions théoriques formulées par des écrivains. Et, à vrai dire, les théories de penseurs isolés, Machiavel, Althusius, Milton, Harrington, Wordsworth, Bentham, Carlyle, Bradlaugh, tiennent proportionnellement plus de place que les réalisations de républiques. Mais ce mélange paraît répondre au désir de l'auteur, de montrer que même les idées théoriques en politique ont été dominées par les conditions pratiques.

C'est l'œuvre d'un homme bien informé qui voit l'essentiel des faits, en marque avec précision le caractère et l'enchaînement et condense sa pensée sous une forme remarquablement concise. L'exposé recouvre une thèse que voici. Depuis la fin du monde antique, la monarchie a été la forme normale des États de l'Europe, elle avait pour elle la tradition de l'Empire romain et de l'Église chrétienne ; les théories politiques du moyen âge sont fondées sur la croyance à la nécessité de la royauté, institution divine. La république n'est qu'un accident local, réduit à la petite colonie danoise d'Islande et aux villes commerçantes d'Italie. C'est la Réforme, « le grand dissolvant du conservatisme européen », qui fait naître entre les princes et leurs sujets les conflits de religion d'où sortent les révoltes qui aboutissent aux républiques des Provinces-Unies et d'Angleterre ; alors apparaissent les théories du contrat social et du droit souverain du peuple, fondées sur le droit naturel (Althausen en Frise, les Indépendants de l'armée anglaise, Milton et Harrington) ; le républicanisme est donc une « création de la civilisation teutonique ».

Les peuples latins restent fidèles à la foi monarchique, les philosophes du XVIII^e siècle soutiennent le despotisme éclairé qui leur paraît seul capable de réformer les abus des privilèges. La Révolution française même est monarchique. La France ne s'organise en République que sous la pression de la nécessité ; elle crée alors le type nouveau d'un grand État unitaire démocratique fondé par une révolution brusque ; l'idée fondamentale de ce régime est la croyance à la perfectibilité de l'homme qui met la république en opposition avec le péché originel, dogme essentiel de l'Église. La Révolution française encourage en Angleterre l'agitation des radicaux, dont quelques-uns deviennent républicains ; elle répand en Europe, surtout en Italie, l'évangile républicain.

La réaction de 1815 arrête le mouvement, mais le socialisme lui donne une force nouvelle qui fait explosion par la Révolution de 48

en France, en Italie, en Allemagne. 1848 est l'apogée du mouvement républicain en Europe; la République d'Espagne n'a été qu'un accident éphémère, la deuxième République française n'a pas duré et la troisième République est l'œuvre des monarchistes. « L'histoire politique de la France sous son nouveau régime n'a pas été de nature à inviter l'imitation », et la « cause républicaine » est décidément en déclin, c'est ce que prouve la décision de la Norvège en 1905. Ce déclin a pour cause (outre les vertus des souverains contemporains) : 1° le succès du grand monarchiste Bismarck; 2° l'impérialisme et « la politique mondiale » qui font naître le besoin d'un lien entre les colonies que seule la communauté de souverain peut former; 3° l'avantage qui résulte pour la paix des liens de famille entre les monarches.

S'il valait la peine de discuter une thèse liée aux préférences personnelles et à l'origine nationale de l'auteur, on pourrait soutenir précisément la thèse contraire : que le déclin irrémédiable de la monarchie a été retardé par la conscience professionnelle des souverains des petites familles allemandes qui occupent presque tous les trônes d'Europe, mais que la poussée irrésistible vers le suffrage universel et l'accroissement continu des partis socialistes, républicains par essence, démontrent le triomphe de l'idée républicaine. En tout cas, il est remarquable que dans son exposé M. Fisher passe sous silence la république modèle qui a créé, pour le monde entier, les institutions républicaines du referendum et de l'initiative (il n'y a rien sur la Suisse depuis sa constitution en État fédéral) et qu'il ne tient aucun compte de l'influence grandissante des républiques maitresses des deux continents américains.

Ch. SEIGNOBOS.

— Paul LACOMBE. *Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle. Supplément : 1902-1910* (Paris, Henri Leclerc, 1911, in-8°, xxiv-87 p.). — Cette brochure fait suite au volume composé en 1902 par M. Lacombe à l'occasion du jubilé scientifique du célèbre érudit (cf. *Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 423). Rien que pour les années 1902-1910, les travaux publiés par M. Delisle forment un total de plus de deux cents numéros. M. Lacombe a joint au catalogue de ces travaux quelques additions au volume de 1902 et quelques pages inédites où M. Delisle narrait ses années de jeunesse.

L. H.

— Ernest-M. RIVIÈRE, S. J. *Corrections et additions à la bibliothèque de la Compagnie de Jésus. Supplément au De Backer-Sommervogel*, 1^{er} fasc. (Toulouse, chez l'auteur, 1911, grand in-4°, x-38 p.). — Ce premier fascicule forme un tout en soi; il contient 153 numéros allant de *Anonymes* à *Zequeda*. Dans une brève introduction, l'auteur énumère les tentatives qui ont été faites pour donner la bibliographie complète des œuvres de la Compagnie, depuis le P. Ribadeneira jusqu'au P. Eug. de Uriarte. Ce supplément « paraîtra par fascicules non périodiques, de dimensions nécessairement iné-

gales, suivant la quantité plus ou moins grande des corrections ou des additions recueillies. Un second fascicule a déjà été préparé, plus complet que le premier : il sera incessamment imprimé, si les souscriptions sont assez nombreuses ». (Souscrire chez l'auteur, 7, rue Boulbonne, à Toulouse.) Ch. B.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Rudolph SOHM. *Die altdeutsche Reichs- und Gerichtsverfassung*; t. I. : *Die fränkische Reichs- und Gerichtsverfassung*, nouv. édition (Leipzig, Duncker et Humblot, 1911, in-8°, XXXII-588 p.). — Réimpression pure et simple du volume, aujourd'hui classique, paru en 1871. On peut regretter que M. Sohm n'ait pas profité de l'occasion pour refondre son premier essai et prendre position dans les controverses multiples auxquelles l'histoire des institutions franques a donné lieu depuis quarante ans. L. H.

— Jacques BAINVILLE. *Un roi wagnérien. Louis II de Bavière*. Nouvelle édition complètement refondue (Paris, Librairie nationale, [1911], in-12, xvi-277 p.; prix : 3 fr. 50). — C'est bien, comme l'indique le titre, une édition refondue que M. Bainville nous donne de son intéressant ouvrage. Il ne s'est pas borné à en remanier profondément le style; il a tenu compte des publications nouvelles dont l'histoire de Wagner et de son illustre ami ont été l'objet depuis dix ans (la première édition de ce livre remonte à 1900) et il a étudié de plus près, d'après des textes récemment publiés (les Mémoires de Hohenlohe, entre autres), le rôle souvent plein de bon sens et d'à-propos joué par le roi de Bavière dans la politique allemande au temps de Bismarck. Il ne se montre pas plus indulgent que jadis pour les goûts artistiques de Louis II ni pour la forme excentrique donnée par le jeune souverain à ses sentiments d'admiration wagnérienne, mais il ne croit plus aussi fermement à sa folie : déséquilibré, certes; mais fou à enfermer? M. Bainville en doute fort. Il faut reconnaître, en tout cas, que Louis II n'était visiblement plus en état de régner quand se produisit la tragédie de juin 1886. L. H.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Marcel POËTE. *Formation et évolution de Paris* (Paris, F. Juven, 1911, in-16, 184 p.; prix : 2 fr.). — M. Poëte, vulgarisateur inlassable de l'histoire parisienne, résume en ce nouveau volume ses idées sur la formation et l'évolution de la capitale. Il insiste sur ce qu'il appelle le rôle des « éléments formateurs », églises, abbayes, écoles, remparts, etc., et s'applique à noter au passage quelques épisodes d'une histoire autour de laquelle, à l'entendre (p. 18), gravite toute l'histoire de la France. L. H.

— Louis BASCOUL. *Essai historique sur le château de Saint-*

Privat, la vallée du Pont-du-Gard, ses seigneurs et ses possesseurs (Nîmes, impr. générale, 1911, in-8°, 443 p.). — Le château de Saint-Privat méritait assurément une monographie, et M. L. Bascoul a eu une heureuse idée en joignant à celle qu'il lui a consacrée une étude historique sur la vallée du Pont-du-Gard. Campé près de l'admirable aqueduc romain, le château de Saint-Privat commandait, en effet, cet antique passage et toute la riche vallée du Gardon. De là son importance et l'intérêt de son histoire. Cet intérêt, M. Bascoul n'a malheureusement pas su le voir. Comme tous les érudits locaux dont les connaissances historiques sont insuffisantes, il proportionne mal les différentes parties de son travail et ne sait pas rappeler à propos les faits d'histoire générale propres à éclairer sa monographie. Ainsi, après des aperçus géologiques et anthropologiques sujets à caution, après des considérations inutiles sur les Gallo-Romains et les barbares, suivies de maigres notices sur les seigneurs du pays aux XIII^e et XIV^e siècles¹, l'auteur s'enfonce dès le XVI^e siècle dans l'histoire des familles qui possédèrent le château de Saint-Privat, en sorte que ce livre, de près de 500 pages, ne comprend guère qu'une histoire généalogique insignifiante succédant à de vagues généralités. Il y a cependant dans l'ouvrage de M. Bascoul quelques détails intéressants sur l'histoire des guerres de religion et l'auteur a des lectures : il connaît quelques ouvrages d'histoire locale (il connaît même les confessions de J.-J. Rousseau et le dictionnaire de Larousse!). Enfin, et c'est l'originalité et le seul mérite de son travail, il a pu dépouiller les archives du château de Saint-Privat, où il a d'ailleurs trouvé peu de chose. On regretterait qu'il n'ait pas pénétré dans celles du duché d'Uzès où abondent les documents anciens sur cette région s'il ne montrait dans son ouvrage le peu d'expérience qu'il a des documents du moyen âge².

R. M.

— Mgr Édouard HAUTECŒUR. *Histoire de l'abbaye de Flines* (Lille, R. Giard, 1907, in-8°, XII-468 p., 15 pl.). — La première édition date de 1874. Celle-ci poursuit la narration jusqu'en 1909. L'illustration est nouvelle. Flines, près Douai, est une abbaye cistercienne de femmes, fondée (d'abord près d'Orchies) en 1234 par Marguerite de Constantinople. L'abbaye eut à souffrir les attaques de ceux que l'auteur (p. 289) appelle « les chacals de la Révolution ». Elle fut rétablie, à Douai même, en 1818, comme communauté enseignante. Les dames de Flines, victimes de la secte antichrétienne, sont aujourd'hui à Louze, près Tournai. Une page amusante (p. 391) sur la façon dont

1. L'histoire de la seigneurie au XIII^e siècle est particulièrement insuffisante. L'auteur n'a même pas utilisé les sources imprimées qu'il avait à sa disposition.

2. On regrette aussi de ne pas trouver une étude ou au moins une description des bâtiments anciens du château qui subsistent encore. Les gravures de l'ouvrage de M. Bascoul soulignent cette lacune, elles ne la comblent pas.

on s'y prit, avant l'établissement du séquestre, pour « emballer tout ce qu'il était possible de soustraire aux spoliateurs... Le temps gagné fut largement mis à profit. Quand le liquidateur se présenta, l'opération était terminée, la maison presque vide ». H. HR.

— *Archives historiques du département de la Gironde*. T. XLIV, 1909, distribué en 1911 (Paris, Picard; Bordeaux, Feret, in-4°, xxx-560 p.). — On notera dans ce volume les documents suivants : *Comptes de l'archevêché de Bordeaux*, XIV^e s., publ. par F. PRÉCHAUD; *Rôle gascon d'Édouard I^{er}*, 1286, publ. par Ch. BÉMONT; *Comptes des recettes et dépenses du trésorier de la ville de Bordeaux*, 1501-1502, publ. par J. DUCAUNNÈS-DUVAL; *Arrêts du parlement de Guyenne concernant l'histoire des débuts de la Réforme dans le ressort de ce parlement*, 1541-1552, publ. par H. PATRY; *Documents sur l'administration du maréchal de Matignon en Guienne*, publ. par F. GÉBELIN; *Liste des membres de la Cour des Aides de Guienne*, publ. par Pierre MELLER; *Documents relatifs à trois manufactures de faïence établies ou à établir en 1762 dans l'ancien Bordelais*, à Podensac, Sadirac et Lignan, publ. par P. LABADIE; *Documents sur l'inondation de 1770*, publ. par P. CARAMAN; *Documents sur la fortune privée au XVIII^e s.*, publ. par P. NICOLAÏ; *Élection de Bordeaux; état de comparaison des coles du vingtième des biens-fonds des officiers de la Cour des Aides*, 1754-1755, etc.

— G. LETONNELIER. *Annecy aux XV^e et XVI^e siècles* (Annecy, impr. J. Depollier et fils, 1911, petit in-12, 105 p.). — Cette brochure est la reproduction de conférences faites aux habitants d'Annecy. M. Letonnelier résume d'abord en quelques pages substantielles la naissance et la croissance de la ville d'Annecy, son rapprochement graduel du lac, le développement successif de ses enceintes. Il restitue ensuite la physionomie des principaux édifices à ces époques; expose enfin les attributions et le fonctionnement des divers organes de la vie politique, économique et sociale : le statut des bourgeois, le rôle des syndics et des divers conseils, etc. La sobriété et la précision de la forme ne font que mieux ressortir, en même temps que le soin de M. Letonnelier à ne négliger aucun détail caractéristique, la valeur de la documentation aussi rigoureuse qu'abondante, puisée en majeure partie aux archives municipales. Des croquis simples, mais très clairs, ajoutent encore à l'intérêt de ce travail.

Marcel BLANCHARD.

— Ernest DAUDET. *A travers trois siècles (études d'œuvres et propos d'historien)* (Paris, Hachette, 1911, in-16, vii-283 p.). — Série d'articles (la plupart parus dans le *Figaro*) écrits à propos d'œuvres historiques récentes (Batiffol, de Ségur, Stryenski, Vandal, etc.) ou de publications de textes (Mémoires de la comtesse de Boigne, de la duchesse de Dino, Lettres du P. Didon, etc.). La plus originale de ces

études est celle qui est consacrée à la comtesse de Lieven (*Vie de cœur d'hommes d'État*); M. Daudet y ajoute quelques éléments au dossier de Jean Hanoteau.

H. HR.

— Émile MAGNE. *Voiture et les origines de l'hôtel de Rambouillet (1597-1635). Portraits* (titre intérieur : *Portrait*) et *documents inédits* (Paris, « Mercure de France », in-12, 321 p., index, 4 pl., dont un portrait en héliogravure). — Dans la manière ordinaire de l'auteur : truculences, orgies, accumulation de détails dont chacun repose sur un texte, mais sur un texte plus ou moins sûr; et, avec cela, de patientes et ingénieuses recherches d'archives et de jolies trouvailles, surtout au quai d'Orsay. Les chapitres sur Voiture, négociateur de Gaston d'Orléans à Madrid et compagnon de ce même pleutre de Gaston à Bruxelles, sont du dernier piquant. Un prochain volume traitera de *Voiture et les années de gloire de l'hôtel de Rambouillet (1636-1648)*.

H. HR.

— Émile MAGNE. *Gautier-Garguille. Notice d'après des documents inédits, suivie des chansons...* (Paris, Louis-Michaud, s. d., petit in-8°, 192 p., 39 grav.). — La pornographie est de tous les temps. Il faut reconnaître que celle du XVII^e siècle était moins stupidement idiote que celle de nos modernes cafés-concerts. Garguille, Gros-Guillaume et Turlupin mettaient au moins de l'esprit dans l'ordure. M. Magne consacre à l'un de ces trois chansonniers, Hugues Quérû, sieur de Fléchelles, quelques pages de « haulte gresse ». — « Deux provinces possèdent le don du rire et en illuminent la France, Gascogne et Normandie ». Que de provinces vont réclamer, celle de Rabelais, celle de Piron, et d'autres!

H. HR.

— BOSSUET. *Correspondance. T. IV : 1689-1791* (Paris, Hachette, 1891, in-8°, 532 p., table). — Le nouveau volume de l'édition de MM. Ch. URBAIN et E. LEVESQUE contient surtout des lettres de direction, mais aussi quelques lettres sur la révolution d'Angleterre et sur des conversions de pasteurs. Aux appendices, une curieuse note critique sur la façon dont M^{me} Cornuau a remanié les lettres du grand évêque et une reproduction de la célèbre lettre de Pierre Frotté.

H. HR.

— Maurice PELLISSON. *Les hommes de lettres au XVIII^e siècle* (Paris, Colin, 1911, in-18, 311 p., index). — Ceci est plus qu'un essai de critique littéraire; plutôt un chapitre d'histoire sociale. Comment les hommes de lettres ont conquis une situation indépendante et respectée, c'est ce qu'on recherche, à l'exemple et sous l'influence de Brunetière, en étudiant leurs rapports avec la loi et les ministres, avec les comédiens et les libraires, avec le monde, enfin leur vie privée, qui peu à peu devient plus digne et plus régulière. Que de distance entre le crapuleux intérieur d'un Crébillon (j'entends le père) et le ménage Suard, dont « on peut dire qu'il a vraiment fait époque »!

Il faut bien reconnaître, — et ici encore nous retrouvons Brunetière, — que cette ascension sociale de la gent lettrée eut surtout ceci pour cause, que les écrivains se montrèrent « moins incurieux des biens de fortune ».

H. HR.

— A. TEDESCHI. *Ossian, « l'Homère du Nord », en France* (Milan, tipografia sociale, 1911, in-8°, 124 p.). — Essai facile et rapide sur l'introduction en France des œuvres poétiques de Macpherson, leur éclatant succès, leur influence au temps de la Révolution et de l'Empire, les traces qu'elles ont laissées dans certains écrits de l'École romantique. Rien de bien neuf ni qui intéresse particulièrement l'histoire.

Ch. B.

— Pierre DE LACRETELLE. *Les origines et la jeunesse de Lamartine, 1790-1812* (Paris, Hachette, 1911, in-12, xi-282 p.). — Ce livre est essentiellement fondé sur le manuscrit du *Journal intime* de la mère de Lamartine. On y recherche les origines de la famille, en remontant jusqu'au XVI^e siècle, par les des Roys, alliés aux Grimod de la Reynière, aux Lamoignon de Malesherbes, aux Chateaubriand, aux Tocqueville, attachés au service de la famille d'Orléans. Puis quelques portraits de famille : le terrible oncle Louis ; la mère, « âme inquiète et tourmentée, d'une sensibilité rare », qui veilla à donner à son fils une éducation profondément chrétienne et exerça ainsi sur lui une influence décisive ; la maison natale à Mâcon, rue des Ursulines, le décor de Milly, de Saint-Point, les émotions de la Terreur. Parmi les années d'études du jeune Alphonse passe la curieuse figure de l'abbé Dumont, un prêtre athée, même franc-maçon, prêtre par désespoir, par un douloureux secret confié à Lamartine et qui fit sur lui une grande impression : il devait retenir quelques traits de ce prêtre pour son *Jocelyn*. Nous le suivons à l'institution des dames Puppier de Lyon, d'où il se sauva, au collège de Belley, chez les Pères de la Foi, ex-Jésuites, où il fit quatre années d'études à peu près régulières parmi les spectacles d'une magnifique nature qu'il sentit et comprit, où il admira Rousseau et le *Génie du christianisme*, préparant la formation de sa propre personnalité dans la poésie de la nature et le sentiment religieux. Le livre s'achève par les rêveries et les ébauches littéraires du jeune homme, par son premier roman d'amour avec Henriette Pommier, interrompu par les fortes impressions du voyage en Italie et du séjour à Naples en 1811-1812.

É. D.

— F. BALDENSBERGER. *Études d'histoire littéraire*, 2^e série (Paris, Hachette, 1910, in-12, 217 p.). — Nous relevons dans ce petit volume, d'un intérêt aussi constant que varié, un morceau sur Chateaubriand et l'émigration royaliste à Londres de 1793 à 1800, où il est surtout question des relations de Chateaubriand avec le pamphlétaire Peltier, que Bonaparte détestait tant, Peltier, « l'homme aux ressources », qui trouve parfois un gagne-pain au malheureux écrivain en le con-

duisant à son imprimeur ou en lui procurant des leçons de français à Londres et dans les environs. On y rencontrera aussi les querelles entre les modérés comme Mallet du Pan et les royalistes intransigeants comme Peltier, et enfin les premiers signes de la renaissance chrétienne, d'abord liée à la renaissance royaliste, le *Génie du christianisme* devant être dédié à Louis XVIII avant de l'être à Bonaparte, ce qui naturellement souleva la grande colère de l'intraitable Peltier contre la trahison de M. de Chateaubriand. É. D.

— Collection historique illustrée : *Amours et coups de sabre d'un chasseur à cheval, 1800-1809* (Paris, Louis Michaud, 1910, in-12, 189 p.). — Il s'agit des souvenirs de Charles Pasquier et de ses amours, de jolies idylles, très fraîches, presque innocentes, sauf à Bayreuth en 1809; débuts d'un tout jeune volontaire, parmi les duels, de garnisons en garnisons, à travers la campagne de 1806, par Iéna, puis Eylau, en captivité à Vilna, puis dans la campagne de 1809 jusqu'à Wagram. La carrière de Pasquier d'ailleurs n'était pas finie là. É. D.

— *Mémoires et souvenirs publiés sous la direction de F. FUNCK-BRENTANO : Épopées centennaires, la Grande Armée*. Récits de César de LAUGIER, officier de la garde du prince Eugène, traduits pour la première fois de l'italien par M. Henry LYONNET et illustrés d'après les documents du temps (Paris, Fayard, s. d., in-8°, 189 p.). — Ces récits donnent notamment des détails sur les combats d'Ostrowno, la bataille de Borodino, l'incendie de Moscou, puis après la « fournaise », la première neige, la bataille de Malojaroslawetz, où l'armée d'Italie périt presque toute. Cet officier italien semble avoir eu plus de dévouement pour la cause de l'Italie que pour l'Empereur même : « C'est le sang des Romains qui coule dans nos veines », disait Napoléon, et César de Laugier ne pouvait contenir son émotion en franchissant le Dniéper ou Borysthènes, la frontière de l'ancien empire romain. Traits utiles à la grande histoire même. É. D.

— Alfred MARQUISET. *Un cavalier léger : le colonel Clère, 1791-1866* (Paris, Honoré Champion, 1911, in-12, 63 p.). — Petite brochure à la mémoire d'un brave soldat, enrôlé au 26^e régiment de chasseurs en 1807, riche en aventures pittoresques en Espagne parmi la poudre et les balles, encore en Espagne en 1823, puis en Afrique. — E. D.

— Colonel d'ASTIER. *Le lieutenant général comte Defrance (vie militaire)* (Paris, Honoré Champion, 1911, in-4°, 269 p.). — Encore un pieux hommage à la mémoire d'un soldat du premier Empire, dont la carrière fut particulièrement brillante : ses premières armes à Valmy, puis en Suisse avec Masséna au passage de la Limmat; au commandement du 12^e chasseurs, à l'armée du Rhin avec Moreau, à Marengo; écuyer cavalcadour de l'Empereur en 1804, commandant de la brigade des carabiniers, à Friedland et à Wagram; chargé de mis-

sion en Espagne pour annoncer à Joseph la naissance du roi de Rome; dans la campagne de Russie, dans les charges sanglantes de la Moskova; à Leipzig; commandant de la division des gardes d'honneur en 1814; sous Louis XVIII, commandant de la première division militaire à Paris, enfin commandant de la division de cavalerie à Lunéville. Ce livre, fondé sur les documents des archives, est une contribution importante à cette série de biographies de généraux ou de soldats de l'Empire qui sont toujours fort goûtées. É. D.

— André LEBEY. *Louis Napoléon Bonaparte et le ministère Odilon Barrot (1849)* (Paris, Cornély et Cie, 1912, 1 vol. gr. in-8°, 719 pages; prix : 12 fr.). — M. Lebey consacre un vigoureux labeur à l'étude approfondie de la Révolution de 1848; son nouveau volume comprend un espace de dix mois, qu'il a fouillé en tous ses détails, dépouillant les documents officiels, les mémoires des hommes d'État, les journaux, les comptes-rendus des grands procès. Personnellement favorable aux hommes de l'extrême-gauche, les dépeignant avec une sympathie communicative, M. Lebey manifeste néanmoins la plus loyale impartialité et ne réserve sa sévérité que pour les hypocrites et les égoïstes de tous partis. Dans cette année mémorable, si fertile en conséquences, beaucoup de choses sont si parfaitement connues que M. Lebey ne pouvait guère rien y apporter de neuf; il en est d'autres au contraire où il a donné des aperçus et des détails inédits, ainsi pour l'expédition de Rome, et d'autres, enfin, qu'il a entièrement renouvelées, comme l'histoire du procès de Bourges. C'est ici un solide volume, dont la consultation sera d'une incontestable utilité.

Paul MATTER.

— A. MARTINIEN. *La mobilisation de l'armée, mouvements des dépôts du 15 juillet 1870 au 1^{er} mars 1871* (Paris, Fournier, 1912, in-8°, 460 p.). — Dans cet ouvrage, qui représente une grande somme de labeur et de recherches, l'auteur étudie comment s'est faite la mobilisation de l'armée active, du 15 juillet 1870, date de l'ordre de mise sur pied de guerre, jusqu'au 1^{er} mars 1871, date de la fin des hostilités. Prenant individuellement chaque régiment, M. Martinien établit, par des tableaux de situations, la formation et le départ des régiments, l'organisation des unités dans les dépôts, avec les effectifs au départ, les effectifs dans les dépôts, enfin les effectifs aux différentes époques de la campagne. Ce livre constitue un bon instrument de travail pour l'historien qui voudra étudier l'organisation de l'armée pendant la guerre de 1870-71. A. D.

— L. KLING et X. JEHL. *Schlestadt pendant la guerre, 1870* (Paris, Chapelot, 1911, petit in-8°, 208 p., huit gravures et un plan; prix : 2 fr. 50). — Simple, véridique et attachant récit du siège subi par cette petite place forte qui capitula le 24 octobre 1870 après quatre jours de bombardement; « les Allemands y trouvèrent des vivres, des armes et des munitions en abondance » (p. 183). — Ch. B.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

— Jean RÉGNÉ. *Catalogue des actes de Jaime I^{er}, Pedro III et Alfonso III, rois d'Aragon, concernant les Juifs, 1212-1291*. T. I, 2^e partie : *Actes de Jaime I^{er}, 1213-1276* (Paris, Durlacher, 1911. Extrait de la *Revue des Études juives*, 1910 et 1911. In-8°, 117 p.). — Les actes mentionnés dans ce catalogue sont conservés dans les archives de la couronne d'Aragon à Barcelone ou dans la collection manuscrite de copies d'actes concernant les Juifs qui été formée par un ancien archiviste de la couronne d'Aragon, Manuel de Bofarull y de Sartorio; l'auteur y a joint les actes déjà publiés ou analysés dans diverses publications privées ou officielles. Les analyses de chacun des actes mentionnés dans ce catalogue sont précises et détaillées; elles fournissent une solide base à l'étude de la condition des Juifs à Barcelone. Les actes de Pedro III et d'Alfonso III rempliront le tome II, qui contiendra en outre une série de pièces justificatives et les tables. Le première partie du tome I, qui contiendra l'introduction générale, paraîtra en dernier lieu. Ch. B.

HISTOIRE DE LA GRANDE-BRETAGNE.

— J. Armitage ROBINSON. *The abbot's house at Westminster* (Cambridge, at the University Press, 1911. Notes and documents relating to Westminster abbey, n° 4. In-8°, x-84 p.; prix : 5 sh.). — A l'aide de notes prises dans les archives de l'abbaye et de plans anciens, M. Robinson a retracé l'histoire des bâtiments où était logé l'abbé, et de leurs dépendances, depuis la construction du cloître et de la chambre de l'abbé sous le règne de Guillaume II le Roux. Les remaniements exécutés par l'abbé Litlyngton († 1386) sont marqués avec précision. La suppression des biens du clergé régulier au XVI^e siècle amena la ruine de plusieurs parties; mais l'ensemble subsista sous l'administration du doyen et du chapitre à qui Elisabeth avait donné les terres et bâtiments de l'abbaye (1560). Parmi les documents publiés, on appréciera surtout les inventaires dressés au moment de la dissolution. Plusieurs plans insérés dans le texte et hors texte illustrent cette très intéressante monographie. Ch. B.

— Frank Allen PATTERSON. *The middle english penitential lyric* (New-York, The Columbia University Press, 1911, in-8°, 203 p.; prix : 1 dol. 50 c.). — L'auteur a réuni soixante-neuf poèmes lyriques écrits en anglais sur la pénitence et l'amour divin. Dans la préface, il étudie les sources de cette poésie et constate l'influence exercée par la chanson d'amour, si florissante en France au XIII^e et au XIV^e siècle. Il note l'importance de saint Edmond de Cantorbéry (mort en 1240) dans ce domaine; mais pourquoi dire qu'il n'y a pas de bonne vie moderne de ce saint? Ignore-t-il l'ouvrage de dom Wilfrid Wallace paru en 1893 ou ne le trouve-t-il pas « adequat »? Ch. B.

— *Historical portraits, 1600-1700. The lives*, by H. B. BUTLER and C. R. L. FLETCHER; *The portraits*, chosen by Emery WALKER (Oxford, at the Clarendon Press, 1911; prix : 10 sh. 6 d.). — Ce second volume de portraits a sur le premier (voir *Rev. hist.*, t. CI, p. 238) l'avantage d'être plus historique. Les personnages qu'on y représente ont pu être peints d'après nature et l'on a de sérieuses chances de posséder au moins les traits essentiels de leur physionomie véritable. Le fait est vrai surtout en ce qui concerne des gens de condition moyenne, car aux souverains, aux reines, aux très grands seigneurs, les artistes ont trop souvent donné des figures banales avec des poses conventionnelles. Les portraits de Charles I^{er} (par Van Dyck), de Charles II et de son fils Monmouth sont d'heureuses exceptions. Au contraire, Clarendon, John Selden, Bunyan, Hobbes, Dryden, Sir William Temple revivent vraiment dans des images qui, même flattées, sont sincères. Pour les personnages très connus et dont il existe un grand nombre de portraits, on ne voit pas qu'aucune raison critique ait guidé le choix auquel s'est arrêté M. Walker. Les notices qui accompagnent chaque portrait sont brossées d'une main leste et habile. Une brève introduction par M. C. F. Bell traite des principaux artistes : peintres et miniaturistes du XVII^e siècle, en particulier de l'école de Van Dyck, très féconde, mais non pas toujours très scrupuleuse; elle a transmis à la postérité des témoignages que l'historien doit aujourd'hui contrôler de près. Ch. B.

— *Camden Miscellany*, vol. XII (Camden third series, vol. XVIII. Londres, 1910). — Ce volume de mélanges contient les quatre documents suivants : 1^o *Two London chronicles, from the collections of John Stow*, publiées par Ch. L. KINGSFORD. Ces deux chroniques en font trois en réalité; la première, 1523-1540, a été largement utilisée par Stow dans son *Sommarie of english chronicles*; la seconde, 1547-1555, ne lui a fourni que peu de renseignements, sans doute parce qu'elle se rapportait à des événements dont Stow avait été un témoin oculaire; elle contient des détails nouveaux sur les soulèvements des années 1549 et 1554. L'auteur de ces récits annalistiques est anonyme; il était catholique; aussi Stow en a-t-il, soit dans son *Sommarie*, soit dans ses *Annales*, corrigé le texte ça et là. Le troisième texte contient de très brèves notes pour les années 1547-1564. — 2^o *Life of Sir John Digby, 1605-1645*, publié par Georges BERNARD. Il s'agit du général John Digby, l'« Hector britannicus », frère de Sir Kenelm, qui mourut des suites d'une blessure reçue au siège de Taunton. L'auteur de cette vie est Edward Walsingham, gentilhomme catholique, ami intime de Sir Kenelm, qui écrivit aussi les vies de Sir Henry Gage et de Sir John Smith. L'édition reproduit le texte d'un manuscrit conservé à la Bibliothèque nationale de Paris. — 3^o *Iter Bellicosum. Adam Wheeler his account of 1685*, publié par Henry Elliot MALDEN. Ce Wheeler écrivit pour son chef, le colonel John Windham, dont il était, dit-il, « one of the drums of his

honours », le récit de la « marche héroïque des loyaux de Sa Majesté » contre « James Scot et ses complices », autrement dit le duc de Monmouth. Ce récit détaillé et assez exact a été écrit quelque temps après les événements. — 4^e *Common rights at Cottenham and Stretham, in Cambridgeshire*, publié par W. CUNNINGHAM. Documents concernant l'exploitation en commun des biens communaux de deux villages, selon un accord intervenu en 1596; ils se rapportent aux années 1607-1630 et montrent par un exemple type que le système des enclôtures, qui prévalut au xvi^e siècle, ne détruisit pas cependant l'antique mode d'exploitation en commun. Dans cet exemple, c'est la paroisse qui, ayant racheté les droits seigneuriaux, exploite les communaux d'une façon vraiment démocratique. Ch. B.

— Oscar BROWNING. *Despatches from Paris 1784-1790*. Vol. II : 1788-1790 (Camden Society, 3^e ser., vol. XIX, 1910). — Dans ce tome II, nous suivons au jour le jour les progrès de la Révolution jusqu'au 18 juin 1790. Aux lettres du duc de Dorset sont venues s'ajouter celles de Fitzgerald au duc de Leeds, ainsi que de plusieurs autres personnes de moindre importance. On ne saurait affirmer qu'elles apprennent beaucoup de choses neuves; l'ambassadeur d'Angleterre ne peut guère transmettre à son gouvernement que les bruits qui courent et il ne se croit pas tenu de contrôler chacun des faits dont il parle; c'est ainsi qu'il rapporte des détails inexacts à propos de la prise de la Bastille. Son témoignage est utile à recueillir, mais doit être soigneusement contrôlé. Les critiques que nous avons adressées au tome I (*Rev. hist.*, t. CII, p. 459) doivent être maintenues à propos du tome II. Sans doute on n'a plus mis de notes et l'on a, de cette façon, évité les bévues qui déparent ce premier volume; mais aucune des erreurs signalées n'a été réparée à la table qui est d'une insuffisance déplorable. On y trouve *Simolin* au lieu de Sémonin, *Farras* au lieu de Favras, *Meromenil* au lieu de Miromesnil, *Neckar* au lieu de Necker, qui d'ailleurs est dans le texte; mais que de noms sont absents qu'il aurait fallu noter! Le travail serait à refaire complètement. — Ch. B.

— Sir William R. ANSON. *The Law and Custom of the Constitution*, in two volumes. Vol. I : *Parliament*, 4^e éd. revue (Oxford, at the Clarendon press, 1911. In-8°, xvii plus 4 feuillets non paginés et 404 p.; prix : 12 sh. 6 d.). — Nous avons annoncé en son temps la quatrième édition (1909) de cet important ouvrage. La récente crise constitutionnelle a produit des changements notables dans l'organisation du Parlement; les pouvoirs financiers de la Chambre des Lords ont été limités avec une rigueur inconnue jusqu'ici. A la suite de la préface et avant l'introduction, Sir William a fait imprimer le texte même de l'acte du 18 août 1911 (1 et 2 Geo V, ch. XIII), qui règle désormais les rapports entre les deux Chambres; dans le corps de l'ouvrage, il a marqué les innovations apportées par cette loi mémorable, mais avec une discrétion telle qu'en somme le nouveau tirage ne compte pas plus de pages que l'édition de 1909. Ch. B.

— Arthur F. LEACH. *Educational charters and documents, 598 to 1909* (Cambridge, at the University press, 1911. In-8°, LIH-582 p.; prix : 10 sh.). — Très intéressant et utile recueil de documents sur l'histoire de l'instruction publique en Angleterre. Nombreux et variés pour le moyen âge, ces textes deviennent moins abondants à partir du XVI^e siècle, parce que les questions d'enseignement ne préoccupèrent le gouvernement que de loin en loin, l'éducation restant en somme une entreprise privée qui fut, jusque sous le règne de Charles II, sous le contrôle exclusif de l'Église. Les textes en anglo-saxon et en latin sont traduits en anglais. En moins de cinquante pages, M. Leach résume, dans une introduction, l'histoire de l'instruction publique depuis le VII^e siècle jusqu'au règlement pour l'école ou, comme nous dirions plutôt, le collège d'Andover, dressé par le « Board of Education » en 1909. Ch. B.

HISTOIRE D'ITALIE.

— Paul KALKOFF. *Die Miltitziade, eine kritische Nachlese zur Geschichte des Ablassstreites* (Leipzig, Heinsius, 1911, in-8°, 84 p.). — La brochure de M. Kalkoff sur Miltitz (dirigée contre la dissertation de M. Creutzberg relativement favorable à ce personnage¹), a pour objet de réduire beaucoup l'importance des missions réelles attribuées à cet aventurier famélique, hâbleur et présomptueux, qui s'arrogea le rôle de médiateur entre le Saint-Siège et Luther et n'aurait réussi qu'à être un jouet aux mains de l'électeur de Saxe. E. JORDAN.

HISTOIRE D'ORIENT.

— Sina SCHIFFER jun. *Die Aramäer. Historisch-geographische Untersuchungen, mit einer Karte* (Leipzig, Hinrichs, 1911, in-8°, XII-207 p.). — L'auteur s'est efforcé de réunir, à l'aide des inscriptions cunéiformes et araméennes ainsi que des récits bibliques, toutes les données historiques et géographiques concernant les Araméens. Sortis de l'Arabie, ceux-ci étaient encore, au IV^e siècle avant l'ère vulgaire, de simples nomades. Répandus dans la région méditerranéenne et dans les pays arrosés par l'Euphrate et le Tigre, ils se sont établis depuis Damas jusqu'aux montagnes d'Arménie et ont fondé plusieurs petits royaumes. Après qu'ils ont perdu leur puissance politique, leur influence commerciale s'exerce sur les peuples qui les ont soumis et leur langue supplante peu à peu celle des vainqueurs. L'auteur, qui est au courant de tous les travaux relatifs à son sujet et dont la science paraît de bon aloi, étudie en détail la situation des localités où l'épigraphie et la Bible nous montrent les Araméens. Son livre est un précieux répertoire de faits que ne pourront se dispenser de con-

1. Creutzberg, *Karl von Miltitz (1490-1529)*. Fribourg, 1907.

sulter tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Asie occidentale. Des appendices traitent de différents documents utilisés dans le cours de l'ouvrage et indiquent la littérature concernant l'histoire et la langue araméenne. Une carte, un index des noms propres et une liste des passages bibliques cités dans le livre facilitent les recherches.

M. L.

— Leone CAETANI. *Studi di storia orientale*, vol. I (Hoepli, Milan, 1911, in-8°, xv-419 p.). — L'auteur, bien connu pour son travail magistral intitulé *Annali dell' Islam*, dont nous avons parlé ici même, a voulu vulgariser les idées générales qu'il a dégagées de ses recherches et il a étudié, en un premier volume, trois questions importantes, mais traitées inégalement. La première concerne les relations du christianisme et de l'islamisme. L. Caetani montre l'influence réciproque des deux mondes, oriental et occidental, et la difficulté que les chrétiens ont eue à comprendre la véritable valeur de l'Islam. Dans la seconde étude, qui occupe la plus grande partie du livre (p. 51-288), M. Caetani examine l'état de l'Arabie préislamique et montre que l'invasion musulmane a été la répétition d'un mouvement plusieurs fois millénaire. De l'Arabie sont sortis à différentes époques des flots humains qui se sont répandus sur les pays limitrophes de l'Arabie. Mais comment un pays dont la plus grande partie est désertique a-t-elle pu produire tant d'hommes? M. Caetani résout la difficulté en montrant que l'Arabie n'a pas toujours été ce qu'elle est maintenant. Elle fut, dans une période ancienne, un pays des plus fertiles, alors que les pluies y étaient abondantes. Ce dessèchement progressif de la terre, phénomène qui se manifeste partout, mais qui a eu surtout en Arabie des conséquences désastreuses, a forcé les habitants à s'expatrier et le dernier exode a été l'effet d'une cause inéluctable. Dans la troisième étude M. Caetani examine les conditions dans lesquelles les Arabes se trouvaient au moment où Mahomet les a unis en les appelant à la guerre sainte. Le climat terrible de l'Arabie a fait des habitants des guerriers accoutumés à tout souffrir et avides de jouissances. Les empires dégénérés de la Perse et de Constantinople ne purent leur résister, d'autant plus que les populations sémitiques de la Babylonie et de l'Asie Mineure, opprimées par les Ariens, durent les accueillir comme des libérateurs.

La lecture du livre de M. Caetani est très attachante et, si l'on peut ne pas partager toutes les opinions de l'auteur, on doit reconnaître que son œuvre instruit et fait penser. Notons, en terminant, que les *Studi di storia orientale* contiennent cinq cartes géographiques et sont pourvus d'un index alphabétique des matières.

M. L.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — Revue des questions historiques. 1911, oct. — L. GARZEND. Si Galilée pouvait, juridiquement, être torturé. Aperçu sur la législation de la torture dans les tribunaux, tant inquisitoriaux que laïques, durant la première moitié du XVII^e s. (1^{re} partie. Galilée était un vieillard et il était malade; en outre, il avait été précédemment convaincu du double délit de « copernicanisme » et de désobéissance à un ordre antérieur du Saint-Office pour lequel il était poursuivi; or, les règles, communes à la juridiction civile et à la juridiction canonique, interdisaient de torturer les vieillards, les malades, les prévenus « convaincus » par ailleurs. Enfin, quand les juges mandèrent Galilée pour le dernier interrogatoire, ils ne voulaient certainement point le torturer, encore qu'ils l'en menacèrent. Suite et fin en janvier 1912 : Galilée, juridiquement, ne pouvait être torturé, parce qu'il était convaincu du délit ou des délits pour lesquels il était poursuivi, parce qu'il était « clerc » et « utile à la chrétienté »; enfin la loi disant qu'on ne pourrait soumettre aucun prévenu à la torture que neuf ou dix heures au moins après son dernier repas, empêche que les juges aient pu avoir même l'idée de le torturer lorsque le 20 juin 1633 on le manda au Saint-Office pour son dernier interrogatoire; on se contenta de l'intimider. Le tout appuyé d'un grand nombre de citations empruntées à des canonistes). — C^{te} Marc DE GERMINY. Les brigandages maritimes de l'Angleterre sous le règne de Louis XVI (suite et fin). — C. CONSTANTIN. Le serment constitutionnel dans le département de la Meurthe (1^{re} partie. D'après les archives dép. de Meurthe-et-Moselle; suite et fin en janvier 1912). — L. CRISTIANI. Les Propos de table de Luther; étude critique sur leur origine et leur valeur comme source de l'histoire de Luther (1^{er} art.; suite et fin en janvier 1912; critique serrée et sévère de l'œuvre d'Aurifaber). — G. CONSTANT. A propos d'une nouvelle Vie de Reginald Pole (à propos de l'ouvrage de Martin Haile; intéressant résumé de la vie du « cardinal angélique », avec une copieuse bibliographie). — C.-rendu : A. Mathiez. Rome et le clergé français sous la Constituante (art. à noter de P. Pisani). — Courrier historique : DESDEVISES DU DEZERT. Courrier hispanique. — L. DIDIER. Courrier des États-Unis. — M. BESNIER. Chronique d'histoire ancienne, grecque et romaine. — 1912, janv. Paul ALLARD. Les origines du sermage (suite; les affranchis ecclésiastiques à l'époque mérovingienne).

— L. MIROT. Un essai de guérison de Charles VI en 1403. — L. BOUTEUX. Un sorboniste comtois sous Louis-Philippe (Receveur, qui fut professeur à la Faculté de théologie de Paris en 1831, puis doyen en 1850, directeur de l'*Encyclopédie du XIX^e siècle*. Publie un mémoire sur les facultés de théologie qui fut rédigé en 1849 par Receveur et Glair pour prouver la nécessité de les maintenir). — C. rendus : *Mandonnet*. Siger de Brabant (ouvrage magistral, qu'il est indispensable de connaître, si l'on veut s'initier à l'histoire de l'averroïsme latin au XIII^e s.). — E. JORDAN. Les origines de la domination angevine en Italie (remarquable, mais l'abondance des détails est si grande qu'on risque de s'y perdre). — *Humbertelaud*. Érasme et Luther; leur polémique sur le libre arbitre (clair et bien ordonné; mais des lacunes assez graves). — *Bœhmer* et G. *Monod*. Les Jésuites (long article par J. Guiraud : les auteurs ont fait un louable effort d'impartialité; cet effort n'a pas toujours été heureux, surtout chez Bœhmer; cependant « leur œuvre se présente comme vraiment scientifique et elle rendra les plus grands services à quiconque voudra aborder loyalement les problèmes si controversés qu'elle soulève »). — Bulletin historique : G. DE BEAUREPAIRE. Les publications du millénaire normand. — E. ALBE. Chronique du Midi de la France. — PRINET. Chronique des sciences auxiliaires de l'histoire. — F. CABROL. Courrier anglais.

2. — **Revue de synthèse historique**. 1911, août. — Paul LACOMBE. Études sur le génésique, le totémisme et l'exogamie, d'après M. Durkheim (suite; fin en oct.). — V. CHAPOT. Les rapports de l'Église et de l'État dans l'empire romain (à propos du livre d'A. Bouché-Leclercq, *L'intolérance religieuse et politique*). — Ch. PFISTER. La Lorraine, le Barrois et les Trois-Évêchés (3^e art. Histoire par périodes; suite en oct.). — P. BOISSONNADE. Les études relatives à l'histoire économique de l'Espagne et leurs résultats. L'Espagne chrétienne de 1711 à 1453; les sources et les ouvrages généraux. — A. GIRARD. Travaux récents sur la marine militaire de la France. — Oct. L. HALPHEN et H. BERR. Histoire traditionnelle et synthèse historique (discussion sur ce qu'il convient d'entendre par les mots d'« histoire scientifique »). — L. FEBVRE. Histoire et linguistique (montre le profit que l'histoire peut retirer des études sur les dialectes). — M. DROUIN. Leibniz historien (à propos du livre de L. Davillé). — Ed. DOLLÉANS. L'évolution du chartisme, 1837-1839. Du réformisme à la violence. — G. WEILL. Le protestantisme français au XIX^e s. (avec une utile bibliographie).

3. — **Journal des Savants**. 1911, oct. — R. DE LASTEYRIE. L'église de la Nativité à Bethléem (d'après la publication de l'école anglaise d'Athènes *The Church of the Nativity at Bethlehem* qui, faute de fouilles, n'a pu apporter la solution du problème). — L. LEGER. La renaissance intellectuelle de la nation serbe (suite : Dosithée Obradovitch). — J. CARCOPINO. Les récentes fouilles d'Ostie (dégage les

résultats historiques des nouvelles fouilles de Vaglieri). = Nov. H. CORDIER. Albuquerque (d'après ses papiers, qui remplissent quatre volumes de la *Historia da Asia* publiée par l'Académie des sciences de Lisbonne). — CAGNAT et MERLIN. Ostraka latins de Carthage (ostraka latins dont on donne ici plusieurs fac-similés; important aussi au point de vue paléographique). = Déc. P. GIRARD. L'Iliade et ses sources (à propos de l'ouvrage de Dietrich Mülher, « critiquable, mais suggestif et qui remue une foule d'idées »). — É. BERGER. L'Italie, le Saint-Siège et Charles d'Anjou (à propos de la thèse d'E. Jordan). — G. LAFAYE. L'urbanité romaine (critique du livre d'H. Bléry, *Rusticité et urbanité romaines*). = 1912, janv. L. LEGER. Les Uskoks (ce nom désigne les Serbes qui, après la conquête de leur pays par les Musulmans, préférèrent s'expatrier plutôt que de subir la loi du vainqueur. Ces émigrés furent tantôt employés par les Impériaux contre les Turcs, tantôt furent des corsaires qui s'attaquaient surtout aux Vénitiens. Bref résumé de leur histoire d'après leurs chants populaires). — P. MONCEAUX. Timgad chrétien (1^{er} art. A propos de l'ouvrage de A. Ballu; parle des principales découvertes de monuments chrétiens). — LAMARTINIÈRE. Lettre sur les ruines de l'ancienne Volubilis, auj. Ksar Faraoun, au Maroc (avec une carte).

4. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1911, 9 déc. — A. Herrmann. Die alten Seidenstrassen zwischen China und Syrien, I (très utile travail de géographie historique; carte de l'Asie centrale au 1/5,000,000 montrant les routes commerciales entre la Chine et les pays iraniens un siècle ou deux avant et après notre ère). — Schanz. Geschichte der römischen Literatur. II, 1 : Die augustische Zeit (3^e édition remaniée et fort augmentée de cet excellent répertoire). — Deonna. L'archéologie, sa valeur, sa méthode; t. I (utile; des vues ingénieuses mélangées d'évidentes exagérations). — Ch. Ballot. Les négociations de Lille en 1797 (utilise avec beaucoup de pénétration et de profit les documents anglais; son jugement sur la politique du Directoire, dominé peut-être par un parti pris d'hostilité, est contestable). — A. Chuquet. Lettres de 1792, de 1793, de 1812, de 1815. = 16 déc. Kœpp. Archéologie (bonne étude sur la méthode et les résultats de cette discipline; c'est aussi une exaltation de la science allemande). = 23 déc. E. Angot. Louis de Talleyrand-Périgord (publie d'intéressants documents à propos d'un neveu de Talleyrand mort en 1808 à l'âge de vingt-quatre ans). = 30 déc. Jüngst et Rinn. Dogmengeschichtliches Lesebuch (analyse des principales sources, très objective et bien ordonnée, depuis les Pères apostoliques jusqu'au concile du Vatican). = 1912, 6 janv. Palmieri. Theologia dogmatica orthodoxa, I (exposé complet, développé, de la théologie des églises grecque et russe, comparée à l'enseignement catholique romain). — Heeg. Catalogus codicum astrologicorum graecorum. Codicum romanorum pars 3^a (bon). — Clark. Ammiani Marcellini rerum gestarum libri qui supersunt, I (excellente édition). — Frati et Segarizzi.

Catalogo dei codici Marciani italiani di S. Marco in Venezia, II (remarquable; décrit les classes 4 et 5 contenant les ouvrages sur les mathématiques et les arts du dessin, d'une part, et l'histoire ecclésiastique, d'autre part). = 13 janv. *Gailly de Taurines*. Les légions de Varus (vulgarisation agréable, mais trop fantaisiste). — *Castella*. Buchez (bonne étude sur l'idée de progrès chez Buchez et sur la méthode scientifique dans l'histoire). — *E. Le Senne*. M^{me} de Paiva (contient de piquants détails). — *Bergsträsser*. Studien zur Vorgeschichte der Zentrumpartei (histoire du Centre jusqu'en 1848, dans quelques régions : Hesse, Mayence, Bavière). — *Diez*. Das Zeitungswesen (excellente étude sur le journalisme allemand). = 20 janv. *Klio*. Beiträge zur alten Geschichte, t. X. — *L. Gougaud*. Les chrétiens celtiques (bon). — *V. Mortet*. Recueil de textes relatifs à l'histoire de l'architecture et à la condition des architectes en France au moyen âge (excellent instrument de travail; modèle d'édition de textes archéologiques). — *Sauzey*. De Munich à Vilna. A l'état-major du corps bavarois de la Grande Armée en 1812 (utilise avec fruit les papiers du général d'Albignac, chef d'état-major de Gouvion Saint-Cyr, qui commandait le corps bavarois en 1812). — *Bourelly*. La guerre de 1870-71 et le traité de Francfort (bon). = 27 janv. *G. Wiet*. Le Khitat de Maqrisi (Maqrisi est un érudit du Caire qui, au xv^e s., décrit l'Égypte. L'auteur reprend l'œuvre, déjà ébauchée, pour nous en donner une édition critique). — *Viollier*. Essai sur les rites funéraires en Suisse, des origines à la conquête romaine (bon). — *Ciaceri*. Culti e miti nella storia dell' antica Sicilia (très utile). — *Delannoy*. La juridiction ecclésiastique en matière bénéficiale sous l'ancien régime en France. T. I : La juridiction contentieuse (remarquable). = 3 févr. *Aymard*. Les Touaregs (bon, moins le chapitre sur les origines, qui est plein d'erreurs). — *Gertz*. Vitae sanctorum danorum (t. II; excellentes éditions des vies de saint Canut, duc de Slesvig, de saint Ketillus, de saint Guillaume, abbé d'Ébelholt, de sainte Marguerite de Roskilde). — *Giesecke*. American commercial legislation before 1789 (bon).

5. — Revue des études anciennes. T. XIII, 1911, juill.-sept. —

C. JULLIAN. Quelques remarques sur la lettre des chrétiens de Lyon (recherche quelle était l'« essence du christianisme » que nous fait connaître ce document étudié isolément). = Oct.-déc. CUNY. Les inscriptions lydiennes de Sardes (résume les recherches d'A. Thumb sur l'alphabet lycien dont il paraît avoir réussi à déchiffrer plusieurs éléments, surtout par comparaison avec les inscriptions de Lycie). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. 52 : Les Gaulois au confluent de l'Oise. — LUQUET. Les représentations humaines dans le néolithique ibérien. — DÉCHELETTE. Le javelot des Ibères. — BUFFAULT. Questions annibaliques. 12 : A propos des cours d'eau alpestres (notes sur le cours de la Durance d'après les auteurs anciens). — DUPRAT. Cinga ou Sulga? Orga ou Sorgia? (au vers 432 de la Pharsale de Lucain, il

faut corriger *Sulga*, la Sorgue, au lieu de Cinga; il faut reconnaître cette même rivière dans la « nobilis fons Orgae nomine » de Pline). = C.-rendus : *Clerc*. *Aquae Sextiae*; histoire d'Aix-en-Provence dans l'antiquité. T. I : La région d'Aix avant l'arrivée des Romains (remarquable). — *O. Schulthess*. Das römische Castell Irghausen (en Suisse; bonne description). — *D. Viollier*. Essai sur les rites funéraires en Suisse (plein d'utiles renseignements).

6. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. 1911, juill.-août. — *J. LOUTCHISKY*. Les classes paysannes en France au XVIII^e s. (suite et fin. Étudie l'aggravation du régime seigneurial qui se serait produite à la veille de la Révolution. Le peuple, écrasé sous le poids de la féodalité, est généralement aigri, non pas contre le gouvernement, mais contre les nobles et les gros propriétaires). — *J. ALAZARD*. Le mouvement politique et social à Lyon entre les deux insurrections de novembre 1831 et d'avril 1834 (progrès des idées d'association et de coalition dans la classe ouvrière, sous l'influence du saint-simonisme, du fouriérisme et de quelques chefs; continue dans le n° de nov.-déc.). — *H. HAUSER*. Du recueil intitulé « Mémoires de Condé » (savante étude critique sur l'origine et la valeur des matériaux qui constituent cette importante source de l'histoire du XVI^e siècle). = C.-rendu : *P. Pisani*. L'Église de Paris et la Révolution (discussion critique des thèses de cet ouvrage par *P. Sagnac*). = Sept.-oct. *P. MURET*. La politique française dans l'affaire des duchés et les premiers essais d'intervention européenne jusqu'à l'invasion du Slesvig (25 déc. 1863-16 janv. 1864; à la fin de déc. 1863, une solution européenne du conflit dano-allemand n'était pas impossible; suite et fin dans le n° de nov.-déc.; explique la réserve française par l'idée d'un congrès général persistante dans l'esprit de Napoléon). — *O. FESTY*. La Société philanthropique de Paris et les sociétés de secours mutuels (1800-1847). — *P. HESSELBARTH*. Deux documents sur la candidature Hohenzollern (un passage d'une lettre de Bismarck et les notes du Legationsrat Abeken, conseiller du roi). = C.-rendus : *S.-C. Gigon*. La troisième guerre de religion. Jarnac-Moncontour (1568-1569). — *A. Lawrence Lowell*. Le gouvernement de l'Angleterre, trad. fr. par *A. Nerinx* (c.-r. de *A. Mantoux*). = Nov.-déc. *A. CANS*. L'organisation financière du clergé de France à l'époque de Louis XIV (présente le résultat de ses recherches sur les rapports financiers du clergé avec le gouvernement de Louis XIV; résumé de deux thèses). = C.-rendus : *Abbé A. Humbert*. Les origines de la théologie moderne. I : La Renaissance de l'antiquité chrétienne. — *J. Revol*. Turenne, essai de psychologie militaire (très détaillé, quelques défauts).

7. — Feuilles d'histoire. 1911, août. — *C.-G. PICAVET*. Au lendemain de la conversion de Turenne (publie une lettre de Turenne au R. P. Olive, le 13 déc. 1668). — *WELVERT*. L'inepte Bouchotte (Bouchotte n'a peut-être pas mérité le mépris de ses adversaires; il a été,

comme ministre de la Guerre, l'exécuteur fidèle des mesures ordonnées par le Comité de Salut public. Rien de plus, rien de moins. Rentré dans la vie privée, il n'a cessé de défendre sa mémoire surtout en s'abritant derrière l'autorité du Comité. Mort le 7 juin 1840 au Ban-Saint-Martin, près de Metz, à quatre-vingt-cinq ans). — A. CHUQUET. Lettres de Bonaparte, août-oct. 1795. — R. GUYOT. Le civisme de Talleyrand (publie une lettre de Talleyrand, alors ministre des Relations extérieures, aux Directeurs, 19 sept. 1797; il leur déclare que, dans ses bureaux, « tout porte l'empreinte du civisme »). — JOS. DURIEUX. Destruction d'une corvette anglaise en 1803. — A. GRÜN. Laréveillière-Lépeaux et Napoléon (il put prouver en 1816 qu'il n'avait pas servi Napoléon et on le laissa tranquille). — Sept. P. LABORDERIE. Cujas à Toulouse. — A. BIOVÈS. Horace Walpole à Paris (donne la traduction de six lettres écrites par lui pendant l'hiver de 1765-1766). — FANET. Une relation de la Fédération (par Bonnet de Meautry, venu de Caen comme chef de la députation chargée de représenter la ville à la Fédération). — P. LANDRECY. Petion et M^{me} Elisabeth. — J. D'AUBRIVES. Les Français à Milan. — A. DELAUD. Un projet de sécularisation des États pontificaux, 1796-1798. — E. WELVERT. Le régicide Guezno. — A. CHUQUET. Gallifet, général de brigade à Sedan (publie sa nomination de général de brigade à la date du 30 août). — E. CAZALAS. Les drapeaux d'Austerlitz (raconte le sort de vingt-deux drapeaux que les Russes vaincus réussirent à sauver des mains du vainqueur). — Oct. G. GIRARD. Jésuites et ministres luthériens à Strasbourg en 1702. — DUBOIS-DILANGE. La première édition de la Correspondance de Grimm (publie une note insérée dans le *Bulletin de la librairie*, avr. 1813). — A. CHUQUET. La conquête de la Cerdagne en 1793. — ID. Lettres du général Bonaparte, nov. 1795. — RAUCROIX. Hoche et Kléber (fragment de lettre où Hoche parle de Kléber comme d'« un des ennemis les plus redoutables du Directoire »). — DARDENNE. Reynier et Hoche en septembre 1797 (réponses faites par Hoche aux questions de Reynier sur l'état de l'armée du Rhin et Moselle, le 18 sept. 1797, quelques heures avant sa mort). — E. CAZALAS. L'armée russe jugée par Kosciuszko. — WELVERT. La proscription du duc de Bassano. — NOV. LANDRECY. Les passe-volants. — DUROUVRAY. Comment Joly de Fleury devint ministre des Finances. — WELVERT. La radiation de l'ex-chevalier de Boufflers (en 1800, Boufflers put rentrer avec « la citoyenne Dejean, veuve Sabran, son épouse »). — INGOLD. Talleyrand et la principauté de Bénévent (annonce qu'il a entre les mains tous les papiers de Louis de Beer, qui fut administrateur de la principauté). — R. MAUBERT. Les prisonniers français à Mohilev. — DUBOIS-DILANGE. Lezay-Marnésia et la vente des forêts communales. — J. D'AUBRIVES. Lettre d'un combattant de Waterloo; les causes du désastre (lettre d'un anonyme adressée à Davout). — Déc. CLÉRET. Devises révolutionnaires. — Ch. DE RENTY. La fille de Palloy. — DEBRAUX. La négociation de

La Sonde (La Sonde était un intrigant que La Fayette employa en 1791-1793 pour répandre la Révolution dans les Pays-Bas autrichiens; il fut arrêté le 29 juin 1793 par les ordres de Metternich-Winnebourg qui voulait faire disparaître toute trace d'une négociation avec les révolutionnaires). — FEUILLÂTRE. Un cortège républicain à Constantinople, le 20 prairial an III, 8 juin 1795. — A. CHUQUET. A. Tousard, chevalier de Malte, en Égypte (publie une note écrite par Tousard, qui avait suivi Bonaparte en Égypte, de Beni Souef, le 12 oct. 1800). — A. DE LAFARELLE. Mémorial de 1799 à 1805. — A. DE TARLÉ. Naples sous Joseph Bonaparte. — DARDENNE. L'anniversaire du couronnement de Napoléon à Boulogne en 1811. — H. DE MONTLIVAUT. Torgau en 1813. — A. CHUQUET. L'Institut sous les Cent-Jours. — DURIEUX. Bugeaud et le tripotage des décorations. — G. VAUTHIER. Le cours de Mickiewicz au Collège de France (d'après des notes de police). = 1912, 1^{er} janv. H. MALO. Un exploit du capitaine Mares (exploits d'un capitaine corsaire en 1759-1764). — J. D'AUBRIVES. Bonaparte était à Paris au mois d'août 1793 (publie une note du ministère de la Guerre attestant qu'il était en effet à Paris le 28 août; il demande une place de lieutenant-colonel d'artillerie dans l'armée du Rhin. Réponse : « Sa proposition est celle d'un patriote; s'il a des moyens, profitez-en pour l'avancer »). — A. DE TARLÉ. Les pays barbaresques en l'an V (publie une lettre de Jeanbon Saint-André, consul à Alger, à l'ambassadeur de la République en Espagne). — Rod. REUSS. Après le 18 brumaire. Administrateurs civils et militaires dans le Bas-Rhin, 1799-1800. — A. CHUQUET. Hohenlinden (récit rapide et précis de la bataille; insiste surtout sur la valeur morale des troupes, en particulier de l'infanterie). — Id. La prise de Soldau (25 déc. 1806; publie une lettre du colonel Brun). — Id. Propos sur Essling (propos un peu vifs attribués au général Verger-Desbarreaux. Il les explique et s'en excuse dans une lettre à Fouché). — E. WELVERT. L'île d'Elbe et la police sous la première Restauration, d'après les rapports du comte Beugnot au roi Louis XVIII. — G. VAUTHIER. Armand Carrel et Frayssinous. — CHAGNIOT. Un épisode de 1870. La mort de l'abbé Miclo (épisode du combat de Grosmaigny, près Belfort, le 2 nov. 1870).

8. — Annales révolutionnaires. 1911, mai-juin. — Fr. VERMALE. Leconte de Lisle et Robespierre (dès 1848, le poète, élevé dans les idées de Rousseau, se rattachait résolument à la tradition conventionnelle et robespierriste). Il resta jusqu'à la fin fidèle aux idées de sa jeunesse). — G. DELOBEL. Fichte et les idées de la Révolution française. — P. REYNOARD. Le Directoire et les ouvriers des manufactures nationales (ces ouvriers furent traités sans ménagement par les « Nantis » et n'osèrent pas bouger). — G. VAUTHIER. Denon et le gouvernement des arts sous le Consulat. — Id. Le serment des Apôtres de la liberté du patriote Palloy. = Juill.-sept. Ed. DRIAULT. Napoléon et l'Europe. La politique extérieure de Napoléon I^{er}, d'après les travaux récents. —

Fr. VERMALE. La vente des biens nationaux dans le district de Chambréry. II : Les ventes sous le Directoire et le Consulat (note en particulier la vigueur avec laquelle le fisc, dès le Directoire, établit le décompte de toutes les ventes révolutionnaires et poursuit le paiement en espèces des reliquats). — R. LÉVY. *La Muse républicaine* (publie quelques poésies extraites de ce recueil, publié en 1795 et aujourd'hui très rare). — A. MATHIEZ. Un document sur la vénalité de Danton. = Oct.-déc. A. MATHIEZ. Une candidature de Fabre d'Églantine, 1790-1791. — H. FLEISCHMANN. Le masque mortuaire de Robespierre (il n'en existe aucun qui soit authentique). — Edm. CAMPAGNAC. Les débuts de la déchristianisation dans le Cher, septembre 1793-frimaire an II. I : La mission de Laplanche. — G. VAUTHIER. Fontanes et les nominations universitaires (utilise des documents qui ont échappé à M. Aulard). — R. LÉVY. Le Robespierrisme en 1849. *Le Dernier anneau de la queue de Robespierre* (publie un pamphlet qui parut à Paris sous ce titre en mai 1849). — A. MATHIEZ. Marat et le club des Cordeliers en février 1791 (publie un arrêté inconnu du 12 février 1791). — Id. Les premières sociétés fraternelles. — R. LÉVY. Rouget de l'Isle et la Marseillaise.

9. — **Revue historique de la Révolution française.** 1911, juill.-sept. — Lettres inédites de Marie-Caroline, reine des Deux-Siciles, au marquis de Gallo, 1786-1806, publiées et annotées par le C^t WEILL (suite : 1794-1795; suite en oct.-déc. Cette fort intéressante publication s'arrête actuellement au 19 avril 1796 et sur les mots : « Dieu veuille nous accorder une campagne heureuse et une paix honorable, durable et glorieuse! »). — Fr. BARBEY. Christophe Laurent, géolier de Louis XVII, et la section du Temple au 9 Thermidor. — KIRCHEISEN. Bonaparte et Augustin Robespierre à l'armée d'Italie en 1794. — Ch. VELLAY. Saint-Just en 1790. — H. MONIN. Deux historiens de la Révolution française : Edgar Quinet et Ch.-L. Chassin, d'après leur correspondance originale (suite). — C^t WEILL. Un rapport du marquis de Gallo sur l'état de santé de l'archiduc François d'Autriche, 2 août 1790. = Oct.-déc. G. LAURENT. Notes et souvenirs inédits sur Prieur de la Marne. — F. BOUVIER. La révolte de Pavie, 23-26 mai 1796 (à suivre). — R. MAUNIER. Les idées politiques et économiques d'un cultivateur en l'an V (J. Louault, cultivateur à Brie-sur-Marne, qui publia en 1797 un nouvel essai *Du contrat social*; l'auteur est très hostile aux idées révolutionnaires). — L.-G. PÉLIS-SIER. La journée du 20 juin 1792 racontée par un témoin (extrait d'une lettre écrite de Paris, le 21 juin, à Dupin et fils à Montpellier). — Ch. VELLAY. Complément à la bibliographie de Saint-Just.

10. — **Revue des études napoléoniennes.** 1^{re} année, t. I, janv. 1912. — DRIAULT. Notre programme. Les études napoléoniennes depuis Napoléon. — Fr. MASSON. Le comte de Montholon avant Sainte-Hélène (tout ce que Montholon nous dit de sa carrière militaire est controuvé.

Protégé par l'impératrice Joséphine, il fut chambellan en 1810 et entra au service diplomatique en 1812; son mariage à peu près clandestin avec M^{me} Roger, divorcée, lui fit perdre ses fonctions. Il fut rappelé à l'armée en 1813; nommé maréchal de camp par Louis XVIII, il s'attacha ensuite à la fortune, même adverse, de Napoléon, ce qui était sa dernière planche de salut). — R. SCHNEIDER. L'art de Canova et la France impériale. — P. FEUILLÂTRE. A propos de l'exposition rétrospective de la Légion d'honneur. — DRIAULT. Souvenirs du Centenaire, janv.-févr. 1812 (1^o France contre Russie; 2^o le voyage de Napoléon en Hollande; 3^o le traité avec la Prusse, 24 févr. 1812; 4^o préparatifs militaires). = Mémoires et documents : L'empereur Alexandre I^{er} et sa sœur la grande-duchesse Catherine, d'après leur correspondance publiée par le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch. — A. AULARD. Les élections et l'esprit public dans le Doubs sous Napoléon I^{er} (publie un rapport du préfet, Jean de Bry, sur les élections de son département, 28 floréal an XIII). = Bulletin historique. R. LÉVY. Histoire intérieure du premier Empire.

11. — **Bulletin italien.** 1911, janv.-mars. — C. PITOLLET. L'abbé Filippo-Cesare-Mascara Torriano et sa correspondance inédite avec le marquis de Grimaldo sur la mort de Louis XIV et les débuts de la Régence (lettres du 17 juin 1715 au 20 mai 1716; continue en avr.-juin et juill.-sept.). = Avr.-juin. J. MARTIN. Charles-Quint et Clément VII à Bologne (1529-1530; récit des fêtes du couronnement de Charles-Quint; suite en juill.-sept.). = Juill.-sept. H. HAUVERTE. Pour la biographie de Boccace. Discussions (la naissance; le premier voyage à Naples; Violante). — J. MARTIN. Charles-Quint et Clément VII à Bologne (2^e et dernier article. Récit anecdotique). — C. DEJOB. Est-il vrai que Campanella fut simplement déiste? (2^e art. C'était seulement un cénobite qui désirait ardemment le triomphe du catholicisme menacé par l'hérésie et par les Turcs, puis une paix finale et universelle). = C.-rendu : A. Jeanroy. Giosuè Carducci (observations et critiques présentées par H. Hauvette). = Oct.-déc. C. DEJOB. Troisième article sur Campanella (croit à sa sincérité). — J. DUBLED. L'« Orlando furioso » et la « Pucelle » de Voltaire (rapprochements intéressants entre les deux ouvrages). — H. BEDARIDA. Quelques documents sur Carlo Botta (documents sur l'historien piémontais tirés des Archives nationales et des archives de l'Isère). = C.-rendu : Pietro Toldo. L'œuvre de Molière et sa fortune en Italie.

12. — **Revue des sciences politiques.** 1911, juill.-août. — Paul MATTER. D'un Reichstag à l'autre. I : le Reichstag de 1906-1911 (étude les deux tentatives qui furent faites, au cours de la treizième législature allemande, pour instaurer le régime parlementaire dans l'empire : à l'occasion de l'interview de Guillaume II, publiée le 28 octobre 1908 par le *Daily Telegraph* de Londres, puis à l'occasion des manœuvres politiques qui amenèrent la retraite du prince de

Bülow). — François LEFORT. Le budget de la France et les projets de réforme (I : Marche des dépenses et des recettes depuis quarante ans). — Paul HAMELLE. La crise anglaise : les élections de décembre 1910 (étude des doctrines, d'un intérêt aujourd'hui rétrospectif). — Jean TANNERY. La situation financière de la République argentine (grande vitalité économique, mais budget mal équilibré). — Pierre PÉGARD. L'Afrique occidentale française (situation exceptionnellement brillante, résultat d'une excellente politique indigène, financière et économique). — V. OLSZEWICZ. L'évolution de la constitution polonaise (I : Du XII^e siècle au XVI^e). — A. ANDRÉADES. Les finances byzantines (II : Le budget des recettes). = Sept.-oct. E. LEVASSEUR. Quelques conséquences du progrès des moyens de communication. = Nov.-déc. P. LEROY-BEAULIEU. Émile Levasseur. — D. BELLET. L'évolution industrielle de la Chine (grand nombre des entreprises, manque de capitaux). — J. LADREIT DE LACHARRIÈRE. Les trois interventions européennes au Maroc en 1911. — L. DE SAINT-VICTOR DE SAINT-BLANCARD. La genèse de l'accord franco-allemand (étudie les circonstances et les conditions de l'accord du 4 nov. 1911 et son caractère provisoire). — R. MULLER. La géographie humaine (à propos de l'ouvrage de Jean Brunhes).

13. — **Nouvelle Revue historique de droit.** 1912, sept.-oct. — Ch. LEFEBVRE. L'ancien droit matrimonial de Normandie (montre les traits qui distinguent le droit normand du droit observé dans les autres pays de France en ce qui concerne la puissance du mari, le douaire, les libéralités entre époux, la protection juridique du bien des femmes. La puissance maritale, si dure dans ce droit, n'a pas son origine dans le *mundium* germanique tel qu'il était appliqué par les peuples scandinaves, car la personnalité de la femme normande était complètement effacée dans le mariage. Si elle est dite « sub potestate viri constituta », c'est que la coutume normande a donné une forme juridique au mot de la Genèse : « Sub potestate viri eris et ipse dominabitur tibi »). — CAILLET. Contrat dit de « facherie » conclu au nom de J.-B. de Pontevès, seigneur de Cotignac, avec Pierre Garsin, tisserand à Moustiers-Sainte-Marie, 29 nov. 1475 (le mot « facherie » désignait le contrat de métayage). — Id. Contrat d'apprentissage passé avec Pierre Gobert, drapier de Romans, le 8 juin 1535, par Simon de Despit. = C.-rendus : K. Weimann. Die Mark- und Walderbengensschaften des Niederrheins (utilise beaucoup de documents, mais il reste à écrire une histoire de l'association de la marche, c'est-à-dire de la propriété collective de vastes espaces non cultivés, tels que bois, landes et prairies). — Le livre vert de Lacaune, Tarn (formé de chartes relatives à la municipalité de Lacaune). — Lizerand. Clément V et Philippe IV le Bel (les questions de droit ne sont pas traitées avec une suffisante compétence).

14. — **Le Correspondant.** 1911, 25 juill. — H. MOYSSSET. L'esprit

public en Allemagne (5^e art. Les hommes et les forces de gouvernement). — H. BREMOND. Saint François de Salles et sainte Chantal. — La princesse Clotilde intime, 1858-1867. Journal d'une confidente et lettres de la princesse (journal tenu par M^{lle} de Foras, amie intime de la princesse. Ce journal commence au moment où sont échangés les premiers pourparlers en vue du mariage de la princesse avec le prince Napoléon; fragment de leur correspondance de 1860 à 1867. Ni dans le journal ni dans la correspondance il n'y a un mot de politique). = 10 août. C^{te} DE CHAMBORD. Le journal de l'exil; fragments, publiés par Fr. Laurentie (1^{er} art. : 1848; ce ne sont que des notes sommaires, un aide-mémoire quotidien d'où sont absents justement les faits les plus importants pour nous, ceux qu'il n'était pas besoin de noter, parce que le prince était bien sûr de ne pas les oublier). — Baron A. DE VAUX. Aux cuirassiers de la garde. Carnet de notes d'un officier, 1870-1871 (carnet rédigé après coup d'après des notes prises sur le moment). = 25 août. A. LEROY-BEAULIEU. L'Alsace-Lorraine et la lutte pour la culture française. — F. CAUSSY. Lettres inédites de Voltaire. — André DE MARICOURT. Une mission française au Maroc sous Louis XIII, 1624-1628. — A. DE TARLÉ. Napolitains et Français à Naples il y a cent ans. Intrigues de cour et nationalisme, juin-août 1811 (d'après des documents inédits). — LANZAC DE LABORIE. Le franc-parler d'une grande-duchesse de Russie : Catherine Paulowna (d'après la correspondance de l'empereur Alexandre I^{er} avec sa sœur, la grande-duchesse Catherine). — R. DE BOYER-MONTÉGUT. Le commerce, les marchands et la politique économique en France avant 1789 (à propos du dernier ouvrage d'Émile Levasseur). = 10 sept. J. LEMOINE. Un nouvel historien de la Fronde; le chevalier de Sévigné (la Fronde racontée par les lettres du chevalier à Madame Royale, duchesse de Savoie; suite et fin le 25 sept.). = 25 sept. DELAUAUD. Le centenaire de l'Université de Christiania. — Abbé A. SICARD. La spoliation de l'Église sous la Révolution (note en particulier et non sans tristesse l'attitude passive et parfois la complicité du clergé dans cette œuvre de spoliation). — M. DE ROUX. Une loge maçonnique de province à la fin de l'ancien régime (à Poitiers, d'après des documents inédits). = 10 oct. Henry COCHIN. La Révolution française et l'Italie (à propos de l'ouvrage de Paul Hazard : *la Révolution française et les lettres italiennes*; conclut que « le sentiment national italien est né surtout des résistances que nous avons soulevées; la Révolution a laissé l'Italie moins française qu'elle ne l'avait trouvée »). — P. DIDIER. Bossuet. Les trois périodes de son génie. — Fr. ROUSSEAU. Vendéens en Portugal, 1833 (raconte les efforts accomplis par les royalistes français pour faire triompher la cause de don Miguel; mais ils n'apportaient avec eux que l'esprit d'aventure, nul esprit politique, et ils finirent par rompre même avec don Miguel). = 25 oct. V. MARTEL. Un ministre de la marine sous Napoléon; l'amiral duc Decrès (d'après sa correspondance, conservée aux Archives natio-

nales; suite et fin le 10 déc.). — M. SALOMON. L'autorité historique de Renan (à propos surtout de l'ouvrage de M. Parigot; n'étudie guère d'ailleurs dans Renan que l'auteur des *Drames* et de la *Vie de Jésus*, qui est la partie la plus faible de l'œuvre historique de Renan). — LANZAC DE LABORIE. Le clergé de Paris pendant la Révolution (d'après l'ouvrage du chanoine Pisani). = 10 nov. Fr. LAURENTIE. Le comte de Chambord, Guillaume I^{er} et Bismarck en oct. 1870 (Bismarck a fait au comte des propositions orales; mais on ne saura jamais lesquelles, puisque ni l'un ni l'autre n'en ont rien dit. Le comte de Chambord a laissé entendre que, s'il avait consenti à une cession de territoire, Bismarck aurait aidé Chambord à monter sur le trône de France; mais Bismarck n'a-t-il pas dit aussi qu'il ne ferait rien tant que la maison de Bourbon ne serait pas rentrée « dans des rapports avec la France reconnus par la nation française »? Entre les illusions dont se nourrissait le comte de Chambord et la rouerie diplomatique de Bismarck, comment se décider?). = 10 déc. T. DUBOIS. Lacordaire à l'Académie française. — L. DE MEURVILLE. Le général de Charette. = 25 déc. F. LAURENTIE. Lettres inédites au comte de Chambord (correspondance avec Chateaubriand, 1839-1847). = 1912, 10 janv. Aug. BOUCHER. Berryer et Lamennais, d'après une correspondance inédite. — LANZAC DE LABORIE. Chateaubriand et Napoléon. = 25 janv. CHAPUISAT. M^{me} Necker et Gibbon (d'après les lettres échangées entre M^{lle} Suzanne Curchod et Gibbon qui, tout jeune encore, s'était épris de la future M^{me} Necker et avait même demandé sa main; puis il s'était retiré un peu brusquement. Cette correspondance était restée inédite).

15. — *La Revue de Paris*. 1911, 15 oct. — E. LAVISSE. Souvenirs (d'enfance et de jeunesse; suite jusqu'au 15 déc. Très intéressant : beaucoup de simplicité, de charme, d'observations fines et qui portent). — D^r G. HERVÉ. Les correspondantes de Maupertuis. Dix lettres inédites de M^{me} du Deffand, 1742-1749. — Fr. MASSON. Les médecins de Napoléon à Sainte-Hélène (fin. 3 : Stokoe vit l'empereur trois fois et fut ensuite traduit en conseil de guerre pour s'être entretenu, avec le général Buonaparte et les personnes de sa suite, de sujets étrangers à la médecine; plus chirurgien que médecin, il avait cependant diagnostiqué une hépatite grave, ce que H. Lowe refusait d'admettre. 4 : Antommarchi, homme sans connaissances et qui était simplement préparateur des dissections à l'hôpital de Florence, mais intrigant et présomptueux, choisi par Fesch sur la recommandation de Colonna. Il ne sut pas découvrir la nature vraie de la maladie de l'Empereur, mais bien se faire payer grassement les services qu'il n'avait pas rendus. Pour remplacer ce dangereux ignorant, on choisit Pierre Pelletan, médecin de Louis XVIII; il allait partir quand arriva la nouvelle de la mort de l'Empereur). = 1^{er} nov. G. GRAVIER. La vieille Serbie et les Albanais. = 15 nov. Edm. POTTIER. Le jubilé de M. Léon Heuzey (résumé de ses travaux sur l'archéologie antique). —

J. LUCHAIRE. L'Institut français de Florence. = 1^{er} déc. G. DELAHACHE. De Bischwiller à Elbeuf (raconte l'exode des industriels de Bischwiller après la guerre). — LARREGUY DE CIVRIEUX. Durant les Cent-Jours (combats autour de Lyon contre les Autrichiens de Schwarzenberg, retour de l'empereur et marche vers Paris. Waterloo et la retraite). = 15 déc. D^r BARTHEZ. La famille impériale à Saint-Cloud et à Biarritz (le D^r Barthez avait été attaché comme médecin à la personne du prince impérial. De là il écrivit à sa femme, à diverses époques, les lettres publiées ici. Elles ne traitent que d'affaires privées et ne touchent les questions de politique générale que par le plus petit côté. Intéressant; suite le 1^{er} janv. 1912, fin le 15 janv.). — AL. MORET. Mystères égyptiens. — A. FRIBOURG. L'aviation et le public au XVIII^e s. = 1912, 1^{er} janv. S. GORIAINOW. Les étapes de l'alliance franco-russe, 1853-1861 (2^e art. le 1^{er} févr.). — CH. SAMARAN. D'Artagnan et Fouquet (d'Artagnan, geôlier de Fouquet, 1661-1664; ses égards pour le prisonnier). — G. FONSEGRIVE. Saint François de Sales et sainte Chantal. = 1^{er} févr. CHATEAUBRIAND. Lettres au prince de Polignac. Dépêches diplomatiques (publie quatre instructions rédigées par Chateaubriand, alors ministre des Affaires étrangères, pour le prince de Polignac, ambassadeur de France à Londres; elles touchent aux affaires des colonies espagnoles, dont l'Angleterre proposait le partage, et aux affaires d'Orient, 1823-1824). — R. ROLLAND. Frédéric II musicien.

16. — *Revue bleue*. 1911, 5 août. — LEDRU-ROLLIN. Lettres de jeunesse, publiées par André MACAIRE (fin le 12 août; lettres adressées, de 1827 à 1849, par A. Ledru, plus tard Ledru-Rollin, à un de ses anciens camarades de l'institution Favart et du lycée Charlemagne). — W. LOVATELLI. Une ancienne abbaye grecque près de Rome (l'abbaye de Tusculum fondée par saint Nil sur l'emplacement de la villa de Cicéron; bref aperçu de son histoire, de ses œuvres d'art et de ses manuscrits). = 19 août. A. DE CUSTINE. En Allemagne en 1815; lettres inédites publiées par P. Bonnefon (fin le 26 août). — G. LOTH. L'évolution des civilisations tunisiennes. = 26 août. P. MATTER. Dans les chasses royales du Piémont. = 16 sept. F. CAUSSY. Voltaire politique de clocher (expose la part prise par Voltaire aux délibérations des États de Gex, d'après les archives de ces assemblées, 1776). = 23 sept. Edm. ROUSSE. Une lettre inédite sur la Commune, publiée par Paul BONNEFON. — V. PINOT. Christine de Suède et La Rochefoucauld. = 30 sept. DRIAULT. L'Europe et l'avènement de Napoléon, 1804. = 7 oct. MONTALEMBERT. Lettres inédites à l'archéologue Didron (suite le 14 oct.; fin le 21). = 14 oct. G. MONOD. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire et Michelet (publie une lettre adressée par le grand naturaliste, le 30 avril 1842, et montre le parti qu'en a tiré Michelet). = 28 oct. A. RÉBELLIAU. A propos de l'inauguration d'un monument à Bossuet (suite et fin le 4 nov. Ses polémiques contre des doctrines qui sont encore actuelles; de là l'intérêt de ses œuvres, même

de celles qui pourraient passer pour des écrits de circonstance). — Paul LOUIS. L'esclavage dans l'industrie antique. = 11 nov. Alf. CROISSET. L'utilité du latin. = 18 nov. P. BONNEFON. Charles X. Lettres inédites au duc d'Angoulême (trente-trois lettres intéressantes écrites de fin mars à mi-juillet 1823; elles proviennent d'une copie jadis acquise par M. de Pastoret; les originaux sont à Frohsdorf; suite dans les n^{os} suiv.; fin le 16 déc.). = 18 nov. G. CHAIGNE. L'ambition romaine (des assemblées électorales à Rome dans les derniers temps de la République). = 25 nov. J. FLACH. Sully, homme de guerre et homme d'État (suite le 2 déc.; fin le 9 déc. Portrait enthousiaste de l'homme et de son œuvre). = 16 déc. M. BRÉAL. Le latin *signum* dans les langues germaniques. — G. BONET-MAURY. Des sanctions morales de l'histoire. = 23 déc. G. RENARD. La marche de l'évolution industrielle depuis cent cinquante ans (fin le 30 déc.). — M. POÈTE. L'expansion intellectuelle de la France aux États-Unis. = 1912, 6 janv. Joseph REINACH. La France et l'Allemagne devant l'histoire (suite le 13 et fin le 20 janv.). — C. JULLIAN. Idées communes et faits généraux à la fin des temps préhistoriques (les Ligures de Gaule; leurs idées et leur civilisation comparées à celles des autres peuples du monde antique avec lesquels ils ont été en contact. Leçon d'ouverture au Collège de France, qui a été publiée aussi à part).

17. — L'Anjou historique. 1911, juill.-août. — L'Anjou en 1783. — Cahiers des paroisses de la sénéchaussée d'Angers (1789). — Le grand juge et les curés de la Vendée angevine (1802-3). — Le prince-président en Maine-et-Loire (1849). = Sept.-oct. Le monastère de Cunaud (ix^e s.). — Le « Cahier » de Saint-Laud-lès-Angers (1789). — Les dix-neuf curés de la ville d'Angers pendant la Révolution. = Nov.-déc. Les religieux Augustins de l'Hôtel-Dieu d'Angers (1199-1660). — Louis XIV et les Angevins. — La paroisse Sainte-Croix d'Angers (xvii^e et xviii^e s.). — Les vingt-trois vicaires de la ville d'Angers pendant la Révolution. = 1912, janv.-févr. La juridiction consulaire et le tribunal de commerce d'Angers (1564-1912). — Joseph Clémanceau, président du Comité révolutionnaire de Cholet (1759-1833). — Le clergé du Bourg-d'Iré et de Noyant-la-Gravoyère pendant la Révolution. — Les sociétés à Angers (1791-1852). — Les patriotes de la Vendée angevine réfugiés à Angers (1793). — La famille d'Armaillé pendant la Révolution. — Les prêtres angevins morts à Nantes (1794). — L'affaire du clocher de Nueil-sous-Passavant (1794) : Histoire et légende.

18. — Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France. 37^e année, 1910, 5^e et 6^e livr. — E. COYECQUE. Chez quelques notaires de la ville de Paris au xvi^e s. (notes sur quelques registres, conservés dans des archives notariales et concernant : 1^o les emprunts contractés par la Ville de 1548 à 1566; 2^o divers marchés de fournitures et de travaux passés par la Ville de 1580 à 1588). — Id. La sépulture de Mirabeau (mise au point des faits déjà connus; la

solution resté à trouver). — Id. Note sur une charte de l'Hôtel-Dieu de Paris, 1286. — G. HUISMAN. Un compte des réparations effectuées à l'hôtel du comte de Flandre à Paris, 1374-1376. = 38^e année, 1911, 1^{re} livr. POUPARDIN. Une nouvelle édition de la Vie de sainte Geneviève (par Künstle, qui utilise deux mss. du VIII^e et du IX^e siècle et soumet à une critique pénétrante les travaux de Kohler, de Krusch et de Duchesne). — LAMBEAU. La place royale; l'hôtel de Chaulnes et de Nicolay. = 2^e livr. MIROT. Les origines de l'hôtel de Sully et la censive du prieuré de la Couture-Sainte-Catherine dans la rue Saint-Antoine. — A. VIDIER. Les gouverneurs de l'horloge du Palais (on a retrouvé onze noms, de 1370 à 1722). = 3^e livr. C. COUDERC. Les comptes d'un grand couturier parisien du XV^e s. (Colin Gourdin, dit de Lormoye; ses comptes, trouvés à l'état de fragments dans d'anciennes reliures, se rapportent aux années 1423 à 1455; plusieurs comptes ont été transcrits et signés par les clients eux-mêmes, dont un certain Colin Garot, propriétaire d'une maison, située près de Saint-Séverin, où Lormoye avait ses ateliers. Fac-similé d'une quittance de loyer de Colin de Lormoye, 1440). = 4^e livr. Jean DE BOISLISLE. L'hôtel de Lorge à Paris (extrait des *Mémoires de Saint-Simon*, t. XXIII). — H. STEIN. La grille du Palais de Justice de Paris (construite en 1783-85 et restaurée sous Charles X; ce qu'elle a coûté). — G. HENRIOT. Le « terroir » de Paris (expression employée par les notaires parisiens pour désigner, indépendamment du faubourg Saint-Antoine, la zone des terrains voisins des remparts de la ville). — H. STEIN. L'identification du lieu dit « Luabum » dépendant du prieuré de Gournay-sur-Marne (c'est Liaubon, sur le territoire du Pin, Seine-et-Marne).

ALLEMAGNE.

19. — *Historische Zeitschrift*. 1911, n° 2. — Moritz RITTER. Études sur le développement de la science historique (examine l'historiographie du moyen âge chrétien et recherche si, à cette époque, ont été réalisés des progrès comparables à ceux de l'âge classique; étudie particulièrement saint Augustin et Otton de Freising). — F. HARTUNG. Les capitulations des empereurs et des rois allemands (historique, des origines à la fin du XVIII^e s.). — S. RIETSCHEL. Sur l'étendard féodal (étude, d'après Bruckauf et d'autres auteurs, la valeur de l'étendard comme symbole au moyen âge; il y voit le fief d'un chef d'armée). — A. STERN. Sur la mission du baron Werné à Berlin (en sept. 1845). = C.-rendus : H. Knapp. Die Zenten des Hochstifts Würzburg. — Otto Wiltberger. Die deutschen politischen Flüchtlinge in Strassburg von 1830 bis 1849. — E. Dragendorff et L. Krause. Das Rostocker Weinbuch von 1382 bis 1391. — H. Carré. Le règne de Louis XV (dans *Histoire de France* de Lavisse. Signale quelques erreurs en ce qui concerne les guerres de Silésie). = N° 3. H. ULMANN. La sécurité de la frontière allemande et les guerres de Maximilien I^{er} contre

la France. — Gunnar REXUIS. Études sur les théories politiques de l'école historique (étude notamment Savigny, Rehberg et analyse les tendances politiques de l'école historique qui a subi l'influence des théories françaises). — H. FRIEDJUNG. Le prince Félix Schwarzenberg et le comte Albert Bernstorff (surtout en 1848-1851). = C.-rendus : *L. von Sybel*. Einführung in die altchristliche Kunst (par J. Strzygowski). — K. Achtnich. Der Bürgerstand in Strassburg bis zur Mitte des 13 Jahrhunderts.

20. — **Historisches Jahrbuch**. T. XXXII, 1911, n° 3. — Aug. NÄEGLE. Les débuts du christianisme en Bohême; II. — Gustav SCHNÜRER. Sur la première organisation des Templiers (fin; l'organisation définitive par Innocent II). — Gottfried BUSCHBELL. La papauté et la disparition de l'Ordre du Temple (d'après le livre de Finke). — C. WEYMAN. Sur le « liber benedictionum » d'Ekkehard IV (variantes). — Albert SCHÖNFELDER. Les processions des latins à Jérusalem au temps des croisades (textes les concernant rangés chronologiquement aux différentes fêtes). — J. v. PFLUGK-HARTTUNG. Sur la politique anglaise après la bataille de Belle-Alliance (publie une lettre de Müfling). — Dépouillement des périodiques. = N° 4. N. PAULUS. La valeur des professions civiles au moyen âge (on ne peut dire, comme l'ont fait tant de théologiens et d'historiens protestants, que le mot profession ait reçu de Luther son sens moderne, encore moins que cette notion soit un produit de la Réforme. Le mot était connu et employé bien avant Luther avec le sens moral que nous y attachons). — J. HIRN. Découvertes archivistiques sur l'histoire du Tyrol et de la Bavière (grâce à ses recherches dans les archives de Munich, l'auteur éclaircit quelques points de l'histoire du Tyrol en 1793-1794 et surtout son histoire et son organisation judiciaire en 1809). — Ewald HORN. Étude sur l'origine de l'Université égalitaire à Breslau (à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e s.). — H. BASTGEN. Alcuin et Charlemagne, leurs idées en matière de science et de politique ecclésiastique (exalte leur rôle). — J. VON PFLUGK-HARTTUNG. Le quartier général bavarois (contribution à l'histoire militaire de la campagne de 1815). = C.-rendus : *Fastlinger*. Der Volkstamm der Hosi. — H. Bloch. Die stauischen Kaiserwahlen und die Entstehung des Kurfürstentums (très bon).

21. — **Deutsche Rundschau**. 1911, avr. — VON DER GOLTZ. Les souvenirs du prince Frédéric-Charles de 1866 à 1885 (après la chute de Metz). — P. WALTHER. Le Canada et ses rapports avec l'Angleterre et les États-Unis (étude contemporaine). — H. ONCKEN. L'Allemagne et l'Autriche depuis la fondation de l'empire allemand (1871-1911). = Mai. Paul BAILLEU. Le prince Guillaume de Prusse et la princesse Élisabeth Radziwill, 1817-1826 (histoire de la passion éprouvée par le prince Guillaume pour la princesse Élisabeth; utilisation de lettres inédites conservées à Pétersbourg). — G. DICKBUTH. Frédéric II et

Napoléon dans leur première campagne (deuxième article). — RASCHAU. L'exécution des décisions du congrès de Berlin (1880-1881) (d'après les papiers du sous-secrétaire d'État Busch). — W. DILTHEY. Comment s'est formée chez Niebuhr sa conception du monde au point de vue historique (ses premières impressions, ses premières lectures, la formation de son idéalisme et de la conception qu'il se faisait de la liberté). — M. VON BRANDT. Le développement des colonies allemandes (d'après le travail collectif *Das deutsche Kolonialreich* paru en 1911). = Juin. A. UNGNAD. Vues sur le droit babylonien au temps du roi Hammurabi. — DICKBUTH. Frédéric II et Napoléon dans leur première campagne (troisième article; suite en juill., fin en août). = Juill. E. v. HEYKING. Note sur l'histoire de Mexico. — A. VON DER LEGEEN. Les débuts des chemins de fer en Allemagne (difficultés qu'il y aura à trouver les sources de l'histoire des chemins de fer et de leur influence; rôle de Harkort, de List, de v. Amsberg, etc., dans la création des premières lignes qui s'établirent sans plan d'ensemble). = Août. Paul BAILLEU. Notes et lettres de l'impératrice Augusta (Paul Bailleu publie, à l'occasion du centenaire de la naissance de l'impératrice, 30 sept. 1821, des notes et lettres relatives aux années 1847-1850). = Sept. K. BINDING. La camarilla prussienne et en particulier Otton de Bismarck au parlement d'Erfurt. — W. ALTER. La question Benedek (bon général auquel il manquait les qualités qui font le grand chef d'armée). = Oct. L. RASCHAU. La méthode de travail du prince de Bismarck (d'après les notes du sous-secrétaire d'État Busch). — Ch. Lady BLANNERHASSETT. Tzuhsi, impératrice-régente de Chine (1835-1909) (d'après les travaux de Iland et Blackhouse et le livre du capitaine Brinkley).

GRANDE-BRETAGNE.

22. — *The english historical review*. 1911, oct. — HASKINS. L'Angleterre et la Sicile au XII^e s. (suite et fin; les institutions des deux pays se sont développées parallèlement et sans doute avec influence réciproque de l'un sur l'autre : l'organisation judiciaire de la *curia* et des *justiciarii* de Henri II a servi de modèle à la Sicile. L'Échiquier et les rôles de la Pipe ont leur contre-partie dans l'organisation, d'origine arabe et byzantine, de la *duana* et du *etépetov*. En Sicile, sans doute sous Roger II, fut rédigé, dans sa plus ancienne forme, un *Catalogus baronum* qui pourrait bien avoir été le modèle des enquêtes ordonnées par Henri II pour l'Angleterre en 1166 et pour la Normandie en 1172. Article important, abondamment pourvu de références et d'extraits provenant des archives napolitaines). — TOUT. Les armes à feu en Angleterre au XIV^e s. (l'auteur a trouvé dans les comptes de la « Chambre » ou de la « Garde-robe » de nombreuses mentions concernant l'emploi de la poudre à canon en Angleterre au XIV^e s.; quelques-unes seulement avaient été utilisées avant lui, quelquefois à tort. Ainsi Sir H. Nicolas avait signalé la présence d'un

canon sur un navire anglais, d'après un document de la 12^e année d'Édouard III, 1338, mais ce document est de la 12^e année de Henri IV, 1411. Article important qui renouvelle toute la question ou en précise les détails. En somme, les plus anciens témoignages sur la poudre à canon en Angleterre remontent à l'année 1334). — Miss PICKFORD. La Grande Peur en Touraine, 1789 (utilise les archives locales; répugne à l'idée d'un complot organisé). — ROUND. Le peseur de l'Échiquier (montre par une suite d'ingénieux rapprochements que cet office était une « sergenterie » dont on peut suivre les différents possesseurs depuis la Conquête). — SALTER. Un catalogue des abbés d'Abingdon (ce catalogue, qui constitue une chronique du diocèse, fut écrit en 1361; intéressant récit d'une émeute agraire en 1327). — COMPSTON. Les trente-sept conclusions des Lollards (rédigées en latin en 1395. En regard de ce texte latin, l'auteur publie le texte anglais d'un autre traité connu sous le titre d'*Ecclesiae regimen*, et qui paraît être une adaptation du latin). — KINGSFORD. Un récit légendaire de la visite que l'empereur Sigismond fit en Angleterre (d'après un *Chronicon regum Angliae* qui s'étend jusqu'en 1445 : « Sigismundus ... venit in Angliam tributum petere a ... rege Henrico, et de quo tenebat terras suas diligenter inquirendo »). — FIRTH. Cromwell et Sir Henry Vane (publie quelques documents tendant à prouver que Ludlow a représenté faussement la nature des rapports entre Vane et le Protecteur en 1656). — C.-rendus : Holmes. The origin and development of the christian church in Gaul during the first six centuries of the christian era (médiocre). — Jireček. Geschichte der Serben I, 1371 (c'est le meilleur ouvrage qu'on possède sur le sujet). — Bury. The imperial administrative system in the ninth century, with a revised text of the Kletorologion of Philotheos (important). — Schnürer. Das Necrologium des Cluniacenser-Priorates Münchenwiler (important comme élément pour reconstituer le Nécrologe perdu de Cluny. Le texte publié se rapporte non à Villers, au diocèse de Besançon, mais à Villars-les-Moines, près de Morat, en Suisse). — Allan. A history of Verona (bon, insiste surtout sur la période du XII^e au XIV^e s.). — Hartung. Geschichte des fränkischen Kreises I, 1521-1559 (bon). — Neukirch. Der niedersächische Kreis und die Kreisverfassung bis 1542 (bon). — Frère et Kennedy. Visitation articles and injunctions of the period of the Reformation (important). — Thompson. The wars of religion in France, 1559-1576 (beaucoup de recherches, mais mal écrit et plein de menues erreurs). — Lady Elliott-Drake. The family and heirs of Sir Francis Drake (bon). — Fryer. A new account of East India and Persia being nine years' travels, 1672-1681, publ. par W. Crooke (excellente édition. Fryer avait été nommé médecin au service de la Compagnie des Indes orientales en 1672 et il revint en Angleterre en 1682). — Daniell. Calendar of state papers. Domestic series, 1676-1678. — Headlam. Calendar of state papers. Colonial series. America and West Indies, 1701. — Schwemer. Geschichte der

freien Stadt Frankfurt-a.-M., 1814-1866 (t. I; bon). — *Bigelow*. The campaigning of Chancellorsville; a strategic and tactical study (très instructif). — *Wyld et Hirst*. The place names of Lancashire (bon). — *Moorman*. The place names of the West Riding of Yorkshire (article à signaler de Henry Bradley sur cet ouvrage et sur le précédent).

23. — The Athenæum. 1911, 7 oct. — *Sir Edwin Pears*. Turkey and its people (très intéressant et suggestif). — *E. Cuthell*. An imperial victim : Marie Louise, archiduchess of Austria, empress of the French and duchess of Parma (conscientieux). — *Torday et Joyce*. The Bushongo (ouvrage fort bien documenté et illustré sur une peuplade du Congo qui a atteint à un assez haut degré de civilisation et a conservé une remarquable connaissance de sa propre histoire). — *Binyon*. The flight of the dragon; an essay on the theory and practice of art in China and Japan (ouvrage important surtout par les comparaisons qu'il suggère). = 14 oct. *Ball*. The correspondence of Jonathan Swift; t. II : 1713-1717 (édition modèle). = 21 oct. *Hassall*. The life of Napoleon (bonne esquisse). = 28 oct. *Trevelyan*. Garibaldi and the making of Italy (t. III et dernier, tout à fait digne des deux autres). = 4 nov. *L. Fraser*. India under Curzon and after (instructif). — *Fred. Harrison*. Autobiographic memoirs (très intéressant). — *Smith*. The life and letters of Martin Luther (excellent). = 11 nov. *Holland*. The life of Spenser Compton, eighth duke of Devonshire (bonne biographie d'un des grands chefs du parti libéral). — *Lord Broughton*. Recollections of a long life; t. V et VI : 1834-1852 (intéressant surtout au point de vue littéraire). = 18 nov. *Ferguson*. Hellenistic Athens (ouvrage d'une érudition consciencieuse, mais lourde et sans horizon, à la mode allemande). — *Grew*. The english court in exile : James II et Saint-Germain (excellent ouvrage sur un bien triste personnage). = 25 nov. *Gosling*. The life of Sir Humphrey Gilbert, England's first empire builder (beaucoup de recherches qui n'ajoutent pas beaucoup à nos connaissances). — *Budge*. Osiris and the egyptian resurrection (remarquable). = 2 déc. *Sir Robert Morier*. Memoirs and letters, 1836-1876 (détails intéressants sur l'histoire des luttes pour l'unité allemande dont Morier fut un témoin perspicace et admirablement informé). — *Boulger*. The battle of the Boyne, together with an account of the war in Ireland, 1688-1691 (conscientieux; manque parfois de jugement; trop partial en faveur de Jacques II, mais bon récit de la guerre d'Irlande). — *Dalton*. Byzantine art and archæology (très intéressant). = 9 déc. *John Capgrave*. Ye solace of pilgrims (description de Rome à l'occasion du jubilé de 1450; l'ouvrage est anonyme, mais il n'est pas douteux que l'auteur ne soit le chroniqueur John Capgrave, prieur de King's Lynn et provincial des Augustins en Angleterre. Bonne édition). = 16 déc. *Thayer*. The life and times of Cavour (excellent; c'est d'ailleurs l'œuvre d'un apologiste). = 23 déc. *Brown*. Mary Tudor, queen of France (estimable biographie de la fille de Henri VII, femme de

Louis XII). — *Tilby*. British North America, 1763-1867 (très bon résumé). = 30 déc. *Rawson*. Penelope Rich and her circle (bonne biographie d'une femme de lettres célèbre au temps d'Élisabeth; elle fut la sœur préférée du comte d'Essex, la belle-fille du comte de Leicester. Compromise dans le soulèvement de son frère, elle jouit d'une brève mais réelle faveur sous Jacques I^{er}). — *Sollas*. Ancient hunters and their modern representatives (excellente étude sur l'homme primitif et préhistorique). = 1912, 6 janv. *Bulleid* et *S^t George Gray*. The Glastonbury lake village (très intéressante description des fouilles exécutées sur l'emplacement de ce village lacustre en 1892-1907). — *Burke*. The historical record of the coronation of their majesties King George V and Queen Mary, 1911 (recueil des documents officiels relatifs au couronnement, d'après la *London Gazette*. Une liste des personnes invitées à cette solennité y est ajoutée; elle paraît avoir été dressée par une personne peu au courant du protocole). — *Blinkenberg*. The thunderweapon in religion and folklore, a study of comparative archæology (beaucoup de faits bien observés et bien classés; de la timidité dans la synthèse). — *Holroyd*. Michel Angelo Buonarrotti (bon). = 13 janv. *Riker*. Henry Fox, first lord Holland; a study of the career of an eighteenth century politician (bon). = 20 janv. *Smith*. A history of fine art in India and Ceylon from the earliest times to the present day (ouvrage très consciencieux; mais quelle témérité de prétendre traiter et juger de tous les arts de l'Inde et d'en présenter l'histoire dans ses rapports avec les révolutions politiques et sociales!). = 27 janv. *W. Ward*. The life of cardinal Newman (excellente biographie, pour laquelle l'auteur a pu consulter le journal privé et la correspondance du cardinal).

24. — The scottish historical Review. 1911, juill. — *ANDERSON*. Les commencements de l'Université de Saint-Andrews, 1410-1418. (2^e article; organisation assez lente des études). — *FIRTH*. Deux ballades sur le vicomte Dundee (chef des Écossais soulevés contre le gouvernement de Guillaume d'Orange; il fut tué en juill. 1689). — *EELLES*. Le service d'actions de grâces en anglais pour remercier Dieu d'avoir sauvé le roi Jacques lors de la conspiration de Gowrie, le 5 août 1600. — *MAXWELL*. La chronique de Lanercost (suite de la traduction). — *J. CORBETT*. Les relations espagnoles concernant le naufrage d'un navire de l'Armada dans la baie de Tobermory. = C.-rendus : *Macdonald*. The roman wall in Scotland (bon). — *Gougaud*. Les chrétientés celtiques (excellent). — *Lucy Sealy*. The champions of the crown (biographie de dix partisans notables de Charles I^{er}). — *Cowan*. The lords chancellors of Scotland (médiocre). = Oct. *BRYCE*. Les Dominicains et les universités écossaises (quelques pages sur le système scolaire des Dominicains). — *SMITH*. Les réformateurs et le divorce, étude sur la juridiction consistoriale (pendant la seconde moitié du XVI^e s.). — *SINCLAIR*. Écossais au service de la Suède (à l'occasion du troisième centenaire de l'avènement de Gustave-Adolphe le 30 oct.

1611). — EDWARDS. Les Hospitaliers en Écosse au *xv^e* s. (étude critique de la bulle donnée par le grand maître, Philibert de Naillac, le 11 août 1418, avec texte de cette bulle et une traduction anglaise en regard). — MAXWELL. La chronique de Lanercost (suite de la traduction). = C.-rendus : *Ch. de Lannoy* et *H. Van der Linden*. Histoire de l'expansion coloniale des peuples européens. Néerlande et Danemark, *xvii^e* et *xviii^e* s. (bon). — *Home life of the Highlanders, 1400-1746* (excellent résumé de l'histoire sociale et économique des Écossais dans les hautes terres). — *Foster*. The english factories 1634-1636, a calendar of documents (très utile).

ITALIE.

25. — Archivio storico italiano. 1910, t. XLV, n° 1. — Pompeo MOLMENTI. Correspondance de Casanova (conservée aux archives du château de Dux, près Toeplitz, où Casanova mourut le 4 juin 1798, et adressée au comte de Waldstein, qui en avait fait son bibliothécaire, entre 1788 et 1792). — F. LABRUZZI. La « Protocarta » des comtes de Savoie (étude critique de ce texte, du 2 avril 1003, dont l'original a disparu). — F. BALDASSERONI. Pour nos archives (exposé des réformes à faire aux archives de Milan). — Hans HIRSCH. Publications [allemandes] des années 1905-1907 sur l'histoire médiévale italienne. = N° 2. Alexandro LUZIO. Isabelle d'Este et Léon X, du Congrès de Bologne à la prise de Milan (1515-1521) (suite de cet important travail, basé sur les archives de Gonzague et en particulier sur les lettres de Castiglione au marquis Frédéric). — Paolo PICCOLOMINI. Correspondance entre la cour de Rome et l'Inquisiteur de Malte durant la guerre de Candie (1645-1669) (suite; continue dans le n° suivant. Documents empruntés aux nonciatures). — L. VILLARI. Le nationalisme dans la « Cambridge modern history » (critique générale de cette histoire et particulièrement du t. XI). — P. VILLARI. Un nouveau document sur Christophe Colomb (récit du retour de Colomb donné, le 4 août 1496, par Jacopo Acciaïoli aux Dix de Florence et retrouvé par le professeur Schnitzer). — L. FRATI. Les « Stazionari » bolonais au moyen âge (situation des loueurs de livres de l'Université de Bologne aux *xiii^e*-*xv^e* s.). = T. XLVI, n° 3. C.-A. GARUFI. Sur l'« instrument notarial » dans le pays de Salerne à la fin du *xi^e* s. (fin au n° suivant; étude importante de diplomatie privée, qui montre que le notaire est à Salerne un « scriba publicus ante judicem »; chronologie des actes; douze textes publiés). — A. LATTES. Nouveaux documents pour l'histoire du commerce et du droit génois (énumération de sources diverses, actes publiés et privés, concernant ce double sujet). — E. R. Archives et bibliothèques (à propos de l'Inventaire des archives de Reggio publié par Dallari). = N° 4. P. MOLMENTI. Correspondance de Casanova (lettres à l'abbé de Laleña; lettres d'Alberghati, des Stratico, de l'abbé Ceruti, frère Pietro degli Scalzi, Mar-

tingo, Medin, Richa, Andreasi, Morosini, Polcenigo, abbé Sucrini, Foscari, évêque de Montefiascone). — A. GALANTE. Les lettres d'Emmanuel-Philibert et d'Antoine-Marie de Savoie aux archives d'Innsbruck (adressées au cardinal de Trente, Christophe Madruzzo, et du plus grand intérêt pour l'histoire du milieu du XVI^e s.; neuf de ces lettres sont reproduites). — R. DAVIDSOHN. Une observation sur l'origine de la commune (le village dans la vallée ladine de la Maloggia est désigné sous le terme de *oschinauncha*, qui vient de *vicinanzia*). — F. DE' MARCHI et son « Traité sur l'architecture militaire » (notes biographiques sur l'auteur, qui vécut de 1506 à 1597 environ et servit Philippe II d'Espagne). — L. LA ROCCA. Les aspirations du duc Charles-Emmanuel I^{er} au titre de roi de Piémont (commente et publie un mémoire sans date et des instructions au plénipotentiaire piémontais à Vienne, Philibert Carretto di Bagnasco, entre 1588 et 1619). = 1911, t. XLVII, n° 1. A.-FRANCESCO MASSERA. Notes sur Malatesta (sur la chronique de Rimini, *De origine domino-rum de Malatestis*, écrite en 1352, concernant les femmes de Malatesta di Verucchio, la bataille de Monteluro, 1271, la descendance de Malatestino dall' occhio, la guerre de 1334-1343). — G. SOMMI-PICENARDI. Luigi Dovara, gentilhomme de Crémone (agent des Médicis à la cour de Philippe II : sa vie et ses missions, d'après des documents inédits). — D.-L. PAGLIAI. Une visite à quelques archives de Hollande (exposé rapide des conditions générales des archives en Hollande; notes sur les archives d'Utrecht, Haarlem, Amsterdam, Rotterdam, Leyde, La Haye). — L. FRATI. Le cardinal Francesco Alidori et Francesco-Maria de la Rovère (contestation entre le tyran de Bologne et le duc d'Urbin aboutissant à l'assassinat du premier par le second). — S. PIVANO. Le concept de l'unité italienne en 1796 (expose les résultats du concours officiel ouvert en Lombardie en 1795 sur la question de savoir quel gouvernement convient au bonheur de l'Italie). = N° 2. F. TOCCO. H. Charles Lea et l'histoire de l'inquisition espagnole (analyse rapidement les ouvrages capitaux publiés à ce sujet par l'éminent historien). — P. MOLMENTI. Correspondance de Casanova (lettres du capitaine Filippini, de Pietro-Antonio Pittoni, de Marco de Monti, de Marco Zeno, de Pietro Marcello, d'Andrea Memmo, de Domenico Fabris, du marquis Corti, de l'abbé Denina, du comte de Béthune et d'Antonio Sgarzi, de 1780 à 1790). — A. FAVARO. Ascendants et collatéraux de Galilée (notes biographiques). — L. VIL-LARI. La vie de Benjamin Disraeli, comte Beaconsfield. — RIN. ZENO. Encore sur la valeur historique de la « *Chronica trium tabernarum* » (se prononce en sa faveur). — A. LUZIO. Le sort étrange d'un tableau de Rubens (ce tableau, aujourd'hui à la pinacothèque de Mantoue, représente l'Adoration de la Trinité; l'auteur raconte ce qu'il souffrit au temps de l'occupation française en 1799). = C.-rendus : *Studi Lodroniani*. C.-rendu par G. Papaleoni des ouvrages de C. Ausserer, de E. Perin et de P. Guerrini sur l'histoire de Lodron au

moyen âge). — *Fr. Goth.* Der Zusammenbruch des Reiches Jerusalem, 1187-1189 (dissertation claire et sérieuse). — *A. Anzilotti.* La costituzione interna dello stato fiorentino sotto il duca Cosimeo I^o de' Medici (recherches méthodiques). — *R. Rodolico.* Stato e Chiesa in Toscana durante la reggenza lorenea (1737-1765). — *L. Ottolenghi.* Padova e il dipartimento del Brenta dal 1813 al 1815. = N^o 3. *P. RAJNA.* L' « Institut d'Estudis catalans » et ses publications (expose la fondation de cet Institut, en 1907, son but et analyse ses publications). — *P. MOLMENTI.* Correspondance de Casanova (lettres de Di Lorenzo Da Ponte, de la comtesse de Waldstein, du comte Jean de Waldstein, de Bellaspica, Mazzolà). — *A. VIRGILI.* Un arbitrage de Laurent le Magnifique (publie le texte d'un arbitrage du 21 octobre 1478 rendu dans une affaire de famille par Laurent de Médicis et un texte complémentaire). — *L. FRATI.* Le pape Martin V et le « Diario » de Cambio Canbelmi (publie les extraits de ce diaire concernant le fameux voyage de Martin V en 1418). = C.-rendus : *E. Cacieri.* Culti e miti sulla storia dell' antica Sicilia (important). — *W. Ashburner.* The Rhodian sea-law (analyse détaillée de cette édition considérable). — *R. Holtzmann.* Französische Verfassungsgeschichte (résumé commode). — *HODGSON.* Venice in the 14 and 15 centuries (trop compact et trop d'erreurs). — *G. Smets.* La « cronique » de D. Compagni (publiée sans assez de soin). — *J. Kohler et G. Degli-Azzi.* Das Florentiner Strafrecht (étude remarquable de droit criminel). — *M. Falque.* Le procès de Rhône et les contestations sur la propriété d'Avignon (1302-1818) (livre critique, mais lacunaire). — *J. Asal.* Die Wahl Johannes XXII (intéressant pour l'histoire et le droit canon). — *A. Manghi.* La Certosa di Pisa (travail conduit avec soin). — *E. Carusi.* Dispaci e lettere di G. Gherardi nunzio pontificio (important pour l'histoire du xv^e s.). — *G. Sonnino.* Saggio sulle industrie, marina e commercio in Livorno (insuffisant par les sources). — *A. Chiti.* Pistoia (résumé élégant).

26. — Studi storici. T. XIX, 1910, n^o 1. — *E. RODOCANACHI.* Les voyageurs français à Rome, de Montaigne à Stendhal. — *G. CAPOVILLA.* G. Vasari et les édifices de l'ordre militaire de saint Étienne à Pise, 1562-1571 (lettres inédites de Vasari, suite; continue dans le n^o suivant). — *P. SILVA.* Observations sur la chronique pisane du xiv^e s. publiée par Muratori (combat les conclusions de Pintor et publie la fin d'une chronique pisane de 1369 à 1391). = C.-rendu : *K. Neff.* Die Gedichte des Paulus Diaconus (édition critique). = N^o 2. *R. CAGGESE.* Robert d'Anjou et son temps (introduction détachée d'une œuvre qui doit paraître prochainement). — *Fr. ISOLDI.* Procès et mort du marquis Onofrio Santacroce sous le pontificat de Clément VIII (document et commentaire). = Nos 3-4. *G. VOLPE.* Sur l'histoire des juridictions épiscopales et des rapports entre l'État et l'Église dans les cités italiennes aux xii^e et xiii^e s. (publication de documents du xiii^e s. concernant les évêques et la commune de Massa Maritima). — *Pietro*

SILVA. Sur l'industrie et le commerce de la laine à Pise (importante étude avec de nombreux documents). — Amedeo CRIVELLUCI. Une autre poésie de Paul Diaque attribuée à Paolino d'Aquitéa. — Bianca MARCOLONGO. La franc-maçonnerie au XVIII^e s. (en Toscane, à Rome, en Lombardie, en Vénétie, etc.).

27. — **Archivio della R. Società romana di storia patria.** T. XXXII, 1909, nos 3-4. — P. FEDELE. Les évêques de Sora au XI^e s. — V. ZABUGHIN. L'« Amorosa » de Marcantonio Altieri (étudie cette nouvelle dédiée par l'humaniste à Renzo da Cere et en publie une rédaction autographe conservée à la bibliothèque Vaticane). — G. PRESUTTI. Les origines du château de Riofreddo et les Colonna jusqu'à Landolfo I^{er} (XII^e et XIII^e s.). — G. FALCO. Le catalogue de Turin des églises, hôpitaux et monastères de Rome au XIV^e s. (donne du ms. de la bibliothèque de Turin, endommagé lors de l'incendie, une nouvelle édition plus complète et plus exacte qu'il fait précéder de quelques remarques sur le ms.; ce dernier a été composé vers l'année 1313). — A. SILVAGNI. Notes d'épigraphie médiévale (étudie une inscription du VIII^e s. de l'atrium de Sainte-Cécile-au-Transtevere, restaurée et modifiée vers 1725, et se prononce en faveur de l'authenticité de l'épithaphe de Benoît VII à Sainte-Croix de Jérusalem). — P. FEDELE. Sur le commerce des antiquités à Rome au XII^e s. — E. CARUSI. Observations sur la guerre faite pour reprendre Otrante (donne trois lettres inédites de 1481 adressées par le roi de Sicile Ferrante à Sixte IV). — C. rendus : *Pietro Tacchi Venturi*, S. I. Storia della Compagnia di Gesù in Italia; t. I : importance capitale pour l'histoire ecclésiastique et italienne au XVI^e s.). — *P. Pagliucchi*. I castellani del Castel S. Angelo; vol. I, part. I et II (travail trop hâtif et qui n'est pas assez mûri. Il reste dans les archives et les bibliothèques de Rome beaucoup de documents que n'ont utilisés ni l'auteur ni M. Rodocanachi). — *M. Roberti*. Le magistrature giudiziarie Veneziane. — *Pietro Gentile*. La politica interna di Alfonso V di Aragona nel regno di Napoli (de 1443 à 1456). — T. XXXIII, 1910, nos 1-2. A. BEVIGNANI. L'archiconfrérie de Sainte-Marie de l'oraison de la mort à Rome et ses représentations sacrées (organisée par le prêtre siennois Crescenzo Selva sous Jules III et Pie IV, l'archiconfrérie a dû se transformer en 1870. Elle a développé à Rome l'usage des *oratorios* et des représentations bibliques, dont la dernière est de 1898. Documents annexes nombreux tirés des archives de l'archiconfrérie). — P. FEDELE. Recherches pour l'histoire de Rome et de la papauté au X^e s. (étude critique du pontificat de Serge III et examen critique des *Versus Romae*, écrits sans doute à Naples avant 881. A suivre). — P. NEGRI. Une lettre inédite du Père Malines sur la conversion de Christine de Suède (adressée à un supérieur et conservée aux archives de Rome). — Nos 3-4. J.-A.-F. ORBAAN. La Rome de Sixte V dans les *Avvisi* (regeste des mentions d'*Avvisi* pour les années 1585-1590, précédé d'une courte étude sur la valeur critique de cette sorte de sources). — G. PRESUTTI. Les Colonna de

Riofreddo (XIII^e-XIV^e s.; étude minutieuse de généalogie d'après les sources vaticanes principalement). — P. NEGRI. La mission de Pandolfo Collenuccio et le pape Alexandre VI (1494-1498; Pandolfo Collenuccio a été par deux fois l'habile intermédiaire entre le pape et Hercule I^{er} d'Este; dix-neuf textes publiés avec le plus grand soin). — G. FALCO. Les préliminaires de la paix de San-Germano (nov. 1229-juill. 1230; précise, d'après les documents publiés par Auvray, les conditions où fut signée la paix entre l'empereur Frédéric II et le pape Grégoire IX). — L. FUMI. Nouvelles révélations sur la conspiration de Stefano Porcari (d'après les dépêches des envoyés de François I^{er} Sforza à la cour romaine, en 1453). — P. FEDELE. Sur l'origine des Frangipani (à propos de l'étude du P. Ehrle dans les *Mélanges Châtelain*. L'histoire de cette famille reste d'ailleurs encore à faire).

28. — Archivio storico lombardo. 4^e série, t. XIV, 1910, sept. — A. LUZIO. La régence d'Isabelle d'Este pendant l'emprisonnement de son mari (1509-1510; surtout documents d'archives). — G. BISCARO. Les notes brèves du notaire Boniforte Gira (documents de la fin du XV^e s. concernant la construction de l'église S. Maria di S. Satiro de Milan). — L. FUMI. L'Inquisition et l'état milanais (abolition du Saint-Office; continue). — Vittorio CIAN. Giovanni Calturnio (humaniste de Bergame). — Déc. A. BATTISTELLA. Les Lombards dans le Frioul (étudie leur émigration aux XIII^e et XIV^e s.). — AL. VISCONTI. Le magistrat caméral et sa compétence en matière administrative et judiciaire (surtout aux XVII^e et XVIII^e s.). — E. SOLMI. Sur la visite probable du port de Gênes par Léonard de Vinci le 17 mars 1498. — 4^e série, t. XV, 1911, mars. A. MAZZI. Questions de mesures lombardes (étudie le boisseau de Crémone au XIII^e s., le marc de Cologne à Venise et en Lombardie, le boisseau et les mesures de l'huile à Brescia, les mesures agraires, etc., etc.). — E. SOLMI. Léonard de Vinci et les travaux d'assèchement des marais pontins au temps de Léon X (1514-1516; reproduit l'esquisse dessinée par Léonard à ce sujet et montre la part importante qu'il eut dans la grande œuvre de Léon X). — Vitt.-Em. ALEANDRI. Artistes et artisans lombards à Vitorchiano aux XV^e-XVI^e s. (extraits de documents d'archives avec la liste très considérable de tous les noms mentionnés). — Rin. BERETTA. La rochetta di Santa Maria sopra Trezzo (se borne au XV^e s.). — Or. PREMOLI. Domenico Sauli et les Jésuites (1552 et 1559). — C.-rendus : *Miscellanea di studi in onore di Attilio Hortis*. Trieste, 1910. — G. Ptašnik. Gli Italiani a Cracovia dal XVI al XVIII secolo. — 1911, juin. Pietro TORELLI. Antonio Nerli et Bonamente Aliprandi, chroniqueurs de Mantoue (à propos de la nouvelle édition de leur œuvre par Orsini Begani dans les *Rerum Italicarum Scriptores*; très documenté). — Fred. BARBIERI. La réforme de l'éloquence sacrée en Italie par saint Charles Borromée (étudie particulièrement les traités de Francesco Panigarola, écrits sous l'influence de saint Charles Borromée dans le but de réformer l'éloquence religieuse). — Alessandro VISCONTI. Le

magistrat sanitaire dans l'état de Lombardie (au XVIII^e s. surtout). — Carlo CAPASSO. Les « Provvigionati » de Bernabò Visconti (sorte de milice noble créée par Bernabò en 1369; étude intéressante pour l'histoire des institutions militaires du XIV^e s.; l'auteur utilise un ms. de la bibliothèque de Bergame, dont il donne des extraits). — Emilio MOTTA. Pasquines et censures à Milan au XVI^e s. (documents). = C.-rendus : G. RIVA. Saggi critici e narrativi di storia Monzese (t. I). — Francesco Novati et Emmanuele Greppi. Carteggio di Pietro e Alessandro Verri (t. III; important c.-rendu).

29. — **Atti e Memorie della R. deputazione di Storia patria per le provincie di Romagna.** 3^e sér., t. XXVII, 1909, nos 4-6. — L. FRATI. Dalmassio et Lippo de' Scannabecchi et Simone de' Crocifissi (recherches biographiques et généalogiques concernant ces peintres bolonais du XIV^e s. sur lesquels l'auteur publie quelques documents inédits). — A. TESTI-RAPONI. Notes marginales au « Liber pontificalis » d'Agnello Ravennate (très important; publie en appendices deux chartes ravennates des IX^e et X^e s.). — C.-M. PATRONO. Les inscriptions byzantines de Ravenne (publication et description de ces inscriptions latines et grecques avec traduction des dernières). = 3^e sér., t. XXVIII, 1910, nos 1-3. — A. PALMIERI. Les laboureurs du comté de Bologne au temps des seigneuries (publie d'intéressants statuts des XIV^e et XV^e s.). — A. VERONESI. La légation du cardinal Napoleone Orsini à Bologne, en 1306 (important pour l'histoire bolonaise au début du XIV^e s.). — A. SORBELLI. La paroisse dans l'Apennin émilien au moyen âge (étude considérable concernant particulièrement la condition et l'importance de la paroisse aux XIII^e et XIV^e s., avec quelques pages sur la paroisse dans le haut moyen âge et son rôle dans l'origine de la commune rurale). = Nos 4-6. E. ORIOLI. Un bolonais maître d'un roi de Hongrie (Marco da Saliceto et André III, fin du XIII^e s.). — A. ZOLI. Notices sur les tours de Ravenne (relève les mentions concernant les tours féodales de la ville du XI^e au XIV^e s.). — G. POCHETTINO. La république de San Marin avant le XV^e s. (surtout au XIV^e s.).

30. — **Nuovo archivio veneto.** T. XX, 1^{re} partie, 1910. — C. MANFRONI. La marine vénitienne à la défense de Salonique, 1423-1430. — A. SEGARIZZI. Lodovico Sambonifacio et son recueil de lettres (compile la table du manuscrit de sa correspondance intéressante pour l'histoire du XV^e siècle). — Ruggero BERNI. Les sources de la première décade des *Historiæ rerum Venetarum* de Marc-Antonio Sabellico (fin). — G. GEROLA. Le prétendu portrait de Fracastoro, peint par Titien. = T. XX, 2^e partie, 1910. Pio PASCHINI. Les vicissitudes politiques et religieuses du Frioul aux IX^e et X^e s. (continue dans le numéro suivant). — L. OTTOLENGHI. Lettres de Giacomo Valmarana Calidonio sur la campagne de 1796 (publication avec introduction). — Al. RIGHI. Hérétiques à Vérone dans la seconde moitié du XVI^e s. (deux documents de 1576 et 1584). — G. LORENZETTI. Jacopo Sanso-

vino, sculpteur (à propos du récent livre de Pittoni). — A. BONARDI. Venise et César Borgia (avec documents des archives vénitiennes). — Dans chaque n^o, publications relatives à l'histoire médiévale italienne. = T. XXI, 1. — Filippo NANI-MOCENIGO. Un itinéraire maritime médiéval (fin du XIV^e ou début du XV^e s.; simple publication avec note préliminaire et un index des noms). — Antonio FAVARO. Nouveaux documents sur le différend entre l'Université de Padoue et la Compagnie de Jésus à la fin du XVI^e s. (complète une étude, antérieure de trente ans, du même auteur sur le même sujet). — L. ZANUTTO. Pier Paolo Vergerio Seniore et son aspiration au diaconat de Cividale (l'humaniste exprime clairement son désir d'un bénéfice canonical dans une lettre adressée à Nicolò dei Leonardi; début du XV^e s.). — Wiff. FAINELLI. La date dans les documents et les chroniques de Vérone (étude considérable et minutieuse sur les divers éléments de datation des actes et sur les méthodes chronologiques des anciens chroniqueurs, suivie de la publication d'une table véronaise du cycle lunaire du XIV^e s.). — C. BULLO. Les Foscari de Chioggia (XIV^e s.). — G. SOMMI-PICENARDI. L'ordre chevaleresque « Société loyale » à Venise (fin du XVIII^e s.).

31. — Archivio storico siciliano. 1910, n^{os} 1-2. — F.-M. MIRABELLA. Sebastiano Bagolino, poète latin et érudit du XVI^e s. — B. PAU. Les Barbares et les Byzantins en Sicile (à suivre. De 440 à 490, l'île a subi la domination des Vandales, aboutissant à la décomposition des institutions anciennes, et celle de Goths, qui a été heureuse mais trop courte pour donner des résultats durables). — N. CAETI. La chasse du vice-roi Fogliani (suite et à suivre). — G. PATERNI DE SPEDALOTTO. Anecdotes politiques sur la Révolution sicilienne de 1860 (souvenirs de famille et souvenirs personnels sur Palerme en 1859-1860). — G. LEANTI. La satire politique en Sicile au XVIII^e s. (suite et à suivre. Des analyses et des reproductions de textes permettent de suivre l'évolution de la pensée politique dans la poésie). = N^{os} 3-4. G.-B. FERRIGNO. La rélegation de Marie-Caroline d'Autriche à Castelvetrano, en 1813 (dès septembre 1812, les Anglais avaient décidé d'éloigner la reine. Elle fut envoyée au château de Castelvetrano au mois de mars 1813, elle y resta jusqu'au mois de juin, où Bentinck la fit définitivement quitter l'île). — L. SALAZAR. Andrea Salazar, châtelain de Palerme (vie privée et politique de ce personnage qui présida aux destinées de Palerme à la fin du XVI^e s.).

32. — Rivista storica italiana. T. XXVII, 1910, n^o 1. — Scritti di storia, di filologia e d'arte (Miscellanea per nozze Fedele-de Fabritius : Kehr. Article sur deux faux privilèges de Pascal II. Schiaparelli. Un nouveau document sur Cola di Rienzo. Tomassetti. Les tours de la côte romaine en 1567). — L. Ciannamea. La classe dei liberti nella società romana da Augusto ad Alessandro Severo. — J. Ripostelli et H. Marucchi. La Via Appia à l'époque romaine et de nos jours (trop développé pour un simple visiteur, insuffisamment

approfondi pour un historien). — *U. Benassi*. Storia di Parma da Pier Luigi Farnese a Vittorio-Emanuele II (1545-1860) (très consciencieux). — N° 2. *Fr. Guerri*. Fonti di storia Cornetaniana (I. Il Registrum Cleri Cornetani. II. Lo statuto dell' Arte degli Ortolani dell' anno 1379). — *Alvisi*. Il comune d'Imola nel secolo XII (bon, quelques fautes de critique). — *Antonelli*. La dominazione pontificia nel Patrimonio negli ultimi venti anni del periodo avignonese (très important, gagnerait à être éclairé par des rapprochements avec l'histoire des autres provinces soumises au pape à la même époque). — N° 3. *Ugo Balzani*. Le cronache italiane nel Medio Evo (3^e éd., revue). — *B. Feliciangeli*. Langobardi e Bizantini lungo la via Flaminia nel secolo VI (étude l'origine du duché lombard de Spolète et son histoire). — *Fr. Lanzoni*. Il « Liber pontificalis » Ravennate (étude neuve des sources d'Agnello). — N° 4. *G. Vaccai*. Pesaro, pagine di storia e di topografia (surtout XV^e et XVI^e s.). — *De Sanctis*. Per la scienza dell' antichità, saggi e polemiche (reprënd et développe les points de vue controversés qu'il a exposés dans sa *Storia dei Romani*). — *Fr. Ercole*. Comuni e signorie nel Veneto (Scaligeri, Caminesi, Carraresi au XIV^e s.). — *Spir.-P. Lampròs*. Ἀργυροπολεια (étude de manière complète l'œuvre d'Argiropoulo, un des plus illustres Grecs établis au XV^e s. en Italie). — Dans chaque n° : Publications relatives au Risorgimento de 1815 à 1910. — T. XXVIII, 1911, n° 1. *D. Marzi*. La Cancellaria della Repubblica Fiorentina (fondamental pour l'histoire de Florence au moyen âge). — *Colini-Baldeschi*. Il libro rosso del comune di Osimo (documents des XII^e et XIII^e s.). — *G. Luzzatto*. I servi nelle grandi proprietà ecclesiastiche dei secoli IX e X (très original et très solide). — Publications sur le Risorgimento, 1815-1910.

SUISSE.

33. — Jahrbuch für schweizerische Geschichte. T. XXXIV, 1909. — *Kaspar Hauser*. Le droit d'aubaine en Suisse (longue étude sur l'histoire de ce droit du XIII^e au XIX^e s. dans les rapports des cantons suisses entre eux et de la Suisse avec l'étranger). — *Gustav-Jakob Peter*. Le rôle de Zurich dans la Guerre des Paysans, 1653 (2^e partie). — T. XXXV, 1910. *R. Durrer*. L'unité du pays d'Unterwalden, étude sur les débuts des démocraties primitives de la Suisse (l'auteur fait remonter à 1241 et à un premier soulèvement des Waldstaetten le pacte primitif de la Confédération, rappelé dans celui de 1291 et auquel Lucerne aurait aussi pris part; admet l'existence, dans Unterwalden comme à Schwyz, d'une nombreuse communauté d'hommes libres relevant du tribunal du *Landgraf* qui siégeait aux confins des deux vallées; cette communauté, point de départ du développement politique du pays, en assura l'unité jusqu'au moment où l'existence de *Markgenossenschaften* paroissiales et le particularisme local amenèrent la séparation définitive des deux vallées vers 1333; vis-à-vis de la Confédération, l'unité a subsisté : les deux demi-cantons ne sont placés

sur pied d'égalité que depuis 1803; auparavant, Obwalden comptait pour les deux tiers, Nidwalden pour le tiers du canton, ce qui entraîna de perpétuels conflits entre les deux vallées rivales; ce mémoire très développé est accompagné de documents). — H. HIRSCH. Les plus anciens diplômes impériaux du couvent d'Interlaken (conclut à l'authenticité, souvent contestée, des deux privilèges d'immunité de Conrad III et de Frédéric I^{er} (1146 et 1173); celui de Lothaire III (1133) aurait été refait au XIII^e siècle, mais le texte en serait intact). — Documents de l'année 1798, provenant des papiers du général Schauenburg, commun. par Ed. GRUPE (on lira surtout avec intérêt les lettres du général en chef de l'armée d'Helvétie au commissaire Rapinat sur les opérations de septembre dans les pays d'Unterwalden et de Schwyz; Schauenburg s'y montre préoccupé d'adoucir pour les populations éprouvées les terribles conséquences d'une guerre sans merci). — E. GAGLIARDI. Notes pour l'histoire de l'historiographie en Suisse (a) attribution à l'historien Jean Stumpf d'une chronique manuscrite suisse, dont la dernière partie, de 1509 à 1534, a une grande valeur pour l'histoire des guerres de Milan et de la réforme zuricoise; b) le Saint-Gallois Hermann Miles ne serait en réalité l'auteur que des maigres annales qui forment le début de la chronique imprimée sous son nom; la partie essentielle, qui traite de la réforme à Saint-Gall, serait tirée des matériaux réunis par son concitoyen Kessler en vue de sa chronique des *Sabbata*; c) les chroniques de l'abbé de Wettingen Silbersyen ne sont que des copies, sans valeur personnelle; en revanche, la chronique de Schodeler, de Bremgarten, regardé comme un compilateur peu original, a une réelle valeur historique pour les années 1479 à 1522). — H. SIEVEKING. Études sur l'histoire commerciale de Zurich (fluctuations du commerce et de l'industrie du XIII^e au XVIII^e siècle; rivalité de la ville et de la campagne; fondation du directoire des marchands en 1662; livres de comptes de plusieurs maisons de commerce, en particulier des Muralt, réfugiés de Locarno à Zurich au XVI^e siècle; renseignements sur la comptabilité de l'État dès le XIV^e siècle). — T. XXXVI, 1911. P. BÜTLER. Les barons de Brandis (bonne monographie d'une famille originaire de l'Emmenthal, qui acquit, par de riches mariages et une politique avisée, de grands biens dans le Vorarlberg et le Lichtenstein actuels; c'est dans cette dernière région que la famille s'éteignit au commencement du XVI^e siècle, après avoir été mêlée aux guerres de la succession de Toggenbourg et de Souabe). — A. RUFER. Contribution à l'histoire de la Révolution helvétique (publie et commente un mémoire de Stapfer signé par La Harpe et trois autres envoyés suisses à Paris et remis au Directoire exécutif, au printemps 1798, pour lui demander de revenir sur l'exclusion, décrétée par lui, des patriciens et des ministres du culte protestant de l'exercice des fonctions publiques; Stapfer craignait le triomphe de la démagogie si l'on éloignait du gouvernement les éléments cultivés; le Directoire tempéra ses premières ins-

tructions en ce qui concerne les anciens patriciens, il maintint dans la constitution de la République helvétique l'exclusion des ministres de tous les cultes). — A. MANTEL. Mesures de défense prises par Zurich dans l'intervalle des deux guerres de Villmergen (1656-1712; vaincus en 1656, les cantons réformés se tenaient sur leurs gardes, mais on ne trouve pas trace chez eux de plans offensifs). — Ed. BÄHLER. Nicolas Zurkinden, de Berne, 1506-1588, un portrait du siècle de la Réforme (la biographie de ce magistrat bernois, à l'esprit tolérant et au jugement indépendant, avait déjà été esquissée par Bonnet en 1866; l'auteur met ici en valeur non seulement la correspondance, publiée dès lors, de Zurkinden avec Calvin ou Castellion, mais aussi ses lettres à Bèze, à Bullinger et à Gwalther, gendre de Zwingli, conservées à Gotha et à Zurich et la plupart inédites).

34. — Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde. T. VIII, liv. 2, 1909. — M. GINSBURGER. Les Juifs à Bâle (étude très complète, accompagnée de documents, sur l'histoire de cette importante communauté jusqu'à la fin du XIV^e s.). — A. PFISTER. Les rapports des ministres de Prusse en Suisse, de 1833 à 1839 (analyses de ces documents, tirés des archives d'État, à Berlin, et où l'on peut suivre les agissements de la diplomatie étrangère en Suisse, soit pour s'opposer aux réformes intérieures désirées par les partis libéraux, soit pour mettre fin aux intrigues des réfugiés politiques qui y avaient trouvé un asile). — T. IX, 1910. C.-C. BERNOULLI. Les incunables des archives d'État de Bâle. — E.-A. STUCKELBERG. Les fouilles à l'abbaye de Dissentis (Grisons). — C. ROTH. Les comtes de Sogren (Soyhières, près Délémont; famille de dynastes dont on peut suivre l'histoire à travers le XII^e s.). — K. STEHLIN. Ruines romaines dans le Rhin, près d'Augst (mausolée ou ouvrage de défense?). — FR. LA ROCHE. Villa romaine à Ormalingen (Bâle-Campagne). — E. DÜRR. La chronique de Rodolphe Mad, secrétaire d'État de Glaris (montre que cette continuation de la chronique de Zurich, pour les années 1460 à 1477, doit bien être attribuée, comme l'indiquait déjà Tschudi, à Mad, que l'on trouve en fonction de 1461-1478; certains passages prouvent l'existence de fragments de chroniques, rédigés à Glaris dès le XIV^e s.). — P. BURCKHARDT. Le bourgmestre Christophe Burckhardt (1631-1705; bonne biographie d'un magistrat bâlois). — S. SKUTSCH-DORFF. Basel et Wesel (ces noms dérivent du haut-allemand *wasal*, *wasil*, qui signifie : eau). — Ed. SCHWEIZER. Biens d'église et biens d'école à Bâle, de la Réforme à nos jours (étude historique et juridique très complète et d'actualité par suite de la séparation de l'Église et de l'État, réalisée à Bâle et discutée dans d'autres cantons de la Suisse allemande). — Th. BURCKHARDT-BIEDERMANN. Statistique des antiquités celtiques, romaines et germaniques primitives du canton de Bâle, à l'exclusion de la ville de Bâle et d'Augst (répertoire alphabétique des localités, suivi d'une note sur le peuplement et la culture du pays à l'époque romaine). — T. X, 1911. H. KÖGLER.

Quelques gravures sur bois d'incunables bâlois. — K. STEHLIN. Bibliographie des stations romaines d'*Augusta Raurica* et de *Basilia* (plus de 330 numéros). — E.-A. GESSLER. La prétendue cotte d'armes de Charles le Téméraire au musée historique de Bâle (provient probablement du butin de Bourgogne, mais non du duc). — C. ROTH. Actes du transfert des reliques de la cathédrale de Bâle au couvent de Mariastein en 1834 (lors de la Réforme, le conseil de la ville les avait fait mettre en sûreté, à cause de la valeur des reliquaires qui les contenaient). — Th. BURCKHARDT-BIEDERMANN. Les deux cycles bâlois de la « danse des morts » (maintient, contre l'opinion émise dans deux mémoires récents, les conclusions d'une étude antérieure : les deux cycles datent du milieu du *xv^e* s. et sont de la main du même peintre, probablement originaire de Cologne). — E. DÜRR. Le duc Galéas-Marie Sforza, son attitude dans les guerres de Bourgogne (important mémoire pour lequel l'auteur a mis à contribution les riches correspondances diplomatiques conservées aux archives d'État de Milan et qui fait mieux connaître la politique du duc de Bourgogne à l'égard de la Savoie et de l'Italie).

35. — Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg. T. IX, n° 1, 1908. — R. BOCHUD. Un Gruyérien au service du premier Empire (extraits des Mémoires de J.-P. Currat, qui fit les campagnes d'Espagne, de Portugal et de Russie dans un régiment suisse et s'engagea en 1813 dans la légion russo-allemande; quelques traits intéressants de la vie des camps). — C.-rendus des séances de la Société, 1897-1907. = N° 2, 1911. E. BISE. L'ancienne école de droit de Fribourg (fondée en 1755, elle devint en 1889 la Faculté de droit de la nouvelle Université). — N. PEISSARD. Histoire de la seigneurie et du bailliage de Corbières (en Gruyère; bonne monographie locale; c'est à une branche des seigneurs de Corbières que la Chartreuse de la Valsainte doit sa fondation, en 1295).

36. — Freiburger Geschichtsblätter. XIV, 1907. — A. WATTELET. J.-K. Sieber (son rôle dans la politique fribourgeoise à l'époque du Sonderbund, comme journaliste et l'un des chefs de la minorité libérale). — L. MEYER. Le rôle de Fribourg dans les troubles du Valais pendant la guerre de Rarogue, 1414-1420. — A. BÜCHI. Étudiants fribourgeois dans les universités étrangères (listes d'étudiants à Fribourg-en-Brisgau, Orléans, Montpellier, Tubingue, Vienne, Heidelberg). = XV, 1908. F. RÜEGG. Visites princières à Fribourg avant l'entrée de la ville dans la Confédération (empereurs, papes, ducs de Savoie, etc.). — A. BÜCHI. Les chevaliers de Maggenberg (l'histoire de cette puissante famille est intimement liée, jusqu'au milieu du *xiv^e* s., à celle de la ville de Fribourg, à laquelle elle a fourni cinq avoyers en un siècle). = XVI, 1909. A. BÜCHI. Documents fribourgeois relatifs aux guerres de Bourgogne, 1474-1481 (important recueil, tiré des manaux du Conseil, des comptes et des

lettres missives de la ville). — K. VON ETTMAYER. Le nom de lieu Givisiez près Fribourg (formé du nom de personne *Juventus* et du suffixe *acum*). — M. BENZERATH. Le combat d'Anet, 25 déc. 1375 (défaite d'une bande de routiers d'Enguerrand de Coucy par un corps de Bernois et de Fribourgeois). = XVII, 1910. J.-K. SEITZ. La commanderie de l'ordre de Saint-Jean à Fribourg (fondée en 1224). — F.-E. WELTI. Un rôle d'impôt de la ville de Morat en 1428.

37. — Anzeiger für schweizerische Geschichte. T. XI, 1910.

— Assemblée générale de la Société générale d'histoire suisse à Schaffouse (13 et 14 sept. 1909); discours du président, M. le prof. MEYER VON KNONAU (sur l'historiographie schaffousoise). — R. HOPPELER. Le domaine de l'abbaye de Rheinau dans le Thurgau (en cherche l'origine dans une importante donation de 858). — G. CARO. La tradition du terrier des Habsbourg dans le drame de G. Tell de Schiller. — R. HOPPELER. Les origines de la ville de Zoug (serait une création des Kibourg, vers 1200, à la suite de l'ouverture de la route commerciale du Saint-Gothard). — P. BÜTLER. Généalogie des barons de Brandis (voir le *Jahrbuch*, t. XXXVI). — B. HEINEMANN. Contribution à la biographie de Conrad de Muri (additions à la biographie donnée par Bendel, dans le t. XXX des *Mitteilungen des Instituts für österr. Geschichtsforschung*, du chantre du Grossmünster de Zurich († 1284), connu par de nombreuses œuvres en vers et en prose). — F. ZIMMERLIN. Le contingent de Zofingue dans les guerres de Bourgogne, d'après les comptes de la ville. — R. HOPPELER. Plaintes de l'église de Coire contre les seigneurs de Vaz (rôle rédigé vers 1314 et qui contient d'utiles renseignements sur l'état social des Grisons). — Paul-E. MARTIN. Note sur le combat d'Ins (témoignage contemporain inédit sur la défaite infligée à Anet, près Erlach, par des Bernois, aidés de Fribourgeois, à une bande de routiers anglais d'Enguerrand de Coucy). — R. HOPPELER. Documents pour l'histoire du val Tavetsch (relatifs à l'économie alpestre de la vallée du Rhin antérieur). — In. Inschinen, Inschi, Igschenen (mot qui s'est conservé dans de nombreux lieux dits de la vallée de la Reuss et ailleurs et qui semble désigner une parcelle détachée des communaux et attribuée à un particulier). — P.-E. MARTIN. Un document inédit sur le duel d'Oton de Grandson et de Gérard d'Estavayer, 1397 (mandement du comte Amédée VIII de Savoie du 11 janv. 1399; fournit des détails nouveaux sur le rôle de Gérard et la dispersion des biens de son adversaire malheureux, accusé d'avoir participé à l'empoisonnement du comte Amédée VII). — G. CARO. Le séjour à Bâle (1410) du docteur Elias Sabot (bien connu comme médecin des papes Innocent VII, Martin V et Eugène IV; il se rendait en Angleterre pour y soigner le roi Henri IV). — R. HOPPELER. La seigneurie de Trivulzio dans la Rheinwald (vallée du Rhin postérieur; acte de 1592, par lequel la commune prête hommage à son seigneur, qui lui confirme ses libertés). — Nécrologie d'historiens suisses morts en 1909.

38. — Revue d'histoire ecclésiastique suisse. T. IV, 1910. — F. SEGMÜLLER. Les Archives du Vatican et la Suisse (à propos des travaux entrepris à Rome par les Archives fédérales et par le Katholischer Volksverein). — A. ROUSSEL. Les doctrines de l'« Avenir » en Suisse (1831), d'après un correspondant de Lamennais (suite dans les livr. 3 et 4 de 1910 et 2 de 1911, sous ce titre : Lamennais et ses correspondants suisses). — F. RÜEGG. Henri Gundelfingen, un biographe contemporain du bienheureux Nicolas de Flue. — Id. Documents des Archives du Vatican pour servir à l'histoire de l'Eglise en Suisse au temps de Jean XXII (suite; voir aussi la 3^e livr. de 1910 et la 2^e de 1911). — R. HOPPELER. L'abbaye et la ville de Rheinau au XIII^e s. (bonne étude, qui met surtout en valeur les documents publiés dans le *Zürcher Urkundenbuch*). — Chanoine FRANCEY. Le prieuré d'Étoy (appartenait à l'hospice du Grand-Saint-Bernard; supprimé par les Bernois après la conquête du pays de Vaud). — E.-A. STÜCKELBERG. Les reliques des églises du Tessin. — J. MÜLLER. Les bienfaiteurs de l'église paroissiale de Silenaz (Uri) au XVI^e s. — L.-R. SCHMIDLIN. Une prédication de la fin du moyen âge en l'honneur de la Vierge (texte provenant de l'abbaye cistercienne de femmes d'Olsberg en Argovie et paraissant dater du XIV^e s.; voir une note complémentaire dans la 2^e livr. de 1911). — Ed. WYMANN. La part d'Uri dans le fonds diocésain de Constance (constitué en 1804, à la suite d'un accord avec la maison de Baden qui avait acquis les possessions territoriales du prince-évêque). — SCHUHMAN. Le jugement du prof. Steck sur la *Grande Dispute de Berne*, 1528 (réplique de l'auteur à la critique d'un travail dont le ton avait été jugé peu objectif; voir *Rev. hist.*, t. CIV, p. 227). — M. REYMOND. L'« Acte de consécration » de la cathédrale de Lausanne (l'original de l'acte, connu sous ce nom, retrouvé par l'auteur, n'est nullement un procès-verbal contemporain; il a été écrit au XV^e s.; il contient la mention de la cérémonie, avec la date du 20 oct. 1275, la liste des ecclésiastiques et des seigneurs qui entouraient le pape Grégoire X et Rodolphe de Habsbourg, enfin l'indication des indulgences accordées aux visiteurs de la cathédrale et des reliques déposées sous le maître-autel). — T. V, 1911, livr. 1 et 2. M. REYMOND. L'évêque de Lausanne, comte de Vaud (publie, d'après une copie du XVI^e siècle, un diplôme inédit de Rodolphe I^{er} de Bourgogne (896), concédant à l'évêque le marché de Lausanne; défend le diplôme de Rodolphe III (1011) donnant à l'évêque le comté de Vaud; examine ce qu'était ce comté; étudie la donation de l'empereur Henri IV à l'évêque (1079); cherche à prouver que les premières franchises de Lausanne, attribuées au milieu du XIII^e s., datent du premier tiers du XI^e). — O. SCHEIWILLER. La question de saint Béat (un saint de ce nom, distinct de saint Béat de Vendôme, dont on retrouve la légende localisée sur les bords du lac de Thounne, a-t-il existé en Suisse? Expose l'état de la question). — Ed. WYMANN. Charles Borromée et son valet de chambre Ambrosio

Fornero (celui-ci, de son vrai nom Jean Fornerod, était le fils d'un notaire fribourgeois; il accompagna le cardinal dans ses nombreux voyages et devint, en 1580, le protecteur officiel des étudiants du collège suisse de Milan). — E. BAUMGARTNER. Henri d'Isny († 1288), évêque de Bâle, archevêque de Mayence, chancelier du roi Rodolphe I^{er} de Habsbourg (contribution à l'histoire des années de sa jeunesse).

39. — **Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau.** T. V, 1909. — D. MORNET. Le texte de la *Nouvelle Héloïse* et les éditions du XVIII^e s. — J. MOREL. Recherches sur les sources du *Discours de l'Inégalité* (influence de Diderot, Condillac, Grotius, Pufendorf, Buffon, etc.). — A. FRANÇOIS. *Romantique* (introduction de ce mot anglais dans la littérature française du XVIII^e s.). — Ph. GODET. Une lettre inédite de J.-J. Rousseau à M. de Bonac (ambassadeur de France à Soleure; du 3 déc. 1736). — Id. Menus détails sur J.-J. Rousseau. — P.-M. MASSON. Rousseau à la Grande-Chartreuse (épître inédite adressée aux religieux; date probablement des années 1736-1740). — Id. Contribution à l'étude de la prose métrique dans la *Nouvelle Héloïse*. — C^{te} DE GIRARDIN. Le peintre G.-F. Mayer. — Bibliographie et chronique. = T. VI, 1910. L.-J. COURTOIS. Le séjour de J.-J. Rousseau en Angleterre, 1766-1767 (édition critique d'un recueil important de la correspondance inédite de Rousseau, Davenport et Hume, provenant du British Museum et de la bibliothèque de Neuchâtel; grâce à ces documents, l'auteur a pu refaire l'histoire du séjour de Rousseau en Angleterre). — Bibliographie et chronique.

CHRONIQUE.

France. — Le 17 janvier 1912 est mort, à l'âge de trente ans, M. Lucien BESZARD, ancien professeur suppléant à l'Université de Budapest et docteur ès lettres. Ce jeune philologue, déjà connu par divers articles approfondis publiés dans la *Province du Maine* et la *Revue historique et archéologique du Maine*, avait composé un petit volume d'un caractère surtout linguistique sur la *Langue des formules de Sens* (Paris, 1910, xiv-103 p. in-8°) et un important ouvrage aussi intéressant pour les historiens que pour les philologues intitulé : *Étude sur l'origine des noms de lieux habités du Maine* (Paris, 1910, xxxix-373 p. in-8°). Dans cette dernière œuvre, une des meilleures qui aient paru jusqu'ici sur la toponomastique de la France, l'auteur a su montrer à la fois une science linguistique très sûre, une connaissance précise des parlers du Maine et des notions étendues sur la toponymie de plusieurs pays étrangers, l'Allemagne, la Hongrie, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne. Grâce à la réunion de ces qualités si diverses, M. Beszard avait réussi à composer un livre rempli de vues originales. Sa mort prématurée est une perte pour la science philologique, qui était en droit d'espérer beaucoup de lui. — R. LATOUCHE.

— Le 29 septembre 1911 est mort à Toulouse, à l'âge de 93 ans, Jean BOURDETTE, auteur des *Annales des sept vallées de Labéda* (en Lavedan), de notices sur le château et la ville de Lourdes, sur l'abbaye de Saint-Savin, etc.; ouvrages qui témoignent d'une connaissance étendue des archives locales.

— M. G. DE MOLINARI, qui vient de s'éteindre à La Panne, en Belgique, n'a pas été seulement un économiste de la stricte observance libérale. Rédacteur en chef du *Journal des Débats*, où il était entré en 1867, il resta à Paris pendant le siège et la Commune, et c'est en observateur attentif qu'il écrivit les *Clubs rouges pendant le siège de Paris* et le *Mouvement socialiste et les réunions socialistes avant le 4 septembre 1870*. Plus de vingt ans auparavant, il avait assisté à une autre révolution à tendances socialistes et s'était rangé, avec M. Thiers, parmi les adversaires du socialisme; les *Soirées de la rue Saint-Lazare* (1849) appartiennent à la littérature politique de la seconde République. Un de ses derniers ouvrages était consacré à *l'Économie de l'histoire, théorie de l'évolution*; il y exposait le sens général de l'évolution humaine, dont il expliquait les crises par un arrêt ou un dérangement dans le jeu de la libre concurrence; c'est de la libre concurrence en effet qu'il attendait toute amélioration

de la société. Ses idées ont pu être étroites, son caractère ne l'était point, et il a su défendre de nobles causes. G. BN.

— Une *Revue des Études napoléoniennes* paraît depuis le 1^{er} janvier 1912, sous la direction d'Édouard DRIAULT, à la librairie Alcan (paraît tous les deux mois, au prix de 20 fr. par an; le numéro : 4 fr.). Le titre indique suffisamment la nature des travaux qui la rempliront : c'est tout ce qui se rapporte à Bonaparte et à sa famille, au premier et au second Empire, c'est-à-dire aux origines et à quelques-unes des périodes les plus brillantes et aussi les plus désastreuses de la France contemporaine. Dans le programme qui ouvre la première livraison, M. Driault constate l'intérêt croissant qui, depuis une vingtaine d'années surtout, s'attache à cette époque de notre histoire; après avoir rappelé les principales publications de texte et les œuvres les plus récentes, il indique combien il reste encore à faire dans un domaine aussi vaste que varié. Nous suivrons de tous nos vœux ce nouveau recueil, détaché en quelque sorte de la *Revue historique*, tout en conservant avec elle les liens les plus étroits. — On trouvera plus haut l'analyse du premier numéro de la *Revue des Études napoléoniennes*.

— Les 29, 30 et 31 janvier 1912 ont été soutenues à l'École des chartes les thèses de MM. François Baron (le Cardinal Pierre de Foix, le Vieux, 1386-1464, et ses légations); André Biver (l'Abbaye royale de Saint-Martin de Laon, des origines à l'union à l'évêché); François Boucher (la Cathédrale de Toul. Essai archéologique); Eugène Girod (Charles II, duc de Lorraine, 1390-1431, ses relations politiques avec la France et l'Empire de 1390 au 24 octobre 1420); Pierre Hellouin de Cenival (Henri de Valois, duc d'Anjou, 1551-1573); Jean Jablonski (le Comte d'Anjou, roman d'aventures du xiv^e siècle, par Jean Mail-lart); René Jouanne (Étude sur la Chambre des comptes d'Angers, 1360?-1483); Jean Loew (Louis de Gonzague, prince de Mantoue, duc de Nevers, 1539-1595); Jean Marx (l'Inquisition en Dauphiné du xiv^e siècle au début du règne de François I^{er}. Étude sur le développement et la répression de l'hérésie et de la sorcellerie); Maurice Oudot de Dainville (les Travaux publics de la ville de Périgueux au xiv^e s.); Paul Roussier (Étude historique sur la rivière de Maine ou Mayenne); Georges Servant (les Compagnies de Saint-Christophe et des îles de l'Amérique, 1626-1653); Jean Verrier (Essai archéologique sur l'église Saint-Séverin de Paris). — Le prix Auguste Molinier, fondé par M^{me} la marquise Arconati-Visconti, a été décerné à M. Jean MARX.

— La Société nationale des Antiquaires de France a entendu dans ses dernières séances de décembre 1911 et janvier 1912 des communications de M. le comte Durrieu sur un certain nombre de livres d'heures flamands de la fin du xv^e siècle portant les initiales Y. M. (Jesus Maria); de M. Toutain sur l'origine syrienne de Jupiter Thurmatgadis; de M. Roman sur l'usage des bulles de plomb et des sceaux

de cire; de M. de Germain Bapst sur la construction du château de Vallery, due à Pierre Lescot, et de M. Roy sur le même sujet et montrant que le château du maréchal de Saint-André n'était pas terminé en 1564; de M. Bonnet sur les peintures des arcades du cloître de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers qu'il date du XII^e siècle; de M. Durand-Gréville sur divers portraits attribués à Hugo van der Goes; de M. Serbat sur deux plaques de bronze relatant deux cérémonies de réclusion datant du XI^e siècle et provenant de l'abbaye des Recluses à Rouen; de M. Monceaux, signalant sur des inscriptions de plomb trouvées à Carthage la présence de la croix latine qui n'apparaît qu'au VI^e siècle en Afrique. — Dans la séance du 31 janvier 1912, M. Paul Dupuis a fait une communication importante sur Jean Goujon à propos des travaux qu'il fit lors de l'entrée de Henri II à Paris en 1549; il signale sa collaboration avec l'humaniste Jean Martin.

Allemagne. — Félix DAHN, qui est mort en décembre dernier, âgé de 78 ans, laissera le souvenir d'un historien fécond, assez hardi pour aborder de grands sujets et assez habile pour y réussir. La période primitive de l'histoire d'Allemagne, l'âge des invasions germaniques ont été le principal objet de ses travaux : *Die Könige der Germanen* (10 vol., 1861-1907), *Westgothische Studien* (1874), *Deutsche Geschichte bis zur Teilung von Verdun* (2 vol., 1883-1888, collection Heeren et Ukert), *Urgeschichte der germanischen und romanischen Völker* (1897-1898, dans *Allgemeine Geschichte in Einzeldarstellungen*), sans compter de nombreuses monographies sur Procope de Césarée (1866), Paul Diacre (1876), *Karl der Grosse und seine Paladine* (1887), Clovis, Frédégonde (1890), Julien l'Apostat (1893), Gélimer (1894), etc. Professeur de droit allemand, de droit public et de philosophie du droit à Königsberg (1872), puis à Breslau (1888), il donne une 3^e édition du *Deutsches Privatrecht* de Bluntschli, auquel il ajouta un manuel de droit commercial (1864); puis il publia pour son compte un manuel dont le t. I seul a paru : *Deutsches Privatrecht. I : Privatrecht und Lehnrecht* (1878), et, vers la fin de sa vie, il donna une sorte de résumé populaire de ces gros livres : *Die Germanen. Volkstümliche Darstellung aus Geschichte, Recht, Wirtschaft und Kultur* (1905). Il trouva encore le temps d'écrire ses Mémoires : *Erinnerungen* (4 vol., 1890-1895), et nous ne pouvons parler de ses incursions dans le domaine de la poésie, du roman, du théâtre. Il était enfant de la balle (ses parents étaient acteurs à Hambourg où il naquit le 9 février 1834) et il paraît avoir hérité d'eux une fantaisie et une verve qui l'ont soutenu dans ses ouvrages de grande vulgarisation scientifique.

— La *Burschenschaftliche historische Kommission*, fondée en 1909, a fait paraître en 1910-11, sous la direction de Herman HAUPT, le premier volume des *Quellen und Darstellungen zur Geschichte der Burschenschaft und der deutschen Einheitsbewegung* (Heidelberg, C. Winter). Le volume comprend les mémoires suivants :

FR. MEINECKE, *Zur Geschichte des Hoffmann'schen Bundes*; H. HAUPT, *Die Jena'sche Burschenschaft von der Zeit ihrer Gründung bis zum Wartburgfeste*; P. WENTZKE, *Zur Geschichte Heinrichs von Gagern, seine Burschenschafterzeit und seine deutsche Politik*; O. OPPERMANN, *Georg Fein, ein Politiker der burschenschaftlichen Linken*; G. HEER, *Verfassung und Ziele der alten Marburger Burschenschaft*. Deux fascicules du second volume sont déjà parus (1911) : F. BILGER, *Die Wiener Burschenschaft Silesia 1860-1870 u. ihre Bedeutung für die Anfänge der deutsch-nationalen Bewegung*; E. MUSEBECK, *Siegmond Peter Martin und Hans Rudolph v. Plehwe, zwei Vertreter des deutschen Einheitsgedankens*; O. OPPERMANN, *Drei Briefe aus der Festungszeit Bonner Burschenschafter*; H. HAUPT, *Zur Geschichte des Giessener « Ehrenspiegels »*. — Les archives et la bibliothèque de la « Deutsche Burschenschaft » se trouvent à la bibliothèque universitaire de Giessen. Les principales archives d'État allemandes sont explorées par la « Kommission für die Geschichte der burschenschaftlichen Bewegung »; la commission prépare pour le jubilé de 1915 une histoire de la corporation des étudiants jusqu'aux décrets de Carlsbad, dont P. Wentzke a assumé la charge; elle donnera aussi une collection de biographies des principaux membres.

États-Unis. — M. John BIGELOW, mort le 19 décembre 1911, était né le 25 mai 1817 dans l'État de New-York. Il fut d'abord journaliste, puis consul à Paris (1861-64) et ministre de France (1864-67). Il fut secrétaire de l'État de New-York de 1875 à 1877, mais, comme il était libre-échangiste, il dut finalement rentrer dans la vie privée. Il ne s'était encore fait connaître que par un petit nombre d'écrits : *Jamaica*, ou étude sur les effets produits par seize ans de liberté sur une colonie à esclaves (1852); *Writings and speeches of Samuel J. Tilden* (1885), une Vie de B. Franklin en 3 vol. (1875, une 3^e édition a paru en 1892). Plus tard, il publia un ouvrage sur *Molinos the Quietist* (1882), *France and the Confederate navy* (1888); des souvenirs sur Édouard Laboulaye (1889); une Vie de William Cullen Bryant (1893); une vie de J. Tilden (1895). Ce dernier était son ami; en 1886, il désigna Bigelow pour un des « trustees » chargés de surveiller l'emploi d'une dotation considérable qu'il affectait à l'établissement d'une bibliothèque publique de New-York et Bigelow y donna en effet tous ses soins. Il venait à peine de terminer ses souvenirs, bien longs, mais intéressants : *Recollections of an active life*, quand il mourut.

Grande-Bretagne. — Le tome IV de l'*Encyclopædia of religion and ethics*, publié par James HASTINGS, avec la collaboration de John A. SELBIE, a paru à Edimbourg, chez Clark. Il comprend les mots de *Confirmation à Drama*. On peut y signaler les articles *Cosmogonie* et *Cosmologie* (auquel n'ont collaboré pas moins de vingt savants), *Conciles* et *synodes*, *Crimes* et *punitons* (seize collaborateurs), *Croi-*

sades, Mort et sépultures (vingt-huit collaborateurs), Démons et esprits (vingt collaborateurs), Maladies et médecine, Divination, etc.

Italie. — Le tome VIII de l'*Annuario Bibliografico della Storia d'Italia*, dirigé par MM. A. CRIVELLUCCI, F. PINTOR et G. COGGIOLA (Pavie, Mattei Speroni, editori, 1910, in-8°, CVII-367 p.), comprend le relevé des ouvrages et des articles de revue publiés en 1909 sur l'histoire d'Italie du IV^e siècle à nos jours.

NOUVELLES PUBLICATIONS FRANÇAISES

RELATIVES A L'HISTOIRE DE FRANCE (HISTOIRE LOCALE).

(Sauf indications contraires, les volumes sont in-8° et édités à Paris.)

J. Bourdette. Notice des moines et du monastère de Sen-Sabi de Labéda. Argeles, impr. L. Toulet, III-523 p. — Notice des seigneurs des petits fiefs et des gentilshommes sans fief du Labéda (arr. d'Argeles, Hautes-Pyrénées). Argeles, impr. L. Toulet, 540 p. — **L. Brétandeu.** Pierre-René Rogue, prêtre de la mission de Saint-Vincent-de-Paul (1758-1794), 30, rue Saint-Sulpice. In-16, 208 p. — **J. Callen.** Saint-Seurin de Bordeaux. Picard, 1912, 257 p. — **J. Carron.** La Savoie d'autrefois. Insurrection de la vallée de Thones en 1793. Annecy, impr. commerciale, 252 p. — **G. Champagne.** L'hôtel de ville de Dreux. Chartres, Durand, 84 p. — **V. Charmeteau.** Les élections des échevins à Saint-Dizier, de 1756 à 1764. Dijon, impr. Darantière, 1912, 14 p. — **Abbé Chrétien.** Pouillé de l'ancien diocèse de Noyon, 4^e fasc. Montdidier, impr. J. Bellin, 1911, in-4°. — **E. Deraine.** Au pays de Jean de La Fontaine. Nouvelles notes d'histoire sur Château-Thierry du XVI^e au XIX^e siècle. A. Picard, 1912, VI-264 p. — **G. Doublet.** Godeau, évêque de Grasse et de Vence (1605-1672), 1^{re} partie. A. Picard, VIII-224 p. — **A. Durand.** État religieux des trois diocèses de Nîmes, d'Uzès et d'Alais à la fin de l'ancien régime. 1909, 360 p. — **G. Esquer.** Inventaire des archives communales de la ville d'Aurillac antérieures à 1790. T. II. Aurillac, impr. moderne, 6, rue Guy-de-Veyre, in-4°, V-345 p. — **A. Fritsch.** La Révolution française dans le canton de Sèvres, 1789-1802, 155 p. — **A. de Gain.** La Révolution dans l'Aude. L'émeute du 17 août 1792 à Carcassonne. Carcassonne, impr. E. Roudière, 1911, 209 p. — **E. Garmy.** Le canton de Commeny. Moulins, L. Grégoire, 1912, VIII-268 p. et grav. — **H. Giraud de La Boulie.** Généalogie de la famille de La Boulie, 2^e éd. Avignon, F. Seguin, 26 p. — **Abbé Goudier.** Esquisse sur l'histoire de Lisieux pendant le XIX^e siècle. Bayeux, impr. G. Colas, 176 p. — **C. de Gourcy.** La foire de Beaucaire. Montpellier, impr. Montane, VI-241 p. — **Lieutenant Gravier.** La levée en masse dans la Vienne (septembre 1793). Poitiers, impr. Blais et Roy, 42 p. — **Guide-Indicateur de la ville de Fécamp.** Fécamp, impr. M.-L. Durand, 1912, 160-XVI p. avec grav. — **H. Harvut.** Paramé sous la Terreur. Saint-Malo, impr. P. Chenu, 16 p.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Baldensperger (F.)*. Études d'histoire littéraire, 2^e série, 418.
Bezold (V.), *Gothein (E.)*, *Koser (R.)*. Staat und Gesellschaft der neueren Zeit, 410.
Buchon (Al.). Voyage dans l'Eubée... en 1841, éd. *Jean Longnon*, 180.
Cazalas (capitaine). Voir La guerre nationale de 1812.
Die allgemeinen Grundlagen der Kultur der Gegenwart, 410.
Driaault (E.). Napoléon et l'Europe, 143.
Fabre (H.). Portraits d'hier, 234.
Fisher (H. A. L.). The republican tradition in Europe, 411.
Gaullier (Paut.). La pensée contemporaine, 175.
Gothein (E.). Voir *Bezold (V.)*.
Hennequin (capitaine). Zurich. Masséna en Suisse, 181.
Kelsey (Fr. W.). Latin and Greek in American Education, 180.
Klaeber (lieutenant-colonel). Marschall Bernadotte, 408.
Koser (R.). Voir *Bezold (V.)*.
 La guerre nationale de 1812, trad. p. *Cazalas*, t. VII, 182.
Lévi-Alvares (D.). Education des femmes, t. I et II, 177.
Longnon (Jean). Voir *Buchon (Al.)*.
Metz-Noblat (A. de). La bataille de Frieschwiller, 182.
Meyers Historischer Handatlas, 185.
Picard (lieutenant-colonel). 1870. La guerre en Lorraine, 172.
Pollio (général *Albert*). Waterloo, 181.
Raif (Aug.-Fried.). Die Urteile der Deutschen über die französische Nationalität, 194.
Rivière (Ernest-M.). Corrections et additions à la bibliothèque de la Compagnie de Jésus, fasc. 1, 413.
Sabatier (M.). Etudes et discours, 176.
Schäfer (K.-H.). Die Ausgaben der apostol. Kammer unter Johann XXII, 396.
Seillière (E.). Introduction à la philosophie de l'impérialisme, 174.
Stern (Alfred). Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis

zum Frankfurter Frieden von 1871, 2^e partie, t. IV, V, VI, 168.
Vignaud (Henry). Histoire critique de la grande entreprise de Christophe Colomb, 398.

ANTIQUITÉ.

- Dhorme (P.)*. La religion assyro-babylonienne, 146.
Hauser (Ph.). Les Grecs et les Sémites dans l'histoire de l'humanité, 150.
Paulys Real-Encyclopädie der klassischen Altertumswissenschaft, nouv. éd. de *G. Wissowa* et *W. Kroll*, XIII Halbbd., 152.
Sourdille (C.). Hérodote et la religion de l'Égypte, 148.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

- Bainville (Jacques)*. Un roi wagnérien. Louis II de Bavière, 414.
Lenz (Max). Geschichte Bismarcks, 3^e éd., 180.
Sohm (Rudolph). Die altdeutsche Reichs- und Gerichtsverfassung, t. I, 413.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

- Hauviller (Ernst)*. Les pieux désirs d'un Alsacien, 346.
Jehl (X.). Voir *Kling (L.)*.
Kling (L.) et *Jehl (X.)*. Schlestadt pendant la guerre, 1870, 420.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

- Allamira y Crevea (Rafael)*. Historia de España y de la civilización española, t. II, III, IV, 158.
Régné (Jean). Catalogue des actes de Jaime I^{er}, Pedro III et Alfonso III, ... concernant les Juifs. T. I, 2^e partie : Actes de Jaime I^{er}, 1213-1276, 421.

HISTOIRE DE FRANCE.

- Ambès* (baron d'). Mém. inédits sur Napoléon III, éd. *Ch. Simond* et *C. Poinot*, 109.

- Andreis (Paul de)**. La magistrature française sous l'ancien régime, 352.
- Archives histor.** du département de la Gironde, t. XLIV, 416.
- Astier (colonel d')**. Le lieutenant général comte Deffrance, 419.
- Aulard (A.)**. Napoléon I^{er} et le monopole universitaire, 95.
- Barruel (abbé)**. Mém. pour servir à l'histoire du jacobinisme, abrégé p. E. Perrenet, 190.
- Bascoul (Louis)**. Essai histor. sur le château de Saint-Privat, 414.
- Benoît (Daniel)**. Les origines de la Réforme à Montauban, 340.
- Bertrand (A.)**. Les origines de la troisième République, 109.
- Blanchon (Pierre)**. Jean Guiton et le siège de la Rochelle, 188.
- Bled (Victor du)**. La Société française du xvi^e s. au xx^e s.; 8^e série : XVIII^e et XIX^e s., 350.
- Bloch (M.)**. Trois éducateurs alsaciens, 179.
- Bonnefon (Paul)**. Voir *Estrées* (M^{re} d').
- Bossuet**. Correspondance, t. IV, 1689-1791, éd. Ch. Urbain et E. Levesque, 417.
- Botrel (A.)**. Le canton de Lamballe pendant l'insurrection de 1799, 193.
- Boubée (Robert)**. Camille Jordan en Alsace et à Weimar, 98.
- Bouillé (marquis de)**. Souvenirs et fragments pour servir aux mémoires de ma vie, éd. p. P.-L. de Kermaingant, t. III, 93.
- Boulenger (Jacques)**. Le Grand Siècle, 341.
- Bovier (abbé H.)**. Histoire de l'église... de Sens, t. II et III, 187.
- Breil du Pontbriand (vicomte du)**. Le dernier évêque du Canada français, 347.
- Brenet (Michel)**. Les musiciens de la Sainte-Chapelle, 339.
- Broglie (Emmanuel de)**. La vénérable Louise de Marillac, 342.
- Broughton (Lord)**. Napoléon, Byron et leurs contemporains, t. I et II, trad. A. Fournier, 93.
- Champion (P.)**. Vie de Charles d'Orléans, 1394-1465, 153.
- Chandetier (G.)**. La révolution à Saint-Phal (1787-1795), 194.
- Cherbuliez (V.)**. L'idéal romanesque en France de 1610 à 1816, 175.
- Cocquaud (Camille)**. Le retour de l'île d'Elbe, 97.
- 1870-1871, 108.
- Collection hist. illustrée : Amours et coups de sabre d'un chasseur à cheval, 1800-1809, 419.
- Conard (Pierre)**. La constitution de Bayonne, 1808, 94.
- Congrès des Sociétés savantes de Provence, 189.
- Cordey (Jean)**. Voir *Correspond.* du maréchal de Vivonne.
- *Correspond.* de Louis-Victor de Rochechouart, 344.
- Correspond.* du maréchal de Vivonne, éd. Jean Cordey, 344.
- Cottin (Paul)**. Ed. Souvenirs de Roustam, 89.
- Daudet (Ernest)**. L'ambassade du duc Decazes en Angleterre, 1820-1821, 99.
- A travers trois siècles, 416.
- Deffrance (E.)**. Catherine de Médicis, 340.
- Delannoy (P.)**. La juridiction ecclésiastique en matière bénéficiaire. T. I : La juridiction contentieuse, 339.
- Delvaile (Jules)**. La Chalotais éducateur, 349.
- Despatys (baron)**. Un ami de Fouché, 96.
- Dubosq (André)**. Louis Bonaparte en Hollande, 88.
- Dudon (Paul)**. Lamennais et le Saint-Siège, 102.
- Duine (F.)**. Histoire... de Dol, 352.
- Duranty (marquis de)**. Voir *Gaffarel (Paul)*.
- Épopées centennaires, la Grande Armée. Récits de César de Laugier, trad. Henry Lyonnet, 419.
- Estrées (M^{re} d')**. Mémoires, éd. P. Bonnefon, 343.
- Febvre (Lucien)**. Philippe et la Franche-Comté, 404.
- Notes et docum. sur la Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté, 407.
- Fiaux (Louis)**. Armand Carrel et Emile de Girardin, 103.
- Fleischmann (H.)**. Marie-Louise libertine, 87.
- Fournier (A.)**. Voir *Broughton*.
- Gaffarel (Paul)** et *Duranty* (marquis de). La peste de 1720, 345.
- Galland (Elie)**. L'affaire Sirven, 346.
- Gaschet (Robert)**. La jeunesse de Paul-Louis Courier, 100.
- Gautherot (G.)**. L'échange des otages, Thiers et Mgr Darboy, 106.
- Gazier (A.)**. Les derniers jours de Blaise Pascal, 178.
- Voir *Hermant*.
- Gigon (S.-C.)**. La troisième guerre de religion, 340.
- Guérin (Pierre)**. Hist. d'une commune rurale de 1780 à 1800, 189.
- Guillon (Edouard)**. Napoléon et la Suisse, 1803-1815, 94.
- Halphen (Louis)**. Voir *Luchaire (Achille)*.
- Hauteccœur (Mgr Edouard)**. Hist. de l'abbaye de Flines, 415.
- Hémon (P.)**. Bersot et ses amis, 179.

- Hermant (Godefroy)*. Mémoires, éd. A. Gazier, t. IV-VI, 343.
- Jaurgain (Jean de)*. Troisvilles, d'Arctagnan et les trois mousquetaires, 188.
- Keller (A.)*. Correspondance, bulletins et ordres du jour de Napoléon, 87.
- Kermaingant (P.-L. de)*. Voir *Bouillé* (marquis de).
- Lachèvre (Frédéric)*. Le libertinage au XVIII^e s., 343.
- Lacombe (Paul)*. Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle. Supplément : 1902-1910, 414.
- Lacour-Gayet (G.)*. La marine militaire de la France... T. I : Richelieu, Mazarin, 344.
- Lacretelle (Pierre de)*. Les origines et la jeunesse de Lamartine, 1790-1812, 418.
- Laferrière (Henri)*. La loi électorale du 31 mai 1850, 104.
- Langlade (E.)*. La marchande de modes de Marie-Antoinette, 350.
- Langlois (Ludovic)*. La communauté des notaires de Tours, 350.
- Lanson (G.)*. Manuel bibliographique de la littérature française moderne. T. III : XVIII^e s., 176.
- Lanzac de Laborie (L. de)*. Paris sous Napoléon, t. VII, 95.
- Latreille (C.)*. Après le Concordat, 100. — Voir *Charles Sainte-Foi*.
- Lebey (André)*. Louis Napoléon Bonaparte et le ministère Odilon Barrot (1849), 420.
- Leclerc (dom H.)*. Les martyrs. T. X : le XVIII^e s., 345.
- Ledru (A.)*. Répertoire des monuments... trouvés dans les départements de la Sarthe et de la Mayenne, 186.
- Lepelletier (Edmond)*. Hist. de la Commune de 1871, t. I, 108.
- Letonnelier (G.)*. Annecy aux XV^e et XVI^e s., 416.
- Lettres et documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat*, t. V, 90.
- Levesque (E.)*. Voir *Bossuet*.
- Lévy (R.)*. La rivalité du Havre et de Montvilliers sous la Révolution, 193.
- Lortsch (D.)*. Histoire de la Bible en France, 163.
- Luchaire (Achille)*. Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs, nouv. éd. p. L. Halphen, 186.
- Lyonnet (Henry)*. Voir *Épopées centénaires*.
- Magne (Emile)*. Voiture et les origines de l'hôtel de Rambouillet (1597-1635), 417.
- *Gautier-Garguille*. Notices d'après des documents inédits, 417.
- Mallevoüe (F. de)*. Les actes de Sully passés au nom du roi, de 1600 à 1610, 341.
- Marion (M.)*. Les impôts directs sous l'Ancien régime, 347.
- Marquiset (Alfred)*. Un cavalier léger : le colonel Clère, 1791-1866, 419.
- Martin (Georges)*. Hist. de l'enseignement du droit en Bretagne jusqu'en 1735, 351.
- Martinien (A.)*. La mobilisation de l'armée; mouvements des dépôts du 15 juillet 1870 au 1^{er} mars 1871, 420.
- Mathiez (A.)*. Les conséquences religieuses de la journée du 10 août 1792, 192.
- Méneval (baron de)*. L'impératrice Joséphine, 87.
- Monin (H.)*. François-Désiré Bancel, 104.
- Moulonguet (P.)*. La souveraineté de Béarn à la fin de l'Ancien régime, 351.
- Ollivier (Emile)*. Philosophie d'une guerre, 1870, 106.
- Pellisson (Maurice)*. Les hommes de lettres au XVIII^e s., 417.
- Pernot (Maurice)*. La politique de Pie X, 110.
- Perrenel (E.)*. Voir *Barruel*.
- Petitot (H.)*. Pascal, 343, note 2.
- Pilon (C.)*. Paris sous Louis XV. Rapports des inspecteurs de police, 3^e série, 188.
- Poëte (Marcel)*. Formation et évolution de Paris, 414.
- Poinsot (C.)*. Voir *Ambès* (baron d').
- Pouchenot (Marius)*. Le budget communal de Besançon au début du XVIII^e s., 350.
- Radiguet (Léon)*. L'acte additionnel aux constitutions de l'Empire, 97.
- Riballier (Louis)*. 1830, 99.
- Richemond (L. de)*. Les Rochelais à travers les siècles, 352.
- Rilly (comte de)*. Une page de l'histoire d'Alsace au XVIII^e s., 352.
- Rochemonteix (Camille de)*. Nicolas Caussin, 342.
- Rouillon (P.-A.-M.)*. Le Père Ollivier, 1835-1910, 105.
- Sainte-Foi (Charles)*. Souvenirs de jeunesse, 101.
- Sanson (V.)*. Le livre des fontaines, 186.
- Sevestre (Em.)*. L'organisation du clergé paroissial à la veille de la Révolution, 349.
- Simon (Pierre-F.)*. A. Thiers, 105.
- Simond (Ch.)*. Voir *Ambès* (baron d').
- Somma Circello* (marquis di). Voir *Weil* (M.-H.).
- Stenger (Gilbert)*. Grandes dames du XIX^e s., 98.
- Tarlé (E.)*. L'industrie dans les cam-

- pagnes en France à la fin de l'ancien régime, 348.
- Tedeschi (A.)*. Ossian, « l'Homère du Nord » en France, 418.
- Urbain (Ch.)*. Voir *Bossuet*.
- Uzuzeau (F.)*. Andegaviana, 11^e série, 191.
- *M^{me}* Turpault de Cholet, 2^e éd., 191.
- Le premier généralissime de la grande armée catholique et royale de la Vendée, 192.
- Vidal (A.)*. Douze comptes consulaires d'Albi du xiv^e s., t. I et II, 187.
- Vissac (baron Marc de)*. La marquise de Ganges, 188.
- Wahl (Adalbert)*. Robespierre, 189.
- Weil (Georges)*. Histoire du mouvement social en France, 2^e éd., 110.
- Weil (M.-H.)* et *Somma Circello (marquis di)*. Correspondance inédite de Marie-Caroline, t. I et II, 92.
- Weulersse (G.)*. Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770, 347.
- Ziegler (Eugen)*. Das Drama der Revolution, 190.
- Zurlinden (général)*. Napoléon et ses maréchaux, I, II, 90.
- HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.
- Anson (William R.)*. The law and Custom of the Constitution. T. I : Parliament, 4^e éd., 423.
- Boiland (William Craddock)*. The Eyre of Kent, 6-7. Edward II, 1313-1314, I, 112.
- Bosworth (G. F.)*. The Cambridge historical Readers, 391.
- Boutet de Monvel (Roger)*. Les Anglais à Paris, 1800-1850, 123.
- Brown (P. Hume)*. History of Scotland, III, 134.
- Browning (Oscar)*. Despatches from Paris 1784-1790. T. II : 1788-1790, 423.
- Brozap (Henry)*. A biography of Thomas Deacon, 120.
- Butler (H. B.)*. Voir Historical portraits.
- Camden Miscellany*, t. XII, 422.
- Cazamian (Louis)*. L'Angleterre moderne, son évolution, 124.
- Coz (Rev. J. Charles)*. The sanctuaries... of mediaeval England, 127.
- Craick (Henry)*. The life of Edward, earl of Clarendon, 118.
- Cunningham (Andrey)*. British credit in the last Napoleonic war, 96.
- Dawson (Charles)*. History of Hastings castle, 128.
- Dowden (Mgr John)*. The medieval church in Scotland, 130.
- Edmundson (George)*. Anglo-dutch rivalry, 118.
- Flenley (Ralph)*. Six town chronicles of England, 113.
- Fletcher (C. R. L.)* et *Kipling (Ruydard)*. A school history of England, 391.
- Voir Historical portraits.
- Gaffié (Lewis)*. La crise constitutionnelle anglaise, 195.
- Gairdner (James)*. Lollardy and the Reformation in England, 116.
- Henderson (George)*. The Norse influence on Celtic-Scotland, 129.
- Herkless (J.)* et *Hannay (R. Kerr)*. The archbishops of Saint Andrews, 131.
- Historical portraits, 1600-1700. The lives by *H. B. Butler* and *C. R. L. Fletcher*: The portraits, chosen by *E. Walker*, 422.
- Irwain (Ch. H. Mac)*. The high court of Parliament, 126.
- Keith (Theodora)*. Commercial relations of England and Scotland, 132.
- Kingsford (Charles Lethbridge)*. The first English life of king Henry the fifth, 113.
- Kipling (Ruydard)*. Voir *Fletcher (C. R. L.)*.
- Lawrie (Archibald Campbell)*. Annals of the reigns of Malcolm and William, 129.
- Leach (Arthur F.)*. Educational charters and documents, 598 to 1909, 424.
- Leadam (J. S.)*. Select cases before the king's Council in the Star Chamber. II : 1509-1544, 112.
- Littell (John Stockton)*. The historians and the English Reformation, 117.
- Lloyd (John Edward)*. A history of Wales, 114.
- Mac Clure (Edm.)*. British place names, 114.
- Maitland (F. W.)*. Equity, 127.
- Mathieson (William Law)*. The awakening of Scotland, 133.
- Meyer (Arnold Oskar)*. England und die katholische Kirche unter Elisabeth und den Stuarts, I, 117.
- Morgan (Shepard Ashman)*. The history of parliamentary taxation in England, 127.
- Mullinger (James Bass)*. The University of Cambridge, III, 119.
- Neilson (Miss N.)*. Customary rents, 124.
- Orpen (Goddard Henry)*. Ireland under the Normans, 1169-1216, 115.
- Patterson (Frank Allen)*. The middle English penitential lyric, 421.
- Raffenet (lieutenant)*. L'armée anglaise, 182.
- R. Commission on historical mss., 235.

- Robertson (C. Grant)*. England under the Hanoverians, 123.
Robinson (J. Armitage). Gilbert Crispin, abbot of Westminster, 111.
 — The abbot's house at Westminster, 421.
Rooseboom (Matthijs). The scottish staple in the Netherlands, 131.
Rose (J. Holland). William Pitt, 121.
Round (J. Horace). The king's sergeants and officers, 125.
Seaton (A. A.). The theory of toleration under the later Stuarts, 120.
Stenton (F. N.). Types of manorial structure in the northern Danelaw, 124.
Studer (P.). The Oak book of Southampton of c. A. D. 1300, t. II, 393.
 The Cambridge medieval history, 237.
Usher (Rowland G.). The reconstruction of the english Church, 117, note 3.
Ward (A. W.) et Waller (A. R.). The Cambridge history of english literature, VII, 119.
Walker (Emery). Voir Historical portraits.
Waller (A. R.). Voir *Ward (A. W.)*.

HISTOIRE D'ITALIE.

- Allen (M.)*. A history of Verona, 357.
Baldasseroni (F.). Voir Regesto di Camaldoli.
Bollea (L. Cesare). Documenti degli archivii di Pavia relativi alla Storia di Voghera (929-1300), 355.
Canz (Oskar With.). Philipp Fontana, Erzbischof von Ravenna, 362.
Chiappelli (L.). Nuove ricerche su Cino da Pistoia, 362.
Crivelluci (Amedeo). Le origini dello stato della Chiesa, 359.
Duchesne (L.). Les premiers temps de l'Etat pontifical, 3^e éd., 359.
Guidi (P.). Voir Regesto del capitolo di Lucca.
Hertler (Fritz). Die Podestà literatur Italiens im 12 u. 13 Jahrh., 356.
Hessel (Alfred). Gesch. der Stadt Bologna von 1116 bis 1280, 357.
Hirsch (Paul). Die Erhebung Berengars I von Frioul zum König in Italien, 360.
Hodgson (F. C.). Venice in the thirteenth and fourteenth century., 357.
 I diplomi italiani di Lodovico III e di Rodolfo II, éd. *L. Schiaparelli*, 354.
Jordan (E.). Les origines de la domination angevine en Italie, 360.
Kalkoff (Paul). Die Miltitziade, 424.
Lenet (Walter). Venezianisch-Istrische Studien, 356.

- Merores (Margarete)*. Gaeta im frühen Mittelalter, 358.
Niese (Hans). Die Gesetzgebung der normanischen Dynastie im Regnum Siciliae, 363.
Pagliati (Luigi). Voir Regesto di Coltibuono.
Parenti (O.). Voir Regesto del capitolo di Lucca.
Rambaud (J.). Naples sous Joseph Bonaparte, 165.
 — Lettres inédites ou éparses de Joseph Bonaparte à Naples, 165.
 Regesta chartarum Italiae, 355.
 Regesto del capitolo di Lucca, t. I, éd. *P. Guidi et O. Parenti*, 355.
 Regesto di Camaldoli, éd. *L. Schiaparelli et F. Baldasseroni*, t. II, 355.
 Regesto di Coltibuono, éd. *L. Pagliati*, 355.
Schäfer (Karl H.). Deutsche Ritter und Edelknechte in Italien während des 14 Jahrh., 363.
Schiaparelli (L.). Voir I diplomi italiani di Lodovico III e di Rodolfo II.
 — Voir Regesto di Camaldoli.
Schiffer (Zippora). Markgraf Hubert Pallavicini, 362.
 Scriptores rerum italicarum, 353.
Sella (P.). Voir Statuti di Ascoli Piceno.
Smidt (With.). Das Chronicon Beneventani monasterii S. Sophiae, 355.
Sorbetti (Albano). Il comune rurale dell' Appennino emiliano nei sec. XIV e XV, 359.
 Statuti della provincia Romana. Vicovaro, Cave, Roccantica, Ripi, Genazzano, Tivoli, Castel Fiorentino, 353.
 Statuti di Ascoli Piceno dell' anno M CCC LXXVII, éd. *L. Zdekauer et P. Sella*, 354.
Tomassetti (Gius.). La campagna romana... T. II : Via Appia, Ardea, tina ed Aurelia, 358.
Zdekauer (L.). Voir Statuti di Ascoli Piceno.

HISTOIRE D'ORIENT.

- Caetani (Leone)*. Studi di storia orientale, t. I, 425.
Ketkar (Shridhar V.). The history of Caste in India, 389.
Schiffer jun. (Sina). Die Aramäer, 424.
Viaud (R. P. Prosper). Nazareth et ses deux églises, 195.

HISTOIRE DE RUSSIE.

- Arkhiv iougo-zapadnoi, 3^e partie, t. III, 137.
Borodkine. Istoria Finlandii, t. I, 140.

- Duchesne (E.)*. Le Domostroi, trad., 138.
Dukmeyer (Fr.). Korbs diarium, 139.
Fedorowicz (Wladyslaw de). 1809, campagne de Pologne, t. I, 91.
Gorainov (S.). Journal d'un frère d'armes de Charles XII, 140.
Grigoriev (V.). Reforma mestnawo oupravlenia pri Ekaterinié II, 141.
Grouchevski (M.). Kievskaja Rouss, t. I, 136.
 Guerre russo-japonaise, t. III, 1 et 2, 183.
Haumant (Émile). La culture française en Russie, 141.
Herchenson (M.). Jisn V. S. Pétchérina, 144.
Kariev (N.). V Kakom smyslié mojno gororit, 138.
Kaufmann (J.). Sérébrianyi roubi v Rossii, 135.
Kiesewetter (A.). Mestnoïé Samououpravlenié v Rossii, 135.
Klajé (D' Herm.). Die Russen vor Kolberg, 140.
Kulczycki (L.). Geschichte der Russischen Revolution, t. I, 145.
Lioubavski (M.). Otcherk istorii litovsko-rousskago gosoudartstva, 136.
 Matérialy voienno outchenavo archiva, t. XIII, XIV, 143.
Mikhaïlovitch (Nikolai). Pérépiska Impératora Alexandra I, 143.
 Moskva v ieia prochloni nastoiatschem, 135.
Nikolski. Voir *Pokrovski*.
 Pamiatniki diplomatitcheskikh snochenii Rossii so Chvetziei, 138.
Pavlov-Silvanski (N.). Feodalism, v oudielnoi Roussi, 137.
 Pérépiska Impératora Nikolaïa I s Tzessarievitchem Konstantinom Pavlovitchem, t. I, 143.
Pissarevski. La colonisation étrangère sous Catherine II, 142.
Pokrovski, Nikolski et Storogev. Rousskaïa istoria, 134.
 Polnoïe sobranie rousskikh lietopicieï, t. XIV, 139.
Storogev. Voir *Pokrovski*.
Tastevin (F.). Histoire de la colonie française de Moscou, 142.
Tzétaïev (D.). Tzar Vassili Chouiski, 139.
Véréténnikov (V.). Istoria tainoi kantzelarii Petrovskavo vréménii, 140.
Wille (comte). La guerre avec le Japon, 183.
Zagorskine (N.). Rousskié vodynié pouti i soudovoïé diélo v do Petrovskoi Roussi, 135.
- Barnaud (J.)*. Quelques lettres inédites de Pierre Viret, 240.
Vuilleumier (H.). Notre Pierre Viret, 240.

HISTOIRE DE L'ART.

- Ardenne de Tizac (d')*. Voir *Bushell (S. V.)*.
Armstrong (W.). Grande-Bretagne et Irlande, 370.
Baum (Jules). L'art roman en France, 365.
Bertaux (Em.). Donatello, 374.
Boppe (A.). Les peintres du Bosphore au XVIII^e s., 178.
Botschère (J. de). La sculpture anversoise, 381.
Bovel (Marie-Anne de). Cracovie, 380.
Boyer d'Agén. L'œuvre littéraire de Michel-Ange, d'après les Archives Buonarrotti, 382.
Brassinne (J.). Voir *Helbig (Jules)*.
Bréhier (Louis). Voir *Desdevises du Dezert*.
Brenet (Michel). Musique et musiciens de la vieille France, 185.
Bushell (S. V.). L'art chinois, trad. *Ardenne de Tizac*, 388.
Caddau (Louis). Monographie de la cathédrale de Tarbes, 379.
Cartwright (Julia). The painters of Florence from the thirteenth to the sixteenth cent., 375.
Caylus (comte de). Vies d'artistes du XVIII^e s., discours sur la peinture, éd. A. Fontaine, 385.
Clouzot (H.). Philibert de l'Orme, 376.
Cordier (Henri). La Chine en France au XVIII^e s., 388.
Dacier (E.). La Revue de l'Art ancien et moderne : tables (1897-1909), 364.
Dandelot (A.). Voir *Prodhomme (J.-G.)*.
Davies (Gerald S.). Renaissance; the sculptured tombs of the xvth cent. in Rome, 368.
De Foville. Les Della Robbia, 374.
Delahache (G.). La cathédrale de Strasbourg, 379.
Demaison (L.). La cathédrale de Reims, 380.
Desdevises du Dezert (G.) et Bréhier (Louis). Clermont-Ferrand, 380.
Dimier (L.). Les Primitifs français, 373.
 — Critique et controverse touchant différents points de l'histoire de l'art, 387.
Dorbec (Prosper). Théodore Rousseau, 378.
Du Bus (Ch.). Tables générales des cinquante premières années de la « Gazette des beaux-arts » (1859-1908), t. I, 364.

HISTOIRE DE SUISSE.

- Barnaud (J.)*. Pierre Viret, sa vie et son œuvre, 1511-1571, 240.

- Durand-Gréville (E.)*. Hubert et Jean Van Eyck, 372.
- Fontaine (André)*. Les collections de l'Académie royale de peinture et de sculpture, 384.
- Voir *Caylus* (comte de).
- Germain (Alphonse)*. Les Néerlandais en Bourgogne, 381.
- Gietly (L.)*. Giovanni Antonio Bazzi, dit le Sodoma, 375.
- Giroude (André)*. Martin Schöngauer, 374.
- Giron (Léon)*. Les peintures murales des églises de la Haute-Loire, 381.
- Gsell (Paul)*. Voir *Rodin (Auguste)*.
- Helbig (Jules)* et *Brassinne (Joseph)*. L'art mosan, t. II, 380.
- Hymans (Henri)*. Bruxelles, 380.
- Jean (René)*. Les arts de la terre, 368.
- Lafond (Paul)*. Ribera et Zurbaran, 377.
- Lami (Stanislas)*. Dictionnaire des sculpteurs français du XVIII^e s., 364.
- Laran (Jean)*. La cathédrale d'Albi, 380.
- Laurent (Marcel)*. L'art chrétien primitif, 365.
- Lefevre-Pontalis (E.)*. Voir Petites monographies des grands monuments.
- Lemoisne (André)*. Voir *Seidlitz (W. de)*.
- Lemonnier (H.)*. L'art français au temps de Louis XV (1661-1690), 377.
- Léonard de Vinci*. Traité de la peinture, trad. *Péladan*, 382.
- Limagne (A.)*. Souvigny, 379.
- Mandach (Conrad de)*. Voir *Wölfflin (H.)*.
- Marignan (A.)*. La décoration monumentale des églises de la France septentrionale du XII^e au XIII^e s., 372.
- Michel (André)*. Histoire générale de l'art, t. VI, 365.
- Molmenti (Pompeo)*. Tiepolo, trad. H.-L. de *Perera*, 376.
- Mourey (Gabriel)*. Les préraphaélites anglais, 378.
- Nouvelle collection des classiques de l'art, 365.
- Péladan*. Voir *Léonard de Vinci*.
- Perera (H.-L. de)*. Voir *Molmenti (P.)*.
- Petites monographies des grands monuments, publ. sous la dir. de *E. Lefevre-Pontalis*, 379.
- Petrucchi (R.)*. La philosophie de la nature dans l'art d'Extrême-Orient, 388.
- Peyre (Roger)*. Téniers, 377.
- Prodhomme (J.-G.)* et *Dandelot (A.)*. Gounod (1818-1893), 185.
- Réau (Louis)*. Les primitifs allemands, 373.
- Reinach (S.)*. Répertoire de peintures du moyen âge et de la Renaissance (1280-1580), t. III, 364.
- Rey (Emile)*. La cathédrale de Cahors, 379.
- Reymond (Marcel)*. Le Bernin, 375.
- Ricci (Corrado)*. Italie du Nord, 371.
- Rochias (abbé G.)*. Les chapiteaux de Saint-Nectaire, 379.
- Rodin (Auguste)*. L'art, entretiens réunis par *Paul Gsell*, 383.
- Rouanet (Léo)*. Quatre dialogues sur la peinture de Francesco de Hollande, 383.
- Schneider (R.)*. Botticelli, 375.
- *Quatremère de Quincy* (1788-1830), 386.
- L'esthétique classique chez *Quatremère de Quincy* (1805-1825), 386.
- Seidlitz (W. de)*. Les estampes japonaises, trad. *A. Lemoisne*, 388.
- Servières (Georges)*. Dresde, 380.
- Wilden (Dumont)*. Les portraitistes français du XVIII^e s., 377.
- Woermann (K.)*. Geschichte der Kunst aller Zeiten und Völker, 3^e vol., 369.
- Wölfflin (H.)*. L'art classique, trad. de *Mandach*, 386.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

Pages

DEVINAT (P.). Le mouvement constitutionnel en Prusse de 1840 à 1847; Frédéric-Guillaume IV et les diètes provinciales (3 ^e et 4 ^e parties).	56, 241
LUBIMENKO (I.). Les marchands anglais en Russie au XVI ^e siècle	1
ROMIER (L.). La crise gallicane de 1551 (<i>suite et fin</i>) . .	27
ROUX (F.-Ch.). La Russie, la France et la question d'Orient après la guerre de Crimée.	272

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

BATAILLON (L.). Les luttes notariales dans les pays de coutumes du XIII ^e au XV ^e siècle	335
FREDERICQ (P.). Les récents historiens catholiques de l'Inquisition en France	307
HAUSER (H.). Les <i>Acta tumultuum Gallicanorum</i> (<i>suite et fin</i>).	75
RAPHAËL (P.). Trois lettres inédites de Jules Ferry . . .	85

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire de l'art , par L. HOURTICQ	364
Histoire de France (époque moderne), par H. HAUSER .	339
— (époque contemporaine), par E. DRIAULT. . . .	87
Histoire de Grande-Bretagne , par Ch. BÉMONT . . .	111
Histoire d'Italie (moyen âge), par R. POUPARDIN . . .	353
Histoire de Russie (publications de l'année 1910), par G. GAUTIER.	134

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

ALTAMIRA Y CREVEA (R.). Historia de España y de la civilización española (G. Desdevises du Dezert). . .	158
BOSWORTH (G. F.). The Cambridge historical readers (Ch. Bémont).	391
CHAMPION (P.). Vie de Charles d'Orléans, 1394-1465 (G. Monod).	153
DHORME (P.). La religion assyro-babylonienne (P. Oltramare).	146
FEBVRE (L.). Philippe II et la Franche-Comté (Ch. Pfister). .	404

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE MARS-AVRIL 1912.]

TABLE DES MATIÈRES.

473

Pages

FEBVRE (L.). Notes et documents sur la Réforme et l'Inquisition en Franche-Comté (Ch. Pfister)	407
FLETCHER (C. R. L.) et KIPLING (R.). A school history of England (Ch. Bémont)	391
HAUSER (Ph.). Les Grecs et les Sémites dans l'histoire de l'humanité (Ch. Guignebert)	150
KETKAR (S. V.). The history of Caste in India (P. Oltremare)	389
KLAEBER (lieut.-colonel). Marschall Bernadotte, Kronprinz von Schweden (P. Bondoïs)	408
LORTSCH (D.). Histoire de la bible en France (N. Weiss)	163
PICARD (lieut.-colonel). 1870. La guerre en Lorraine (A. Dreyfus)	172
RAMBAUD (J.). Naples sous Joseph Bonaparte, 1806-1808 (G. Bourgin)	165
— Lettres inédites ou éparses de Joseph Bonaparte à Naples (1806-1808) (Id.)	167
SCHÄFER (K.-H.). Die Ausgaben der apostolischen Kammer unter Johann XXII (R. Michel)	396
SOURDILLE (C.). Hérodote et la religion de l'Égypte (P. Oltremare)	148
STERN (A.). Geschichte Europas seit den Verträgen von 1815 bis zum Frankfurter Frieden von 1871 (A. Guillard)	168
STUDER (P.). The Oak book of Southampton of c. A. D. 1300 (Ch. Bémont)	393
VIGNAUD (H.). Histoire critique de la grande entreprise de Christophe Colomb (L. Gallois)	398
WISSOWA (G.) et KROLL (W.). Pauly's Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft, XIII ^{er} Halbd. (Ch. Lécirvain)	152

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire d'Allemagne (L. HALPHEN)	413
Histoire d'Espagne (Ch. BÉMONT)	421
Histoire de France (Ch. BÉMONT, M. BLANCHARD, A. DREYFUS, E. DRIAULT, L. HALPHEN, H. HAUSER, P. MATTER, R. MICHEL, G. MONOD, R. REUSS, R.-N. SAUVAGE)	186, 414
Histoire de la Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT)	195, 421
Histoire d'Italie (E. JORDAN)	424
Histoire d'Orient (L. BRÉHIER, MAYER-LAMBERT)	196, 424
Histoire générale (Ch. BÉMONT, A. DREYFUS, L. HALPHEN, R. LEVY, P. MATTER, R. MICHEL, G. MONOD, Ch. SEIGNOBOS)	174, 410

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

(Liste alphabétique par noms de pays.)

ALLEMAGNE.		Pages
1. Deutsche Rundschau		441
2. Historisches Jahrbuch		441
3. Historische Zeitschrift		440
ALSACE.		
1. Revue d'Alsace		214
AUTRICHE.		
1. Mitteilungen d. Instituts f. österreich. Geschichtsfor- schung		458
BELGIQUE.		
1. Analecta Bollandiana		215
2. Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique		216
3. Annales de la Société d'émulation de Bruges		217
4. Annales du Congrès flamand de philologie et d'histoire.		218
5. Archives belges		217
6. Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale de Belgique		218
7. Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand.		219
8. Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous		220
9. Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain.		219
ÉTATS-UNIS.		
1. The American historical review		222
2. The Nation		221
FRANCE.		
1. Académie des inscriptions et belles-lettres		197
2. Académie des sciences morales et politiques		197
3. Anjou historique (l')		439
4. Annales de Bretagne		210
5. Annales de géographie		207
6. Annales révolutionnaires		432
7. Athéna		203
8. Bibliographe moderne (le)		208
9. Bibliothèque de l'École des chartes		199

TABLE DES MATIÈRES.

475

Pages

10. Bulletin de la Commission des documents économiques de la Révolution	206
11. Bulletin de la Soc. de l'hist. de Paris et de l'Ile-de-France.	439
12. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français.	204
13. Bulletin italien	434
14. Correspondant (le)	435
15. Études. Revue fondée des Pères de la C ^{ie} de Jésus . .	198
16. Feuilles d'histoire	430
17. Journal des Savants	427
18. Mélanges d'archéologie et d'histoire	198
19. Moyen âge (le)	199
20. Nouvelle revue historique de droit.	205, 435
21. Revue (la)	202
22. Revue bleue (la)	438
23. Revue critique d'histoire et de littérature	208, 428
24. Revue de Bretagne	211
25. Revue de Gascogne.	211
26. Revue de l'Agenais	209
27. Revue de l'Anjou	210
28. Revue de l'histoire des religions	203
29. Revue de Paris (la)	437
30. Revue des Deux-Mondes	200
31. Revue des études anciennes.	429
32. Revue des études napoléoniennes.	433
33. Revue des études rabelaisiennes	206
34. Revue des Pyrénées	213
35. Revue des questions historiques	426
36. Revue des sciences politiques	434
37. Revue de synthèse historique	427
38. Revue d'histoire de Lyon.	212
39. Revue d'histoire diplomatique	200
40. Revue d'histoire moderne et contemporaine	430
41. Revue d'histoire rédigée à l'État-major	207
42. Revue du Midi	213
43. Revue générale du droit	206
44. Revue historique de la Révolution française	433
45. Revue historique et archéologique du Maine	212
46. Romania	208

GRANDE-BRETAGNE.

1. The Athenæum	444
2. The english historical review	442
3. The scottish historical review	445

ITALIE.

1. Archivio della R. Soc. romana di storia patria . . .	449
---	-----

	Pages
2. Archivio storico italiano	446
3. Archivio storico lombardo	450
4. Archivio storico siciliano	452
5. Atti e Memorie della R. deput. di stor. patr. per le provincie di Romagna	451
6. Nuovo archivio veneto	451
7. Rivista storica italiana	452
8. Studi storici	448

RUSSIE.

1. Revue contemporaine	224
2. Vizantijiski Vremennik	225

SUISSE.

1. Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau	459
2. Archives de la Société d'hist. du canton de Fribourg	456
3. Anzeiger f. schweizer. Geschichte.	457
4. Basler Zeitschr. f. Gesch. u. Altertumskunde.	455
5. Freiburger Geschichtsblaetter	456
6. Jahrbuch f. schweizer. Geschichte	453
7. Revue d'histoire ecclésiastique suisse	458

CHRONIQUE.

<i>Allemagne</i>	462
<i>Belgique</i>	235
<i>États-Unis</i> (Ch. BÉMONT)	463
<i>France</i> (Ch. BÉMONT, G. BOURGIN, R. LATOUCHE, R. MICHEL, Ch. SCHMIDT, J. TOUTAIN)	226, 460
<i>Grande-Bretagne</i> (Ch. BÉMONT)	237, 463
<i>Italie</i>	464
<i>Russie</i>	237
<i>Suisse</i> (V. VAN BERCHEM)	238
<i>Nouvelles publications françaises</i>	464
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	465

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

